

Le Statut Professionnel des Journalistes

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 13 Mars 1937, à 14 heures.

PAR

Jean MEYNAUD

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. OUALID, Professeur.

Suffragants : M. MESTRE, Professeur.

M. NOYELLE, Professeur.

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, GALERIE BEAUJOLAIS, PALAIS-ROYAL

1937

**Le Statut Professionnel
des Journalistes**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

Le Statut Professionnel des Journalistes

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 13 Mars 1937, à 14 heures.

PAR

Jean MEYNAUD

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. OUALID, Professeur.

Suffragants : M. MESTRE, Professeur.

M. NOYELLE, Professeur.

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, GALERIE BEAUJOLAIS, PALAIS-ROYAL

1937



AVANT-PROPOS

Le fonctionnement normal des institutions démocratiques suppose l'existence d'une presse libre jouissant du droit de critique le plus absolu, vis-à-vis des actes du gouvernement. La liberté de la presse comme la publicité est de l'essence de la démocratie. Mais cette liberté doit être réelle, effective, et si les consignes politiques sont exécrables s'adressant aux journalistes, pareillement les consignes venant des puissances économiques risquent de détruire dans son fondement les principes de cette liberté. Lorsque M. Léon Blum déclare préférer une presse pervertie, à une presse enchaînée, nous ne comprenons pas bien cette distinction, car il n'est de presse plus enchaînée que la presse pervertie.

En ce sens, la loi du 30 mars 1935, nous est apparue comme particulièrement intéressante, car elle offre des avantages matériels et des garanties de sécurité aux journalistes professionnels, et elle leur fait faire un grand pas dans la voie de la libération; trop souvent les journalistes se trouvaient absolument sans défense vis-à-vis de leur directeur, et s'ils voulaient obéir à leur conscience, ils devaient faire le sacrifice de la situation matérielle.

La loi de 1935 est venue changer tout cela : elle a donné aux journalistes professionnels des garanties de situation, des conditions de vie acceptables, la possibilité d'une grande indépendance morale; nous connaissons trop les journalistes pour ne pas savoir que les défauts que l'on impute à la presse ne viennent pas d'eux-mêmes

mais des ordres qu'ils reçoivent des suggestions qu'on leur impose. La loi de 1935, leur permet d'être plus indépendant vis-à-vis de ces ordres et de ces suggestions : par là elle tend à assurer la libération des journalistes, vis-à-vis des pressions, des forces économiques et par là même, la liberté réelle de la presse.

Cette loi, nous a paru aussi intéressante, car elle porte la marque de l'esprit démocratique : c'est un modèle de législation sociale qui peut être perfectionné encore par le procédé de la convention collective, d'après la loi du 20 juin 1936. Telle qu'elle est, elle dote les journalistes français d'un statut professionnel extrêmement avantageux : or, elle est venue sans bruit, à son heure, modestement, allions-nous écrire; elle répond à la conception du travail des démocraties qui réalisent le progrès, et donnent encore des leçons au monde sans vanité et sans ostentation.

Enfin cette loi, par la place qu'elle donne aux conceptions syndicalistes, nous a paru digne de la plus grande attention, elle ne s'est pas contentée de consacrer certaines institutions extrêmement neuves, dans la législation française du travail : le salaire minimum fixé par une commission mixte, par exemple; mais elle a transformé l'esprit des rapports sociaux, en faisant la plus large part à l'arbitrage, et elle a mis en vedette cette conception capitale, conception de l'avenir, en vertu de laquelle en matière de conflits sociaux les procédures violentes doivent cesser devant le règne de la loi. Les intéressés mis en présence, doivent s'entendre, conclure des accords; s'ils ne le peuvent, l'Etat arbitre souverain agissant pour le bien public, leur imposera par l'intermédiaire de ses fonctionnaires un accord instituant un *modus vivendi* acceptable. Avant que des lois récentes n'essaient de transposer ce

principe, à l'ensemble des travailleurs, la loi du 30 mars 1935, qui le consacrait pour les journalistes professionnels a apporté ainsi une innovation capitale dans la législation française : cette loi marque le point de départ d'une ère nouvelle dans les rapports entre le travail et le capital.

*
**

Nous avons pour but de décrire la condition économique et professionnelle du journaliste, et nous laisserons pour le moment du moins à d'autres, le soin de traiter des conditions juridiques de son activité : la loi de 1881 ne répond plus semble-t-il aux nécessités actuelles. Un projet de réforme portant notamment sur la répression des fausses nouvelles de la diffamation, et de la compétence du jury, est actuellement examiné après avoir été voté à la chambre, par la Commission de législation du Sénat. Certaines mesures d'autre part, sont à l'étude pour permettre le contrôle des ressources financières des journaux : publications de bilan, constitutions des journaux en société anonyme, tirage contrôlé, prix de vente minimum en tenant compte du nombre de pages. Toutes ces mesures ont fait couler beaucoup d'encre et suscité bien des oppositions : en tant qu'elles permettent une libération effective de la presse, elles ont suscité l'opposition de tous ceux qui ne voient par la défense de la liberté que la défense des privilèges économiques et sociaux existants. Malgré eux, on assurera la liberté de la presse comme la loi de 1935, a assuré la libération des journalistes professionnels.

*
**

Certains s'étonneront de la place que nous faisons dans nos conceptions aux journalistes professionnels, et aux syndicats qui les représentent. Nous avons pu constater par nous-mêmes, la force de l'action menée par le Syndicat national des Journalistes, avec une fermeté qui ne s'est jamais démentie et un sens de la mesure et de la discipline absolument remarquable, le Syndicat National a mené la bataille pour le relèvement de la condition des journalistes professionnels : le résultat de cette lutte a été le vote de la loi de 1935. Et c'est parce que nous avons pu apprécier cette action, que nous n'hésiterons pas à lui faire le plus large crédit.

C'est autour de la notion du syndicat que le monde économique moderne se construit : nous pensons pour notre part, que toutes les difficultés relatives à la réforme de la loi de 1881, ne seront résolues qu'avec le concours des journalistes professionnels car nul mieux qu'un journaliste n'est qualifié pour juger des fautes professionnelles, et nous rejoignons ainsi, la proposition de M. Georges Renard, demandant, voici une trentaine d'années, la constitution d'un sérieux syndicat de journalistes, pour juger professionnellement des questions relatives à la presse.

*
**

La loi de 1935 est donc une loi de progrès et de libération imparfaite dans la forme, peu claire parfois, incomplète, elle demeure malgré tout remarquable, car elle marque définitivement l'intégration du Syndicalisme dans le cadre de la profession et elle affirme la fin totale de l'individualisme dans les relations sociales. Actuellement, certaines des mesures qu'elle édicte ont été étendues à

l'ensemble de salariés : on ne peut donc réaliser très exactement toute sa portée, mais en mars 1935, elle apparaissait vraiment comme la première pierre d'un ordre nouveau.

Nous tenons au début de cette étude à remercier M. Oualid, professeur à la Faculté de droit de Paris, qui a bien voulu s'intéresser au sujet que nous lui avons présenté, et accepter de présider cette thèse.

Nous voulons également affirmer l'expression de notre reconnaissance à M. Barthélémy Raynaud, Doyen de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence, qui durant nos trois années de licence en Economie politique, en Economie sociale, en Législation industrielle, n'a cessé de nous montrer l'importance primordiale des relations sociales et la nécessité urgente de trouver une solution aux conflits sociaux. Cet essai tout entier s'inspirera de son enseignement.

Nous tenons à dire aussi, l'aide que nous avons reçue du Syndicat national des Journalistes et nous exprimons notre gratitude à M. Valot, secrétaire du Syndicat national et de la Fédération internationale des Journalistes, qui a bien voulu nous communiquer les documents dont nous avions besoin.

Nous remercions également M. Vinde, de l'Association professionnelle des Journalistes Etrangers, M. Landowsky, de l'Association Syndicale de la Presse Etrangère, M. Léon G. Marcantonato du Syndicat de la Presse Etrangère qui ont bien voulu nous entretenir de la situation des correspondants des journaux étrangers à Paris, et nous communiquer les documents relatifs à leur Association, ainsi que les Associations de journalistes ou de directeurs, que nous citerons au cours de notre travail, et qui nous ont fourni les pièces dont nous avons besoin.

INTRODUCTION

La loi du 30 mars 1935 sur l'organisation professionnelle des journalistes est une manifestation éclatante de ce droit nouveau qui se crée sous la poussée du mouvement syndical. A mesure que les intérêts professionnels s'organisent, à mesure que les syndicats gagnent en nombre et en puissance, le législateur édicte des dispositions qui ne sont faites que pour quelques-uns. M. GEORGES RIPERT, dans son livre *Le Régime démocratique et le Droit civil moderne*, indique qu'il y a là une transformation capitale du droit français. Au lieu de poser des règles valables pour l'ensemble des salariés, la loi semble préférer déterminer séparément le sort de quelques corporations de travailleurs particulièrement intéressantes ou particulièrement bien organisées.

Que ces diverses manifestations législatives soient en contradiction avec le principe de l'égalité civile, de l'égalité devant la loi, tel qu'il se dégage des conceptions posées par la Révolution française et le Code civil, que la création de ce droit nouveau soit la résultante de l'organisation professionnelle, du mouvement syndical, tout cela ne souffre l'ombre d'un doute. Il fallait dès l'abord marquer que le Statut professionnel des journalistes s'insère dans ce mouvement législatif qui tend à reconstituer pour chaque profession des garanties particulières et des privilèges spéciaux : faut-il à ce sujet parler comme M. RIPERT d'une *législation de classe*, nous préférons employer

l'expression de *législation sociale d'exception*, car ainsi est affirmé le désir de voir les dispositions prises dans l'intérêt de certaines professions se transformer demain en garanties applicables à l'ensemble des salariés.

Que la loi de 1935 soit manifestement en avance sur le droit commun, cela est extrêmement facile à démontrer. Le 30 mars 1935, les journalistes se voyaient appliquer l'ensemble des dispositions de droit commun prises en faveur des travailleurs. Ils recevaient en outre des privilèges fort importants. Une carte d'identité professionnelle s'efforçait de fermer la profession aux amateurs. Des dispositions étaient prises pour assurer des barèmes de salaire minimum : une certaine sanction était prévue. Des congés annuels assez étendus consacraient leur droit au repos. De larges indemnités de congédiement étaient accordées : privilège remarquable, ces indemnités étaient dues par le seul fait du congédiement de la part de l'employeur. Enfin, le principe de l'arbitrage obligatoire était souvent imposé : les dispositions relatives à la carte d'identité, au salaire, aux indemnités de congédiement au-dessus d'un certain taux étaient réglées par des commissions paritaires mixtes. Les employeurs discutaient obligatoirement avec leurs employés quant aux questions importantes du Statut professionnel et sur des bases égales : en cas de désaccord, des fonctionnaires de l'ordre judiciaire surtout intervenaient pour trancher le litige : tout ceci formant une nouveauté capitale dans la législation française du travail.

Au même moment, les salariés ordinaires n'avaient aucun droit ni aux vacances annuelles, ni au principe du salaire minimum, sauf l'exception des travailleurs à domicile dans l'industrie du vêtement. Seul le congédiement

abusif ouvrait le droit à indemnité. Quant à la discussion sur des bases égales, cela aurait impliqué la reconnaissance sans réserve du mouvement syndical de la part des employeurs. La loi n'intervenait jamais pour rendre l'entente obligatoire. Les institutions de conciliation et d'arbitrage de la loi du 27 décembre 1892 n'avaient pas donné de bien grands résultats. Il y avait aussi le procédé de la convention collective, mais la conclusion en était facultative et en outre les statistiques montraient que l'institution était en net déclin.

Une politique sociale nouvelle, les efforts récents en vue de rendre l'arbitrage obligatoire auront certainement pour effet de modifier cette évidente inégalité. Mais, lors du vote de la loi, parmi l'ensemble des salariés, les journalistes apparaissaient comme de singuliers privilégiés, possédant en somme un *petit Code du travail* à leur usage et voyant la loi établir en leur faveur une législation sociale d'exception.

A priori, on peut être tenté de regretter que dans un pays à régime démocratique, des classes favorisées se forment dans l'ensemble des salariés. On peut certes invoquer que telle profession mérite une protection spéciale à cause de certaines particularités; en réalité, toutes les professions, en période de dépression économique surtout, auraient dans ce cas un titre quelconque à une protection spéciale : **le mouvement syndical perdrait son sens s'il n'arrivait qu'à déterminer certaines aristocraties de travailleurs.**

Durant toutes les discussions qui ont eu lieu, soit au cours de l'élaboration du contrat de travail, soit au cours de la préparation de la loi, les journalistes se sont évertués à réclamer la qualité de salarié, M. BRACHARD, dans son rapport, a démontré si besoin était l'évidence de cette affirmation. Mais en même temps, les journalistes

réclamaient, et ont obtenu, une situation supérieure à celle des simples salariés. Il y avait à cela peut-être d'excellentes raisons : mais nous soutenons que la plupart des professions auraient pu faire valoir d'aussi excellentes considérations pour justifier une protection particulière de la loi. La législation du travail a pour but de protéger l'homme et d'empêcher son exploitation. En ce sens, les inégalités entre salariés sont humainement injustifiables.

Que le Statut professionnel des journalistes soit une expérience avancée de législation sociale : ceci nous l'admettons pleinement. Mais la loi ne doit pas s'en tenir là : parmi tous les privilèges, toutes les garanties accordées aux journalistes, ceux qui peuvent être appliqués à toutes les professions, et ils sont nombreux, doivent devenir des règles applicables à tous. **Le Statut doit être un modèle, un encouragement, un précédent pour le législateur.**

C'est cette idée que nous tenons pour fondamentale que nous voulons mettre en vedette dès le début de cette étude : car elle nous inspirera, au cours du commentaire de la loi de 1935 que nous allons tenter.

*
**

Il serait puéril de découvrir l'influence de la presse sur le monde moderne. Nos contemporains, qui semblent peu aimer la méditation, laissent à la presse le soin de tout leur apprendre : on lit de plus en plus de journaux. Et le contenu des journaux, de jour en jour, s'amplifie. Outre la publication d'informations, la défense de théories politiques ou sociales, nous voyons dans un journal moderne des romans, des nouvelles, des échos, des rubriques sportives, la critique théâtrale et cinématographique, des

conseils de mode, des conseils d'hygiène, des annonces en tous genres : que ne trouve-t-on dans un journal ? Et si l'on songe que beaucoup de gens, à qui ne viendrait pas l'idée de lire un livre pour lui-même, s'assimilent tous les matins leur journal de la première à la dernière ligne, on comprendra la force sociale que présente la presse dans un pays.

Du reste, les dictateurs, dans leur souci de domestiquer l'opinion publique, créent des **Ministères de la Propagande** qui font de la Presse la servante la plus humble du pouvoir établi. Il leur semble que tenir la presse, c'est tenir l'opinion.

Le développement prodigieux des formes nouvelles de presse (presse radio-diffusée, actualités cinématographiques) pose des problèmes qui ne sont pas seulement d'ordre professionnel : Paris ne peut plus faire de révolution politique à lui tout seul depuis que la province est avertie des événements qui se déroulent dans la capitale presque au moment même où ces événements se déroulent et inversement le fait que le pouvoir central, minute par minute, est tenu au courant de tout ce qui se passe même dans les provinces les plus reculées, rend presque inévitable, sans qu'on l'ait bien montré encore nulle part, croyons-nous, un renforcement de la centralisation, centralisation politique s'entend. Nul ne peut prévoir le développement de la presse de demain ; dès à présent, le journalisme est une force sociale prépondérante : **dès lors, la condition des journalistes devient une question d'intérêt public.**

D'autre part, à l'heure où l'on parle tant de moraliser la presse, de rendre impossibles certains procédés de chantage, de calomnie, d'achat de conscience, est-il besoin d'affirmer la nécessité d'un corps de journalistes intègres,

jouissant de leur pleine indépendance au point de vue moral et au point de vue matériel ?

La meilleure loi sur la presse sera inopérante si ceux qui rédigent les journaux ne sont pas à la hauteur de leur tâche. Une situation attire d'autant mieux les élites qu'elle présente de plus sérieuses garanties morales et matérielles. A ce point de vue, donc, une loi garantissant aux journalistes professionnels des conditions de travail satisfaisantes ne peut manquer d'avoir les effets les plus heureux.

Mais il faut se placer maintenant à un autre point de vue et considérer la profession de journaliste en elle-même : le journaliste constitue un type de salarié particulier. Du point de vue matériel, c'est un simple travailleur, lié envers son journal par un contrat de louage de service et astreint à une besogne déterminée.

Mais précisément dans l'exécution de cette besogne, il s'élève au-dessus de la condition d'un simple salarié : son travail requiert de lui un certain sens de l'initiative, des connaissances tout au moins générales, un talent particulier de rédaction. Certes, il existe dans la profession de véritables esprits d'élite, dont la production constitue une œuvre littéraire, voire même artistique. Mais, pour la masse des journalistes, on ne peut songer à employer des expressions aussi élevées : cependant, presque à tous les degrés, le journaliste accomplit une besogne intellectuelle où sa vraie personnalité transparaît. Travail intellectuel, travail personnel, la besogne des journalistes s'affecte plus ou moins de ces deux caractères.

Et il semble bien que longtemps on n'ait considéré le journaliste que comme un écrivain de deuxième zone, parfois bohème, souvent indiscipliné : cette définition du

journaliste serait à peine *humoristique* aujourd'hui. Le journaliste accomplit un travail intellectuel et assez personnel, mais ce travail il l'accomplit en vertu d'un contrat de travail aussi strict que celui de n'importe quel salarié. Et il a sur le simple salarié ce désavantage incontestable que l'organisation professionnelle n'offre pas dans le journalisme des ressources considérables.

Côté des directeurs, l'organisation professionnelle est assez bien établie : les directeurs sont groupés dans de grandes associations professionnelles : SYNDICAT DE LA PRESSE PARISIENNE; SYNDICAT DES QUOTIDIENS RÉGIONAUX; SYNDICAT DES QUOTIDIENS DE PROVINCE; SYNDICAT DE LA PRESSE D'OPINION, toutes ces organisations ayant en 1925 unifié leurs efforts par la création d'un bureau à caractère fédéral : LA FÉDÉRATION NATIONALE DES JOURNAUX FRANÇAIS.

Au contraire, chez les journalistes et jusqu'à une époque récente, les intéressés avaient coutume de se grouper beaucoup plus selon des affinités d'opinion que d'après leur seul intérêt professionnel. Ils n'avaient pas conscience, semble-t-il, d'un intérêt commun strictement professionnel et capable de les réunir tous en dehors des préoccupations politiques qui les faisaient diverger dans leur travail quotidien. D'autre part, la dispersion des journalistes dans les salles de rédaction, parfois même leur concurrence, étaient de nature à retarder cette concentration syndicale.

LE SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES, fondé en 1918 seulement, a le premier tenté en somme, et réussi à grouper un nombre de plus en plus important de journalistes sur le terrain de la stricte défense professionnelle. On verra quels efforts il a su développer en ce sens et combien, sur nombre de points, son action a été heureuse.

Nous sommes persuadés que la lutte tenace qu'il a menée et à laquelle il avait su intéresser de hautes personnalités, a été une des causes essentielles du vote de la loi du 30 mars 1935. Et pourtant, le syndicat national n'a pas réussi à grouper l'unanimité des journalistes, même pour la défense stricte des intérêts professionnels¹. Nul ne le déplore plus que lui-même et sans parler des attaques d'une certaine presse aux gages, qui sont tout à l'honneur du syndicat, il faut savoir que beaucoup d'intéressés, en province la plupart, n'ont pas encore une conscience très nette des bienfaits que peut leur accorder l'action syndicale.

Espérons que le vote de la loi stimulera le mouvement syndical chez les journalistes, car, et nous reviendrons souvent sur cette idée, l'application de la loi ne peut donner tous ses effets que dans une profession rationnellement organisée. Ajoutons enfin, pour être complet, qu'existe un COMITÉ GÉNÉRAL DES ASSOCIATIONS DE LA PRESSE FRANÇAISE, constitué par vingt-et-une associations parisiennes ou provinciales. Mais ce comité ne semble pas avoir eu une influence considérable en tant que tel et seul le SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES peut s'enorgueillir d'avoir mené une lutte tenace et efficace sous le seul drapeau de l'intérêt professionnel.

Nous voulons estimer, à priori, que la loi du 30 mars 1935, réglementant l'accès à la profession de journaliste, posant des garanties particulières d'indépendance morale, ce qui est essentiel et d'indépendance matérielle, ce qui est indispensable si elle lèse quelques intérêts particuliers

(1) Signalons que des pourparlers pour l'unité syndicale des journalistes professionnels ont été entrepris ces derniers mois par les organisations responsables.

doit être profitable en dernier ressort à l'ordre public de notre pays.

Le journalisme ne doit pas être, n'a jamais été un refuge pour les seules médiocrités, même pour les brillantes médiocrités. Il doit devenir une profession puissamment organisée : marquons-le bien pour ne pas l'oublier, la loi de 1935 n'a de sens, ne comporte de possibilités d'amélioration pour les journalistes qu'en tant que ceux-ci seront capables de constituer une organisation professionnelle sans fissure.

CHAPITRE PREMIER

L'ELABORATION DU STATUT PROFESSIONNEL

Nous allons étudier dans ce chapitre tout d'abord les efforts accomplis pour assurer une organisation professionnelle; la situation des journalistes français au terme de ses efforts, et enfin les raisons et les circonstances du vote de la loi.

SECTION I.

EFFORTS POUR ASSURER L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE.

On peut concevoir l'organisation d'une profession de deux manières : soit par la voie contractuelle, par le jeu de conventions collectives, soit par des dispositions législatives imposant telles obligations précises.

Résumons d'abord les efforts tentés par la voie de la discussion collective : et ces efforts sont à vrai dire intéressants à plus d'un point de vue. Tout d'abord, ils nous montrent le chemin pour résoudre d'ensemble les problèmes de l'organisation professionnelle : les intéressés eux-mêmes doivent essayer de se mettre d'accord, nul n'étant mieux qualifié qu'eux-mêmes pour transiger sur les questions secondaires et rester ferme sur l'essentiel; est-on sûr, au contraire, que le Parlement saura du pre-

mier coup distinguer l'essentiel du secondaire ? On ne doit pas user immodérément de la puissance publique; tentative dans l'ordre du contrat d'abord, si l'accord est impossible, action de la loi. Ensuite, au cours des négociations qui ont lieu, il est facile de juger les positions des intéressés, de dégager de quel côté est l'intransigeance ou la modération, qui en somme est cause de la mésentente; lorsque plus tard la loi interviendra, il sera utile, le cas échéant, de pouvoir fixer les responsabilités.

Enfin, les négociations même lorsqu'elles échouent, préparent la voie à l'action législative et atténuent l'incompétence du Parlement légiférant dans le domaine professionnel : les prétentions se dégagent, les diverses institutions sont étudiées, leurs conséquences calculées, les précédents sont soigneusement invoqués; de tout cela résulte que lorsque le Parlement sera saisi faute d'accord, la matière ne sera plus neuve et il lui deviendra possible de statuer correctement et d'une façon assez rapide. Même lorsqu'elles n'aboutissent pas, des négociations peuvent donc avoir d'excellents résultats.

Dès sa formation, le 10 mars 1918, le SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES s'efforçait de prendre contact avec le SYNDICAT DE LA PRESSE PARISIENNE : son action fut d'abord heureuse, puisque sur son initiative, une entente sur le minimum de salaire était conclue : par une lettre du 14 octobre 1919, le SYNDICAT DE LA PRESSE PARISIENNE accordait aux journalistes le repos hebdomadaire, quinze jours de congé annuel et un minimum de salaire de 600 fr. qui fut bientôt porté à 800 fr.

Mais une œuvre plus importante se présentait : obtenir l'établissement d'un contrat collectif; un projet définitif de contrat, après consultation des associations de journa-

listes autorisées, fut mis sur pied au mois d'avril 1922 : restait maintenant à l'imposer aux organisations patronales.

Et pour cela, il convenait que ceux-ci acceptent de nommer des délégués à une organisation paritaire, afin d'examiner le projet. Or, les directeurs des organisations patronales refusèrent absolument de se prêter à la constitution de ces commissions paritaires, affirmant que les journaux qu'ils représentaient étaient hostiles à la formule du contrat collectif, et préféraient régler les difficultés avec leurs employés dans tous les cas particuliers; n'oublions pas au reste que le Parlement venait à peine de donner un statut juridique à la convention collective.

Un second effort du SYNDICAT DES JOURNALISTES ne fut pas plus heureux, et le Syndicat patronal répondit en justifiant le refus de participer à une commission paritaire par cette considération caractéristique : que *« chaque journal devait rester libre d'adopter, vis-à-vis de ses rédacteurs, telle ligne de conduite qu'il lui plairait. »*

Cependant, grâce aux efforts de la CONFÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS INTELLECTUELS, le 14 novembre 1923 une entrevue put avoir lieu au cours de laquelle les journalistes exposèrent leur thèse; affirmant à la fois son désir de conciliation et sa volonté de stricte défense professionnelle, le SYNDICAT NATIONAL demandait un examen commun portant sur le minimum de traitement, l'indemnité de congédiement, les congès annuels, le repos hebdomadaire, l'indemnité de maladie, la constitution d'un organisme permanent et l'établissement d'une procédure d'arbitrage obligatoire : tout ceci semble fort modéré. Cependant, par une lettre du 26 novembre 1923, le SYNDICAT DE LA

PRESSE PARISIENNE répondait par une fin absolue de non recevoir.

Ainsi donc, au bout de trois ans de laborieux efforts, non seulement aucun projet de contrat n'avait été discuté au fond et aucun contrat signé, mais encore on n'avait pas voulu s'entendre sur la création d'une commission tendant à discuter un projet. Une seule entrevue avait été accordée : par la suite, tout était rompu.

Rien, dans l'histoire des relations sociales de cette époque, ne pouvait mieux montrer combien la notion de convention collective avait peu pénétré l'esprit du patronat, puisque l'éventualité d'une discussion sur des bases égales n'était point admise : on ne voulait que de la vieille règle de l'individualisme libéral.

Ce n'est que plus tard que l'action syndicale allait être reprise pour échouer également devant l'intransigeance du même groupement d'intéressés. Le 30 juillet 1928, le secrétaire général du SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES saisit le Président de la FÉDÉRATION NATIONALE DES JOURNAUX français d'un projet de contrat : dans une lettre fixant le point de vue des journalistes, il remarque que presque partout existe un statut qui souvent a reçu la consécration de la loi.

Le 19 mars 1919, la COMMISSION EXÉCUTIVE DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES JOURNAUX FRANÇAIS désigne une commission d'étude qui entre en rapport avec une délégation du SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES : la délégation patronale comprenait, outre des membres représentant le Syndicat de la presse parisienne, des membres du SYNDICAT DES QUOTIDIENS RÉGIONAUX, DU SYNDICAT DES QUOTIDIENS DÉPARTEMENTAUX ET DE LA PRESSE D'OPINION.

Les négociations commencent le 21 juin 1929 et se pour-

suivent normalement. Cependant, première alerte : le 30 juin 1930, le SYNDICAT DES QUOTIDIENS RÉGIONAUX déclare qu'il n'a pas qualité pour intervenir dans les questions d'administration intérieure des journaux, ses adhérents : il fait connaître sa volonté de réserver l'entière liberté de ses membres et par là signifie son veto au contrat collectif. Par une nouvelle délibération du 15 décembre 1930, le Syndicat des quotidiens régionaux, à l'unanimité moins deux voix, maintient son veto.

Cependant, la commission mixte reprend ses travaux le 9 janvier 1931 et, le 27 février, elle achève l'élaboration du projet de contrat collectif qui comportait entre autres la création d'une carte de journaliste, la clause de conscience, des minima de salaire par catégorie, une commission mixte permanente, des tribunaux d'arbitrage.

Le 24 juin 1932, le SYNDICAT DE LA PRESSE PARISIENNE se prononce sur le projet de contrat collectif : il en accepte le principe, mais soit par des suppressions, des additions ou des modifications, il aboutit à un autre projet notamment, quant à l'institution du mois par année, quant à la clause de conscience; d'autre part ce projet autorise la conclusion de contrats individuels dérogeant aux garanties du contrat collectif.

Le SYNDICAT NATIONAL déclare le projet ainsi amendé, plus exactement appelé contre-projet BAILBY, absolument inacceptable. Le 25 octobre 1932, le SYNDICAT DE LA PRESSE PARISIENNE reçoit le SYNDICAT NATIONAL et une nouvelle commission mixte se réunit : deux séances infructueuses ont lieu quant à la fixation du montant de l'indemnité de congédiement.

Le 31 décembre 1932, M. BAILBY, représentant l'organisation patronale, affirme par lettre que l'usage du mois

par année n'ayant ni la constance, ni la généralité invoquées, le comité général se trouve unanime à rejeter la demande des journalistes; ceux-ci proposent alors de soumettre la généralité et la constance de l'usage du mois par année à une commission composée de hautes personnalités : le syndicat patronal refuse le 6 février 1933, disant que tous les journaux intéressés, lorsqu'ils ont accordé le mois par année, ne se sont jamais considérés comme liés par un usage et ont simplement essayé de tenir compte de l'ancienneté du collaborateur et des services réels rendus; en conséquence, ils prétendent traiter chaque cas en fait et en fonction des possibilités : il y avait là manifestement impossibilité absolue de s'entendre, les pourparlers furent rompus.

Mais tout n'avait pas été inutile dans ces négociations : remarquons que les commissions mixtes pour l'étude de projet de contrat s'étaient réunies assez facilement; remarquons qu'il y avait eu discussion, élaboration d'un projet de contrat; remarquons enfin que le syndicat patronal acceptait le principe de la convention collective : tout ceci marque une évolution fondamentale dans les idées depuis les négociations sans aucun résultat de 1922 : nous n'avons cité tous ces faits que pour le bien marquer. On accepte ce que l'on repoussait jadis; on accepte d'abord de discuter, preuve que l'organisation syndicale est en progrès chez les journalistes; on accepte le principe du contrat collectif : il fallait le noter. Le Parlement lorsqu'il légiférera s'inspirera en beaucoup de points des travaux de ces commissions mixtes.

Le Parlement, à vrai dire, s'était jusqu'alors assez peu intéressé aux journalistes du point de vue professionnel : une seule fois, il avait montré qu'il leur portait de l'in-

térêt par une loi du 25 juillet 1925 accordant « *le repos hebdomadaire par roulement pour le personnel affecté à la rédaction dans les entreprises de journaux et d'information* ». Encore, le vote de cette loi avait-il été longtemps retardé parce que l'on ne distinguait pas ces deux questions de la fermeture obligatoire des journaux un jour par semaine et du repos hebdomadaire des rédacteurs.

Cependant, quelques députés ou sénateurs avaient marqué incidemment la nécessité d'un statut professionnel pour le journalisme. M. GODART rappelait que le Syndicat national demandait que nulle mesure soit législative, soit administrative, ne fut prise au bénéfice des journaux sans que fût en même temps envisagé et sauvegardé l'intérêt des journalistes, selon une formule économique et sociale équitable. M. BOREL aurait voulu que « *lorsqu'on parle ici des intérêts de la presse, on n'oublie pas les journalistes dont la situation matérielle est souvent misérable* ». La question cependant n'était jamais venue à l'étude. Quelle était donc l'ensemble à la veille de la loi la situation des journalistes français ?

SECTION II.

LA SITUATION D'ENSEMBLE DES JOURNALISTES FRANÇAIS.

La loi, on l'a vu, n'apportait qu'une seule garantie, celle du repos hebdomadaire. Quant au procédé du contrat collectif, on n'avait jamais pu en faire usage. Restait le contrat individuel de louage de service, contrat de droit commun. Il est vrai qu'une action syndicale assez intense essayait de définir clairement et d'imposer comme

usage obligatoire certaines pratiques, mais tout cela restait assez instable.

Durant l'immédiate après-guerre, au courant du bouleversement économique dû à la chute du franc, des tentatives répétées, très souvent couronnées de succès, avaient eu lieu quant au rajustement des salaires : cependant, la discussion, puis la conclusion d'accords restait subordonnée à la bonne volonté des directeurs. Même solution pour le problème des vacances : beaucoup de journaux en accordaient, ce n'était qu'une faveur. Quant à l'indemnité de congédiement, un seul principe pouvait être affirmé avec certitude : le journaliste n'était pas assimilé au simple salarié, il avait droit, quel que fût le motif de son congédiement, à une indemnité. Mais sur le quantum de cette indemnité, que de discussions, que de plaidoeries, rien n'était assurément fixé.

Signalons pourtant, dans le domaine des réalisations sociales, le fait que la plupart des journaux français avaient adhéré à la caisse générale des retraites de la presse française ou à une autre organisation similaire. Moyennant le paiement par eux d'une somme égale à cinq pour cent du salaire, pourcentage auquel s'ajoute un versement de même importance fait par les rédacteurs, ces derniers pouvaient se constituer une retraite exigible à 60 ans d'âge et 30 ans de service. Sur nombre de points capitaux, salaires, indemnités de congédiement, congés, il n'y avait, peut-on dire, que des concessions, des usages, des faveurs.

Ajoutons que rien n'avait été tenté pour réserver à une catégorie d'individus déterminée la qualification de journalistes professionnels : l'accès à la profession était absolument libre. Donc, en somme, les journalistes en

France n'étaient guère plus favorisés que les salariés de droit commun.

Or, cette situation contrastait étrangement avec celle des journalistes dans de nombreux pays dont nous allons donner une rapide énumération. En ALLEMAGNE tout d'abord, il y avait un contrat national rédigé en 1926, librement discuté par une commission mixte d'éditeurs et de rédacteurs, mais déclaré obligatoire par le Ministre du Travail du Reich : il comportait, outre un contrat de travail proprement dit, un contrat type de service portant sur la nature de l'emploi, les salaires, le repos hebdomadaire, les vacances annuelles, les modalités de rupture, des assurances en cas de changement d'orientation et de vente du journal; il prévoyait aussi un tribunal d'arbitrage et la création d'institutions de prévoyance. Le régime hitlérien, s'il a supprimé la liberté de la presse, n'a pas touché aux garanties de la profession.

En AUTRICHE, une loi de 1920 exige que tout journaliste entrant dans un journal y trouve les garanties d'un contrat de travail; cette loi stipule les clauses indispensables à la validité de ce contrat : ces clauses répètent du reste le contrat collectif de travail établi en 1918 entre tous les organismes intéressés, remanié en 1921 et renouvelé en 1930.

En POLOGNE, une proposition de loi, déposée en 1920 à la Diète, suscita une furieuse opposition de la part des éditeurs; cependant, un décret-loi du 16 novembre 1928 fut promulgué concernant les salaires, la rupture du contrat et les indemnités dues. D'autre part, en septembre 1935, le sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil a annoncé le dépôt d'un projet de loi concernant les journalistes. En Yougoslavie, un décret du Ministre de la

Prévoyance sociale le 25 septembre 1927, réglemente les conditions de travail dans le journalisme.

En GRECE, il faut signaler une disposition curieuse : les journaux sont vendus un drachme et il est attribué un leptone aux caisses de retraite des rédacteurs et des ouvriers et employés qui se le partagent par moitié : aussi, les journalistes grecs, à 50 ans d'âge et après 25 ans de profession, ont droit à une pension égale à 80 % de leur traitement.

En ITALIE, le premier contrat remonte à 1911; il a été revu en 1919 et retouché en 1925; il est devenu officiel par la loi syndicale du 3 avril 1926 et la charte du travail du 21 avril 1927. Sous l'action de deux associations officiellement reconnues, *l'Associazione nazionale fascista giornalisti*, et le *Sindacato nazionale fascista editori*, il a été retouché le 5 mars 1928 et sa dernière édition est du 19 février 1932. Les journalistes italiens ont été en cette matière les initiateurs du monde.

M. BRACHARD fait remarquer au reste que le fascisme n'a ajouté en leur faveur qu'une seule garantie, si l'on peut dire : d'après la loi du 20 février 1928, nul n'est journaliste s'il n'obtient la licence d'un comité de cinq membres désignés par le ministre de la Justice, d'accord avec le Ministre de l'Intérieur et des Corporations. Excepté cette mesure de police voulue par la nature de l'état fasciste, ce statut reste le modèle de la législation en la matière. Voilà donc toute une série de pays où la loi intervient d'une façon directe pour régler les rapports des journalistes avec leurs employeurs.

D'autres pays ont utilisé la voie de l'accord collectif : ainsi, en ESPAGNE, des accords ont été signés dans toutes les provinces par application d'un décret-loi du 23 avril

1926. En GRANDE-BRETAGNE, une série de contrats de plus en plus précis réglemente minutieusement divers points, notamment les salaires, par catégorie de rédacteurs, de tirage et de régions : ces accords sont signés par les éditeurs et la National Union, qui groupe tous les journalistes et qui est affilié aux TRADES-UNION.

En TCHECOSLOVAQUIE, il y a un régime multiple basé sur le contrat collectif; en HONGRIE, un contrat collectif a été signé en 1917 et renouvelé en 1918 : dénoncé en 1920, il survit à titre d'usage. En AUSTRALIE, la première réglementation date de 1917; en vertu d'une décision d'une Cour fédérale d'Arbitrage, en 1924, une convention collective très détaillée et équivalente à un véritable statut a été signée et renouvelée en 1921. De même, le contrat collectif règne en LETTONIE depuis 1920, en ROUMANIE depuis 1925, en SUEDE, en SUISSE.

Telle est, rapidement esquissée, ce que l'on a pu appeler « *la carte géographique de l'organisation professionnelle des journalistes* ». Cette richesse de la législation internationale avait amené le BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL à s'occuper de la question. Dès 1928, il menait en 33 pays une étude sur les conditions de travail et de vie des journalistes. Cette enquête n'aboutissait pas à des recommandations, mais dégageait le sens général de l'évolution, indiquant que le contrat du journaliste, après avoir été réglé par entente verbale, l'avait été par le contrat individuel écrit, puis par le contrat collectif, enfin par la législation.

Le 22 juillet 1932, le B. I. T. communique officiellement à tous les gouvernements et aux grandes associations de presse des pays considérés, un rapport établi par la commission consultative des travailleurs intellectuels concer-

nant les éléments essentiels constitutifs des contrats collectifs de travail des journalistes : cette commission, créée en 1929 et présidée par M. DE MICHELIS, mena une enquête approfondie auprès d'experts tant patronaux que professionnels : une synthèse de la réponse fut constituée, à laquelle la commission demanda que fut faite la plus large publicité. Ces conclusions furent les suivantes :

1°) nécessité de l'institution des contrats collectifs;

2°) nécessité de l'intervention de l'Etat, car, même si les conventions ont été librement établies, les experts jugent nécessaire que les pouvoirs constitués leur accordent le caractère public;

3°) énumération des éléments du contrat : indemnité de congédiement, clause de conscience, salaire minimum, tribunaux professionnels d'arbitrage;

4°) nécessité d'une organisation rationnelle d'organes paritaires et d'une carte professionnelle.

A la lumière de toutes ces considérations, il devenait évident que le Parlement français devait se saisir du statut professionnel des journalistes, ce qu'il allait accomplir dans le plus bref délai.

SECTION III.

HISTOIRE PARLEMENTAIRE DE LA LOI DU 30 MARS 1935.

En mars 1935, M. HENRI GUERNUT et 65 de ses collègues déposaient une proposition de loi relative au statut professionnel des journalistes : pour marquer que ce projet se plaçait strictement sur le plan professionnel, relevons parmi les députés qui en avaient pris l'initiative, des hommes de nuance politique aussi différente que MM. Com-

PÈRE-MOREL, LOUIS MARIN, SPINASSE, TAITTINGER, MARQUET, etc.

L'exposé des motifs était en lui-même très intéressant : après avoir marqué le rôle primordial du journaliste, son influence intellectuelle et morale, son action prédominante comme force sociale, il rappelait que le journaliste était à la fois un écrivain, un artiste et aussi un employé, un salarié lié par des contrats de louage de service et qui, donc, à ces divers titres, devait jouir d'une double protection : protection due aux œuvres littéraires et artistiques par la législation nationale d'abord, par des accords internationaux ensuite; protection quant aux conditions du travail due aux salariés. Or, par un paradoxe éclatant, ceux qui se sont occupés des auteurs n'ont vu dans les journalistes que des salariés et non des créateurs, et ceux qui se sont occupés des travailleurs ne se sont guère préoccupés des travailleurs intellectuels.

On peut en signaler diverses raisons : les travailleurs intellectuels ont tardé à venir à l'association professionnelle : avant la formation du syndicat national, les journalistes n'étaient pas fédérés selon la formule du seul intérêt professionnel et actuellement encore il y a, en province surtout, beaucoup d'anarchie à cet égard. D'autre part, cette profession se caractérise par une assez grande faiblesse numérique : les journalistes ne sont que quelques milliers et l'intérêt professionnel est moins fortement écouté s'il ne s'appuie sur des masses profondes. Enfin, par un curieux retour des choses, les journaux ne sont point faits pour les journalistes et ceux qui les rédigent ne peuvent y faire état de leurs luttes professionnelles.

Après avoir rappelé le droit comparé, les recomman-

dations du B. I. T., les efforts du syndicat national, cette proposition prévoyait une double série de dispositions : d'une part, les journalistes étant des salariés devaient se voir appliquer le droit commun des travailleurs, d'où on leur étendait un certain nombre de textes au bénéfice desquels ils n'avaient pas droit et que la proposition énumérait dans le détail, mais ensuite elle prévoyait certaines dispositions nécessitées par le caractère particulier de la profession (durée du préavis, indemnité de congédiement, barème des salaires) et elle demandait également la création d'une carte d'identité professionnelle.

Le 27 juin 1934, M. EMILE BRACHARD, à qui la commission du travail avait confié la mission de rapporteur, saisit la commission des conclusions qu'il a été amené à adopter. Son rapport constitue du reste un très long et très remarquable exposé de la question. Il pose d'abord d'une incontestable manière que la législation du travail doit faire une place aux journalistes. Les journalistes sont des salariés attachés à leur journal par un contrat de louage de service, astreints à une besogne déterminée, souvent à des heures de travail dont le nombre est stipulé : or, le contrat de travail, appuyé sur un service régulier, est le signe auquel se reconnaît tout bénéficiaire de la législation du travail.

Marquant très fortement la transformation de la presse, il indique comment diverses inventions (développement de la machine à vapeur, réseau postal, chemins de fer, rotatives, téléphone, avions, T. S. F.) ont contribué à industrialiser la presse : les salles de rédaction tendent à devenir des ateliers où règnent la discipline et la hiérarchie; cette industrialisation de la presse a modifié en fait le caractère du journaliste; l'accaparement

des journaux par le capital centralisé, le journal équipé à la moderne, tous ces faits n'ont cessé de se multiplier : l'aboutissement en a été la formation d'un type de salarié d'une espèce particulière auquel il faut faire une situation spéciale et dont il faut soustraire la carrière « à la fantaisie, aux caprices, à l'arbitraire » et assurer la vie matérielle et la liberté morale; ainsi sera consacrée l'organisation d'une profession dont le XIX^e siècle a vu seulement l'essor et qui entre progressivement dans les catégories du travail.

Si on lui objecte que des dispositions législatives ne doivent point être faites pour une catégorie particulière, il indique que le Code est intervenu souvent pour protéger telle ou telle corporation (travailleurs à domicile dans l'industrie du vêtement; ouvriers mineurs; voyageurs de commerce...) et que ceci est particulièrement nécessaire dans le journalisme, d'abord à raison de l'écrasante disproportion entre la faiblesse des journalistes et l'énorme puissance de la presse moderne; ensuite en raison du peu de ressource de l'organisation professionnelle dans ce domaine; enfin, parce que la dignité de la presse réside dans la conscience du rédacteur; dans son indépendance matérielle et morale.

En dernier lieu, M. BRACHARD indique les sacrifices que l'Etat accomplit en faveur des journaux : il signale l'abaissement des droits de douane sur la pâte à papier achetée à l'étranger et destinée à la confection du journal; l'abaissement de la taxe sur le chiffre d'affaires; la réduction à presque rien des taxes télégraphiques et postales, ce qui coûterait 600 millions au budget des postes; l'ensemble de ces faveurs se chiffrerait pour l'Etat par une perte d'au moins 800 à 850 millions de francs. On ne com-

prendrait pas dans ces conditions que l'Etat ne pût obliger les directeurs de journaux à consentir certains sacrifices en faveur de leurs rédacteurs.

La Commissions du travail fut unanime à approuver ce rapport. Après avoir consacré trois séances à l'examen de la proposition Guernut, elle lui donna, dans sa séance du 19 décembre, son adhésion complète; elle avait auparavant entendu une délégation du Syndicat national, ainsi que la Fédération des journaux français.

Le Jeudi 14 mars 1935, la CHAMBRE DES DÉPUTÉS adopte sans débat la proposition de loi et le soir même le texte arrive au SÉNAT où on le dirige vers la Commission du commerce et du travail : le rapport est confié à M. JUSTIN GODART, ce dernier expose ses directives à la commission, qui l'approuve à l'unanimité et lui demande de rédiger son rapport d'urgence : en séance, après une brève intervention d'un sénateur réclamant que le bénéfice du statut fut étendu par décret à l'Algérie, le projet fut adopté sans opposition. La loi promulguée le 29 mars était publiée au journal officiel le 30 mars 1935.

Il restait encore à élaborer un règlement d'administration publique pour déterminer les conditions de délivrance de la carte d'identité. M. JACQUIER réunit une commission consultative paritaire le 16 mars au Ministère du travail sous la présidence de M. PIQUEMAL, directeur du travail; en deux séances, les différentes questions relatives à la carte sont résolues (forme, organisme qui la délivrera, conditions d'annulation, pénalité).

M. FROSSART envoie au CONSEIL D'ÉTAT le texte ministériel : l'étude du projet et le rapport sont confiés à M. ROQUERE; le 12 décembre, le CONSEIL D'ÉTAT terminait le règlement : sa seule innovation avait été de prévoir

une procédure d'appel. Le 21 janvier 1936 le règlement d'administration publique paraissait au JOURNAL OFFICIEL : l'élaboration du statut professionnel des journalistes était achevé.

SECTION IV.

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DU STATUT.

1° Le statut marque un essai de réglementation d'une profession par la voie législative : c'est un **petit Code du Travail à l'usage des Journalistes**. Cependant il faut reconnaître que c'est plutôt une manifestation des droits du journaliste et qu'à aucun moment il n'est fait mention de leurs devoirs. Il n'y a donc pas équilibre entre la réglementation des droits et des devoirs du journaliste. Essai de réglementation législative d'une profession avons-nous écrit : il faut ajouter, pour être précis, *réglementation en faveur des journalistes professionnels*.

2° Les dispositions du statut sont en général **exorbitantes du droit commun**. Nous avons déjà marqué ce caractère. Le point le plus original de la législation nouvelle consiste à prévoir et à imposer des principes d'arbitrage pour la solution des principales difficultés.

3° Le statut présente une **origine professionnelle**. Il est issu de l'échec des négociations engagées pour la conclusion d'un contrat collectif. Les négociations collectives, le projet de contrat rejeté par les organisations patronales ont inspiré en bien des points l'œuvre du Parlement. Le fait que l'équilibre ait été rompu en faveur des journalistes s'explique peut-être par le fait que la Commission du Travail suivie par le Parlement a imputé l'échec des

négociations aux organisations patronales. Quoiqu'il en soit, la loi du 30 mars 1935 a utilisé les travaux établis par la Commission mixte, a consacré des coutumes qui tendaient à s'établir, y a ajouté des règles particulières. Le caractère professionnel du statut des journalistes suffit à marquer son originalité.

4° En effet, ce statut ne contient aucune disposition d'ordre juridique ou politique. **Seul le point de vue social et économique y apparaît.** Les conditions juridiques de l'activité du journaliste n'y sont pas traitées. Aucune faveur, aucune gêne ne pèsent sur le journaliste en tant qu'il défend ou non le régime politique établi : à cet égard le statut est profondément **impartial** et cette impartialité a d'autant plus de chances d'être respectée que seuls des avantages économiques et sociaux sont déterminés (barème de salaires, délais-congés, indemnités, vacances, clause de conscience).

5° Le statut est uniquement applicable aux journaux français et aux agences de presse françaises. D'où le journaliste, même français, exerçant sa profession en France, au service d'un journal édité à l'étranger ou d'une agence d'informations étrangère, ne peut compter sur la protection de la loi. Cependant il convient d'observer que dans un grand nombre de cas l'entreprise étrangère en fait ne l'est pas juridiquement puisque ses dirigeants ont trouvé utile de créer une Société française de leur firme. La Société française est dans ce cas le véritable employeur et la loi joue évidemment.

6° Article 29 B. — *« Les dispositions des différents titres du Code du Travail, en ce qu'elles ne sont pas contraire aux dispositions de la présente section sont applicables aux journalistes professionnels ».*

La proposition Guernut, nous l'avons signalé en son temps, étendait certaines règles de la législation du travail aux journalistes professionnels. L'énumération comportait les extensions suivantes : règles générales du Contrat de travail et du louage de service; règles applicables aux femmes en couches; conventions collectives de travail; privilèges et garanties de la créance des salaires; prescription de l'action en paiement de salaires; saisie-arrêt et cession du salaire; allocations familiales; salaire de la femme mariée; placement des travailleurs; hygiène sécurité des travailleurs; syndicats professionnels; sociétés coopératives ouvrières de production; juridiction prud'hommes; conciliation et arbitrage; représentation professionnelle.

La loi, dès l'instant qu'elle ajoutait au Code du travail, chapitre II du Livre I, une section spéciale intitulée : « *Des Journalistes professionnels* » (art. 1 de la loi du 30 mars 1935), rendait par là même applicable à ces journalistes professionnels les diverses dispositions du Code du travail. La disposition de l'article 29 B allait donc d'elle-même.

7° Caractères d'ordre public de la loi.

Article 29 H : « *Toute convention contraire aux dispositions de la présente section est nulle et de nul effet* ».

Cet article vise toutes les garanties accordées aux journalistes, à l'exception naturellement de l'article 3, concernant les salaires, et qui n'est pas incorporé au Code du travail. Il vise l'ensemble de la section III, article 29 B à 29 J, malgré la place qu'il occupe dans la loi, non pas à la fin comme il se devrait, mais au milieu de ces dispositions (29 H) auxquelles il veut interdire que l'on apporte des dérogations individuelles.

PRESSE PARISIENNE répondait par une fin absolue de non recevoir.

Ainsi donc, au bout de trois ans de laborieux efforts, non seulement aucun projet de contrat n'avait été discuté au fond et aucun contrat signé, mais encore on n'avait pas voulu s'entendre sur la création d'une commission tendant à discuter un projet. Une seule entrevue avait été accordée : par la suite, tout était rompu.

Rien, dans l'histoire des relations sociales de cette époque, ne pouvait mieux montrer combien la notion de convention collective avait peu pénétré l'esprit du patronat, puisque l'éventualité d'une discussion sur des bases égales n'était point admise : on ne voulait que de la vieille règle de l'individualisme libéral.

Ce n'est que plus tard que l'action syndicale allait être reprise pour échouer également devant l'intransigeance du même groupement d'intéressés. Le 30 juillet 1928, le secrétaire général du SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES saisit le Président de la FÉDÉRATION NATIONALE DES JOURNAUX français d'un projet de contrat : dans une lettre fixant le point de vue des journalistes, il remarque que presque partout existe un statut qui souvent a reçu la consécration de la loi.

Le 19 mars 1919, la COMMISSION EXÉCUTIVE DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES JOURNAUX FRANÇAIS désigne une commission d'étude qui entre en rapport avec une délégation du SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES : la délégation patronale comprenait, outre des membres représentant le Syndicat de la presse parisienne, des membres du SYNDICAT DES QUOTIDIENS RÉGIONAUX, DU SYNDICAT DES QUOTIDIENS DÉPARTEMENTAUX ET DE LA PRESSE D'OPINION.

Les négociations commencent le 21 juin 1929 et se pour-

suivent normalement. Cependant, première alerte : le 30 juin 1930, le SYNDICAT DES QUOTIDIENS RÉGIONAUX déclare qu'il n'a pas qualité pour intervenir dans les questions d'administration intérieure des journaux, ses adhérents : il fait connaître sa volonté de réserver l'entière liberté de ses membres et par là signifie son veto au contrat collectif. Par une nouvelle délibération du 15 décembre 1930, le Syndicat des quotidiens régionaux, à l'unanimité moins deux voix, maintient son veto.

Cependant, la commission mixte reprend ses travaux le 9 janvier 1931 et, le 27 février, elle achève l'élaboration du projet de contrat collectif qui comportait entre autres la création d'une carte de journaliste, la clause de conscience, des minima de salaire par catégorie, une commission mixte permanente, des tribunaux d'arbitrage.

Le 24 juin 1932, le SYNDICAT DE LA PRESSE PARISIENNE se prononce sur le projet de contrat collectif : il en accepte le principe, mais soit par des suppressions, des additions ou des modifications, il aboutit à un autre projet notamment, quant à l'institution du mois par année, quant à la clause de conscience; d'autre part ce projet autorise la conclusion de contrats individuels dérogeant aux garanties du contrat collectif.

Le SYNDICAT NATIONAL déclare le projet ainsi amendé, plus exactement appelé contre-projet BAILBY, absolument inacceptable. Le 25 octobre 1932, le SYNDICAT DE LA PRESSE PARISIENNE reçoit le SYNDICAT NATIONAL et une nouvelle commission mixte se réunit : deux séances infructueuses ont lieu quant à la fixation du montant de l'indemnité de congédiement.

Le 31 décembre 1932, M. BAILBY, représentant l'organisation patronale, affirme par lettre que l'usage du mois

par année n'ayant ni la constance, ni la généralité invoquées, le comité général se trouve unanime à rejeter la demande des journalistes; ceux-ci proposent alors de soumettre la généralité et la constance de l'usage du mois par année à une commission composée de hautes personnalités : le syndicat patronal refuse le 6 février 1933, disant que tous les journaux intéressés, lorsqu'ils ont accordé le mois par année, ne se sont jamais considérés comme liés par un usage et ont simplement essayé de tenir compte de l'ancienneté du collaborateur et des services réels rendus; en conséquence, ils prétendent traiter chaque cas en fait et en fonction des possibilités : il y avait là manifestement impossibilité absolue de s'entendre, les pourparlers furent rompus.

Mais tout n'avait pas été inutile dans ces négociations : remarquons que les commissions mixtes pour l'étude de projet de contrat s'étaient réunies assez facilement; remarquons qu'il y avait eu discussion, élaboration d'un projet de contrat; remarquons enfin que le syndicat patronal acceptait le principe de la convention collective : tout ceci marque une évolution fondamentale dans les idées depuis les négociations sans aucun résultat de 1922 : nous n'avons cité tous ces faits que pour le bien marquer. On accepte ce que l'on repoussait jadis; on accepte d'abord de discuter, preuve que l'organisation syndicale est en progrès chez les journalistes; on accepte le principe du contrat collectif : il fallait le noter. Le Parlement lorsqu'il légiférera s'inspirera en beaucoup de points des travaux de ces commissions mixtes.

Le Parlement, à vrai dire, s'était jusqu'alors assez peu intéressé aux journalistes du point de vue professionnel : une seule fois, il avait montré qu'il leur portait de l'in-

térêt par une loi du 25 juillet 1925 accordant « *le repos hebdomadaire par roulement pour le personnel affecté à la rédaction dans les entreprises de journaux et d'information* ». Encore, le vote de cette loi avait-il été longtemps retardé parce que l'on ne distinguait pas ces deux questions de la fermeture obligatoire des journaux un jour par semaine et du repos hebdomadaire des rédacteurs.

Cependant, quelques députés ou sénateurs avaient marqué incidemment la nécessité d'un statut professionnel pour le journalisme. M. GODART rappelait que le Syndicat national demandait que nulle mesure soit législative, soit administrative, ne fut prise au bénéfice des journaux sans que fût en même temps envisagé et sauvegardé l'intérêt des journalistes, selon une formule économique et sociale équitable. M. BOREL aurait voulu que « *lorsqu'on parle ici des intérêts de la presse, on n'oublie pas les journalistes dont la situation matérielle est souvent misérable* ». La question cependant n'était jamais venue à l'étude. Quelle était donc l'ensemble à la veille de la loi la situation des journalistes français ?

SECTION II.

LA SITUATION D'ENSEMBLE DES JOURNALISTES FRANÇAIS.

La loi, on l'a vu, n'apportait qu'une seule garantie, celle du repos hebdomadaire. Quant au procédé du contrat collectif, on n'avait jamais pu en faire usage. Restait le contrat individuel de louage de service, contrat de droit commun. Il est vrai qu'une action syndicale assez intense essayait de définir clairement et d'imposer comme

usage obligatoire certaines pratiques, mais tout cela restait assez instable.

Durant l'immédiate après-guerre, au courant du bouleversement économique dû à la chute du franc, des tentatives répétées, très souvent couronnées de succès, avaient eu lieu quant au rajustement des salaires : cependant, la discussion, puis la conclusion d'accords restait subordonnée à la bonne volonté des directeurs. Même solution pour le problème des vacances : beaucoup de journaux en accordaient, ce n'était qu'une faveur. Quant à l'indemnité de congédiement, un seul principe pouvait être affirmé avec certitude : le journaliste n'était pas assimilé au simple salarié, il avait droit, quel que fût le motif de son congédiement, à une indemnité. Mais sur le quantum de cette indemnité, que de discussions, que de plaidoieries, rien n'était assurément fixé.

Signalons pourtant, dans le domaine des réalisations sociales, le fait que la plupart des journaux français avaient adhéré à la caisse générale des retraites de la presse française ou à une autre organisation similaire. Moyennant le paiement par eux d'une somme égale à cinq pour cent du salaire, pourcentage auquel s'ajoute un versement de même importance fait par les rédacteurs, ces derniers pouvaient se constituer une retraite exigible à 60 ans d'âge et 30 ans de service. Sur nombre de points capitaux, salaires, indemnités de congédiement, congés, il n'y avait, peut-on dire, que des concessions, des usages, des faveurs.

Ajoutons que rien n'avait été tenté pour réserver à une catégorie d'individus déterminée la qualification de journalistes professionnels : l'accès à la profession était absolument libre. Donc, en somme, les journalistes en

France n'étaient guère plus favorisés que les salariés de droit commun.

Or, cette situation contrastait étrangement avec celle des journalistes dans de nombreux pays dont nous allons donner une rapide énumération. En ALLEMAGNE tout d'abord, il y avait un contrat national rédigé en 1926, librement discuté par une commission mixte d'éditeurs et de rédacteurs, mais déclaré obligatoire par le Ministre du Travail du Reich : il comportait, outre un contrat de travail proprement dit, un contrat type de service portant sur la nature de l'emploi, les salaires, le repos hebdomadaire, les vacances annuelles, les modalités de rupture, des assurances en cas de changement d'orientation et de vente du journal; il prévoyait aussi un tribunal d'arbitrage et la création d'institutions de prévoyance. Le régime hitlérien, s'il a supprimé la liberté de la presse, n'a pas touché aux garanties de la profession.

En AUTRICHE, une loi de 1920 exige que tout journaliste entrant dans un journal y trouve les garanties d'un contrat de travail; cette loi stipule les clauses indispensables à la validité de ce contrat : ces clauses répètent du reste le contrat collectif de travail établi en 1918 entre tous les organismes intéressés, remanié en 1921 et renouvelé en 1930.

En POLOGNE, une proposition de loi, déposée en 1920 à la Diète, suscita une furieuse opposition de la part des éditeurs; cependant, un décret-loi du 16 novembre 1928 fut promulgué concernant les salaires, la rupture du contrat et les indemnités dues. D'autre part, en septembre 1935, le sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil a annoncé le dépôt d'un projet de loi concernant les journalistes. En Yougoslavie, un décret du Ministre de la

Prévoyance sociale le 25 septembre 1927, réglemente les conditions de travail dans le journalisme.

En GRECE, il faut signaler une disposition curieuse : les journaux sont vendus un drachme et il est attribué un leptone aux caisses de retraite des rédacteurs et des ouvriers et employés qui se le partagent par moitié : aussi, les journalistes grecs, à 50 ans d'âge et après 25 ans de profession, ont droit à une pension égale à 80 % de leur traitement.

En ITALIE, le premier contrat remonte à 1911; il a été revu en 1919 et retouché en 1925; il est devenu officiel par la loi syndicale du 3 avril 1926 et la charte du travail du 21 avril 1927. Sous l'action de deux associations officiellement reconnues, *l'Associazione nazionale fascista giornalisti*, et le *Sindicato nazionale fascista editori*, il a été retouché le 5 mars 1928 et sa dernière édition est du 19 février 1932. Les journalistes italiens ont été en cette matière les initiateurs du monde.

M. BRACHARD fait remarquer au reste que le fascisme n'a ajouté en leur faveur qu'une seule garantie, si l'on peut dire : d'après la loi du 20 février 1928, nul n'est journaliste s'il n'obtient la licence d'un comité de cinq membres désignés par le ministre de la Justice, d'accord avec le Ministre de l'Intérieur et des Corporations. Excepté cette mesure de police voulue par la nature de l'état fasciste, ce statut reste le modèle de la législation en la matière. Voilà donc toute une série de pays où la loi intervient d'une façon directe pour régler les rapports des journalistes avec leurs employeurs.

D'autres pays ont utilisé la voie de l'accord collectif : ainsi, en ESPAGNE, des accords ont été signés dans toutes les provinces par application d'un décret-loi du 23 avril

1926. En GRANDE-BRETAGNE, une série de contrats de plus en plus précis réglemente minutieusement divers points, notamment les salaires, par catégorie de rédacteurs, de tirage et de régions : ces accords sont signés par les éditeurs et la National Union, qui groupe tous les journalistes et qui est affilié aux TRADES-UNION.

En TCHECOSLOVAQUIE, il y a un régime multiple basé sur le contrat collectif; en HONGRIE, un contrat collectif a été signé en 1917 et renouvelé en 1918 : dénoncé en 1920, il survit à titre d'usage. En AUSTRALIE, la première réglementation date de 1917; en vertu d'une décision d'une Cour fédérale d'Arbitrage, en 1924, une convention collective très détaillée et équivalente à un véritable statut a été signée et renouvelée en 1921. De même, le contrat collectif règne en LETTONIE depuis 1920, en ROUMANIE depuis 1925, en SUEDE, en SUISSE.

Telle est, rapidement esquissée, ce que l'on a pu appeler « *la carte géographique de l'organisation professionnelle des journalistes* ». Cette richesse de la législation internationale avait amené le BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL à s'occuper de la question. Dès 1928, il menait en 33 pays une étude sur les conditions de travail et de vie des journalistes. Cette enquête n'aboutissait pas à des recommandations, mais dégagait le sens général de l'évolution, indiquant que le contrat du journaliste, après avoir été réglé par entente verbale, l'avait été par le contrat individuel écrit, puis par le contrat collectif, enfin par la législation.

Le 22 juillet 1932, le B. I. T. communique officiellement à tous les gouvernements et aux grandes associations de presse des pays considérés, un rapport établi par la commission consultative des travailleurs intellectuels concer-

nant les éléments essentiels constitutifs des contrats collectifs de travail des journalistes : cette commission, créée en 1929 et présidée par M. DE MICHELIS, mena une enquête approfondie auprès d'experts tant patronaux que professionnels : une synthèse de la réponse fut constituée, à laquelle la commission demanda que fut faite la plus large publicité. Ces conclusions furent les suivantes :

1°) nécessité de l'institution des contrats collectifs;

2°) nécessité de l'intervention de l'Etat, car, même si les conventions ont été librement établies, les experts jugent nécessaire que les pouvoirs constitués leur accordent le caractère public;

3°) énumération des éléments du contrat : indemnité de congédiement, clause de conscience, salaire minimum, tribunaux professionnels d'arbitrage;

4°) nécessité d'une organisation rationnelle d'organes paritaires et d'une carte professionnelle.

A la lumière de toutes ces considérations, il devenait évident que le Parlement français devait se saisir du statut professionnel des journalistes, ce qu'il allait accomplir dans le plus bref délai.

SECTION III.

HISTOIRE PARLEMENTAIRE DE LA LOI DU 30 MARS 1935.

En mars 1935, M. HENRI GUERNUT et 65 de ses collègues déposaient une proposition de loi relative au statut professionnel des journalistes : pour marquer que ce projet se plaçait strictement sur le plan professionnel, relevons parmi les députés qui en avaient pris l'initiative, des hommes de nuance politique aussi différente que MM. Com-

PÈRE-MOREL, LOUIS MARIN, SPINASSE, TAITTINGER, MARQUET, etc.

L'exposé des motifs était en lui-même très intéressant : après avoir marqué le rôle primordial du journaliste, son influence intellectuelle et morale, son action prédominante comme force sociale, il rappelait que le journaliste était à la fois un écrivain, un artiste et aussi un employé, un salarié lié par des contrats de louage de service et qui, donc, à ces divers titres, devait jouir d'une double protection : protection due aux œuvres littéraires et artistiques par la législation nationale d'abord, par des accords internationaux ensuite; protection quant aux conditions du travail due aux salariés. Or, par un paradoxe éclatant, ceux qui se sont occupés des auteurs n'ont vu dans les journalistes que des salariés et non des créateurs, et ceux qui se sont occupés des travailleurs ne se sont guère préoccupés des travailleurs intellectuels.

On peut en signaler diverses raisons : les travailleurs intellectuels ont tardé à venir à l'association professionnelle : avant la formation du syndicat national, les journalistes n'étaient pas fédérés selon la formule du seul intérêt professionnel et actuellement encore il y a, en province surtout, beaucoup d'anarchie à cet égard. D'autre part, cette profession se caractérise par une assez grande faiblesse numérique : les journalistes ne sont que quelques milliers et l'intérêt professionnel est moins fortement écouté s'il ne s'appuie sur des masses profondes. Enfin, par un curieux retour des choses, les journaux ne sont point faits pour les journalistes et ceux qui les rédigent ne peuvent y faire état de leurs luttes professionnelles.

Après avoir rappelé le droit comparé, les recomman-

ditions du B. I. T., les efforts du syndicat national, cette proposition prévoyait une double série de dispositions : d'une part, les journalistes étant des salariés devaient se voir appliquer le droit commun des travailleurs, d'où on leur étendait un certain nombre de textes au bénéfice desquels ils n'avaient pas droit et que la proposition énumérait dans le détail, mais ensuite elle prévoyait certaines dispositions nécessitées par le caractère particulier de la profession (durée du préavis, indemnité de congédiement, barème des salaires) et elle demandait également la création d'une carte d'identité professionnelle.

Le 27 juin 1934, M. EMILE BRACHARD, à qui la commission du travail avait confié la mission de rapporteur, saisit la commission des conclusions qu'il a été amené à adopter. Son rapport constitue du reste un très long et très remarquable exposé de la question. Il pose d'abord d'une incontestable manière que la législation du travail doit faire une place aux journalistes. Les journalistes sont des salariés attachés à leur journal par un contrat de louage de service, astreints à une besogne déterminée, souvent à des heures de travail dont le nombre est stipulé : or, le contrat de travail, appuyé sur un service régulier, est le signe auquel se reconnaît tout bénéficiaire de la législation du travail.

Marquant très fortement la transformation de la presse, il indique comment diverses inventions (développement de la machine à vapeur, réseau postal, chemins de fer, rotatives, téléphone, avions, T. S. F.) ont contribué à industrialiser la presse : les salles de rédaction tendent à devenir des ateliers où règnent la discipline et la hiérarchie ; cette industrialisation de la presse a modifié en fait le caractère du journaliste ; l'accaparement

des journaux par le capital centralisé, le journal équipé à la moderne, tous ces faits n'ont cessé de se multiplier : l'aboutissement en a été la formation d'un type de salarié d'une espèce particulière auquel il faut faire une situation spéciale et dont il faut soustraire la carrière « à la fantaisie, aux caprices, à l'arbitraire » et assurer la vie matérielle et la liberté morale; ainsi sera consacrée l'organisation d'une profession dont le XIX^e siècle a vu seulement l'essor et qui entre progressivement dans les catégories du travail.

Si on lui objecte que des dispositions législatives ne doivent point être faites pour une catégorie particulière, il indique que le Code est intervenu souvent pour protéger telle ou telle corporation (travailleurs à domicile dans l'industrie du vêtement; ouvriers mineurs; voyageurs de commerce...) et que ceci est particulièrement nécessaire dans le journalisme, d'abord à raison de l'écrasante disproportion entre la faiblesse des journalistes et l'énorme puissance de la presse moderne; ensuite en raison du peu de ressource de l'organisation professionnelle dans ce domaine; enfin, parce que la dignité de la presse réside dans la conscience du rédacteur; dans son indépendance matérielle et morale.

En dernier lieu, M. BRACHARD indique les sacrifices que l'Etat accomplit en faveur des journaux : il signale l'abaissement des droits de douane sur la pâte à papier achetée à l'étranger et destinée à la confection du journal; l'abaissement de la taxe sur le chiffre d'affaires; la réduction à presque rien des taxes télégraphiques et postales, ce qui coûterait 600 millions au budget des postes; l'ensemble de ces faveurs se chiffrerait pour l'Etat par une perte d'au moins 800 à 850 millions de francs. On ne com-

prendrait pas dans ces conditions que l'Etat ne pût obliger les directeurs de journaux à consentir certains sacrifices en faveur de leurs rédacteurs.

La Commissions du travail fut unanime à approuver ce rapport. Après avoir consacré trois séances à l'examen de la proposition Guernut, elle lui donna, dans sa séance du 19 décembre, son adhésion complète; elle avait auparavant entendu une délégation du Syndicat national, ainsi que la Fédération des journaux français.

Le Jeudi 14 mars 1935, la CHAMBRE DES DÉPUTÉS adopte sans débat la proposition de loi et le soir même le texte arrive au SÉNAT où on le dirige vers la Commission du commerce et du travail : le rapport est confié à M. JUSTIN GODART, ce dernier expose ses directives à la commission, qui l'approuve à l'unanimité et lui demande de rédiger son rapport d'urgence : en séance, après une brève intervention d'un sénateur réclamant que le bénéfice du statut fut étendu par décret à l'Algérie, le projet fut adopté sans opposition. La loi promulguée le 29 mars était publiée au journal officiel le 30 mars 1935.

Il restait encore à élaborer un règlement d'administration publique pour déterminer les conditions de délivrance de la carte d'identité. M. JACQUIER réunit une commission consultative paritaire le 16 mars au Ministère du travail sous la présidence de M. PIQUEMAL, directeur du travail; en deux séances, les différentes questions relatives à la carte sont résolues (forme, organisme qui la délivrera, conditions d'annulation, pénalité).

M. FROSSART envoie au CONSEIL D'ETAT le texte ministériel : l'étude du projet et le rapport sont confiés à M. ROQUERE; le 12 décembre, le CONSEIL D'ETAT terminait le règlement : sa seule innovation avait été de prévoir

une procédure d'appel. Le 21 janvier 1936 le règlement d'administration publique paraissait au JOURNAL OFFICIEL : l'élaboration du statut professionnel des journalistes était achevé.

SECTION IV.

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DU STATUT.

1° Le statut marque un essai de réglementation d'une profession par la voie législative : c'est un **petit Code du Travail à l'usage des Journalistes**. Cependant il faut reconnaître que c'est plutôt une manifestation des droits du journaliste et qu'à aucun moment il n'est fait mention de leurs devoirs. Il n'y a donc pas équilibre entre la réglementation des droits et des devoirs du journaliste. Essai de réglementation législative d'une profession avons-nous écrit : il faut ajouter, pour être précis, *réglementation en faveur des journalistes professionnels*.

2° Les dispositions du statut sont en général **exorbitantes du droit commun**. Nous avons déjà marqué ce caractère. Le point le plus original de la législation nouvelle consiste à prévoir et à imposer des principes d'arbitrage pour la solution des principales difficultés.

3° Le statut présente une **origine professionnelle**. Il est issu de l'échec des négociations engagées pour la conclusion d'un contrat collectif. Les négociations collectives, le projet de contrat rejeté par les organisations patronales ont inspiré en bien des points l'œuvre du Parlement. Le fait que l'équilibre ait été rompu en faveur des journalistes s'explique peut-être par le fait que la Commission du Travail suivie par le Parlement a imputé l'échec des

négociations aux organisations patronales. Quoiqu'il en soit, la loi du 30 mars 1935 a utilisé les travaux établis par la Commission mixte, a consacré des coutumes qui tendaient à s'établir, y a ajouté des règles particulières. Le caractère professionnel du statut des journalistes suffit à marquer son originalité.

4° En effet, ce statut ne contient aucune disposition d'ordre juridique ou politique. **Seul le point de vue social et économique y apparaît.** Les conditions juridiques de l'activité du journaliste n'y sont pas traitées. Aucune faveur, aucune gêne ne pèsent sur le journaliste en tant qu'il défend ou non le régime politique établi : à cet égard le statut est profondément **impartial** et cette impartialité a d'autant plus de chances d'être respectée que seuls des avantages économiques et sociaux sont déterminés (barème de salaires, délais-congés, indemnités, vacances, clause de conscience).

5° Le statut est uniquement applicable aux journaux français et aux agences de presse françaises. D'où le journaliste, même français, exerçant sa profession en France, au service d'un journal édité à l'étranger ou d'une agence d'informations étrangère, ne peut compter sur la protection de la loi. Cependant il convient d'observer que dans un grand nombre de cas l'entreprise étrangère en fait ne l'est pas juridiquement puisque ses dirigeants ont trouvé utile de créer une Société française de leur firme. La Société française est dans ce cas le véritable employeur et la loi joue évidemment.

6° Article 29 B. — « *Les dispositions des différents titres du Code du Travail, en ce qu'elles ne sont pas contraire aux dispositions de la présente section sont applicables aux journalistes professionnels* ».

La proposition Guernut, nous l'avons signalé en son temps, étendait certaines règles de la législation du travail aux journalistes professionnels. L'énumération comportait les extensions suivantes : règles générales du Contrat de travail et du louage de service; règles applicables aux femmes en couches; conventions collectives de travail; privilèges et garanties de la créance des salaires; prescription de l'action en paiement de salaires; saisie-arrêt et cession du salaire; allocations familiales; salaire de la femme mariée; placement des travailleurs; hygiène sécurité des travailleurs; syndicats professionnels; sociétés coopératives ouvrières de production; juridiction prud'hommes; conciliation et arbitrage; représentation professionnelle.

La loi, dès l'instant qu'elle ajoutait au Code du travail, chapitre II du Livre I, une section spéciale intitulée : « *Des Journalistes professionnels* » (art. 1 de la loi du 30 mars 1935), rendait par là même applicable à ces journalistes professionnels les diverses dispositions du Code du travail. La disposition de l'article 29 B allait donc d'elle-même.

7° Caractères d'ordre public de la loi.

Article 29 H : « *Toute convention contraire aux dispositions de la présente section est nulle et de nul effet* ».

Cet article vise toutes les garanties accordées aux journalistes, à l'exception naturellement de l'article 3, concernant les salaires, et qui n'est pas incorporé au Code du travail. Il vise l'ensemble de la section III, article 29 B à 29 J, malgré la place qu'il occupe dans la loi, non pas à la fin comme il se devrait, mais au milieu de ces dispositions (29 H) auxquelles il veut interdire que l'on apporte des dérogations individuelles.

*
**

PLAN GÉNÉRAL. — La loi du 30 mars 1935, bien que son apparence à première vue soit assez touffue, s'analyse en trois catégories de dispositions; les unes visent à déterminer les bénéficiaires du statut professionnel et les modes de preuves de cette qualité; d'autres assurent une série d'avantages matériels consentis aux journalistes; d'autres enfin conseillent la rupture du contrat.

Nous étudierons ces trois catégories de dispositions dans trois chapitres différents et nous passerons en revue dans un chapitre suivant les solutions du droit comparé. Dans deux autres chapitres nous étudierons la condition des journalistes étrangers en France et l'organisation internationale des journalistes.

CHAPITRE DEUXIEME

LES BENEFICIAIRES DU STATUT

Le bénéfice des dispositions du Statut est réservé aux seuls journalistes professionnels : il faut d'abord analyser la définition légale du journaliste; on verra ensuite par quels moyens la loi a rendu possible la preuve de cette qualité; on étudiera enfin ce que l'on pourrait appeler « les journalistes hors du cadre du Statut » c'est-à-dire quelle est et quelle doit être la situation de tous ceux qui, écrivant dans un journal, ne présentent pas la qualité de professionnel.

SECTION I. LA DÉFINITION LÉGALE DU JOURNALISTE.

La loi (Code du Travail, Livre I, article 29 b) définit le journaliste *« celui qui a pour occupation principale, régulière, et rétribuée l'exercice de sa profession dans une publication quotidienne ou périodique ou dans une agence française d'informations et qui en tire le principal des ressources nécessaires à son existence. »*

Ainsi donc, quatre conditions sont posées : l'occupation doit être principale, régulière, rétribuée et fournir le principal des ressources nécessaires à l'existence. Il n'y a pas lieu de commenter très longuement ces dispositions : elles visent, et réussissent, à dégager de l'ensemble des

personnes qui collaborent à un journal les seuls journalistes professionnels. Les termes de régularité et de rétribution s'expliquent d'eux-mêmes.

Le caractère d'occupation principale requiert quelques commentaires : songeons à un professeur qui collabore à une revue scientifique, à un avocat qui écrit des chroniques judiciaires. Nous pensons et nous redirons que la loi aurait dû régler le sort de ceux qui n'écrivent qu'à cause d'une compétence spéciale et que seule cette compétence met à même d'écrire sur tel sujet, en un mot de tous les collaborateurs de la presse scientifique et technique. En l'absence d'une disposition formelle de la loi, nous ne pouvons que les écarter du bénéfice du Statut.

Que signifie enfin la formule : tirer du journalisme le principal des ressources nécessaires à l'existence; prise à la lettre elle signifierait qu'on ne peut accorder la qualité de journaliste à des hommes jouissant déjà de revenus personnels : c'est proprement absurde, la fortune personnelle n'a rien à voir avec la qualité de journaliste. Nous pensons qu'il faut entendre la loi comme ne donnant le titre de journaliste qu'à ceux qui en font bien leur occupation principale et qui en tirent le total de leurs revenus en professionnels.

Mais doit-on prendre la loi à la lettre lorsqu'elle définit le journaliste celui qui écrit dans *une* publication ? Ainsi se trouve posé le problème des collaborations multiples : le même journaliste écrit dans différentes publications. La cause de cette dispersion est manifestement la faiblesse des salaires; les inconvénients en sont également évidents : pour le journaliste comme aussi pour le journal qui ne pourra s'assurer l'exclusivité d'une pensée ou d'une recherche, pour le public également et aussi pour

l'ensemble de la profession. M. BRACHARD a déclaré « *que dix-neuf journalistes parisiens sur vingt se consacraient à cette besogne néfaste* ». Il prend ainsi parti contre le projet du SYNDICAT DE LA PRESSE PARISIENNE déclarant que le contrat s'appliquerait aux seuls journalistes collaborant à un seul journal.

Du reste, le rapporteur cite l'article 23, Livre I du Code du Travail, complété par une loi du 5 février 1932 « *les dispositions du présent article sont applicables même au cas où l'employé est lié par des contrats de louage de service à plusieurs employeurs* » et le terme d'employé, terme générique, désigne toute personne attachée à un employeur par le lien du louage de service : ainsi dans l'état actuel de la presse, la loi doit s'appliquer vis-à-vis de tous les journalistes et pour un journaliste vis-à-vis de tous les journaux auxquels il collabore (notamment pour le calcul de l'indemnité de congédiement). Au reste, ce problème n'est pas nouveau : un des motifs de la loi du 16 juillet 1850 interdisant l'anonymat des articles était précisément l'existence de journalistes impécunieux écrivant à la fois dans les journaux d'extrême droite et d'extrême gauche ¹.

Pour compléter l'analyse de la définition, il nous faut maintenant examiner brièvement quelques situations particulières :

CORRESPONDANTS DE JOURNAUX. — Il faut mettre à part les collaborateurs de journaux provisoirement détachés à l'étranger dans les grandes capitales et auxquels la qualité de journaliste n'est pas contestée. Parmi les cor-

(1) J. BARTHÉLEMY, Cours de Droit Public Général (Doctorat), 1935-36. C. p.

respondants de province, il faut faire une distinction : il y a tout d'abord une masse anonyme de correspondants écrivant à tant la ligne et à propos des affaires insignifiantes, pour lesquels le journalisme n'est qu'un superflu, parfois un passe-temps; au contraire, dans les grandes villes existent des correspondants d'un autre genre qui font du journalisme leur métier exclusif, y consacrent toute leur activité professionnelle et sont régulièrement rétribués : la loi ne pouvait que leur accorder le bénéfice du Statut.

COLLABORATEURS DIRECTS DE LA REDACTION.

— La loi assimile ensuite aux professionnels les « rédacteurs-traducteurs, sténographes rédacteurs réviseurs, reporters dessinateurs, reporters photographes. Cette énumération n'est pas quoique actuellement complète absolument limitative. Le rapporteur est catégorique sur ce point : il tente d'assimiler aux journalistes les reporters de la presse radiophonique et des actualités cinématographiques, en citant l'article 1 de la proposition Guernut : « *le Statut sera applicable à toute personne liée par un contrat de louage de service en vue de l'exécution d'un travail intellectuel et artistique* ». Mais la commission n'a pas retenu cette défnation : il est plus sage d'attendre la loi fixant de façon définitive le Statut de la radiophonie ¹.

DIRECTEURS DE JOURNAUX. — La loi est muette à ce sujet. Doit-on considérer comme journalistes les directeurs qui collaborent au journal par la rédaction courante d'articles ? Nous ne savons trop que répondre : il faut remarquer que parfois en province le directeur est

(1) Voir sur cette question l'Annexe n° 1 au présent travail.

aussi souvent son propre rédacteur. Il nous semble qu'il faille accorder la qualité de journaliste aux directeurs écrivant régulièrement dans leurs journaux; quant aux directeurs administrateurs, qui ne sont que des entrepreneurs et qui n'ont dans le journal que des intérêts financiers, il faut les écarter sans aucun doute du Statut. Cette question, vu la carence de la loi, demeure très obscure et il faudrait pour la régler d'une façon certaine, une compétence professionnelle que nous ne reconnaissons pas ¹.

SECTION II.

LA CARTE D'IDENTITÉ PROFESSIONNELLE ².

« Pourront seuls se prévaloir de la qualité de journalistes, soit à l'occasion de l'établissement d'un passeport ou de tout autre acte administratif, soit en vue de bénéficier des dispositions prises en faveur des représentants de la presse par les autorités administratives, les personnes énumérées à l'article 29 b et titulaires d'une carte d'identité professionnelle. »

Mais le principe posé, la loi renvoie pour son application, à un règlement d'administration publique qui a été

(1) On peut cependant risquer l'observation suivante : parmi les avantages professionnels attachés à la qualité de journaliste, les uns sont revendiqués par les journalistes vis-à-vis de leurs directeurs (salaires...), les autres vis-à-vis des autorités administratives, compagnies de chemin de fer. Il n'est pas question d'accorder les premiers aux directeurs et il serait illogique de refuser les seconds aux directeurs faisant dans leurs journaux fonctions de journaliste. La question rationnellement donc devrait se résoudre par une distinction : le directeur écrivant régulièrement dans son journal n'aurait la qualité de journaliste que pour les avantages qui sont accordés en vertu de la fonction même et de ses nécessités (circulation, coupe-file.) et non vis-à-vis des avantages qui résultent pour le journaliste de sa qualité de salarié.

(2) Voir un modèle de demande de carte d'identité dans l'Annexe n° III au présent travail.

rendu le 17 janvier 1936 dans les conditions que nous avons décrites et qui est fort long. Nous allons passer en revue ses dispositions principales en les groupant sous quatre rubriques : délivrance de la carte; conditions; procédure d'appel; pénalités.

§ 1. — Composition, fonctionnement de la « *commission de la carte d'identité* ». La carte sera délivrée par une commission paritaire dite « *commission de la carte d'identité professionnelle* » : cette commission comprend quatorze membres, sept représentants des directeurs de journaux désignés par l'organisation la plus représentative des directeurs de journaux, et sept représentants des journalistes professionnels élus par les journalistes titulaires de la carte d'identité. Dans les mêmes conditions, quatre autres représentants de chaque catégorie sont choisis au titre de suppléants pour remplacer les membres décédés ou démissionnaires entre deux renouvellements.

Exceptionnellement, et à titre transitoire, pour la première année, les membres de la commission seront nommés par le Ministre du Travail : les directeurs de journaux et les journalistes ont suggéré au Ministre du Travail de prendre telle quelle la *Commission mixte consultative créée pour donner son avis sur le règlement d'administration publique concernant la carte d'identité*. Le renouvellement complet de la commission aura lieu tous les trois ans : les membres sortants sont rééligibles.

La commission établit son règlement intérieur et n'aura pas de Président permanent : ce sera suivant un tour de rôle déterminé par le sort tantôt un journaliste tantôt un directeur. Elle ne délibère valablement que si

quatre membres de chaque catégorie sont présents et participent au vote : le règlement intérieur détermine les modalités du vote, néanmoins les décisions devront être prises à la majorité absolue.

§ 2. — Conditions de délivrance de la carte d'identité.
Le journaliste, à l'appui de sa demande, fournira :

- 1° justification de son identité et de sa nationalité;
- 2° note sur ses antécédents;
- 3° extrait de son casier judiciaire ayant moins de trois mois;
- 4° indication s'il y a lieu de son groupement professionnel;
- 5° affirmation sur l'honneur que le journalisme est sa profession principale et qu'il en tire une rémunération égale au salaire minimum fixé dans les conditions de la loi de 1935. Il indiquera les agences et les journaux où il exerce sa profession : ce qui, remarquons-le en passant, consacre la pratique des collaborations multiples;
- 6° s'il y a lieu, les autres occupations régulières rétribuées;
- 7° engagement de faire connaître à la commission tout changement ou modification dans sa situation.

La Commission, après avoir pris toutes les vérifications utiles, statue sur les demandes.

La carte porte la photographie, mention de l'identité et du domicile, signature du titulaire; elle est revêtue du cachet de la commission et comprend l'énumération des publications auxquelles collabore le journaliste. Elle est valable pour un an et renouvelée sur décision favorable de la commission.

Si un journaliste ayant possédé cette carte trois ans

vient à être mis en chômage sans faute de sa part, la commission pourra délivrer une carte provisoire avec durée limitée et différant de la carte ordinaire par l'absence d'indication quant aux publications auxquelles il collabore.

Si le titulaire change de publication ou d'agence, il le fait savoir à la commission, qui modifie la carte ou engage la procédure de retrait. Car la commission peut annuler une carte qu'elle a délivrée : le Président de la Commission convoque le titulaire par lettre recommandée; il peut être assisté d'un conseil ou faire parvenir à la commission ses explications écrites. La commission lui notifie la décision.

§ 3. — Contrôle de la commission. Toutes réclamations des intéressés sont reçues devant une commission supérieure composée de trois magistrats en exercice ou honoraires, désignés par le Premier Président de la Cour d'Appel et dont le plus ancien dans le grade le plus élevé préside et d'un représentant des directeurs de journaux, ainsi que d'un représentant des journalistes professionnels. Ces derniers et deux suppléants sont élus dans les mêmes conditions que les membres de la commission de la carte d'identité : cependant leur mandat est incompatible avec celui de membre de la dite commission. La réclamation est adressée par lettre recommandée au Ministre du Travail qui la transmet au Président de la Commission.

§ 4. — Pénalités. Outre les pénalités de droit commun (Code Pénal, Livre III, Titre I, Chapitre III, Section 1 : Pénalités du faux), il y a des pénalités spé-

ciales « toute personne qui aura soit fait seulement une déclaration inexacte pour obtenir la carte, soit fait usage d'une carte frauduleusement obtenue, périmée ou annulée, est passible d'une amende de 50 à 200 francs et, au cas de récidive, de 200 à 2.000 francs; les mêmes pénalités valent pour ceux qui sciemment ont déclaré des attestations inexactes ».

Que vaut l'institution de la carte d'identité ? Ecartons les critiques tenant aux imperfections du règlement même : il semble que la carte aurait gagné à être délivrée par des commissions mixtes régionales et non dans le cadre national un peu trop large. On eut aimé avoir quelques précisions sur l'élection des délégués patronaux : la loi dit qu'ils sont choisis par l'organisation la plus représentative des directeurs de journaux. La formule est équivoque : est-ce la Fédération nationale des journaux français ? Mais alors les quotidiens régionaux et départementaux y auront-ils la place qu'ils méritent ? Pourquoi n'avoir pas fait nommer les délégués patronaux par l'ensemble des directeurs : a-t-on eu peur des petits journaux ? La loi laisse aussi aux journalistes le soin de fixer les modalités de l'élection pour leurs délégués : est-ce bien sage ? Remarquons enfin, quant aux magistrats de la commission supérieure, que le règlement ne précise pas la durée de leur fonction. Sont-ils nommés pour chaque affaire ou d'une façon permanente ?

Tout ceci n'est pas très grave car il sera facile d'apporter les modifications et les perfectionnements désirables : comptons sur la sagesse des intéressés pour élaborer un règlement adéquat.

Mais au fond que vaut l'institution : **remarquons qu'elle ne saurait en aucune manière comporter l'établissement d'un**

régime d'Etat contraire à nos institutions démocratiques, où les seuls journalistes favorables au régime trouveraient faveur; le rapport de M. BRACHARD est formel sur ce point *« elle sera accordée avec une impartialité totale, hors de toute préoccupation politique, religieuse ou sociale, sans exception de personne »* et *« tout véritable journaliste vivant honnêtement de sa profession sera admis à la posséder »*.

Ceci posé et en examinant les conditions mises à la délivrance de la carte d'identité, nous allons examiner les deux buts que l'institution de la carte semble se proposer : écarter de la profession de journaliste les amateurs et les incapables; moraliser la presse en écartant les indignes.

C'est pour remplir sa première fonction, instituer une preuve du professionnalisme, que la commission exige du postulant justification que le journalisme est bien sa profession principale et rétribuée et le règlement ajoute *« qu'il en tire une rémunération au moins égale au salaire minimum qui aura été fixé dans le département ou la région dans les conditions de l'article 3 de la loi de 1935 »*.

Examinons cette prétention d'un peu près; la loi exigeait seulement que le journaliste tire ses ressources de la collaboration à un journal : le règlement ajoute que ces ressources ne doivent pas être inférieures à un certain minimum. Est-ce dans l'intérêt de la profession, afin de pénaliser ceux qui consentiraient à travailler au rabais ? Mais si on collabore à un organe qui n'a pas pu accepter le barème de la commission officielle, sera-t-on privé de la qualité de journaliste ?

On comprendra mieux le caractère bizarre de cette

prétention lorsque l'on aura vu plus tard que rien, en somme, n'oblige les directeurs à accepter les barèmes de salaire minima. Que deviendront les rédacteurs de tels journaux ? Devront-ils démissionner puisqu'aussi bien ils n'ont pas droit à la qualité de journaliste professionnel et que, en cas de congédiement, ils n'auront pas droit aux indemnités fixées par la loi. Telle serait la conséquence de cette prétention si elle était exactement appliquée : espérons que le bon sens suppléera aux imperfections du législateur.

En tout cas, le règlement sur ce point est nettement en contradiction avec l'esprit et même avec la lettre de la loi : par application des principes généraux du droit il serait facile de le faire déclarer illégal.

Sous ces réserves, la preuve du professionnalisme est assez facile à faire, la commission étant par définition composée de gens du métier aptes à juger en cette qualité : sous cet angle, il semble bien que la commission atteindra pleinement son but.

Parviendra-t-elle à moraliser la presse en écartant les indignes ? C'est pour remplir ce but que la loi exige la production du casier judiciaire et une note sur les antécédents. Ici nous entrons dans le domaine singulièrement plus délicat de la valeur morale. La commission devra montrer beaucoup de souplesse pour éviter les réclamations de journalistes se prétendant lésés par un refus ou un retrait soi-disant injustifié de la carte d'identité ; mais enfin, il convient de ne point être trop pessimiste : par le moyen du casier judiciaire, elle pourra écarter les indignes, les condamnés de droit commun. D'autre part, elle pourra intervenir après un jugement et une condamnation pénale frappant un titulaire.

Certes, elle ne pourra prétendre restreindre le journalisme aux seules personnes de moralité supérieure, mais au moins les gens de moralité notoirement inférieure ne pourront plus se prévaloir de la qualité de journaliste; la notion de moralité est susceptible de bien des nuances dont certaines excèdent la compétence de la commission. cependant sur certaines questions d'honnêteté, l'accord en général peut se faire.

De tout cela la commission jugera dans un esprit strictement professionnel, la présence de directeurs et de journalistes en nombre égal en est une garantie : l'appel à une commission où des magistrats auront voix prépondérante donne des garanties de stricte impartialité et à ce point de vue de la moralité, les juges en tant que magistrats, jouiront de plus d'autorité pour déclarer tel postulant indigne.

La carte d'identité doit donc rendre les plus grands services à la profession de journaliste : **en tant que garantie de professionnalisme, et en tant aussi que garantie de moralité moyenne et sous réserve de certains aménagements de détail, le principe de l'institution reste excellent.**

SECTION III.

LE JOURNALISME HORS DU CADRE DU STATUT.

Il est un point certain : sont exclus du bénéfice du Statut ceux pour qui le journalisme n'est qu'une occupation occasionnelle. D'autre part, le droit d'exprimer, de communiquer ses pensées selon les expressions mémorables de la DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME et de leur assurer par la voie de la presse la diffusion la plus

large est une faculté que l'on ne peut interdire à personne.

Mais cependant, il faut concilier avec cette exigence les intérêts professionnels des journalistes : les amateurs, qui font la plupart du temps de la collaboration à un journal, une question de gain supplémentaire se montrent très peu exigeants, c'est un fait, quant au salaire; d'autre part, ils présentent le plus souvent peu de garantie de compétence.

En présence d'abus manifestes, les organisations de journalistes, le Syndicat national surtout, font entendre de véhémentes protestations : leur action est malheureusement anarchique, elle prend figure de cas d'espèce. Cependant, on trouve parfois de véritables mesures d'organisation professionnelle : ainsi, la carte créée jadis par la FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES. Le journaliste français titulaire de cette carte et envoyé en mission à l'étranger y trouvera l'appui de ses collègues et indirectement l'amateur sera défavorisé et accomplira la même tâche dans des conditions certes beaucoup plus difficiles.

Mais il est une catégorie d'individus contre lesquels les journalistes ont engagé une lutte véhémente : **ce sont les fonctionnaires**. Les journalistes leur reprochent essentiellement : d'abord, un singulier cumul, les fonctionnaires jouissant d'un traitement fixe et assuré; ainsi, ils feront du journalisme une situation d'appoint, solution proprement inadmissible; d'autre part, par leur fonction même, ils peuvent être amenés à connaître certains événements d'une façon plus précise qu'un simple journaliste et ici il y aurait, dans le fait d'écrire sur ce sujet dans un journal, une double incorrection. Le Syndicat national a

saisi, dans chaque cas, dont il avait connaissance, le Ministre compétent. Maintes fois du reste satisfaction lui fut donnée.

Ces temps derniers, il basait ses réclamations sur une circulaire de M. DOUMERGUE du 11 mai 1934, circulaire envoyée aux divers ministres et ainsi libellée « *diverses Associations professionnelles ont appelé mon attention sur le préjudice causé à leurs membres par certains fonctionnaires qui, en dehors de leurs heures de service administratif, emploient leur activité à des travaux rémunérés et à l'heure même où le chômage sévit intensément concurrencent ainsi les travailleurs professionnels dans des conditions d'autant plus redoutable que, considérée comme un appoint, la rémunération acceptée par eux est souvent très inférieure au tarif des rétributions normales. Je vous serais obligé de faire appel à la conscience professionnelle des fonctionnaires placés sous vos ordres et à leur sentiment de solidarité nationale pour qu'ils s'abstiennent de telles pratiques et consacrent exclusivement leur activité à la charge pour laquelle l'Etat leur assure un traitement fixe* ».

D'autre part, des décrets du 28 août 1935 ont interdit aux fonctionnaires des administrations centrales d'exercer aucune profession industrielle ou commerciale, de remplir aucun emploi rétribué ou d'effectuer à titre privé aucun travail rémunéré, exception faite de la production d'œuvres scientifiques, littéraires et artistiques. Un décret récent du 29 octobre 1936 reprend les mêmes affirmations¹ en les nuancant des mêmes exceptions et les étend à tous les fonctionnaires et agents des services publics

(1) Remarquons que les décrets ne visent que la collaboration rémunérée. Ceci est peut-être regrettable.

de l'Etat, des Colonies, des Départements, des Communes, des Offices et Etablissements publics.

Mais on doute que ces prescriptions aient un effet radical : le président du Syndicat national des Journalistes avait signalé au Ministre du Travail le tort causé au journalistes par le fait que les décrets lois du 28 août 1935 étaient restés incomplets et inefficaces.

Mais surtout l'action du Syndicat professionnel ne peut s'exercer quant à la dénonciation du cumul que pour certains cas d'espèce, lorsqu'un abus est particulièrement criant; d'autre part, le ministre peut mettre plus ou moins d'empressement à répondre aux réclamations; enfin, le mal apparaît à peu près comme sans remède en province, où les associations professionnelles sont moins disciplinées, si tant il est établi qu'elles ont une vie réelle.

De cet état un peu anarchique, une ligne générale ne peut se dégager : si l'on veut trouver une solution efficace au problème du journalisme amateur et de la collaboration des fonctionnaires à la presse, ce n'est, à notre sens, ni par le règlement ni par la circulaire que l'on pourra agir, mais par le moyen d'une organisation professionnelle rationnelle et groupant tous les journalistes dans le seul but de défendre leurs intérêts.

Pour établir une solution rationnelle, il faut mettre à part tout d'abord la presse purement technique qui se compose à la vérité surtout de périodiques et de revues : le caractère purement scientifique des sujets traités et l'originalité requise en font vraiment une matière réservée dont l'existence ne peut porter ombrage aux journalistes : toujours par application des principes généraux, si certains collaborateurs de cette presse remplissent les conditions exigées par la loi, ils ont droit incontestable-

ment au titre de journaliste. Une loi complète aurait réglé cette délicate question.

D'autre part, il faut mettre à part les organes de combat politique pour lesquels la collaboration de personnes déjà rénumérées à un certain titre (ministres, députés, sénateurs) s'impose nécessairement : au reste cette presse n'enrichit guère.

Il reste enfin qu'on peut demander à certaines compétences de donner leur opinion sur un sujet particulier même dans la presse de grande information : tout ceci reste acceptable, si c'est exceptionnel. Toutes ces atténuations posées, il est inadmissible que certains fonctionnaires ou particuliers accomplissent des fonctions qui ne requièrent qu'une compétence générale et indéterminée : car là ils prennent vraiment la place de journalistes de profession. Certes, on ne peut penser, comme nous l'écrivions, à interdire à chacun d'émettre ses opinions et ses idées.

On pourrait à ce sujet faire une suggestion : développer, dans chaque journal, une tribune libre réservée aux seuls amateurs et dirigée par un journaliste professionnel ; cette collaboration du public à la rédaction du journal pourrait présenter quelque chose d'extrêmement vivant et sauvegarderait en même temps les droits essentiels des journalistes.

Mais toutes ces solutions ne peuvent s'imposer que par la vertu de l'organisation professionnelle : c'est aux journalistes à faire la police de leur profession et à imposer leur volonté par la force de l'organisation syndicale. Sinon toutes les solutions que l'on pourra trouver n'auront qu'un effet très limité pour ne pas dire aucun effet. C'est l'Association professionnelle des journalistes,

et elle seule le peut, qui doit imposer aux journaux comme collaborateurs rétribués et principaux, les seuls professionnels.

Le journalisme doit être la chose des journalistes : les journalistes français doivent donc, s'ils veulent faire triompher leur intérêt professionnel et assurer une stricte observation de la loi, se grouper autour d'organisations syndicales qualifiées : ainsi, ils pourront assurer le professionnalisme et de là, la moralité et la dignité de leur profession. En ce sens, l'institution de la carte d'identité prendra toute sa valeur ; et alors, mais alors seulement, on pourra songer à réaliser l'ordre des journalistes.

CHAPITRE TROISIEME

LES AVANTAGES MATERIELS ACCORDES PAR LE STATUT

Dès les premières dispositions à commenter, nous apercevons le caractère profondément nouveau de cette loi : avant la loi du 20 juin 1936, elle pose d'une façon libérale le problème des vacances payées; elle institue également une procédure par une commission paritaire mixte permettant en somme d'arriver à la fixation d'un salaire minimum pour chaque catégorie professionnelle, par région, et s'il le faut par catégorie de journal : donc, le principe du salaire minimum est fixé non par voie d'autorité mais par l'entente des intéressés et en tenant compte de la situation du journaliste, du journal dont il est l'employé et de la région qu'il habite : procédure très souple comme on le voit.

Cependant, si la commission mixte n'arrive pas à conclure un accord, il faut en appeler à un arbitre dont les directeurs doivent en fin de compte suivre l'avis s'ils veulent conserver les sommes de publicité financière distribuées par l'Etat. Ainsi, une sanction est posée à ce principe du salaire minimum. Cette loi par conséquent dans la législation française fait figure de bastion avancé.

Nous n'avons pas l'intention de discuter le principe du salaire minimum. Il faut remarquer cependant que dans

les discussions au sujet de ce principe, ce qui est critiqué c'est non pas tant le salaire minimum en lui-même que sa fixation par l'Etat. On fait valoir que l'Etat est absolument incompétent en la matière et que dans l'état actuel de notre économie, qui n'est pas encore franchement une économie dirigée, l'Etat ne peut imposer aux patrons de payer leurs ouvriers à un tel prix.

Tous ces griefs sont en partie fondés. Mais rien dans tout ceci ne doit empêcher l'Etat de rendre obligatoire une entente sur le minimum de salaire : l'Etat posant seulement le principe en laissant aux intéressés eux-mêmes le soin de le mettre en œuvre; nous pensons même que le résultat le plus élémentaire de l'action syndicale devrait être de fixer pour chaque entreprise et pour chaque catégorie d'ouvriers un minimum de salaire au-dessous duquel il ne serait permis en aucun cas de descendre.

Mais nous voudrions, avant d'examiner au fond les dispositions de la loi, faire justice d'un grief : certains, tout en se déclarant partisans du salaire minimum, ont indiqué que le journalisme « était la dernière profession où une semblable expérience dût être tentée parce c'est une profession libérale par excellence » ¹. Pour que le salaire minimum soit applicable sans danger à une profession, il faut que ses membres visent à atteindre des buts de même nature : or, certains journaux sont des affaires, d'autres sont des écoles « et c'est une anomalie de voir les traitements des rédacteurs d'un journal arrêtés par leurs confrères d'autres journaux qui ne se proposent pas le même idéal professionnel. Il faut tenir compte des

(1) VALENTIN. Le statut professionnel des journalistes (p. 64-67).

éléments moraux et on doit avoir le droit de travailler pour rien « si c'est par conviction ».

Enfin le danger le plus grave, toujours selon la même critique, serait la pénalisation des journaux d'opinion, car les directeurs des grandes feuilles industrialisées pourraient se servir de cette arme pour porter des coups mortels aux feuilles qui ne défendent que des idées. Au demeurant, ajoute-t-on, il eut suffi de déterminer un salaire minimum unique, un traitement de départ qui assurerait au débutant « de modestes mais honorables conditions de vie » ; pour les autres traitements, ce serait la liberté absolue.

Cette défense de l'individualisme ne doit pas nous faire illusion : tout en ayant l'air de défendre le principe du salaire minimum, elle vise à le rendre absolument inopérant ; les termes mêmes employés suffisent à indiquer la pensée véritable de l'auteur « *modestes mais honorables conditions de vie* ». Le journalisme, certes, est une profession libérale : dans chaque journal, il y a quelques grands noms ou réputés tels ; pour eux, évidemment, le principe du salaire minimum ne s'impose pas car ils sauront se faire payer la faveur du public.

Songons plus exactement à tous ceux qui dans l'œuvre du journal demeurent anonymes, songons à tous les collaborateurs de la rédaction dont souvent la tâche effacée, mais dure, mérite mieux que de modestes conditions de vie. Enfin, ce constant soin de défendre les journaux politiques en faisant état de leurs faibles ressources nous apparaît pour le moins comme assez tendancieux.

Nous nous bornerons à affirmer que dans chaque journal il y a, à côté des chefs de file des rédacteurs anonymes et toute une série de collaborateurs dont le public

n'a pas parfois une idée très nette : tous ces journalistes professionnels, qu'ils écrivent dans un journal d'opinion ou dans un journal de simple information font du journalisme un métier : la loi a entendu les protéger; ceci suffit à la justifier à notre point de vue.

SECTION I.

LA FIXATION DU SALAIRE MINIMUM.

Le salaire minimum n'est pas imposé par voie d'autorité : c'est à la solution professionnelle que le législateur est arrêté. Nous devons étudier sous trois rubriques les organes chargés de déterminer le salaire minimum, les éléments de détermination du salaire, le respect de ces prescriptions.

Premier point. — Organes de fixation des salaires.

Remarquons tout d'abord que toutes les dispositions que nous allons commenter ne figurent pas dans le Code du Travail. Il semble que le législateur, un peu effrayé de son audace, ait cherché à la minimiser. Le rapporteur insiste d'ailleurs sur le caractère libéral de ce projet puisque ce sont les intéressés eux-mêmes qui fixent les salaires. D'autre part, écrit-il, « *le contrat conclu entre le patronat et les ouvriers du livre est lui aussi à la vérité un barème librement débattu et accepté de minimum des salaires* ».

Seulement, il faut remarquer que la loi de 1935 rend l'entente obligatoire et organise une sanction : c'est donc bien une procédure nouvelle que le législateur a instituée et qu'il n'a pas voulu faire figurer en tant que telle au CODE

DU TRAVAIL. Le seul résultat en sera que la loi se trouvera en deux endroits différents, inconvénient manifeste.

Ces commissions de fixation des salaires, composées à égalité de représentants du personnel et de représentants des patrons, trois au moins de chaque côté, seront chargées d'établir pour le département ou pour la région le tableau des salaires minima.

Telle est la loi et l'on peut dire que cet article n'est pas très explicite. Une première difficulté résulte de ce que la loi n'a pas déterminé le cadre type dans lequel statuera la commission : ce sera, au choix des intéressés, le département ou la région. Cependant un paragraphe suivant semblerait indiquer que la commission devrait être départementale. Le SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES a suggéré, au contraire, que le champ d'action des commissions fût la réunion de plusieurs départements en une seule région de salaire, *« d'une part il est un grand nombre de départements dans lesquels les journaux sont si peu nombreux qu'il est difficile, sinon impossible, d'y former une commission. Dans les autres, c'est, d'autre part, un paradoxe de parler de commission paritaire et de libre discussion, alors que trois ou quatre rédacteurs se trouveront face à face avec un nombre égal de directeurs qui sont leurs propres patrons et tiennent leur sort entre leurs mains »*.

D'autre part, seul le minimum en nombre des membres de la commission est fixé; et alors que se passera-t-il, a-t-on écrit, si les rédacteurs veulent nommer cinq membres et les directeurs trois : nous n'avons pas encore compris l'intérêt de cette question.

Le seul obstacle sérieux, c'est l'état un peu anarchique de l'organisation professionnelle dans le journalisme :

côté directeurs, il y a de puissantes associations de presse, mais il reste des isolés; côté journalistes, en province surtout, il y a beaucoup plus d'anarchie. **Au fond, comme pour la carte d'identité, toute cette loi postule un resserrement de l'organisation professionnelle dans le journalisme :** ces dispositions, évidemment, ne donneront leur pleine valeur que dans une profession dont tous les membres seront liés par un intérêt commun et agiront avec la puissance du groupe.

La solution du renforcement du syndicalisme journalistique n'est pas seulement désirable, elle est indispensable pour faire rendre à la loi son plein effet. Sous ces réserves, il faut reconnaître que les commissions se sont constituées à peu près partout normalement; dans sa circulaire aux préfets du 6 août 1935, M. FROSSARD indiquait que l'Administration ne doit pas constituer ces commissions, mais tout au plus les surveiller et les faciliter.

Mais une commission paritaire peut, par le partage des voix, se trouver devant un désaccord insurmontable : la loi a prévu, dans ce cas, le recours à l'arbitrage d'une personnalité choisie d'un commun accord. Si l'entente ne se fait pas, le tiers arbitre sera désigné d'office, dit la loi « *à la commission départementale* » : ce sera un haut fonctionnaire en activité ou en retraite, autant que possible de l'ordre judiciaire et résidant dans une localité du département; il aura voix délibérative et sa décision ne pourra être frappée d'appel.

Ici, certes, la loi est extrêmement obscure : la loi parle tout d'abord d'un recours à l'arbitrage, ce qui dans le sens technique du mot signifie que ce personnage statuera en dehors de la discussion des parties et pourra indi-

quer une sentence qui, à proprement parler, ne consacrerait la prétention d'aucune des parties.

Quelques lignes plus loin, la loi le présente comme devenu le président de la commission départementale avec voix consultative, ce qui semble signifier qu'ayant examiné les prétentions des deux parties, il appuiera les revendications de l'une d'entre elles et que sa voix créera une majorité.

Entre ces deux notions, il y a évidemment antinomie : la solution qui nous semble le plus conforme à l'esprit, sinon à la lettre de la loi, serait de décomposer cette procédure en deux temps : dans un premier temps, le tiers agirait comme président conciliateur, essayant de mettre les parties en accord. N'y parvenant, il prendrait sa fonction d'arbitre au sens technique de ce mot, jugeant à lui seul et souverainement, les prétentions des parties.

La proposition GUERNUT, au contraire, prévoyait en cas de désaccord non le recours à un arbitre, mais un appel à une commission supérieure mixte siégeant à Paris et statuant à la majorité des voix ; **nous ne dissimulons que cette solution nous eût semblé préférable** : car un haut fonctionnaire de l'ordre judiciaire n'est peut-être pas absolument compétent pour trancher une question de minima de salaire. D'autre part, une commission centrale eût pu jouer un rôle unificateur et par une jurisprudence ferme, suppléer au manque de clarté de certains alinéas du texte. Quoi qu'il en soit, procédure à deux degrés.

Mais ici se pose une question qui met en cause toute l'organisation de cette procédure et dont nous ne trouvons pas d'élément de solution dans la loi. Doit-on considérer que la commission du premier degré statue à la

majorité ou à l'**unanimité** : trois rédacteurs et un directeur, ou trois directeurs et un rédacteur peuvent-ils imposer leur volonté aux deux autres membres, ou est-on alors dans un cas de désaccord à soumettre à l'arbitrage : pour arriver à une entente, l'unanimité devra-t-elle exister ?

La loi ne donne aucune précision : donc, si nous admettons que la **majorité** doit suffire, ce n'est que l'expression d'une préférence personnelle : la loi de l'**unanimité** est par définition paralysante, le recours à l'arbitrage deviendrait presque nécessaire dans tous les cas. Si l'on veut voir fonctionner normalement ces commissions, il faut admettre que dès l'instant où une **majorité** est formée, elle pourra imposer sa volonté à la minorité. Cependant, pour éviter les difficultés ultérieures, nous verrions volontiers des dispositions réglementaires venir préciser cette question.

Deuxième point. — Éléments de détermination des salaires.

Nous lisons dans le rapport de M. BRACHARD : « *la plus grande liberté sera laissée aux commissions dans l'appréciation des éléments sur lesquels elles fonderont leurs décisions. Libre à elles d'avoir égard au chiffre de population, au tirage des journaux, aux statistiques du coût de la vie. Une seule obligation leur sera imposée, celle de s'accorder et de conclure* ».

Dans la loi, nous trouvons trois sortes de discriminations successives. Etant donné le cadre dans lequel statue la commission, la première différenciation sera établie en tenant compte du département, ou de la région : à cette

idée se rattachent dans le rapport les faits du coût de la vie et du chiffre de la population.

Ensuite, deuxième discrimination : « *la commission pourra, en cas de disproportion notoire, constatée entre l'importance des journaux ou publications paraissant dans un même département ou une même région, établir des catégories, trois au maximum, dans lesquelles elles rangera les publications envisagées* ». Cela, dans le rapport, est relatif au tirage du journal. Enfin, dans une même catégorie de journaux, la fixation du salaire aura lieu autant que possible selon chaque catégorie professionnelle de journalistes.

Ces discriminations seront certainement assez laborieuses : surtout celles qui visent à l'importance du journal et qui voudraient mettre à part les petits journaux (les feuilles d'importance notoirement secondaire : il y a là, comme l'écrit M. BRACHARD, « *des difficultés, des susceptibilités, de petits scrupules de vanité difficilement concevables* » : il est certain que tous les journaux aspireront à se classer avec les feuilles de première importance. Si la publication du tirage était rendue obligatoire, cela pourrait faciliter un peu les choses; encore ce critérium du tirage n'a-t-il pas une valeur absolue, car nul ne soutiendra sérieusement que les bulletiniers du « *Temps* », qui tire à 60.000 exemplaires, devront être moins payés que les rédacteurs de « *Paris-Soir* » qui tire, lui, à 2 millions d'exemplaires : mais ceci est un cas limite.

En province surtout, il est facile de mesurer l'importance relative des journaux, importance qui a évidemment d'autres causes que le seul chiffre du tirage et de les classer comme tels : tout ceci est affaire de nuance

et repose, en dernière analyse, sur le bon sens et la bonne volonté des intéressés.

Il faudra ensuite distinguer les différentes catégories professionnelles : secrétaires de rédaction, secrétaires adjoints, rédacteurs en chef, chefs des informations, chefs de rubrique, rédacteurs simples, débutants. Cette besogne sera particulièrement délicate en province, où certains journalistes cumulent plusieurs fonctions.

Munie de toutes ces indications, la commission d'abord, l'arbitre ensuite, fixeront les chiffres : il y aura encore pas mal de difficultés, de perspectives de conflits entre des prétentions opposées : c'est le sort de toutes les commissions paritaires, mieux vaut encore un accord chèrement acquis qu'une prétention unilatéralement imposée.

Etudions à titre d'exemple les barèmes des minima de salaire adoptés par certaines commissions :

RÉGION PARISIENNE. — Les journaux et publications périodiques sont répartis en trois classes : 1°) journaux quotidiens; 2°) journaux hebdomadaires, bi-hebdomadaires; 3°) autres périodiques. Dans la première catégorie, la commission distingue neuf spécialités professionnelles et quatre spécialités assimilées : catégorie de direction (rédacteur en chef...), service politique, service étranger, informations générales, illustration, sports, service littéraire et artistique, rédacteur à l'article, échos, reporter photographique, traducteur, sténographe de rédaction, reporter, dessinateur.

Dans chacune de ces séries, elle prévoit plusieurs postes, avec, à chaque échelon, un traitement minimum; prenons comme exemple le service politique : chef de service : 3.300 francs; sous-chef de service : 2.600 frs;

informateur parlementaire : 2.100 frs; séancier à la Chambre : 2.100 frs; séancier au Sénat : 2.000 frs; rédacteur chargé des ministères : 1800 francs : tous ces chiffres étant des minima. .

Pour les journaux de la deuxième catégorie les traitements dus s'établissent en diminuant de 10 % les traitements dus par les journaux de la première catégorie et pour ceux de la troisième catégorie, en diminuant de 25 % les traitements dus par les journaux de la seconde catégorie.

LORRAINE (Meurthe-et-Moselle Meuse Vosges). La commission ne fixe pas de catégorie professionnelle et détermine uniquement un salaire minimum de base dû à l'entrée dans la profession de journaliste, ce salaire étant de 1000 francs pour les quotidiens et de 800 francs pour les journaux hebdomadaires : elle décide que ce minimum ne sera exigible qu'après deux ans de stage dans la profession de journaliste.

LOIRE. La commission a fixé trois catégories professionnelles : rédacteur; chef de rubrique, secrétaire de rédaction ou rédaction ayant fonction d'initiative; rédacteur en chef. Dans la catégorie des rédacteurs, elle fait les subdivisions suivantes : rédacteur débutant 900 frs; rédacteur deuxième année, 1000 frs; troisième année, 1.100 frs; quatrième année, 1.200 frs; cinquième année, 1.300 frs; sixième année, 1.500 frs.

RÉGION INDRE-ET-LOIR, SARTHE, MAINE-ET-LOIRE, etc.

Nous n'indiquons les travaux de cette commission que parce qu'elle a défini et prévu la condition du stagiaire.

Le stagiaire est un jeune homme ayant atteint sa majorité et n'ayant jamais fait de journalisme : il ne sera titularisé qu'au bout de deux ans. Pour les six premiers mois, qui sont considérés comme un apprentissage, directeur d'une part, stagiaire de l'autre, pourront d'un commun accord, sur simple préavis de huit jours, se séparer sans qu'il soit question d'indemnité.

Ces différences si considérables entre les travaux de la commission parisienne et ceux des commissions provinciales¹ s'expliquent par les différences fondamentales qui séparent le journalisme parisien du journalisme provincial; mais on comprendra maintenant que si la commission de la Région parisienne n'avait retenu comme le voulaient certains qu'un salaire de base d'entrée, cela eut été sans aucune importance pratique : dès que l'on parle de grand journal, c'est par catégorie professionnelle qu'il faut fixer le minimum.

Les engagements pris par les journaux de respecter ces minima valent pour la durée d'une année : rien n'a été prévu au cas où de brusques alignements monétaires mettraient en question le pouvoir d'achat de la monnaie : l'esprit général de la loi semble indiquer que dans le cas de brusques variations, une nouvelle convocation de la commission s'imposerait pour obtenir un rajustement des salaires.

Troisième point. — Sanctions des prescriptions des Commissions. « *Les Préfets établiront, du 1^{er} au 15 janvier de chaque année, une liste des entreprises de journaux ou périodiques qui auront pris pour la durée de*

(1) Nous citons dans l'Annexe n° 2 les commissions paritaires provinciales dont nous avons pu connaître les travaux.

l'année considérée l'engagement de se conformer aux prescriptions des commissions mixtes ».

Ainsi donc, l'obligation n'est qu'apparente : les membres des organisations patronales de directeurs, même ceux qui ont participé à la nomination des délégués patronaux à la commission mixte, même ceux qui ont participé aux travaux de la commission, ne seront liés par les barèmes minima qu'en tant qu'ils auront fait une déclaration formelle d'acceptation au préfet. Ainsi donc, nous aurons deux catégories de journaux :

1^o) Journaux ayant refusé d'appliquer les décisions relatives aux salaires : ils ne pourront, nous dit la loi, bénéficier de la répartition des sommes affectées aux dépenses de publicité faites par l'Etat, les départements, les Communes, les établissements publics et les entreprises concessionnaires des services publics à l'occasion d'appels au crédit public.

Nous ne pensons pas que cette sanction soit absolument négligeable, mais elle ne paraît pas, cependant, devoir faire preuve d'une grande efficacité : car outre que les sommes ainsi versées aux journaux ne tiennent pas une place importante dans leurs budgets de publicité, on peut faire remarquer que l'Etat, en punissant les journaux, se punit aussi et que si tous les journaux refusaient de sanctionner les décisions prises, l'Etat se verrait obligé ou de se priver de toute publicité ou de transgresser la loi ¹.

C'est certainement le résultat d'une timidité bien regrettable du législateur : le principe posé étant excellent, il fallait l'imposer aux journaux et l'Etat a sur eux

(1) Il aurait au moins fallu étendre la sanction à la privation des annonces légales.

suffisamment de moyens de pression (notamment quant à l'octroi de faveurs postales) pour imposer sa volonté. Nous aurions même approuvé le principe de sanctions civiles contre les journaux récalcitrants.

Signalons pour mémoire la sanction qui, indirectement, résulterait pour les rédacteurs du fait que les directeurs n'ont pas accepté les décisions des commissions mixtes : aux termes du règlement sur la carte d'identité professionnelle, les rédacteurs doivent justifier d'un minimum de salaire égal à celui qui est fixé par les commissions. Dans ce cas, donc, les rédacteurs des feuilles récalcitrantes seraient, d'après le règlement, privés de la qualité de journaliste professionnelle, ils n'auraient pas droit aux indemnités de congédiement : on comprend mieux maintenant l'illégalité que nous signalions plus haut de cette disposition réglementaire.

2°) Journaux qui ont accepté les barèmes minima.

Ils auront droit à la publicité financière des collectivités publiques. Si, au cours de l'année considérée, ils venaient à manquer à leurs engagements, la loi accorde au personnel une action directe contre l'entreprise pour exiger l'application de ces prescriptions¹.

Voulant justifier l'ensemble de ces dispositions, M. BRACHARD rappelle les décrets du 10 août 1899 en tant que « *procédé juridique pour exercer une action efficace en ce qui concerne la rémunération équitable des ouvriers et*

(1) Nous trouvons au Bulletin Municipal officiel de la Ville de Paris, par arrêté préfectoral du 2 mai 1936 l'indication des journaux qui ont pris pour 1936 l'engagement de respecter l'art. 3 de la loi du 29 mars 1935. Les travaux de la Commission mixte de la Région Parisienne prévoient trois catégories comportant chacune 3 classes. Ont souscrit à l'engagement : Première catégorie, Classe A, 26 journaux ou agences. Classe B 27. Classe C 7; Deuxième catégorie : Classe A : 15 journaux ou agences, Classe B, 48; Classe C, 20. Troisième catégorie : Classe A, 41; Classe B, 193; Classe C, 437.

certaines autres conditions de travail ». Ces décrets indiquaient que dans les cahiers des charges des marchés de travaux et de fournitures de l'Etat, des Départements et des Communes, devaient figurer des stipulations obligatoires concernant le repos hebdomadaire, la limitation du nombre des ouvriers étrangers, le paiement de salaires normaux et égaux pour chaque profession aux salaires usuellement pratiqués dans la région, la durée du travail journalier.

Sans chercher une analogie de fond entre les deux situations, on doit remarquer que l'idée qui les inspire est identique : de même que l'Etat, nous l'avons constaté et regretté, n'a pas voulu imposer les barèmes minima à tous les journaux, de même les stipulations des décrets de 1899 n'étaient pas imposées à tous les entrepreneurs : l'Etat s'est servi des relations qu'il avait avec les uns et les autres pour leur imposer des règles obligatoires; mais ceux qui ne veulent avoir de relations avec lui ne sont pas obligés.

Seulement les décrets de 1899 avaient une force bien plus considérable puisque la sanction en était d'empêcher les entrepreneurs de participer aux travaux publics. Nous ne pensons pas, au contraire, que l'absence de publicité financière de l'Etat amène les journaux à la faillite.

Regrettons encore que la sanction n'ait pas été plus efficace et qu'il faille trop tenir compte en dernière analyse de la bonne volonté des directeurs ¹.

Au point de vue de la sanction, la loi du 10 juillet 1915

(1) Le Syndicat National a écrit au Ministre des Finances pour lui signaler un fait extrêmement grave : lors du lancement du dernier emprunt, des journaux auraient reçu des sommes de publicité, journaux qui pourtant n'avaient pas souscrit aux barèmes minima. Il cite — nous lui laissons la responsabilité de ses affirmations — le Progrès de Somme, la Croix de l'Aisne et de nombreux journaux régionaux. Cette affirmation dont il n'est pas besoin de souligner la gravité méritait d'être signalé.

(Livre I, Code du Travail, article 33 à 33 h.) sur le salaire minimum des travailleurs à domicile pour l'industrie du vêtement était certes plus efficace puisqu'elle s'appliquait à tous les entrepreneurs employant des ouvriers à domicile et qu'elle comportait, au cas de violation des prescriptions de la loi, une action pénale (peines de simple police et peines correctionnelles au cas de récidive) et une action civile : action individuelle d'une part, en complément de salaire, et action exercée par les associations autorisées et basée sur l'inobservation de la loi.

LE SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES, envisageant les premiers résultats de la loi, marquait certaines réserves; les préfets selon lui n'avaient pas rempli toutes les obligations que leur imposait la loi et la circulaire de M. FROSSARD interprétant la loi. La plupart s'étaient contentés d'envoyer une vague circulaire aux intéressés et de se désintéresser ensuite du fonctionnement des commissions. Le syndicat signalait également les retards apportés à la constitution de ces commissions et, après certains reproches, adressés aux organisations patronales, il déclarait que les journalistes intéressés eux-mêmes n'avaient pas utilisé tous les avantages que leur donnait la loi et notamment, ils avaient fait montre d'une singulière faiblesse quant à l'élaboration des chiffres des traitements minima : cela étant la cause directe du manque de fermeté de l'organisation professionnelle, 50 % des journalistes, à en croire le syndicat lui-même, étant en dehors de tout groupement professionnel.

Nous avons assez insisté sur la nécessité d'une organisation rationnelle de la profession de journaliste pour ne point être étonnés de ces conclusions : la loi du 30 mars 1935 ne rendra sa pleine valeur que lorsque tous les jour-

nalistes, sans exception, auront rejoint le mouvement syndical.

Le rapport du Syndicat national porte sur les points suivants :

1° Travail préparatoire. Dans le plus grand nombre de cas, c'est la section syndicale qui a assumé la charge du travail préparatoire. Dans d'autres cas, en l'absence de section syndicale, c'est une association locale qui a conduit les négociations en accord avec le Syndicat National. Parfois du reste cette section locale, composée en majorité d'éléments locaux non groupés au Syndicat, comprenait des membres du Syndicat, ce qui facilitait le rattachement à une Direction centrale.

2° Composition des délégations. Le chiffre de trois indiqué par la loi comme le chiffre minimum a été suivi pour les délégations ayant adopté le cadre départemental, sauf dans certains départements plus importants (Nord, 8 délégués, Pas-de-Calais, 7 délégués de chaque côté). Lorsque le cadre régional était choisi les délégations ont été plus nombreuses. Elles ont été dans tous les cas strictement paritaires.

3° Recours à l'arbitrage. Dans certains cas il a été fait usage de la procédure d'arbitrage instituée par le paragraphe 5 de l'article 3 de la loi. On a choisi alors le Président du Tribunal Civil, c'est-à-dire le Magistrat qui en cas de désaccord aurait été appelé à désigner l'arbitre. Dans un cas (Nord) le seul désaccord a porté sur les chiffres du barème. Dans l'autre cas, la Commission n'avait pu se mettre d'accord sur rien (Haute-Garonne).

4° Etablissement des catégories de journaux. Des catégories différentes furent établies suivant la nature de la portion du territoire sur laquelle travaillaient les Com-

missions; en certains cas tous les journaux furent rangés dans la même catégorie, étant donné que leur périodicité, leurs ressources et leur diffusion étaient sensiblement analogues (Aisne, Ain, Saône-et-Loire). En Lorraine et en Seine-Inférieure la Commission s'est tenue à la distinction très simple entre quotidiens et non-quotidiens. En Gironde on a choisi le critérium du tirage et le chiffre de 100.000 a déterminé la limite. Certaines Commissions ont déterminé trois catégories : en Bretagne et dans le Pas-de-Calais on a distingué les régionaux, les départementaux et les périodiques et hebdomadaires. Dans le Nord, les journaux sont classés par décision nominative en tenant compte d'éléments divers.

5° Etablissement des catégories d'emplois. La tendance générale a été d'éviter une spécification trop détaillée des catégories d'emplois, car la complication qui en serait résultée apparaissait d'autant plus à éviter que en plusieurs cas l'élément ancienneté a été introduit à l'intérieur de chaque catégorie.

6° Conditions des stagiaires et débutants. Les Commissions en général ont voulu réserver les stipulations de salaires minimum à des gens ayant déjà accompli un certain temps dans le journalisme et en ont refusé le bénéfice aux débutants, jeunes gens n'ayant jamais fait de journalisme et n'ayant pas atteint leur majorité, et aux stagiaires, jeunes gens n'ayant jamais fait de journalisme, mais ayant atteint leur majorité. En même temps elles stipulaient que stagiaires et débutants n'auraient pas droit aux préavis établis par la loi et aux indemnités de congédiement. Etant donné que la loi ne distingue pas suivant les catégories de journalistes le caractère légal de telles dispositions semble douteux, nul n'ayant le droit de renon-

cer lui-même à la protection de la loi, encore moins par personne interposée. La nécessité d'un règlement complétant la loi sur ce point et déterminant d'une façon précise la condition du stagiaire à l'exemple des conventions collectives conclues dans les pays étrangers apparaît donc comme absolument nécessaire.

7° Correspondants. Certaines commissions ont introduit dans leurs conventions un paragraphe les concernant; ainsi en Bretagne, la Commission stipule : « les barèmes sont étendus aux correspondants exerçant leurs fonctions dans des départements extérieurs à leur région ».

8° Solution des conflits. Certaines Commissions ont prévu une procédure pour régler les conflits : « en cas de conflits sur l'interprétation de la présente convention le Directeur et le journaliste désigne chacun deux arbitres qui jugeront souverainement. En cas de désaccord entre les arbitres, et dans le cas d'une défaillance d'une des parties, le Président du Tribunal Civil du siège du journal désignera l'arbitre qui jugera en dernier ressort ». (Commission du Pas-de-Calais). Il serait souhaitable qu'une semblable disposition fut introduite dans toutes les conventions conclues par les Commissions.

SECTION II

DISPOSITIONS SECONDAIRES VISANT LA RÉMUNÉRATION DU JOURNALISTE PROFESSIONNEL.

1° Les journaux inscrits sur les listes préfectorales comme ayant pris l'engagement de respecter les décisions des commissions mixtes devront en outre, pour avoir droit à la publicité financière, « *prendre l'engagement de*

verser à leur personnel non assujetti à la loi sur les assurances sociales, en cas de maladies autres que celles résultant d'un accident du travail, une indemnité égale au salaire mensuel s'il s'agit d'un journaliste attaché à leur entreprise depuis six mois au moins et un an au plus; égale aux trois premiers mois au moins s'il s'agit d'un journaliste attaché à leurs entreprises depuis plus d'un an; de verser en outre des indemnités égales au demi-salaire mensuel pendant les deux mois suivant ou les trois mois suivants, selon que le journaliste est attaché à leur entreprise depuis plus de six mois ou un an au plus; ou depuis plus d'un an ».

Naturellement, l'intéressé, si le journal manque à ses obligations à une action directe. Ce texte n'appelle aucun commentaire : il répond à une pratique d'humanité déjà en vigueur dans de nombreux journaux.

2° « *Tout travail non prévu dans les accords constituant le contrat de louage de service entre une entreprise de journal ou périodique et l'une des personnes mentionnées à l'art. 29 b, comporte une rémunération spéciale* ».

Cet article pour jouer suppose que le rédacteur est engagé pour une rubrique nettement déterminée : or, le contrat, en général, ne comporte pas une spécialisation très poussée; cependant, le travail fait peut-être un travail vraiment supplémentaire et important et se trouver en dehors de l'engagement. Dans ce cas il sera le plus souvent très difficile à établir, le journaliste aura droit à une rémunération. spéciale.

« *Tout travail commandé ou accepté par une entreprise de journal ou périodique et non publié doit être payé* ».

Ce texte suppose pour son application trois condi-

tions : que le travail ait été commandé, que la non-publication ne soit pas imputable à la faute de son auteur, que le journaliste travaille en vue d'articles déterminés; tel quel, il serait surtout susceptible de jouer en faveur des collaborateurs occasionnels, mais ceux-ci ne peuvent réclamer le bénéfice du Statut.

« Le droit de faire paraître dans plus d'un journal ou périodique les articles ou autres œuvres littéraires ou artistiques dont les personnes mentionnées à l'article 29 b sont les auteurs, sera obligatoirement subordonné à une convention expresse qui devra indiquer les conditions dans lesquelles sera autorisée la reproduction ».

Cet article ne vise pas la protection de la propriété littéraire des journalistes, sujet que la loi de 1935 n'a pas effleuré, mais le cas où une société financière, contrôlant plusieurs journaux, emploierait les articles commandés pour une feuille dans les autres feuilles qui sont sa propriété sans autorisation et surtout sans rémunération spéciale pour l'auteur de l'article : désormais, le journaliste sera formellement protégé contre de tels procédés et la reproduction de ses articles sera subordonnée à une convention expresse passée entre son directeur et lui.

Telle est l'interprétation que nous donnait, dès le lendemain de la loi, le secrétaire du Syndicat national des journalistes et elle concorde bien avec l'article 11 du projet de contrat collectif qui prévoyait *« la publication du fait de la direction dans d'autres organes dépendant de celle-ci »*.

SECTION III.

LE REPOS HEBDOMADAIRE ET LES CONGÉS ANNUELS.

La loi sur le repos hebdomadaire date, pour les journalistes, du 25 juillet 1925. La question à l'étude depuis longtemps n'aboutissait pas du fait que l'on avait voulu traiter ensemble deux problèmes distincts : celui du repos hebdomadaire des journalistes et la non parution des journaux une fois par semaine. Les deux questions étant séparées, le Parlement aboutit rapidement au vote de cette loi « *accordant le repos hebdomadaire par roulement pour le personnel affecté à la rédaction dans les entreprises de journaux et d'informations* ».

Quant au problème des vacances, la loi l'a traité avec une libéralité particulière puisqu'elle accorde un mois pour les journalistes liés à l'entreprise depuis un an au moins et cinq semaines pour les journalistes dont le contrat de louage de service reçoit exécution depuis dix ans.

Le projet de contrat collectif spécifiait que le mois de vacances devait être ininterrompu, la loi est muette sur cette question; on doit penser que le fractionnement de cette période est possible et licite, encore que subordonné à la volonté des seuls intéressés.

Ce n'est que postérieurement que le problème des congés payés a reçu une solution pour l'ensemble des salariés : la loi du 20 juin 1936 prévoit, après un an de service continu dans l'établissement, un congé annuel payé de 15 jours comportant au moins douze jours ouvrables. Donc, les journalistes sont particulièrement avantagés sur ce point : là encore, on peut dire que la loi de 1935 était un modèle de législation sociale.

CHAPITRE QUATRIEME

DE LA RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

Le marché du travail dans le journalisme est dominé par certaines considérations qu'il importe dès l'abord de mettre en vedette parce qu'elles justifient les solutions, en partie exorbitantes du droit commun que la loi a apportées en cette matière. D'abord, le marché du travail est restreint : il y a en général peu de changements brusques et les vides qui se creusent forcément dans les rédactions sont comblés assez facilement sans prendre jamais des proportions considérables : le restreignent encore deux déplorables pratiques contre lesquelles dans l'état présent d'organisation de la profession du journalisme il n'y a rien à tenter : la pratique des collaborations multiples et la concurrence des non-professionnels.

Ensuite et surtout le journaliste, pour peu que son individualité soit marquée, se constitue une personnalité qui le rend peu apte à un changement brusque : certes, on conçoit que certains, de par leurs fonctions mêmes, soient plus aptes à passer de journal à journal. Mais pour quelques-uns, le problème du reclassement apparaît comme hérissé de difficultés : pensons à la presse politique où cela est parfaitement net, mais aussi à la presse spécialisée : s'il y a des rubriques sportives dans toutes les feuilles, combien de journaux quotidiens s'occupent exclusivement

de sport ? La remarque vaut également pour les hebdomadaires de cinéma. Ces considérations ont amené la loi à renforcer à l'égard des journalistes les garanties accordées de droit commun en cas de rupture du contrat et nous allons étudier la rupture, successivement lorsqu'elle provient du fait de l'employeur et en second lieu du fait de l'employé.

SECTION I.

RUPTURE DU FAIT DE L'EMPLOYEUR.

Tout contrat de travail à durée indéterminée comporte la possibilité pour chacune des parties de faire cesser à toute époque l'exécution du contrat (art. 23, livre I du Code du Travail). Mais cette cessation ne doit pas être brusque et dans toutes les professions où c'est l'usage, le législateur a posé la nécessité d'observer un délai de préavis ou délai-congé. D'autre part, la résiliation unilatérale peut avoir un caractère abusif; l'exercice abusif du droit de résiliation unilatérale doit alors donner lieu à des dommages intérêts et, remarque le Code, « *les dommages intérêts qui peuvent être accordés pour une inobservation du délai-congé ne se confondent pas avec ceux auxquels peut donner lieu d'autre part la résiliation abusive du contrat par la volonté de l'un des contractants* » (Code du Travail, Livre I, art. 23, alinéa 5).

La loi que nous étudions ici pose tout d'abord la nécessité d'observer un délai de préavis et d'autre part elle accorde une indemnité si le congédiement provient du fait de l'employeur : la différence avec le droit commun réside en ce que congédiement est ici signe du seul fait du licenciement : on pourrait croire, si l'on interprétait la loi

par référence au droit commun que congédiement vise le seul cas de rupture injustifiée; il n'en est rien : l'indemnité de congédiement existe par le seul fait du licenciement, sans qu'intervienne aucunement l'idée de résiliation abusive : l'usage de cette indemnité en tant qu'il tendait à s'établir, était formel en ce sens et rien, ni dans les travaux préparatoires, ni dans la loi ne nous montre que le législateur ait désiré modifier ce point de vue.

§ 1. — De l'existence d'un délai de préavis. Le délai-congé, en général, n'est pas fixé par la loi : il découle de l'usage. Ici, exceptionnellement, le délai est fixé législativement; il doit être d'un mois si le contrat de travail a reçu exécution pendant trois ans ou une durée moindre et de deux mois si ce contrat a été exécuté pendant plus de trois ans.

La loi n'ajoute rien à ces brèves indications et il nous faut les compléter par ce qui est considéré de droit commun en la matière. Tout d'abord, l'article 23, alinéa 2 du Livre I du Code du Travail, est considéré comme d'ordre public lorsqu'il indique que l'existence et la durée du délai-congé sont fixées en conformité des usages pratiqués dans la localité où la profession; on n'y peut déroger pour le raccourcir ou le supprimer par un contrat individuel. Cette règle vaut à fortiori dans le cas du journalisme où la loi elle-même détermine le délai. Rien n'interdirait au contraire par contrat individuel de l'allonger.

Il y a ensuite un certain nombre de cas où de droit commun, le délai ne s'applique pas : appliquons ces cas à notre matière. C'est tout d'abord le cas d'un contrat à l'essai, l'embauchage est fait par exemple pour un mois ou deux; mais il faut prendre garde que cet embauchage pour

une durée déterminée ne soit un moyen de tourner la loi, car si cette prise à l'essai se recommençait tous les mois et qu'il devienne entendu qu'il y a une stipulation tacite qu'elle se renouvellera tous les mois, nous retomberions au fond dans une hypothèse de contrat à durée indéterminée et le délai-congé devrait jouer. C'est ensuite le cas de force majeure : le délai-congé ne pouvant plus s'appliquer lorsque l'une des parties se trouve dans l'impossibilité absolue d'exécuter le contrat.

Enfin, si dans l'exécution du contrat, une partie commet une faute tellement grave qu'il devient impossible à l'autre de rester en rapport avec elle, elle peut résilier le contrat de travail sans être forcée de respecter le délai de préavis : les Tribunaux, du reste sont seuls juges du caractère de gravité suffisante de la faute. Signalons en dernier lieu que, en cas de grossesse, durant les mois qui précèdent l'accouchement, le délai-congé n'est plus de rigueur : cette hypothèse assez particulière risque néanmoins de pouvoir s'appliquer ici.

Hors ces cas demeure la nécessité d'observer le délai de préavis : un manquement à cette règle comporte le droit de réclamer des dommages et intérêts : dommages-intérêts que la jurisprudence fixe en pareil cas au montant du salaire qui avait été payé pendant la durée du délai; la jurisprudence semble admettre ceci même au cas où le patron établirait que l'ouvrier a trouvé du travail avant l'expiration de ce délai-congé. Par contre, si l'ouvrier peut établir que le préjudice subi est supérieur à la perte de salaire, les dommages-intérêts peuvent être augmentés.

Il faut faire état également d'une pratique à peu près unanimement admise dans les grandes entreprises et qui découle de la jurisprudence ci-dessus mentionnée : la pos-

sibilité de congédier immédiatement l'ouvrier en lui payant le montant du salaire qu'il aurait touché pendant le délai-congé. Le projet de contrat collectif prévoyait cette possibilité; la loi n'en a pas fait mention mais les idées étant les mêmes, il nous semble parfaitement correct de transporter cette pratique dans la matière du délai-congé des journalistes.

§ 2. — De l'indemnité en cas de congédiement. C'est ici la fameuse règle du mois par année qui, dans l'après-guerre, a été la principale revendication des journalistes, soutenus par les efforts inlassables du Syndicat National des Journalistes : si l'on parcourt la collection des Bulletins syndicaux, on pourrait dire qu'il ne s'est passé de mois où cette question ne fut mise en discussion et où le Syndicat n'ouvrit le dossier impressionnant qu'il avait constitué. C'est sur cette règle que les discussions lors de l'élaboration du projet de contrat furent les plus violentes : et son rejet formel par certains Tribunaux importants a conduit les journalistes à intensifier l'action qui devait conduire au vote du Statut. Brièvement, elle signifie que le journaliste congédié a droit à une indemnité égale à autant de mois d'appointements qu'il compte d'années de service dans le journal qui le congédie : nous avons l'intention d'étudier d'assez près l'histoire et le développement de cette règle, non tant pour étayer une règle juridique, car le vote de la loi a tari l'intérêt de ces controverses, mais parce que nous pourrions assister ainsi à la lente formation d'une coutume posant une règle précise et déterminée.

Premier point. — Historique et développement de la règle. Dans ses origines, la règle du mois par année n'est

pas posée en tant que telle : on précise que l'indemnité de congédiement doit être proportionnelle à la durée de la collaboration, en ce sens on peut citer un arbitrage de M. MÉZIÈRES, Président de l'Association des Journalistes Parisiens, en janvier 1896, des arrêts de la Cour d'Appel d'Aix, en 1897, de la Cour d'Appel de Paris en avril 1900.

Parfois, l'indemnité accordée est supérieure à celle qu'aurait donné le calcul du mois par année stricto sensu (Tribunal civil de Bordeaux, 1908); enfin, de 1909 à 1911, on peut citer au moins trois décisions arbitrales où le calcul du mois par année est admis. En février 1919, le *Matin*, congédiant M. N... lui accorde spontanément sept mois d'indemnité pour sept ans de service.

En 1910, il faut le noter, s'était réuni à Trieste le Congrès de l'Union internationale des Associations de Presse, associations mixtes comprenant directeurs et rédacteurs. Plusieurs journalistes français importants y prenaient part. Un rapport présenté sur la législation en matière d'indemnité de congédiement réclamait la fixation de l'indemnité à six mois pour les rédacteurs ordinaires, neuf mois pour les secrétaires de rédaction et chefs de service, douze mois pour les rédacteurs en chef et, en plus, un mois par année de service. Cependant, dans cette première phase que nous fixerons jusqu'à l'immédiate après-guerre, on pose simplement en général le principe d'une indemnité proportionnelle à la durée des services.

Dès sa formation, le Syndicat national des Journalistes va demander un mois par année jusqu'à dix ans, un mois et demi de dix à vingt ans, deux mois au-dessus de vingt ans. Etudions maintenant la jurisprudence d'après guerre en tant qu'elle confirme et précise l'indemnité de congédiement égale au mois par année de collaboration. Trois.

sources principales : Décisions judiciaires, règlements amiables, arbitrages.

DÉCISIONS JUDICIAIRES. — Le 10 mars 1921, la VIII^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris indiquait « *qu'il paraît résulter des usages que les indemnités dues pour congédiement aux collaborateurs des journaux parisiens remerciés en dehors de toute faute ou de manquement professionnel, se règlent par l'allocation d'une indemnité égale à un mois d'appointments par année de service* » et elle accordait exactement le mois par année. Mais cet arrêt ayant été rendu par défaut sur opposition la Cour, revenant sur sa décision, indiquait simplement que l'usage tendait à s'établir et en conséquence modérait les indemnités accordées. Le 2 avril 1924, la III^e Chambre du Tribunal Civil de la Seine allouait deux mois d'appointments pour deux années de service « *d'après les usages et en tenant compte de la durée des services, l'usage étant un mois d'appointments par année* ». Une solution identique était donnée le 24 novembre 1925, toujours par la III^e Chambre.

Le 15 novembre 1932, la VIII^e Chambre de la Cour de Paris, statuant sur un litige remontant à 1924, indique qu'à cette époque l'usage tendait à s'établir et ce jugement du 2 décembre 1932 était interprété par le Juge de Paix du II^e arrondissement de Paris comme signifiant que si l'usage tendait à s'établir en 1924, il était actuellement formellement établi. Ce jugement affirmait « *que le fait que l'usage rencontre comme en l'espèce des résistances intéressées ne peut infirmer le dit usage, celui-ci ne se fondant pas sur le consentement unanime irréalisable en fait mais seulement sur le consentement de la majorité* ».

Au reste, ce jugement pouvait se réclamer de trois décisions (VI^e Chambre du Tribunal Civil de la Seine, 5 novembre 1929 et 2 décembre 1930; III^e Chambre du Tribunal Civil, 11 mars 1930) affirmant sans discussion possible que l'usage du calcul de l'indemnité grâce au mois par année était absolument constant; en ce sens aussi, un jugement de la 1^{re} Chambre, du 7 février 1933, parlant de nombreuses décisions de jurisprudence; le 24 février, la VI^e Chambre parlait *d'un usage qui tend à se généraliser*. De nombreux jugements de première instance parlent d'usage actuellement établi.

Au fond, on ne peut contester dès lors que de nombreux jugements dont nous n'avons voulu citer que les plus caractéristiques (laissant systématiquement de côté ceux qui ne consacraient le principe qu'implicitement) aient reconnu de 1921 à 1926, que l'usage tendait à s'établir et à partir de 1927-1928, qu'il était bien établi et constant.

RÈGLEMENTS AMIABLES. — Ils sont beaucoup plus nombreux et on pourrait fournir une très longue liste de journaux qui ont spontanément accordé l'indemnité du mois par année : parmi les journaux parisiens, l'Humanité, la Journée Industrielle, le Quotidien, le Paris-Soir, l'Information, le Jockey, de nombreux autres avaient accordé à leurs rédacteurs congédiés des indemnités égales au calcul du mois par année; l'administrateur-délégué de la Société « *l'Ami du Peuple* » écrivait, le 2 octobre 1929, « *vous savez, d'autre part, que les usages de Paris accordent à titre d'indemnité due au congédiement d'un directeur de journaux un mois d'appointements par année de service* ». Le Directeur de l'Europe Nouvelle, celui de la Semaine à Paris écrivent à leurs rédacteurs congédiés qu'ils auront

le mois par année. L'administrateur de Paris-Midi écrit que en cas de rupture du contrat de travail l'indemnité due est de un mois par année de service et que les indemnités de départ dans ce journal ont toujours été réglées sur ces bases. De très nombreux règlements, de 1930 à 1932, mettant en cause l'Intransigeant, le Figaro, le Petit Journal, l'Auto, l'Œuvre, l'Illustration, se déroulent sur cette base.

ARBITRAGES. — Enfin, il faut signaler divers arbitrages de 1921 à 1931 concernant l'Humanité, Eve, le Soir, et appliquant cette règle.

Ainsi donc, de nombreux règlements amiables, les affirmations formelles de certains directeurs semblaient donner au mois par année une base solide. Mais tout allait être remis en question, d'abord par des décisions judiciaires refusant de reconnaître cet usage comme établi et ensuite par l'attitude des directeurs de journaux qui, encouragés par ces arrêts, ne voulurent plus voir dans le calcul du mois par année qu'une bienveillante concession de leur part.

On a cité tout à l'heure des jugements rendus par le Tribunal Civil de la Seine et affirmant la constance de l'usage : à la vérité, il n'a jamais été absolument constant et au moment même où les juridictions de Première Instance affirmaient l'usage, la Cour d'Appel de Paris le niait. De 1921 à 1926, on pourrait faire valoir d'assez nombreux jugements refusant absolument de reconnaître le principe du mois par année : soit que les rédacteurs aient été déboutés, soit que l'indemnité ait été modérée bien au-dessous du calcul du mois par année.

Mais nous voudrions en outre citer plusieurs décisions

de jurisprudence déniait toute valeur à l'usage du mois par année quant aux journaux provinciaux. Un arrêt du Tribunal Civil de Lyon du 27 février 1924 accordait douze mois d'indemnité pour vingt huit ans de présence et affirmait que le prétendu usage n'était encore en réalité qu'une somme de cas très particuliers.

Un arrêt très important de la III^e Chambre du Tribunal Civil de Lille rendu en février 1931 décidait que *« s'il résulte des documents versés aux débats qu'un certain nombre de journaux parisiens ont consenti à accorder comme indemnité de congédiement une somme égale à un mois par année de service, que quelques journaux de province et quelques décisions de justice ont admis cette règle, il n'apparaît pas qu'elle ait donné lieu notamment en province à des applications tellement nombreuses qu'on puisse la considérer comme un usage établi et constant »*.

La Cour d'appel de Rouen, le 6 mai 1931, indiquait qu'on ne saurait considérer qu'à l'heure actuelle un tel usage ayant force de loi se soit établi dans la presse locale de province et notamment dans celle de la région normande. Voilà de quoi affaiblir singulièrement la portée du mois par année, quant à la presse provinciale.

Mais, ce qui est plus grave pour les journalistes et qui était de nature à ruiner complètement leurs prétentions, ce sont quatre arrêts de la Cour d'Appel de Paris, trois rendus par la VII^e Chambre (4 janvier 1933, 4 avril 1933, 20 février 1934) et un de la VIII^e Chambre (11 décembre 1933). Ce dernier a été rendu à la suite d'une expertise la Cour se trouvant en présence de renseignements contradictoires avait chargé un Expert d'une enquête qui conclut que l'usage n'était pas constant et la Cour d'Appel rendit une décision formelle « QU'IL N'EXISTE PAS D'USAGE CERTAIN AUX

TERMES DUQUEL UNE INDEMNITÉ PROPORTIONNELLE A LA DURÉE DES SERVICES D'UN JOURNALISTE DOIT ÊTRE ACCORDÉE EN CAS DE CONGÉDIEMENT ».

Tels sont les faits. Quelles étaient, avant le vote du statut, les positions des différentes parties en présence.

Le Syndicat National de Journalistes, par une note de décembre 1934, affirmait, contre la jurisprudence nouvelle qui à la suite des arrêts de la Cour d'Appel de Paris, tendait à assimiler le journaliste au salarié de droit commun, que si loin que l'on remontât, le journaliste avait été traité autrement; d'autre part, l'usage du mois par année avait été la plupart du temps, explicitement ou non, reconnu par les Tribunaux; le rapport sur lequel s'était basée la VIII^e chambre (nous citons) « *reposait sur d'impudents mensonges* »; enfin, il rappelait qu'en 1932, il pouvait faire état de cinquante-et-un règlements amiables, vingt-sept affaires judiciaires, quatre arbitrages consacrant le mois par année.

Quant aux directeurs, après avoir admis en de nombreux cas, la pratique du mois par année et notamment lors des discussions avec leurs employés pour arriver à la rédaction d'un contrat, ils revinrent absolument sur leurs premières positions, affirmant qu'il ne fallait voir dans les indemnités accordées qu'une simple bienveillance de leur part. Au reste, dans les règlements amiables intervenus en 1933 et 1934, ils prirent soin d'accorder des indemnités qui, dans le cas le plus favorable, étaient légèrement inférieures à ce qu'eut donné le mois par année; parfois, ils usaient d'une autre subtilité : le mois par année aurait donné 11.000 francs, ils en accordaient dix à titre d'indemnité de congédiement et 1.000 à titre de prime; sans vouloir assimiler leurs collaborateurs à de simples em-

ployés, ils ne voulaient plus du mois par année comme d'un usage les liant obligatoirement et le contre projet Bailby proposa comme concession extrême un mois pour les trois premières années, un demi-mois pour les années comprises entre la quatrième et la quinzième et un supplément éventuel déterminé par des arbitres pour les années suivantes.

Que fallait-il donc conclure ? Pouvait-on parler d'un usage ayant force obligatoire ou fallait-il admettre qu'en cas de congédiement le rédacteur, tout en n'étant pas traité comme un salarié ordinaire, avait droit à une indemnité dont le montant aurait été fixé par le directeur discrétionnairement, indemnité qui aurait dépendu en fait des services rendus ou de tous autres faits, qui aurait pu être fixée selon le vouloir du directeur à un mois par année, mais sans que cela fut, en aucune manière, obligatoire.

Si l'on ne veut pas se laisser égarer par le parti pris ou l'existence d'intérêts professionnels à défendre, on ne peut hésiter une seule seconde : **il n'y avait pas d'usage obligatoire.** L'usage est supplétif de la loi invoquée devant les Tribunaux, il a le même effet qu'elle, par conséquent il faut être particulièrement exigeant pour admettre qu'une pratique puisse devenir une coutume obligatoire. L'ancien droit français, lors de l'enquête par tourbe, exigeait l'unanimité. MERLIN demandait qu'il fût « *uniforme, public, multiplié, observé par la généralité des habitants et réitéré durant un long espace de temps* » Plus près de nous, le doyen GÉNY parlait de généralité, c'est-à-dire « *absence de contradiction sérieuse* », de constance, c'est-à-dire, « *non interruption, ancienneté, notoriété* ».

Donc, généralité, constance, absence de contradiction, ancienneté : voilà les caractères qu'une pratique doit présenter pour devenir obligatoire. On ne peut mettre la force publique au service de n'importe quel usage, dans un pays de loi écrite surtout.

Dans notre matière, que disait la jurisprudence ? Une seule règle se détachait presque certainement : les journalistes ne sont pas assimilés à de simples salariés, ils ont droit à une certaine indemnité. Un point, c'est tout. Mais qui viendra nous dire sérieusement que la jurisprudence était constante, uniforme, ancienne : jusqu'en 1926-27, on peut dire tout au plus que l'usage tendait à s'établir ; à partir de cette époque, quelques décisions apparaissent favorables, presque exclusivement des Tribunaux de Première Instance. Le Tribunal Civil de la Seine veut consacrer la règle : il affirme que l'usage est constant ; à la même époque, la Cour d'Appel de Paris affirme d'une façon décisive que l'usage est sans fondement ; un désir même s'il est dicté par la défense la plus désintéressée de l'intérêt professionnel, ne peut devenir une règle juridique : du point de vue de la jurisprudence, l'arrêt de la VII^e Chambre mettait le point final à la controverse quant à la région parisienne (pour la province, les arrêts que nous avons cités montrent que, mises à part quelques décisions des Conseils de Prudhomme, l'existence de cet usage n'avait jamais été profondément affirmée).

Quant aux règlements amiables, la preuve que l'on veut en faire découler ne nous apparaît pas décisive : certes, de nombreux règlements accordaient une indemnité basée sur ce principe. Mais, en combien d'autres cas le mois par année n'at-il pas été appliqué, soit que le rédacteur ne l'ait pas réclamé, soit que l'ayant réclamé il ne l'ait pas

obtenu et que l'affaire en soit restée là. Et même lorsque le mois par année était accordé, ce n'est que dans très peu de cas qu'il a été explicitement affirmé; d'autre part, personne ne soutiendra que l'usage fut uniforme et constant. L'ancienneté ? Les règlements que l'on cite ne s'étendent même pas sur une période de dix ans. Absence de contradiction ? On nous dispensera d'insister sur ce point.

Résumons-nous : avant la rédaction du Statut, il y avait en matière de journalisme une pratique en vertu de laquelle le journaliste congédié avait droit à une indemnité; en ce sens, il n'était pas assimilé à un salarié ordinaire : en somme, cette indemnité correspondait à un préavis un peu plus étendu que selon le droit commun, justifié par l'étroitesse relative du marché de travail dans le journalisme. Quant au calcul de l'indemnité, il y avait une pratique : celle du mois par année; cette pratique, avec le temps, par des décisions de jurisprudence et des règlements amiables, tendait à s'établir et aurait pu, au bout d'un temps suffisant, pour en assurer la constance, devenir un usage : mais les arrêts de la Cour d'Appel de Paris et la contradiction patronale semblaient lui avoir fait perdre la plus grande partie de sa valeur. Nous ne discutons pas du bien-fondé de ces pratiques mais il nous est apparu impossible d'en décider autrement au strict point de vue juridique.

Deuxième point. — Règles actuelles du Statut quant au calcul de l'indemnité. La loi du 30 mars 1935 commence par poser, outre le principe de l'indemnité, son mode de calcul « *si le congédiement provient du fait de l'employeur, une indemnité est due qui ne peut être inférieure à la somme représentant un mois par année ou fraction d'année des derniers appointements : le maximum des*

mensualités est fixé à quinze. Une commission arbitrale sera obligatoirement saisie pour fixer l'indemnité due lorsque la durée des services excédera quinze années ».

Tout d'abord, la loi apporte deux précisions utiles : la fraction d'année est comptée pour une année entière; les appointements en question sont les derniers appointements touchés.

Mais si la durée des mensualités dépasse quinze mois, une Commission se réunira pour statuer sur le supplément d'indemnité; cette Commission sera composée de deux arbitres désignés par les associations professionnelles d'employés et de deux arbitres désignés par les associations professionnelles d'employeurs; elle sera présidée par un haut fonctionnaire en activité ou en retraite, de préférence de l'ordre judiciaire; si les arbitres désignés par les parties ne s'entendaient pas pour choisir le Président de la Commission, celui-ci serait désigné à la requête de la partie la plus diligente par le Président du Tribunal Civil. Enfin, la loi prévoit le cas où les intéressés ne constitueraient pas la commission d'eux-mêmes : si les parties ou l'une d'elles ne désignaient pas d'arbitres, ceux-ci seraient nommés par le Tribunal Civil huit jours après une mise en demeure par lettre recommandée adressée à la partie défaillante par l'autre organisation ou aux deux parties par l'intéressé lui-même.

Cette rédaction n'est pas, pensons-nous, sans reproche : essentiellement, on a eu tort de ne pas faire de cette Commission une commission permanente; des commissions nommées pour chaque affaire présenteront le gros inconvénient de ne pas posséder de points fixes. Il aurait été bien préférable de créer, soit dans le cadre régional, soit dans le cadre départemental, une commission permanente

dont les membres auraient été nommés pour trois ans et rééligibles; des suppléants auraient été prévus. Ainsi, dans chaque cas, la Commission aurait siégé sans heurts, sans qu'il soit nécessaire, par la carence des parties, d'organiser les mises en demeure; la loi a dû penser que le nombre d'affaires ainsi soumises à la commission ne seraient pas en nombre suffisant pour justifier la permanence; certes, le congédiement de rédacteurs ayant plus de quinze ans de service ne se produit pas tous les jours.

Mais il faut interpréter la loi comme ayant confié à cette commission l'obligation de juger toutes les fois qu'une faute sera invoquée pour justifier une modération de l'indemnité : ce cas risque assurément d'être plus fréquent et aurait justifié de ce seul fait la permanence de la Commission. D'autre part, le fait que les parties pourront choisir elles-mêmes leur Président parmi tels fonctionnaires même en retraite, ne laisse pas d'inspirer certaines inquiétudes : il aurait mieux valu confier la présidence de plein droit au Président du Tribunal Civil.

Enfin, la loi n'indique pas sur quelles bases la commission se fondera pour accorder le supplément d'indemnité : ceci semble donc devoir être une question de fait (services rendus; durée de présence; importance de la partie de l'indemnité accordée automatiquement); le fait que les Commissions seront constituées pour chaque cas risque de produire des différences bien injustifiables. Une commission permanente, avec possibilité d'appel à une commission centrale, nous eût semblé ici encore bien préférable.

La loi prévoit ensuite le cas où la faute du rédacteur serait à la base du congédiement : « *en cas de faute grave*

ou de fautes répétées, l'indemnité ci-dessus prévue pourra être réduite dans une proportion qui sera arbitrée par la Commission ou même supprimée ». Cette disposition excellente n'appelle en soi aucun commentaire; la loi est assez sévère, puisqu'elle admet la possibilité d'une suppression absolue.

Mais la rédaction de la loi, rédaction dont le moins qu'on en puisse dire c'est qu'elle est par instant très imparfaite, a fait naître une grave querelle juridique. L'article 29, alinéa 3, prévoit que c'est à la commission que revient le soin d'apprécier la gravité de la faute; or, dans l'alinéa 1, il est dit que la Commission ne se réunira que lorsque la durée des services excède quinze ans. Que vatt-il se produire si la faute est invoquée envers un journaliste ayant moins de quinze ans de service ?

Le cas n'est pas théorique, puisqu'il se présentait quelques mois à peine après la promulgation de la loi. Un journaliste, à Tours, est congédié par la direction du Journal auquel il était attaché depuis deux ans et sept mois. La loi accorde dans ce cas, trois mois d'appointements : or, pour les lui refuser le directeur du journal invoque contre lui des fautes professionnelles; on constitue une commission mixte sous la présidence du Président du Tribunal Civil de Tours; la direction du journal défendeur dépose des conclusions d'incompétence fondées sur la teneur de l'article 29 d : compétence dans ce cas aurait due être donnée au tribunal de droit commun, soit au tribunal civil.

Le SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES alla aussitôt poser la question à M. GRUNEBaum-BALIN et à M. BRACHARD, rapporteur de la loi. M. GRUNEBaum-BALIN estime que la commission est compétente toutes les fois qu'il y a faute :

il donne comme argument que dans la proposition Guernut, c'est par le Juge qu'était arbitrée la réduction en cas de faute : on a substitué dans le texte final la compétence de la commission : c'est donc une volonté bien nette de substituer dans tous les cas l'arbitrage de la Commission au jugement du Tribunal civil. D'autre part, le sens littéral de l'avant-dernier alinéa de l'article conduit à l'interprétation large de l'article 29 d « *puisque'il s'agit de réduire une indemnité, c'est donc qu'elle a été préalablement fixée ou comme dit le texte ci-dessus, prévue* ». On ne peut réduire une indemnité qui n'a pas encore été prévue.

Quant à M. BRACHARD, il s'est prononcé dans le même sens « c'est interpréter trop étroitement la pensée du législateur que de rapporter cet alinéa au seul cas où la durée des services excède quinze ans. On ne comprendrait du reste pas pourquoi la faute professionnelle ne serait retenue, appréciée, jugée que dans un cas, celui des services de longue durée ». Nous sommes d'accord avec cette interprétation mais il faut reconnaître que, du point de vue de l'exégèse pure la solution ne va pas sans difficulté, c'est une incorrection certaine de la loi¹.

Ainsi donc, la commission fixera en premier lieu le supplément éventuel d'indemnité lorsque la durée de la collaboration excédera quinze années; et aussi la réduction sur l'indemnité due à une faute professionnelle, quelle que soit la durée des services. Dans tous les cas, la

(1) Citons sur ce point l'opinion du Professeur MESTRE dans une lettre à M. BOURDON « Quant à la question que vous voulez bien me poser au sujet de l'art. 29 d de la loi du 29 mars, la réponse ne me paraît pas douteuse : la commission peut réduire l'indemnité qu'elle qu'ait été la durée de la collaboration. Il y a même lieu de remarquer que ce rôle ne s'exercera pratiquement que dans le cas où cette durée sera inférieure à quinze ans puisque si elle dépasse ce chiffre la commission a carte blanche ».

décision de la commission ne pourra être frappée d'appel.

Ne dissimulons pas, au reste, malgré toutes les imperfections de cette commission, que le principe de l'arbitrage nous paraît excellent : une solution affirmée par une commission paritaire composée de professionnels et départagée par un magistrat de l'ordre judiciaire, nous apparaît comme toujours souhaitable. Les Tribunaux de droit commun n'ont guère de compétence pour juger en cette matière et nous sommes de ceux qui pensons que l'ordre des problèmes sur lesquels on leur demande de statuer est trop vaste : tout ce qui est professionnel doit être soumis au jugement des intéressés ; tout le monde ne peut qu'y gagner. L'institution de cette commission d'arbitrage qui, selon M. GRUNEBaum-BALIN, « *est l'une des caractéristiques les plus originales de la loi* » nous apparaît comme excellente en soi.

Nous ne voudrions pas quitter cette matière sans faire état d'une hypothèse soulignée par l'un des commentateurs de la loi ¹ et dont la réalisation pratique exigerait un double amendement au Statut. Nous avons signalé l'existence d'une Caisse générale des Retraites de la Presse française qui, moyennant un versement des journaux et des rédacteurs, assure une retraite à un certain âge et au bout d'un certain temps de service. Si un rédacteur, attaché depuis un certain nombre d'années à un journal et ayant droit à la retraite, quitte la rédaction spontanément, il touchera sa seule retraite. Mais s'il ne part pas, vu son âge, la direction, probablement, essaiera de le congédier. Cependant alors, rien dans la loi ne l'empêche de demander l'indemnité qui sera au minimum de quinze mois des derniers appointements et qui constituera un ap-

(1) VALENTIN, op. cité (p. 93-96).

préciable supplément à sa retraite : on ne voit aucune raison tirée du Statut pour le lui refuser.

Si ce risque se réalisait, il serait bien certain que les journaux renonceraient tout de suite à constituer des retraites. Aussi bien, admettrons-nous volontiers l'amendement que l'on a proposé, amendement qui serait réalisé soit par la voie législative, soit par un accord syndical et qui comprendrait principalement l'obligation pour tous les journaux d'adhérer à une Caisse des Retraites, et la renonciation par le journalisme au cumul des deux indemnités. Tout ceci, du reste, risque fort de rester théorique.

Troisième point. — Comparaison avec le droit commun. De droit commun, l'indemnité n'est jamais due par le seul fait du congédiement : sous l'empire de la jurisprudence de la Cour de Cassation, on admettait avant 1890 que le congédiement pouvait donner lieu à des dommages-intérêts s'il était accompagné d'une faute ou d'une infraction aux conditions expresses ou tacites du contrat : la loi de 1890 érigeait ceci en règle législative mais on admit assez vite que, comme par le passé, celui qui voulait une indemnité devait prouver la faute, la jurisprudence se montrant seulement de plus en plus large dans l'appréciation de la faute.

La loi de 1928 indiquait que le jugement devait contenir le motif allégué par la partie qui a rompu le contrat : la Cour de Cassation, par une interprétation peut-être critiquable, a maintenu sa jurisprudence quant à la charge de la preuve ; donc les salariés, sous l'empire du droit commun, sont désavantagés par rapport aux journalistes à deux points de vue : l'indemnité n'est pas due dans tous les cas, il faut qu'il y ait résiliation abusive ; au reste, en

cette matière, la jurisprudence s'est montrée humaine et compréhensive, élargissant sans cesse la notion de faute; d'autre part, l'ouvrier doit prouver la faute, le patron qui congédie l'ouvrier est dans la situation favorable de celui qui attend.

Les journalistes au contraire ont une indemnité de plein droit et hors de toute idée d'abus. Comme nous l'écrivions, le simple fait du licenciement ouvre le droit à indemnité et s'il y a faute, ce peut être une raison de modérer ou de supprimer l'indemnité, mais alors c'est le directeur qui doit prouver la faute, et cette faute doit être d'ordre strictement professionnel.

Quant au calcul du montant de l'indemnité, l'article 23 du livre I fixe divers éléments, en considération desquels l'indemnité doit être fixée et notamment l'ancienneté des services combinés avec l'âge de l'ouvrier. Dans la majorité des cas, cependant, il nous paraît impossible que les ouvriers aient une situation aussi favorable que les journalistes.

Nous avons signalé, dans notre Introduction, tous les dangers d'une législation sociale d'exception : entre le salarié ordinaire et le journaliste, la différence est, là, humainement injustifiable; on nous dit que le marché du travail est étroit dans le journalisme : c'est vrai; mais actuellement, tous les marchés du travail sont étroits; d'autre part, certaines professions nécessitent de la part des hommes qui s'y adonnent incomparablement plus de valeur intellectuelle et morale que le journalisme et les débouchés y sont encore plus restreints; toutes les professions libérales libres en sont un bon exemple. Dans un pays démocratique, il ne doit pas y avoir deux classes de salariés : **le Statut, les garanties accordées aux journalistes sur ce**

point nous sembleraient mauvaises si elles ne constituaient un point de départ, un encouragement pour le législateur à étendre ces solutions à l'ensemble des salariés.

SECTION II

DE LA RUPTURE DU FAIT DU JOURNALISTE.

Les règles qui concerne le préavis, lorsque la rupture émane du journaliste, sont les mêmes que celles qui régissent les directeurs; le journaliste ne peut rompre son contrat sans un préavis de un mois si le contrat a été exécuté pendant moins de trois ans, de deux mois si le contrat a été exécuté pendant plus de trois ans.

Mais l'article 29 c prévoit que le journaliste est dispensé de l'obligation de préavis pour les cas prévus à l'article 29 d : il y a là encore une faute de rédaction car rien, dans l'article 29 d, ne se réfère à cette matière; par contre, l'article 29 e dispense de préavis le rédacteur qui abandonne le journal à cause d'un changement d'orientation; c'est donc une simple erreur matérielle de la loi. Par conséquent, le journaliste est dispensé de préavis lorsqu'il y a un changement notable dans l'orientation du journal : c'est ce qu'on est convenu d'appeler la clause de conscience.

Bien mieux, dans trois cas, soit que le journaliste quitte la feuille de son propre gré, soit que le journal cesse de paraître pour quelque cause que ce soit, l'indemnité de congédiement est due comme si le journaliste avait été remercié : tout d'abord au cas de cession du journal; ensuite au cas de cessation pour quelque cause que ce soit; enfin au cas de changement notable dans la rédaction

du journal; remarquons le caractère hétéroclite de cette énumération; assimiler la cessation de la publication « au cas de rupture par le fait de l'une des personnes employées dans une entreprise de journal », c'est proprement se moquer du monde. Au fait, on se demande pourquoi cette loi a été si mal rédigée. Sous le bénéfice de cette remarque préalable, nous allons passer en revue successivement ces trois cas.

§ 1. — La clause de conscience. La loi définit ainsi cette situation « *changement notable dans le caractère ou l'orientation du journal ou périodique, si ce changement crée pour la personne employée une situation de nature à porter atteinte à son honneur, à sa réputation ou à ses intérêts moraux* ».

M. BRACHARD, dans son rapport, indique le sens général de cette disposition : dans l'état actuel de la législation, si un journal vient à modifier sa ligne habituelle, le journaliste a le choix entre la capitulation de sa conscience et les risques de la démission : encore doit-il le préavis d'usage. La clause de conscience est ainsi une garantie morale car elle libère l'individu, elle lui donne la possibilité de rester fidèle à lui-même, mais aussi elle assure une garantie matérielle puisqu'elle donne droit aux indemnités dues en cas de congédiement; en somme, le congédiement moral, si l'on peut dire, que constitue le changement d'orientation du journal est assimilé au congédiement réel.

Cette disposition se justifie pleinement : c'est en somme introduire dans le journalisme la notion de droit moral de l'auteur. Le Bureau International du Travail, dans son étude sur le journaliste, a parfaitement mis ce

caractère en lumière « *le journaliste fait un travail d'un caractère très personnel, il met en œuvre dans son activité ses propres opinions politiques, religieuses, morales; il existe dans le journalisme entre l'individu et son métier, entre la personnalité de l'homme et la production personnelle des rapports tels qu'on ne peut, dans la plupart des cas, modifier le caractère de cette production sans atteindre du même coup la conscience intime du producteur* ». On ne saurait mieux dire.

M. GRUNEBaum-BALIN a insisté lui aussi sur cette notion de droit moral et il ajoute que ce ne sont pas seulement « *les auteurs, c'est-à-dire les créateurs d'œuvres artistiques et littéraires* », ce sont tous les travailleurs qui peuvent « *invoquer dans leurs rapports contractuels des intérêts moraux, un droit moral* ». « *Au cours de l'exécution d'un contrat de louage de service, tout travailleur peut se trouver dans le cas d'exiger la rupture ou la suspension d'une convention comme nettement contraire à son honneur, à sa réputation, à sa conscience morale* ».

Et il cite, pour l'approuver, une grève déclanchée par des typographes qui refusèrent d'imprimer un article hostile à des théories sociales en lesquelles ils croyaient. Plus rarement, nous avons vu les ouvriers syndiqués refuser, à la suite de graves événements, d'imprimer un hebdomadaire dont les compagnes avaient coûté la mort d'un homme.

Nous ne voulons pas, nous élevant de ces cas particuliers que nous approuvons pleinement, développer la règle du droit moral telle que la pose, d'une façon générale, M. BRUNEBaum-BALIN. Essayons simplement de poser les éléments de la question en matière de journalisme; pour que la clause de conscience joue, deux éléments sont

nécessaires : élément objectif, c'est-à-dire changement notable dans le caractère ou l'orientation de l'organe; élément subjectif : que ce changement porte atteinte aux intérêts moraux de l'employé.

Elément objectif d'abord : le changement notable sera parfois extrêmement difficile à déterminer; pour les journaux qui font de la politique pure, le changement serait tout de suite évident et je ne crois pas que la question soit d'un grand intérêt pratique; mais que dire quant aux journaux dits de grande information ? et aussi quant à toutes ces feuilles dont l'orientation est de n'en point avoir ou d'en couramment changer, suivant l'origine des fonds reçus ?

Et puis, il faut penser que le changement sera lent, insensible, un glissement plutôt qu'une rupture : que l'on songe à tel hebdomadaire qui changea d'opinion il n'y a pas si longtemps à la suite d'une combinaison financière; pour apercevoir le changement d'orientation, il fallait savoir quant au premier numéro qu'il avait changé de propriétaire, donc qu'il devait changer d'orientation. Et puis, tout peut être question de nuances : le catholicisme de l'Aube n'est pas, tant s'en faut, comparable à celui de l'Echo de Paris. Je pose un problème : que l'Humanité, tout en gardant l'idéal communiste, vilipende Moscou en affirmant précisément qu'il a abandonné l'idéal communiste : il y aura, là, nul ne le conteste, un changement évident; sera-ce un changement notable, au sens de l'article 29 e : voilà de beaux problèmes pour nos magistrats.

On voit donc qu'on ne peut poser de règles bien précises. Le changement doit être notable; mais la règle doit jouer, même, j'allais écrire surtout, si l'on essayait de la dissimulation, de cacher des buts nouveaux sous des for-

mules anciennes car ici, il y aurait une véritable escroquerie morale vis-à-vis du personnel : qu'un journal change brusquement d'opinion, cela ne trompera personne; qu'il essaye, au contraire, de modifier insensiblement sa ligne habituelle, d'agir progressivement sur les lecteurs afin de n'en buter de front aucun, voilà qui est vraiment le cas pratique et l'intérêt évident de ce droit moral. A l'heure, surtout, où tant de journaux ne sont qu'une chose d'argent.

Mais il ne suffit pas que le fond soit changé, il faut encore que ce changement porte atteinte « *à l'honneur, à la réputation ou d'une manière générale aux intérêts moraux* » du rédacteur; et il semble, à première vue, que ces limitations sont tellement compréhensives que, de toute façon, et à tout changement, les rédacteurs en pourront sûrement exciper. Ainsi, le deuxième élément deviendrait inutile.

Prenons-en un exemple pratique, les rédacteurs de faits divers, diront certains, doivent rester indifférents au changement d'orientation politique de leur journal : cela ne porte pas atteinte à leur intérêt moral; et cependant, on ne présente pas du tout de la même manière le suicide d'un chômeur à l'Action Française, à l'Humanité et à Paris-Soir.

Encore ici, tout n'est que nuance : il faudra prendre en considération les circonstances, l'esprit, pourquoi ne pas dire l'état d'âme du journaliste lorsqu'il est entré au journal; en acceptant de collaborer à un organe, on sait parfois ce à quoi l'on s'engage et l'on est mal venu, ensuite, à venir invoquer l'intérêt moral : il y a là toute une appréciation subjective de la part du juge qui requerra une grande finesse de sa part¹.

(1) Le cas suivant s'est récemment présenté : une Maison d'Alsace

A mesure que le droit s'affine, les motifs, les mobiles prennent une importance grandissante : le Juge doit descendre au fond de l'âme de ceux qu'il doit juger. Le droit administratif lui-même est aujourd'hui pénétré de cette recherche psychologique et le Conseil d'Etat scrute les motifs des actes des administrateurs d'une façon parfois étrangement audacieuse.

Ici, de même : le Juge, le Tribunal Civil en l'occurrence, puisque la Commission arbitrale à laquelle le projet de 1931 se ralliait n'a pas été retenue, après avoir vérifié l'existence d'un changement notable, aura à se demander quelles sont les répercussions de ce changement sur la situation individuelle du journaliste : étude psychologique au premier chef. Ne nous y trompons pas cependant : déclarer qu'il suffira d'une atteinte à l'honneur, à la réputation, aux intérêts moraux, suffira la plupart du temps à déclencher vis-à-vis du journaliste le bénéfice de la clause de conscience dès qu'un changement notable aura été constaté. Félicitons-nous en tout cas de voir cette institution si précieuse enrichir notre droit positif.

§ 2. — Cession du journal.

Nous ne serons pas aussi enthousiastes pour cette seconde assimilation, car d'abord elle est inutile : si la cession comporte un changement d'orientation, le journaliste est protégé aussi efficacement qu'il se peut par le

met à la tête de son Conseil d'Administration un homme contre lequel ses journaux combattaient depuis 20 ans. Le rédacteur en chef démissionne. Le Syndicat National dit qu'il y a lieu d'appliquer la clause de conscience. A notre avis, il faut en plus que la présence de ce nouvel administrateur implique un changement d'orientation du journal : car dans la clause de conscience 2 éléments sont nécessaires nous l'avons vu, et la seule présence de cet administrateur ne change pas objectivement la ligne du journal.

jeu de la clause de conscience que, pour cette raison, nous avons étudiée en premier cas; et si le journal demeure tel qu'il était, il y a une véritable injustice vis-à-vis du nouveau propriétaire dans cette assimilation; lorsque celui-ci a acheté le journal, il avait peut-être en vue tel journaliste de valeur dont le succès assurait la vente du journal : il est donc non seulement exposé à le perdre, mais encore à se voir obligé de lui verser une indemnité fort lourde.

Ceci est d'autant plus grave que le fait de la cession suffit en lui-même : pour le changement notable, on exigeait en outre une répercussion sur l'individu. Ici, rien de tel : par le seul fait de la cession, sans qu'aucun changement soit effectué, le personnel tout entier peut quitter le journal et demander une indemnité.

C'est proprement une monstruosité juridique et il serait urgent de modifier cet article si l'éventualité de son application n'était un peu théorique : car, d'une part, en vérité, peu de rédacteurs se soucieront de quitter le journal et surtout on manque bien souvent de renseignements exacts sur le propriétaire ou la société propriétaire de tels journaux : il est rare que le journal soit la propriété d'un homme; en général, il appartient à un groupe financier et pas mal de monde, dont les rédacteurs, ignorent à qui il appartient exactement : on se souvient encore de polémiques récentes sur le fait de savoir si tel journal était pour partie la propriété de l'Agence Havas.

Mais telle qu'elle est, la disposition demeure injustifiable : autant il était normal d'empêcher le nouveau propriétaire de congédier l'ancien personnel à son propre gré ou de modifier sa situation en accordant à ce der-

nier le bénéfice des indemnités de congédiement et de la clause de conscience, autant l'ouverture du droit à indemnité par le seul fait de la cession demeure sans justification possible, tout au moins faut-il admettre que, en l'absence d'une disposition expresse, les délais de préavis devront être respectés.

§ 3. — Cessation de la publication du journal.

En cas de cessation de la publication du journal, pour quelque cause que ce soit, les indemnités de congédiement restent dues. Nous sommes ici en présence d'un cas mixte. La rupture du contrat de travail n'est le fait, en cas de faillite, ce qui est le cas le plus pratique, ni de l'employeur à proprement parler, ni de l'employé : on pourrait même soutenir que les rédacteurs sont parfois eux-mêmes un peu responsables de la faillite du journal et il peut sembler en outre, au cas où la fermeture du journal est volontaire, un peu dur d'obliger un directeur à payer des indemnités pour avoir le droit de mettre fin à la publication de son journal : cela peut l'amener à continuer une entreprise défaillante, à emprunter, c'est-à-dire à faire perdre de l'argent aux autres. L'Etat ne devrait pas oublier qu'il admet, lui, le licenciement de ses fonctionnaires pour suppression d'emplois. Néanmoins, c'est une considération d'humanité qui est à la base de cette disposition et pour cela, on n'osera pas la condamner absolument.

Au cas de faillite, il faut admettre que c'est une créance ordinaire : l'article 2101, § 4 du Code Civil, ne parle que des appointements et l'article 549 du Code de Commerce ne semble bien viser que le salaire : pour les

indemnités, donc, les rédacteurs ne seront admis à la distribution que comme simples créanciers chirographaires¹.

APPENDICES A L'ETUDE DU STATUT PROFESSIONNEL

I°) *Application du Statut à l'Alsace-Lorraine.*

L'Administration n'a pas voulu admettre les journalistes des départements recouvrés au bénéfice de plein droit du Statut. Les efforts du Syndicat national allaient aussitôt se porter sur ce point, mais on ne pouvait songer à étendre le bénéfice du Statut que par une Loi spéciale.

Le Gouvernement déposa le 29 novembre 1935 un projet de Loi comportant l'exposé des motifs suivants : *« la Loi du 29 mars 1935 ne paraissant pas intégralement applicable de plein droit dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, nous avons cru devoir répondre au vœu unanime exprimé par les journalistes professionnels des dits départements et tendant à être placés sous le même régime de contrat que leurs collègues des autres départements ».*

La commission de l'Alsace et de la Lorraine confia à Monsieur ROBERT SCHUMAN le soin de rapporter la question, et celui-ci le 6 décembre, déposa son rapport dans lequel il indiquait qu'il y aurait difficulté sur deux points seulement où la Loi nouvelle était en contradiction avec la Loi locale : le repos hebdomadaire et le délai-congé.

(1) Un journal quotidien a cessé récemment de paraître. Une procédure de liquidation judiciaire a été engagée. Les rédacteurs ont touché leurs salaires et semble-t-il les indemnités de préavis. Le Syndicat National soutient que les indemnités de congédiement doivent participer au privilège du salaire. Cette prétention est juridiquement fausse.

L'Alsace ne connaît pas le repos hebdomadaire, mais le repos Dominical, mais comme les journaux doivent paraître tous les jours, même le Dimanche à cause de la concurrence de la grande Presse Parisienne, les rédacteurs n'avaient en fait ni le repos hebdomadaire, ni le repos dominical. En conséquence, de ce fait, la commission a été favorable à l'adoption de l'article 2 de la Loi du 30 mars 1935 sur le repos hebdomadaire par roulement.

Restaient encore les dispositions sur le délai de préavis prévu par la Loi du 30 mars 1935. Ici la commission n'a pas voulu admettre l'extension des dispositions de la Loi Française aux journalistes Alsaciens, car ceux-ci sont protégés par l'article 622 du Code Civil local visant l'ensemble des salariés et disposant « *qu'un employé ne pourra être congédié que pour la fin du trimestre civil et cela après un préavis minimum de six semaines, quelle qu'ait été la durée des services déjà accomplis* ».

Aussi la Commission proposa à la Chambre le texte suivant : Article unique « *La Loi du 30 mars 1935 relative au Statut professionnel des journalistes est applicable dans les départements du Bas-Rhin et de la Moselle, en tant qu'elle ne l'est pas déjà. Toutefois la durée du préavis stipulée par l'article 29 c du Livre I du Code du travail est remplacée par le délai prévu à l'article 622 du Code Civil local; l'article 29 h du Code du Travail s'applique à ce délai. Pour l'application de l'article 2 de la dite Loi, est mise en vigueur dans les mêmes départements la section du Livre II, chapitre IV du Code du Travail* ».

Ce texte a été adopté sans débat par la Chambre le 31 décembre 1935 et par le Sénat en avril 1936 : le Statut

professionnel est donc applicable à l'ensemble des départements Français.

Mais en attendant qu'il soit voté pour les départements recouvrés, à l'instigation de Monsieur Robert SCHUMAN, on avait admis que le Statut s'appliquerait immédiatement, sauf pour les clauses litigieuses, ce qui avait permis aux Commissions prévues à l'article 3 pour la détermination du salaire minimum de se constituer normalement.

II) Perfectionnement du Statut professionnel par le moyen de la convention collective.

Nous avons signalé en son temps les imperfections et les lacunes de la loi sur les Journalistes et nous avons marqué que sur nombre de points des dispositions réglementaires devraient intervenir pour éviter tout malentendu sérieux.

D'autre part, cette loi n'est pas parfaite dans toutes ses parties; certaines de ses dispositions, faute de sanctions suffisantes, demeurent précaires; pour donner son plein effet, elle suppose la bonne foi et la bonne volonté des deux parties; là où cette bonne foi et cette bonne volonté ont existé, par exemple dans la Seine, les résultats ont été satisfaisants dans l'ensemble, mais en province, contre l'inertie ou la mauvaise volonté directoriale il n'y avait pas grand remède.

Le Syndicat national des journalistes se rendit compte des avantages qu'il pourrait tirer pour l'ensemble de la profession de la conclusion d'une convention collective nationale capable de parer aux insuffisances de la loi, en vertu de la loi du 24 juin 1936 sur la convention collective.

Essentiellement, cette loi contient les dispositions suivantes : à la demande d'une organisation professionnelle, ouvrière ou patronale, le Ministre provoque la réunion d'une commission mixte en vue de la conclusion d'une convention collective de travail ; si la commission mixte n'arrive pas à se mettre d'accord, le Ministre peut intervenir pour aider à la solution du différend après consultation du Conseil national économique. Cette convention collective porte principalement sur la reconnaissance de la liberté syndicale, l'institution de délégués ouvriers, les salaires minima par catégorie et par région, le délai-congé, l'apprentissage, le règlement des différends nés de son application, la procédure de révision. Toutes ces dispositions peuvent, par arrêté du ministre du travail, être rendues obligatoires pour tous les employeurs et employés des professions et régions comprises dans le champ d'application de la convention.

Le Président du SYNDICAL NATIONAL DES JOURNALISTES dès la publication de la loi, écrivait au Président de la Fédération nationale des journaux français, pour lui exprimer son désir de conclure avec la Fédération, en tant qu'organisation la plus représentative du côté patronal, une convention collective valable pour tout le territoire.

Le Président de la FÉDÉRATION DES JOURNAUX FRANÇAIS répondit à cette lettre par une déclaration favorable de principe, mais il ajoutait qu'étant donné que « les conditions de vie et de travail étaient essentiellement diverses suivant les régions, il serait sans doute pratique d'engager au moins les premières conversations entre syndicats ».

Ainsi, à la possibilité d'une convention collective nationale, les organisations patronales préféraient la con-

clusion de conventions régionales conclues par les divers syndicats compétents.

Devant l'impossibilité de faire coïncider ces points de vue différents, le syndicat national des journalistes, utilisant la procédure prévue par la loi, s'adressa au Ministre du Travail, en faisant valoir tout d'abord qu'il n'était pas possible de déférer au désir des organisations patronales réclamant l'établissement de conventions dans le cadre régional. Il indiquait que dans de nombreux départements, la loi n'avait pas été appliquée, parce que ces départements n'ont qu'une vie journalistique très réduite (quelques périodiques, souvent aucun quotidien) et que les groupements patronaux n'avaient pas été en mesure de désigner des représentants. La convention collective au contraire permettra de remédier à cet état de choses, mais si l'on se repose du soin de la conclure sur les organismes locaux, les mêmes causes produiront les mêmes déplorable effets. Au contraire, une convention collective nationale conclue par les deux organisations de la Fédération nationale des journaux français et du Syndicat national des journalistes qui sont les deux organisations les plus représentatives du côté directeur et du côté professionnel, aura un caractère pleinement national et il est certain « *que pas un seul journaliste professionnel travaillant dans la plus humble bourgade de France n'échappera à ses dispositions* ».

Le Ministre du Travail répondit en accédant au désir du Syndicat national des Journalistes et en l'informant qu'il avait saisi le Président de la Fédération des Journaux Français de la demande de conclusion d'une convention collective. « *J'estime avec vous que les rapports entre directeurs de journaux et journalistes profession-*

nels seraient utilement fixés par voie de convention collective de travail et qu'il pourrait être opportun de poursuivre la conclusion d'une convention collective de caractère national qui déterminerait des règles générales en laissant au besoin à des conventions collectives plus restreintes le soin de régler les points particuliers ». En conclusion de cette lettre, une commission mixte suivant la procédure de la loi du 24 juin 1936, s'est réunie. Le travail qu'il lui appartient de faire est certes délicat : établir une convention nationale qui devra servir de base à des conventions collectives régionales qui devront s'harmoniser avec elle, et les maintenir en accord avec le statut professionnel du 29 mars 1935 qui reste la charte professionnelle du journaliste.

Les négociations se poursuivent et à l'heure où nous écrivons nous croyons savoir qu'un accord est bien prêt d'aboutir.

De même, les journalistes se sont efforcés, en accord avec leur Statut professionnel, de tirer certains avantages de ce que l'on appelle maintenant les ACCORDS MATIGNON : ces textes n'ont en eux-mêmes aucune valeur obligatoire, ils ont au contraire une grande portée morale, ce qui leur a permis de déborder du cadre primitif pour lequel ils avaient été conclus, et de s'appliquer à un grand nombre d'industries et de professions.

En suivant les ACCORDS MATIGNON, les journalistes se sont préoccupés d'obtenir un relèvement immédiat de salaire : certaines sections régionales y ont réussi, et dès le 27 juin la section du Nord informait ses membres qu'en outre des minima des salaires fixés par arbitrage après les travaux de la commission paritaire, une augmentation générale de salaire allant de 6 à 12 % était instituée à

partir du 15 juin. Quelques jours plus tard, les Directeurs de journaux de Belfort accordaient, le 6 août, un augmentation de 10 % pour les salaires au-dessous de 600 frs, 8 % de 600 à 1200, 6 % de 1200 à 2000 et 5 % au-dessus de 2.000. Dans le Rhône, une augmentation uniforme de 100 francs était accordée à tous les collaborateurs des journaux lyonnais. De même, les accords Matignon présentent un élément du plus haut intérêt, c'est l'institution « *dans tout établissement occupant plus de dix personnes de délégués élus dans son sein par le personnel et ayant qualité pour présenter à la Direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été satisfaites* ». Cette institution du délégué ouvrier, également prévue par la convention collective et la loi du 24 juin 1936, peut rendre les plus grands services et mérite d'être généralisée dans l'ensemble des grands journaux parisiens. Ainsi donc, le Statut professionnel des journalistes de la loi du 29 mars 1935 sera élargi et perfectionné dans le cadre de conventions collectives nationales et régionales et son application pourra être surveillée de très près dans les grandes entreprises, tout au moins par l'institution de délégués élus du personnel. C'est une voie excellente et qui permettra aux journalistes de tenir leur Statut en accord avec les perfectionnements sociaux, sans être obligés de faire appel à la procédure parlementaire plus lente et plus difficile.

III°) *Du droit de propriété littéraire et artistique des journalistes.*

Nous n'avons pas l'intention d'étudier à fond ce problème qui se pose en marge du statut. Nous ne voulons

surtout pas traiter des rapports entre le Directeur et le Journaliste au point de vue des droits sur l'article de journal : l'étude du contrat d'édition dépasse le cadre de cet exposé.

Nous voudrions simplement poser les principes qui régissent la protection des articles de journaux : le problème que nous allons esquisser, nous le limiterons volontairement à la question suivante : étant donné un article de journal, d'autres journaux auront-ils ou non le droit de le reproduire et à quelles conditions ?

C'est du reste sur ce point que des solutions nouvelles sont le plus urgentes. Le problème ainsi posé est absolument concret et réserve toutes les discussions possibles sur la nature juridique du droit de propriété littéraire et artistique. Nous allons examiner les solutions du problème dans le cadre national d'abord, sur le plan international ensuite.

SECTION I.

LE DROIT DE PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE DES JOURNALISTES EN FRANCE.

Il n'y a, dans la législation française, aucune réglementation spéciale édictant une protection pour les articles de presse. Le droit commun va donc s'appliquer, c'est-à-dire la Loi du 19 juillet 1793 protégeant « *les écrits en tous genres* » ce qui signifie, comme on l'a écrit¹ « *toute œuvre littéraire susceptible de reproduction ou imprimée, toute œuvre présentant un caractère personnel* ». Du reste, à cet égard « peut importe la va-

(1) GUIARDEL : Le Droit d'auteur des journalistes. Thèse Rennes, 1934.

leur littéraire de l'œuvre, son importance matérielle, peu importe son objet ».

L'unanimité de la doctrine est aujourd'hui d'avis que la loi de 1793 doit protéger les articles de presse comme toutes les autres œuvres de l'esprit.

Quant à la jurisprudence française, on a relevé, dans une étude détaillée, des nombreuses décisions consacrant l'existence du droit d'auteur des journalistes, les tendances générales suivantes :

1° La loi de 1793 ne fait aucune distinction entre les écrits périodiques et les écrits d'une autre nature quant à son domaine d'application.

2° Dès lors, la loi de 1793 s'applique à tous les articles de presse à condition qu'ils présentent les caractéristiques d'une œuvre originale et personnelle. Citons une formule caractéristique : « *La loi de 1793 s'applique aux articles dès lors qu'ils présentent les caractères d'une œuvre ou apparaît le travail personnel et l'originalité de l'auteur* » (Tr. Côm. de la Seine 10 mars 1881).

3° Dès que l'œuvre présente les véritables caractéristiques d'une œuvre de l'intelligence, peu importe le sujet traité ou son mérite propre.

4° Les articles ne présentant pas les caractères d'une œuvre de l'esprit ne sont pas protégés par la loi de 1793. La jurisprudence refuse la protection aux nouvelles et informations sans rédactions originales; aux annonces légales; aux renseignements et pronostics de courses; aux renseignements, aux documents bruts (renseignements géographiques, statistiques...).

Tel est le principe formellement admis : les articles de presse originaux et personnels sont protégés au même titre que les œuvres intellectuelles et artistiques. Et à cet

égard peu importe que l'article soit revêtu du nom de son auteur ou qu'il soit couvert de l'anonymat ou qu'il soit signé d'un pseudonyme ou d'un pavillon neutre¹.

Anonymat. — Le fait d'être sans signature n'empêche pas que l'article soit la propriété de son auteur. Si celui-ci garde l'anonymat, c'est l'éditeur qui devient propriétaire de l'article. Mais, dans la plupart des cas, l'auteur de l'article, anonyme pour le public, est connu de la direction et aucune difficulté n'existe dès lors quant à la propriété de l'œuvre.

Pseudonyme. — Les raisons de son emploi en sont multiples. Monsieur PERREAU en cite quatre : 1°) l'auteur pense que son nom patronymique trop répandu ou trop compliqué n'a pas les qualités nécessaires pour atteindre la célébrité; 2°) par crainte d'un échec, il veut cacher sa véritable identité; 3°) après avoir écrit des œuvres importantes, il ne veut pas accoler son nom estimé à des ouvrages trop peu importants ou d'un genre trop différent; 4°) un homme politique au moment de publier un ouvrage théorique a peur que d'on applique ses théories à des événements futurs. Ces motifs sont parfaitement légitimes.

Si le pseudonyme s'inspire de raisons parfaitement respectables, crainte, scrupules sociaux, raisons personnelles, au contraire le faux nom a pour but de provoquer des erreurs et de masquer la véritable identité d'une personne dans des fins anti-sociales. Aussi la loi du 30 novembre 1892 modifiée par la loi du 11 avril 1910 qui interdit l'usage du pseudonyme dans certaines professions qu'elle énumère en rend par là même l'usage licite dans

(1) HOURSANGOU : Le Journaliste. Thèse Bordeaux, 1936.

les autres professions et notamment dans le journalisme ¹.

Pour la propriété littéraire, il sera très facile de connaître, derrière le pseudonyme, le véritable auteur qui pourra ainsi invoquer la protection due aux œuvres de l'esprit.

De même le pseudonyme peut constituer une véritable propriété à l'égard de celui qui s'en est servi et lui confère le droit de s'opposer à ce que tout autre s'en empare; mais certaines conditions sont alors requises; que le pseudonyme ait été l'objet d'une longue possession; qu'il ait donné une certaine notoriété; que celui qui en use ait respecté les droits des tiers, ceux-ci pouvant agir par l'action en réclamation de pseudonyme et l'action en contestation de pseudonyme.

Pavillon neutre. C'est un pseudonyme collectif dont l'auteur et le propriétaire est la direction du journal. Il a pour but de maintenir la continuité et l'unité apparente d'une rubrique malgré le changement de titulaire. Comme il est la propriété du journal, le journaliste qui quitte ce dernier n'a pas le droit d'en faire usage. Le représentant du journal est compétent pour exercer toute action judiciaire à cet égard.

Mais si le principe est la propriété de l'article, les habitudes de la presse, les exigences pourrait-on dire de la profession journalistique, ont apporté à ce principe deux exceptions qu'il faut mentionner les citations et emprunts de journaux, les revues de presse.

1° Emprunts mutuels des journaux.

La pratique des emprunts mutuels de journaux s'explique par une longue tradition. Certains auteurs tout en

(1) Voir PERREAU : Le Droit au nom en matière civile.

constatant que cette pratique est fort en usage, la déclarent contraire à la loi. D'autres, au contraire, l'estiment licite, si mention est faite par l'emprunteur de la source de l'article reproduit.

Quant à la jurisprudence, si elle consacre souvent cette pratique, c'est à condition que les journaux emprunteurs prennent certaines précautions. Tout d'abord, il faut distinguer le pillage abusif du droit de citation, en vérité simple tolérance découlant de « la nature même du journal, organe de discussions de propagande et de vulgarisation ». La fréquence des emprunts, leur importance est à prendre en considération : la citation doit se distinguer de la reproduction.

D'autres décisions exigent que mention soit faite de la source et du nom de l'auteur : ceci est très rationnel. Certains tribunaux exigent en plus l'absence d'esprit de lucre chez le journal emprunteur.

Une question reste en suspens : le journaliste dont on a abusivement reproduit l'article doit-il, pour obtenir des dommages-intérêts, faire la preuve d'un préjudice ? La Cour de Cassation, dans un arrêt du 27 juin 1916, l'exige et affirme que « *la reproduction in extenso d'un article de journal faite sans aucune pensée de lucre avec indication de l'origine et de la signature de l'auteur ne peut être considérée comme constitutive d'une faute* ». Cet arrêt est profondément irrationnel : le droit de l'auteur de l'article est un droit certain et dès lors toute reproduction abusive est en soi un préjudice.

A notre sens donc, la pratique des emprunts mutuels ne se justifie qu'en tant qu'elle consacre l'usage d'un certain droit de citation : il faut de toute évidence que mention soit faite de l'origine de l'article.

2° Revues de presse.

C'est un procédé de journalisme utile et légitime. La revue de presse se reconnaît à la fois « *au nombre de citations, à leur peu d'étendue et surtout à leurs dispositions méthodiques et cohérentes. C'est une question de bonne foi, de mesure et de discrétion* ». Par là même, il est facile de la distinguer du pillage inintelligent et malhonnête.

Dans l'état actuel de la presse, la loi de 1793, il faut bien le dire, n'est pas appliquée d'une façon certaine. Trop souvent, le pillage mutuel est une pratique courante et normale du journalisme moderne. Les causes en sont multiples : causes matérielles, multiplicité des journaux locaux qui sont pauvres et incapables de se procurer de la copie originale; causes psychologiques : certains considèrent que tout ce que publient les journaux d'allure politique appartient à tout le monde et ceci dans un intérêt public; d'autres affirment que la reproduction des articles de journaux favorise les intérêts du journaliste en lui procurant de nombreux et innombrables lecteurs.

Tout ceci n'est pas absolument juste et il importe d'assurer la protection d'une manière absolue des articles de journaux, protection que n'assure pas toujours, d'une façon extrêmement sûre la jurisprudence française : la solution ne peut être trouvée que dans l'action des organisations professionnelles intéressées. Le rôle de ces dernières, d'après M. VALOT, pourrait se ramener aux points suivants :

1°) Passer avec les directeurs un arrangement collectif reconnaissant la légitimité de la perception d'un droit en cas de reproduction et la qualification de l'organisation

nationale des journalistes pour réclamer et percevoir ce droit à charge pour elle de désintéresser l'auteur.

2°) Passer des accords particuliers avec les directeurs qui usent, habituellement, de la reproduction.

3°) Constituer un organisme spécial à capacité commerciale pour faire toutes les opérations nécessaires, contracter, ester en justice..., etc...

4°) Etablir un office capable de relever chaque jour les reproductions parues dans la presse nationale et de les transmettre à l'office de perception.

Rien assurément ne saurait mieux assurer les droits des journalistes qu'une telle organisation.

Quels sont, sur cette question importante, les éléments du DROIT COMPARÉ ? Le plus grand nombre de pays possèdent un droit spécial quant à la protection de la propriété littéraire des journalistes. Les autres appliquent aux articles de presse le droit commun de la propriété littéraire et artistique (France, Etats-Unis, Canada, Angleterre).

Du reste, la plupart de ces législations protègent d'une façon absolue le roman-feuilleton et les articles présentant un caractère littéraire scientifique ou artistique : cependant, dans certains pays, même pour ces articles, la protection est subordonnée à une mention de réserve (Danemark, Pays-Bas...).

Mais quelles sont les solutions pour l'œuvre proprement journalistique : travaux dont le but essentiel est l'information; articles de discussions politiques (polémique politique, informations politiques); articles de discussions économiques ou sociales, étant entendu que tous ces articles présentent une analyse ou un exposé critique d'une question d'actualité intéressant le grand public.

Tous les pays possédant une législation spéciale exigent pour la reproduction l'autorisation de l'auteur. Mais cette autorisation est toujours présumée et il faut pour faire tomber cette présomption une mention de réserve expresse.

D'autres pays exigent que la reproduction de l'article soit exacte et ne fausse pas la pensée de l'auteur. La plupart ordonnent expressément la citation de la source.

Il faut signaler enfin que la plupart des lois relatives au droit d'auteur prévoit la libre reproduction de certaines nouvelles ou de certains documents : lois, ordonnances, décrets, délibérations et procès-verbaux émanant d'autorités publiques, discours d'hommes politiques et aussi de façon générale les informations pures et simples tant qu'elles ne présentent pas les caractères constitutifs de l'œuvre littéraire et artistique (notamment toutes les informations sommaires publiées en style télégraphique). Le but de ces restrictions est toujours identique : favoriser la libre diffusion de tout ce qui touche à un intérêt public.

SECTION II.

LE DROIT D'AUTEUR DES JOURNALISTES SUR LE PLAN INTERNATIONAL.

La protection des œuvres de l'esprit est une matière internationale entre toutes : les grands problèmes se posent sur un plan de plus en plus large et les informations qui s'y rapportent, les commentaires qui les accompagnent, prennent, de plus en plus, une valeur universelle. Leur zone d'intérêt s'élargit. La rapidité toujours plus grande des moyens de communication d'autre part, assure

et hâte singulièrement l'internationalisation de la presse et la T.S.F. a encore reculé les bornes d'expansion des idées et des œuvres de l'esprit.

Une protection internationale des droits d'auteur s'impose donc et notamment une protection des écrits des journalistes. C'est à ce résultat qu'a tendu l'Association Littéraire et Artistique Internationale qui après avoir étudié la question dans de nombreux congrès a abouti à la constitution de l'Union de Berne.

Le texte initial en matière de protection du droit des journalistes est l'article 7 de la convention de Berne de 1886 : de nombreux textes ont été ajoutés à ce dernier ; mais comme les états membres de l'union de Berne sont libres d'adopter parmi les textes successifs ceux qui leur semblent préférables et peuvent, lors de l'échange des ratifications des nouvelles conventions, déclarer qu'ils resteront liés sur tel point par les dispositions antérieurement souscrites, comme d'autre part les réserves ont été très nombreuses en matière de journalisme, il y a dans les divers Etats plusieurs régimes différents en vigueur, ce qui aboutit à un résultat très fâcheux, sans parler des Etats qui refusent systématiquement d'entendre parler des droits d'auteur des écrivains étrangers.

1° Article 7 de la convention de Berne de 1886.

Cet article qui consacre le principe de la libre reproduction des articles de journaux, sauf interdiction expresse, distingue : a) articles de discussions politiques, nouvelles du jour et faits divers dont la reproduction est toujours autorisée ;

b) les autres articles dont la reproduction est autorisée sauf interdiction expresse (étant entendu que pour les

recueils il suffit que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro du recueil).

Mais la protection ainsi formulée était très insuffisante et les associations professionnelles demandèrent l'abolition de la réserve formelle et préalable, la protection absolue des nouvelles et romans-feuilletons parus dans les journaux, la limitation de la faculté de reproduction des articles politiques à ceux présentant un caractère d'actualité afin d'en exclure ceux présentant une portée générale.

2° Article 8. Acte additionnel de Paris 1896.

Cet acte vient améliorer la Convention de Berne sur deux points : protection absolue des romans feuilletons et nouvelles; quant aux autres articles, la mention de la réserve formelle était conservée, mais il fallait au cas de reproduction licite citer obligatoirement la source (sauf pour les articles de discussions politiques, faits divers, etc..., dont la reproduction demeurait absolument libre).

3° Article 9. Convention de Berne révisée à Berlin 1908.

La nouvelle révision assimilait les articles de discussions politiques aux articles ordinaires de journaux en sorte qu'il devenait possible de les protéger par une mention de réserve : seuls demeuraient insusceptibles de protection les nouvelles du jour et faits divers, simples informations.

4° Article 10. Convention de Berne révisée à Rome, 1928.

Cet article aboutit à protéger d'une manière absolue les articles de nature scientifique ou littéraire.

En somme, d'après les différents textes successifs, on peut dresser le tableau suivant :

a) Roman-feuilleton, nouvelles, travail de nature litté-

raire et artistique : reproduction interdite sauf autorisation expresse.

b) Article ordinaire et article de discussions politiques : reproduction permise sauf mention de réserve formelle.

c) Faits divers, nouvelles du jour : reproduction toujours possible.

d) Depuis la Convention de Rome de 1928 assimilation des journaux aux revues.

Mais les pays qui possèdent une législation nationale plus favorable que les conventions internationales doivent-ils appliquer de plein droit cette législation aux journalistes étrangers des pays unionistes. Actuellement non, car seul le minimum des textes impératifs de la convention est exigible : du reste, certains pays assurent à tous les étrangers la protection intégrale qu'ils accordent à leurs nationaux. Ces pays du reste sont fort peu nombreux (France, Luxembourg, Maroc, Syrie, Liban). La plupart des autres pays n'accordent le bénéfice de leur législation propre qu'en vertu de réciprocité, soit législative (Belgique, Espagne, Pologne, Yougoslavie), soit diplomatique (Grande-Bretagne, Italie, Norvège, Suède, Tchécoslovaquie), soit en vertu de traités (Allemagne, Grèce, Japon, Pays-Bas).

La disposition la plus critiquée des conventions de Berne est l'obligation de la réserve formelle : le journaliste pour avoir droit à la protection doit la demander en faisant insérer à la suite de son article les mentions « *tous droits réservés; copyright by* ». Au point de vue juridique on a dit que l'obligation de la réserve formelle était injuste. Par le seul fait qu'une chose appartient à un homme, nul n'a le droit d'en disposer et il apparaît fâcheux que les usages en matière de journalisme autori-

sent à considérer le silence comme une permission ou une approbation : incontestablement, l'obligation de la réserve formelle est condamnable du point de vue juridique.

D'autre part, il est fastidieux et gênant dans un journal moderne de faire suivre chaque article personnel des mentions de réserve, car une seule mention ne suffit pas pour l'ensemble du journal : chaque article doit interdire expressément sa reproduction.

Il est très souhaitable que les articles soient protégés par eux-mêmes et que disparaisse l'obligation de la réserve expresse : ceci aboutira du reste simplement à appliquer à l'œuvre littéraire des journalistes les principes du droit commun de la propriété littéraire.

Tel est, sommairement esquissé, le problème du droit d'auteur des journalistes. Pour un exposé complet de ce problème dont nous avons seulement voulu dégager les éléments de solution, il faut se rapporter aux sources suivantes qui sont de premier ordre : deux rapports sur le droit d'auteur des journalistes présentés à la F. I. J. en 1931 et 1932, par M. VALOT; et deux travaux de M. WEISS parus au Bulletin de Législation comparée en 1931 et 1933 : Rapport sur le droit d'auteur appliqué aux œuvres journalistiques et protection des œuvres journalistiques dans le droit français.

CHAPITRE CINQUIEME

LA CONDITION DES JOURNALISTES ETRANGERS EN FRANCE

Nous avons l'intention d'esquisser simplement les problèmes qui se rapportent à cet ordre d'idées et nous allons envisager successivement le cas de l'étranger employé comme journaliste dans une Publication ou une Agence française et le cas des correspondants de presse étrangère résidant en France.

SECTION I.

LES ÉTRANGERS TRAVAILLANT DANS UNE PUBLICATION OU UNE AGENCE FRANÇAISE.

Le statut leur est applicable, il faut l'admettre sans le moindre doute. La doctrine en général est favorable à cette application et en fait valoir diverses raisons. M. BARTHÉLEMY RAYNAUD les indique dans les termes suivants : « *D'une part, une raison d'humanité et de justice : les ouvriers étrangers sont des travailleurs en qui se doit respecter la dignité de la personne humaine et les puissants motifs d'intervention légale, valables pour les travailleurs français sont également valables pour les travailleurs étrangers. D'autre part, déclarer cette législation protectrice non applicable aux travailleurs étrangers,*

*serait donner une prime à leur emploi et constituerait donc une mesure qui se retournerait contre les travailleurs français »*¹.

Certains auteurs veulent distinguer et n'admettent pas l'application de plein droit aux étrangers des lois d'assistance et d'assurance : ils exigent la condition de la réciprocité.

Mais pour ce qui est de la réglementation du travail et du taux des salaires, ils doivent jouir « *d'une égalité absolue avec les Français* ». Donc le statut de 1935 est applicable dans toutes ses dispositions aux journalistes étrangers travaillant en France dans un journal français ou une agence de presse française.

SECTION II.

LES CORRESPONDANTS DE JOURNAUX ÉTRANGERS RÉSIDANT EN FRANCE.

Leur situation pose trois catégories de problèmes : problèmes d'ordre professionnel tout d'abord ; suivant quelle forme les étrangers vont-ils se grouper pour défendre leurs intérêts ; problèmes d'ordre social : en quelle mesure le pays où ils résident va-t-il se préoccuper de faciliter leur tâche ; problèmes d'ordre juridique enfin : quelle va être leur situation légale, notamment vis-à-vis de la procédure d'expulsion.

A) PROBLÈME D'ORDRE PROFESSIONNEL. — Nous allons étudier cette question pour la France et plus spécialement pour les correspondants parisiens des journaux

(1) Voir le très remarquable ouvrage de notre maître « *Le Droit International Ouvrier* ». Paris, 1934.

étrangers. Ils sont groupés en Associations diverses dont les deux principales sont : l'ASSOCIATION SYNDICALE DE LA PRESSE ÉTRANGÈRE et le SYNDICAT DE LA PRESSE ÉTRANGÈRE. Étudions plus particulièrement le SYNDICAT DE LA PRESSE ÉTRANGÈRE, d'après ses statuts.

Le SYNDICAT DE LA PRESSE ÉTRANGÈRE se compose des correspondants parisiens de journaux étrangers. Il se compose de membres et d'adhérents.

A quelle condition peut-on être membre du Syndicat de la Presse étrangère ? Il faut :

1° adresser au Comité une demande apostillée par deux membres du Syndicat;

2° prouver sa qualité de correspondant parisien d'un journal étranger, c'est-à-dire être le correspondant parisien professionnel rémunéré régulier et attitré de journaux quotidiens étrangers. Il faut au surplus ne pas avoir montré dans ses articles de l'hostilité contre la France;

3° fournir à la demande du Comité toutes les preuves d'identité et tous les renseignements de moralité;

4° avoir versé entre les mains du Trésorier le montant du droit d'entrée; ce droit d'entrée est fixé depuis 1929 à 150 frs, payable soit en un seul versement avant le 15 février, soit en deux versements, le premier au plus tard le 15 février et le second au plus tard le 15 août de chaque année.

Les noms, titres des candidats, les noms de leurs parrains, sont communiqués, s'il y a lieu, aux membres du Syndicat qui peuvent adresser des observations ou se déclarer par écrit contraires à l'admission d'un ou de plusieurs candidats. Si 10 membres se déclarent contre l'admission d'un candidat, celui-ci est ajourné pour une année. Dans le cas contraire, le Comité décide après en-

quête. Il n'admet qu'à la majorité du 3/4 des membres présents.

On perd la qualité de membre du Syndicat si l'on ne satisfait pas pendant six mois aux conditions de l'admission ou si l'on ne paie pas sa cotisation pendant un an. La radiation pour faute grave contre l'honneur, le droit commun, la probité professionnelle, pour infraction aux statuts ou pour indiscipline corporative est prononcée par le Comité sur l'avis motivé du Bureau.

Le Syndicat se propose les buts suivants : dans toutes les questions d'utilité commune former un lien permanent entre tous les membres, assurer la défense des intérêts généraux des correspondants étrangers à Paris, faciliter leur travail professionnel, maintenir leur solidarité et augmenter ainsi l'autorité et l'influence et la dignité de la corporation.

Le Syndicat est administré par un Comité composé d'un Président, d'un ou de plusieurs vice-Présidents, d'un Secrétaire général, d'un Secrétaire et d'un Trésorier qui forment le bureau et de neuf délégués. Tous ces membres sont élus par l'Assemblée de décembre séparément et pour un an à la majorité absolue aux deux premiers tours de scrutin et si cette majorité n'est pas atteinte, à la majorité relative au troisième tour. Ils sont rééligibles.

Le Comité se réunit sur convocations du Président ou sur demande de trois de ses membres, selon les besoins. La présence de la majorité des membres est nécessaire au Comité pour ses délibérations.

Le Syndicat se réunit en Assemblée générale ordinaire au mois de décembre; il entend et discute la situation morale et matérielle du Syndicat, la gestion du Comité et il traite les questions inscrites à l'ordre du jour. Il élit

un nouveau Comité et désigne une Commission de Contrôle composée de trois membres. L'Assemblée générale doit comprendre au moins le tiers des membres. Si ce quorum n'est pas atteint le Comité convoque dans les 48 heures et pour la semaine suivante une Assemblée générale qui sera valable quel que soit le nombre des membres en séance.

Des Assemblées générales extraordinaires sont possibles sur convocations du Comité ou sur demande signée du quart des membres composant le Syndicat.

Ainsi constitué le Syndicat de la Presse étrangère rend les services les plus précieux aux correspondants parisiens de journaux étrangers.

Au cours de l'entretien qu'il a bien voulu nous accorder, M. Léon G. MARCANTONATO, du Syndicat de la Presse Etrangère, nous a parlé longuement des avantages d'ordre moral et matériel que le Syndicat offre aux journalistes étrangers accrédités en France. Dans les déclarations si intéressantes de l'éminent publiciste, nous relevons ce qui suit :

« Groupant des journalistes appartenant à 28 pays divers, le Syndicat de la Presse étrangère se trouve être un puissant organisme corporatif qui rend à ses membres de très grands services.

Le journaliste étranger nouvellement arrivé à Paris est toujours sûr de recevoir le meilleur accueil de la part du Comité directeur du Syndicat. Celui-ci cherche à lui faciliter par tous moyens l'accomplissement de ses devoirs professionnels en obtenant pour lui des réductions sur les billets de chemin de fer, en le recommandant à des autorités administratives, etc.

Les confrères suffisamment qualifiés peuvent, d'autre

part, obtenir par l'intermédiaire du Syndicat des coupefiles, des cartes de critique cinématographique ou théâtrale, des cartes parlementaires pour l'entrée au Sénat ou à la Chambre. Ses membres peuvent également être affiliés à la Fédération Internationale des Journalistes par les soins du Syndicat.

La création d'un club avec salons de conversation et de lecture serait hautement souhaitable, mais dans l'état actuel des choses, n'est malheureusement pas encore envisagée. »

B) PROBLÈME D'ORDRE SOCIAL. — C'est le problème de l'accueil des journalistes étrangers par des organisations françaises capables de leur faciliter leur tâche et à cet égard nous voulons simplement signaler l'Association Nouvelle formée récemment sous le nom de L'ACCUEIL FRANÇAIS.

L'ACCUEIL FRANÇAIS fondé par des journalistes français en dehors de toute question politique s'est donné comme but :

1° De resserrer les liens entre la Presse française et la Presse étrangère.

2° D'aider dans leur tâche les journalistes étrangers de passage à Paris en guidant et en favorisant leurs démarches en les associant à la vie de notre pays, en leur permettant d'assister aisément à nos manifestations artistiques et à nos débats politiques.

3° De mettre les représentants de la Presse étrangère à Paris en contact avec les hommes politiques, les artistes ou les écrivains français.

Comme on l'a excellemment écrit, « *l'Accueil français veut être le Secrétaire du journaliste étranger, un peu perdu lorsqu'il arrive en France pour travailler; il veut se*

*faire le guide pour lui montrer nos créations, notre présent et notre passé; il veut l'associer à la vie du pays, lui permettre d'assister facilement à nos manifestations artistiques et à nos débats politiques. Association purement professionnelle, l'Accueil français veut enfin unir les journalistes de tous pays »*¹.

L'ACCUEIL FRANÇAIS est constitué en Association qui se compose en France de membres adhérents; ce sont des journalistes de nationalité française qui désirent assister l'Accueil français en participant aux réceptions organisées par le Centre et en y invitant leurs confrères étrangers. Il comprend à l'étranger des membres correspondants, journalistes français chargés de représenter le Centre dans leur pays de résidence.

En outre est fondée une Section dite « LES AMIS DE L'ACCUEIL FRANÇAIS » comprenant toutes personnes ou Associations désireuses d'apporter sa contribution à l'œuvre d'entr'aide professionnelle créée par les fondateurs de l'Accueil français.

En quelques mois l'Accueil français a déjà accompli une mission très utile. Outre le travail de son secrétariat qui a déjà reçu depuis le mois de juin 1936, de nombreux journalistes, et a facilité de toutes manières leur séjour et leur travail en France, il a organisé plusieurs réceptions où les journalistes français ont pu rencontrer un grand nombre de personnalités françaises.

M. Charles SPINASSE a dégagé dans une de ces réceptions la raison d'être de l'Accueil français : « *Nous désirons vivement favoriser les échanges extérieurs, les rétablir sur des bases normales et saines. La France est un pays de civilisation ouverte sur toutes les mers du monde.*

(1) Madeleine LE VERRIER. *L'Europe Nouvelle* (n° du 30 mai 1936).

Ce serait renier son passé, méconnaître son avenir que de ne pas vouloir la faire entrer dans le courant de la vie internationale. En rétablissant la paix monétaire qui est le fondement de la paix économique, peut-être réussirons-nous à réaliser les conditions de la paix tout court. C'est vous dire le prix que j'attache à des réunions comme celles de l'Accueil français, qui multiplient le contact des Français avec les journalistes des pays amis »¹.

C) PROBLÈME D'ORDRE JURIDIQUE. — Il faut marquer un dernier problème. La situation du correspondant étranger vis-à-vis du droit d'expulsion.

Actuellement en France et partout ailleurs, le journalisme est soumis au droit commun en matière d'expulsion. On voudrait créer un statut spécial en cette matière. En ce sens on peut citer une proposition du GOUVERNEMENT TCHÈQUE à l'Association de la Presse étrangère de Prague subordonnant l'expulsion de journalistes étrangers, correspondants de journaux étrangers, à l'avis pris obligatoirement d'une Commission tripartite de journalistes étrangers, de journalistes nationaux et de fonctionnaires.

La Fédération Internationale des Journalistes a proposé dans son statut-type du correspondant étranger la formation d'une Commission composée exclusivement de journalistes, le Gouvernement n'y étant représenté que par un Commissaire avec rôle consultatif.

Doit-on établir un statut spécial en cette matière : dans les pays à régime démocratique cela ne semble guère nécessaire, et dans les pays totalitaires cela ne semble guère possible, et même si cela était possible ce serait, semble-t-il, sans grand intérêt, car en régime de dictature les

(1) *L'Europe Nouvelle* (n° du 12 décembre 1936).

journalistes cessent de l'être pour devenir des fonctionnaires aux gages du Gouvernement.

Du reste, il semble difficile de concevoir que les Etats voudront éventuellement abandonner leur droit de police à cet égard.

Tels sont quelques problèmes particulièrement importants et particulièrement intéressants que nous voulions tout au moins mentionner et dont chacun mériterait une étude séparée.

CHAPITRE SIXIEME

LA CONDITION PROFESSIONNELLE DES JOURNALISTES ETRANGERS

Nous avons l'intention de passer en revue sur les principales matières du statut professionnel les solutions des pays étrangers. Quelles sont d'après leur contrat collectif les conditions de travail des journalistes dans les divers pays ? Nous grouperons ces solutions sous les trois rubriques suivantes : définition du journaliste et preuve de sa qualification ; contrat de travail : formation, durée, repos hebdomadaire, congés annuels, salaires, assurance et prévoyance, indemnités de congédiement, clauses de conscience ; contestations professionnelles et tribunaux d'arbitrage.

SECTION I

DÉFINITION, QUALIFICATION DU JOURNALISTE.

Le contrat de travail yougoslave considère comme journaliste toute personne travaillant d'une manière continue comme rédacteur, reporter ou dessinateur et en tirant la majeure partie de ses ressources ; le contrat de travail autrichien apporte à ces principes généraux l'énumération de cas concrets (mise au point pour l'impression d'informations étrangères ; mise en pages du texte, composition

d'articles originaux, de notices ou de dessins). Le contrat de travail italien exige d'une part l'exclusivité professionnelle et, ceci est intéressant, l'accomplissement d'un stage; en outre il faut obligatoirement l'adhésion à une organisation professionnelle régulière. Le stagiaire est dans une condition précaire : avant d'avoir droit à la qualification de journaliste, partant à la protection du statut, il doit pendant 18 mois au moins, avoir fait du journalisme sa profession exclusive : au cours de cette période il sera du reste à peu près sans garantie; l'accord anglais qui fixe à l'âge de 23 ans avec 3 ans de service la titularisation du journaliste admet un contrat d'apprentissage apportant des garanties spéciales au débutant.

Quant à la qualité du journaliste, elle se reconnaît le plus souvent par l'inscription dans les registres d'une association professionnelle régulière ou sur un tableau : c'était la solution italienne instituant auprès des grandes associations de presse, auxquelles l'adhésion était obligatoire, un tableau général des journalistes professionnels. En Australie, les Directeurs doivent tenir à jour une liste des journalistes qu'ils emploient et la communiquer à l'association des journalistes professionnels. L'association elle-même publie une fois par an une liste complète de ses membres. Tout changement par l'employeur doit être notifié à l'association des journalistes qui tient compte de ces mutations.

Enfin une autre solution réside dans la possession d'une carte délivrée par l'organisation ou par la commission mixte des journalistes et des directeurs. Cette carte peut être visée par la Police en vue de facilités professionnels à obtenir : elle porte la photographie du titulaire et doit être rendue si l'intéressé quitte le journal : c'est la solution

du contrat de travail autrichien dont s'est manifestement inspiré le statut français.

Une question connexe se pose : les stipulations du contrat ne doivent-elles pas s'étendre aux professions auxiliaires ? La question doit être résolue d'un point de vue assez limitatif cependant on comprend que par un louable souci de solidarité la qualité de journaliste et les avantages qui en découlent soient étendus à certaines professions voisines : généralement on est d'accord pour admettre au bénéfice du statut les dessinateurs et les photographes, les sténographes-rédacteurs : en ce sens les contrats anglais, italiens, autrichiens.

Quant au problème des collaborations multiples, problème si angoissant dans la presse française, si l'on admet assez facilement que le journaliste a le droit d'utiliser pour un travail analogue les loisirs que lui laisse le service de son journal, c'est en vertu le plus souvent d'une autorisation de son journal (contrat allemand, yougoslave) : il faut d'une manière précise que la collaboration secondaire ne nuise en rien à la collaboration normale « *au prestige, aux intérêts et notamment au service rédactionnel du journal principal* » (contrat autrichien); « en tous cas le journaliste ne pourra jamais accepter des fonctions qui pourraient être en opposition avec les intérêts moraux et matériels du journal auquel il appartient ».

Parfois de cette qualification de journaliste on fait découler une haute conception morale de la profession : l'accord reflète cette préoccupation qui est de mieux mettre les journalistes à même de remplir cette collaboration en vue de l'œuvre commune qui est d'un véritable intérêt public : citons le contrat allemand particulièrement caractéristique « le travail en commun de l'éditeur

et du rédacteur est dominé par le devoir de défendre par le journal les intérêts publics. Par suite l'éditeur ne doit exercer aucune pression sur la conscience du rédacteur. La liberté de pensée (ceci doit être changé) est garantie au rédacteur dans le cadre des directives politiques économiques ou culturelles convenues avec l'éditeur pour la conduite du journal; le rédacteur a le devoir de ne pas perdre de vue l'intérêt général de la tradition du journal. Le travail en commun conditionné par une confiance mutuelle impose à l'éditeur et au rédacteur l'obligation de prendre contact en temps opportun, la forme de cette prise de contact étant prévue par les accords contractuels.

Le contrat suisse contient aussi une affirmation de ce genre d'où il fait découler le secret professionnel « *sauf pour toute communication à des tierces personnes nécessitée par la défense des intérêts professionnels* ». Enfin, autre disposition très importante à noter, toujours dans le contrat suisse : « *L'éditeur s'engage lorsqu'il s'agit de la collaboration régulière à ses journaux, à s'adresser d'abord aux journalistes professionnels* ».

Les associations composées de ces journalistes professionnels en général signent et établissent des contrats collectifs et sont donc tout naturellement considérées comme les mandataires obligatoires des directeurs et des journalistes; le contrat italien le dit formellement : « *Toutes ces questions se rapportant aux intérêts collectifs des journalistes seront traitées pour les éditeurs uniquement par l'intermédiaire de la Federazione Nazionale della Stampa Italiana* » et le contrat allemand prévoit même que « *les associations contractantes s'engagent à introduire dans leur statut toutes les dispositions devenues nécessaires par la conclusion du contrat de travail* ».

SECTION II.

LE CONTRAT DE TRAVAIL DES JOURNALISTES ÉTRANGERS.

Le contrat signé entre les organisations qualifiées est considéré comme un contrat normal, comme un contrat type auquel doivent se référer les contrats particuliers. L'établissement de contrats particuliers est obligatoire dans certains pays. Le contrat de travail yougoslave prévoit que « *tout journaliste doit au plus tard un mois après son arrivée dans une rédaction signer un contrat avec le directeur du journal stipulant : le montant du traitement mensuel, les délais de renvoi, la durée des vacances annuelles; le journaliste et le directeur peuvent convenir d'un emploi à l'essai ne dépassant pas trois mois* ».

Le contrat ainsi établi est un minimum, « *ne sont pas valables les contrats spéciaux qui réduisent les droits des journalistes prévus par la présente conventions* ». (Contrat italien).

Cependant des dérogations aux stipulations du contrat normal sont parfois prévues dans l'élaboration des contrats spéciaux; mais ces dérogations doivent être nécessitées par des raisons valables et contrôlées par les organisations compétentes. Les contrats de travail allemand et australien prévoient et limitent cette prérogative. Le contrat de travail australien prévoit que la demande écrite de dérogation indiquant les circonstances exceptionnelles qui la justifient doit être acceptée par écrit par l'association professionnelle des journalistes; cette autorisation pouvant du reste être annulée à n'importe quel moment si l'association croit devoir prendre cette mesure.

DURÉE DU CONTRAT. — Le contrat-type est généralement

conclu pour une durée illimitée; cependant il arrive qu'il soit conclu pour un temps donné et renouvelable par tacite reconduction ou autrement (contrat autrichien, allemand, italien). Cependant certains contrats admettent une résiliation possible à tout moment, même à la demande d'une des parties, mais pour « *des raisons impératives* » (contrat australien); cependant un préavis est généralement exigé.

RUPTURE DU CONTRAT — Le contrat qui lie un journaliste à son employeur est le plus souvent conclu pour une durée indéterminée : la rupture est donc en soi une cause de dommages que deux procédés viennent limiter : le préavis et l'indemnité de congédiement. Le préavis est dû par celle des deux parties qui veut dénoncer le contrat.

Les contrats fixent en général la durée de ce préavis; il est de trois mois dans le contrat autrichien, également de trois mois dans le contrat italien et le contrat allemand. Cependant cette règle peut être laissée de côté dans certains cas : « *lorsqu'une raison importante l'exige* » (contrat allemand); cette raison peut être une faute grave commise par le journaliste ou contre lui : par exemple « *si la conduite du journaliste nuit sensiblement au prestige et aux intérêts du journal* » ou si « *le directeur l'oblige à faire un travail contraire à son honneur personnel ou professionnel* » (contrat yougoslave). Mais cette facilité de rupture exige la bonne foi et l'abus en doit être réprimé.

Mais outre ce droit de préavis la partie, et nous visons ici les journalistes, a le droit d'être indemnisée du préjudice que lui cause cette rupture : d'où une possibilité d'indemnité qui ne se confond pas avec le préavis. Le contrat de travail yougoslave prévoit pour le journaliste qui

a travaillé plus de dix ans dans la même rédaction, outre un délai de trois mois, une indemnité d'un mois de traitement pour chaque année de service au delà de la dixième année.

Nous devons citer intégralement la solution extrêmement libérale du contrat de travail italien : *« la rupture de la présente convention, lorsqu'elle n'est pas voulue par le journaliste ou provoquée par sa faute, est sujette aux dispositions suivantes : le rédacteur en chef et les chefs de service ont droit à une indemnité fixe égale à une année de traitement; le directeur-administratif a droit à dix mois de traitement; le secrétaire de rédaction a droit à neuf mois de traitement; les rédacteurs ordinaires et ceux qui leur sont assimilés ont droit à une indemnité fixe égale à dix mois de traitement. Mais en plus de cette indemnité fixe les journalistes de toutes les catégories susdites auront droit à une indemnité égale à un mois par année ou fraction d'année de service effectif. Le traitement de base de la liquidation étant le dernier traitement de quelque façon qu'il soit constitué. La libéralité de ce contrat est sans exemple dans la législation sur les garanties professionnelles des journalistes. »*

Il faut enfin mentionner que la plupart des contrats collectifs accordent aux journalistes le bénéfice de la clause de conscience. Nous lisons dans le contrat yougoslave : *« le journaliste peut cesser le travail sans préavis si le directeur l'oblige à faire un travail contraire à l'honneur personnel ou professionnel ».*

En Allemagne il est prévu que le contrat de travail doit contenir *« l'orientation de principe de l'éditeur ou la tendance du journal, ou les accords intervenus à ce sujet entre les parties contractantes »*. Dans ce cas le changement d'opinions constitue une modification arbitraire aux

conditions du contrat et permet sa résiliation tout en ouvrant un droit à réparation au profit du contractant lésé, droit qui est formellement reconnu par le contrat allemand et autrichien.

Quant au contrat italien, il est là encore extrêmement large : « *Lorsque pour une raison quelconque il est créé au journaliste une situation morale évidemment incompatible avec sa dignité personnelle ou professionnelle, ce journaliste a le droit d'obtenir la résiliation du contrat et le paiement des indemnités qui lui sont dues* ».

Mais le caractère spécifiquement idéaliste de la clause de conscience rend évidemment très délicat les contestations qui peuvent être élevées à son propos. Tous les textes qui s'y rapportent expriment la nécessité que tout abus de cette garantie doit être considéré très sévèrement. Les propositions de la Fédération Internationale des Journalistes spécifie que le scrupule de conscience doit être raisonnable et sincère; et il est évident que plus qu'en aucune autre question la nécessité apparaît ici de tribunaux d'arbitrage qui existent dans la plupart des pays.

Par exemple le contrat autrichien confie le soin de trancher ces contestations à un Comité d'arbitrage de cinq membres composé de deux arbitres désignés par chacune des parties et d'un Président avec voix prépondérante, choisi par les quatre autres arbitres. Si le comité d'arbitrage découvre que l'affirmation du collaborateur relative au changement d'orientation politique a été faite de mauvaise foi il a le droit de lui infliger une amende qui peut s'élever jusqu'à 10.000 couronnes.

La clause de conscience ainsi comprise est la sauvegarde indispensable de la dignité morale et de l'indépendance professionnelle du journaliste, le statut français a prévu l'existence de cette clause : mais il n'a pas

songé à la sanctionner au cas d'abus. Espérons que les journalistes français se montreront dignes de la confiance particulière que le législateur leur a accordée sur ce point.

AVANTAGES MATÉRIELS. — Nous allons étudier sous cette rubrique les conditions de travail et des différents avantages consentis aux journalistes professionnels.

Le contrat comporte parfois la reconnaissance expresse des droits du journaliste à exercer sa profession. Un directeur n'a pas le droit de laisser inoccupé un rédacteur qu'il a engagé, même s'il remplit à son égard toutes les autres clauses de l'engagement : du fait de cette inactivité le journaliste pourrait ressentir un préjudice ce qui d'après le contrat de travail autrichien lui donne droit de mettre fin au contrat sans préavis et de réclamer des indemnités égales à celles qu'il aurait touchées s'il avait été congédié. En contre partie il ne doit jamais refuser le travail qui lui est demandé sauf, lorsqu'il serait contraire à la morale et à l'honneur professionnels.

1°) *Durée du travail.* — Il semble difficile de fixer à priori un nombre donné d'heures de travail qui ne peuvent être en réalité que des heures de présence au bureau : car en principe cette exigence de présence au bureau ne doit être qu'exceptionnelle et certains contrats prévoient une stipulation formelle à cet égard : « *les heures de travail d'un rédacteur qui fait partie de la rédaction au bureau d'un journal doivent figurer dans le contrat de travail* » (contrat autrichien).

Le nombre d'heures de présence exigées par semaine ne dépasse jamais du reste 48 heures; il est souvent de 46 ou de 44, quelquefois encore il est moins élevé et une distinction doit être faite selon que la majeure partie du

travail exigé est fournie de jour ou de nuit : le contrat anglais prévoit dans ce dernier cas que la semaine de travail comprendra au plus 5 nuits $\frac{1}{2}$ de sept heures chacune, y compris les heures des repas, soit un total de 38 heures $\frac{1}{2}$ pour ceux qui régulièrement travaillent la nuit.

Doit être compté comme temps de travail tout le temps écoulé entre l'heure d'entrée au service, sauf exception prévue (notamment le temps employé pour les repas; toute période interrompue non inférieure à 3 heures, et pour laquelle le journaliste a été prévenu au moins une heure d'avance qu'il aurait à interrompre son travail : solution australienne).

2°) *Conditions spéciales pour certains travaux.* — Le travail nocturne étant plus pénible que le travail de jour doit comporter une réglementation particulière : il peut être soit plus rémunéré (contrat italien), soit comporter une diminution du nombre d'heures exigées. On entend en général par travail de nuit celui dont la plus grande partie est accompli entre 8 heures du soir et 6 heures du matin.

Du fait que les heures de travail sont déterminées, tout travail fait en supplément des conditions stipulées doit être rémunéré comme tel : soit par une compensation sous forme de repos, soit aussi par une indemnité en argent et en prenant comme base de la rémunération la somme des heures de travail hebdomadaire.

On ne peut en principe obliger un journaliste à accomplir un travail étranger à sa spécialité telle qu'elle est définie au contrat personnel ou telle qu'elle ressort de ses conditions habituelles de travail. Cependant en cas de

circonstances exceptionnelles « *le collaborateur est tenu, lorsque pour un travail déterminé aucun collaborateur engagé à cet effet ne se trouve à la disposition du journal, d'accepter une tâche non comprise parmi les travaux qu'il s'est engagé par contrat à exécuter, s'il est qualifié pour un travail semblable* » (contrat australien), mais ce travail doit naturellement donner lieu à une rémunération équitable en rapport avec les honoraires payés par le journal (contrat autrichien).

3°) *Repos hebdomadaire.* — Tous les contrats considèrent le repos hebdomadaire comme une chose acquise : la plupart n'y font allusion que pour mémoire et certains accordent une demi-journée par semaine de repos supplémentaire. Le contrat allemand prévoit cependant, « *dans des cas exceptionnels où il n'est pas possible d'accorder ce repos* », un fractionnement du repos hebdomadaire. Le contrat suisse, prévoyant que ce repos pourra ne pas être accordé le dimanche, prévoit qu'il devra être remplacé « *par un repos convenable offert dans la semaine* ».

D'autres contrats sont plus libéraux et accordent une demi-journée complémentaire, demi-journée qui pour les journalistes anglais doit commencer à 2 heures de l'après-midi et « *à laquelle le collaborateur n'a pas le droit de renoncer, mais dont la date à la demande du rédacteur en chef ou de son représentant peut pour des besoins de service être retardé, tout en étant accordé autant que possible dans la même semaine* ».

Les journalistes australiens jouissent de la même faveur et il est stipulé dans leur contrat que l'octroi de cette demi-journée de congé ne doit pas avoir comme

contre-partie un service exagéré pendant l'autre demi-journée : « *le journaliste ne doit pas être obligé de faire plus de 4 heures de service le jour où il prend sa demi-journée de congé et ces 4 heures doivent être ininterrompues* ».

Toujours dans le contrat australien nous trouvons cette stipulation particulière « dans la semaine de Noël et dans celle du Vendredi Saint le nombre d'heures pendant lesquelles un membre de l'association peut être employé ne doit pas être supérieur à 38, l'excédant étant considéré comme travail supplémentaire ».

4°) *Vacances annuelles*. — Le droit au repos est inscrit dans tous les contrats et la durée des vacances varie entre deux et six semaines, le plus souvent selon l'ancienneté des services du rédacteur. Les journalistes australiens engagés par contrat depuis six mois au moins dans la même rédaction ont droit tous les ans à un congé ininterrompu d'au moins un mois à prendre du 1^{er} mai au 30 septembre; dix ans d'activité journalistique leur donne droit à un supplément de 15 jours qui, si possible, doivent s'ajouter au congé d'un mois. Les journalistes allemands ont droit à deux semaines dans la première année de service après six mois de travail; de trois semaines dans les deuxième et troisième années, de quatre semaines après ce temps. Les journalistes yougoslaves employés depuis un an dans le même journal ont droit à un mois de vacances annuelles; s'ils sont employés depuis 10 ans dans la même rédaction, ils ont droit à un mois et demi.

Certains services particulièrement durs justifient un complément de congé, « *les rédacteurs des dernières nou-*

velles de la nuit ont droit de plus à un congé séparé d'une semaine ».

Au point de vue des appointements le rédacteur en vacances est considéré exactement comme s'il était en service et il doit bénéficier sans restrictions des paiements qui lui sont faits durant sa période d'activité. Des absences involontaires ou imposées par la loi ne suppriment pas le droit aux vacances (notamment les congés de maladie et de convalescence, les périodes militaires ne sont pas comptés en général pour des congés réguliers, tout au moins pour les journalistes travaillant depuis un certain temps dans la même rédaction. Le contrat suisse prévoit formellement que le soin de remplacer le journaliste en vacances ne saurait incomber à ses camarades.

5°) *Propriété des informations et articles.* — Toute information obtenue par un journal en vue de la publication appartient à ce journal et il ne peut en être fait par les journalistes aucun usage qui en diminue la valeur. Le contrat autrichien prévoit qu'un rédacteur peut être autorisé par son rédacteur en chef à utiliser les informations appartenant au journal. Le contrat yougoslave stipule en outre que cette autorisation est résiliable à condition de préavis : on considère en général que l'autorisation accordée est un droit et que par conséquent, elle ne peut être révoquée au cours de l'exécution du contrat que moyennant indemnité.

Mais les collaborations secondaires peuvent au contraire être imposées par la Direction, notamment quand le journaliste travaille pour un journal appartenant à un Consortium ou à une Maison d'Édition. Dans ce cas, le journaliste a droit à des honoraires particuliers en rap-

port tant avec ses propres appointements dans le journal pour lequel il a été engagé qu'avec les honoraires normalement attribués pour le travail qui lui est demandé. Son contrat de travail peut du reste prévoir ses collaborations secondaires et les régler par une rémunération forfaitaire (solutions du contrat de travail autrichien).

En aucun cas, le travail fourni par le journaliste pour le journal au service duquel il a été engagé ne doit à son insu ou sons autorisation être utilisé pour un autre journal « *le collaborateur engagé par un Consortium de journaux ou une Maison d'édition est seulement tenu de travailler pour le journal qui l'a engagé par contrat. Ses travaux ne doivent pas sans son autorisation formelle, qui en dehors de cas exceptionnels doit être tenu d'avance, paraître en même temps dans un autre journal du Consortium ou de la Maison d'Édition.* »

6°) *Salaires et principes du salaire minimum.* — Le salaire des journalistes est généralement constitué par plusieurs éléments dont le contrat autrichien a, par exemple, essayé de donner une énumération (traitement; sommes forfaitaires pour frais; rémunération spéciale de la Noël; divers suppléments fixes et lorsque l'engagement en est pris, honoraires séparés pour des articles ou des dessins).

La plupart des journaux reconnaissent un élément fixe à tout journaliste qualifié et qu'on peut appeler le salaire minimum « les taux minima doivent s'appliquer à tous les membres de la Nationale Union of Journalists, sans distinction de sexe qui ont atteint l'âge de 23 ans et qui ont vécu de leur emploi de journaliste dans les journaux du matin, du soir ou dans des journaux hebdomadaires pendant trois ans : dans ce cas nul reporter qualifié et nul

rédacteur qualifié ne pourra être engagé à un salaire inférieur à 9 guinées par semaine, exception faite pour les journaux financiers ou sportifs dans lesquels le salaire minimum sera de 8 guinées » (contrat anglais).

Les contrats fixent généralement le montant de ces salaires minima dans des annexes qui peuvent être modifiées périodiquement en raison d'un coefficient de valeur d'achat des salaires ainsi constitués le contrat des journalistes viennois et des journalistes suisses comporte des annexes particulièrement détaillées.

Certains contrats présentent des stipulations particulières concernant les débutants. Les jeunes journalistes anglais auront droit à l'âge de 20 ans à un traitement qui ne sera pas inférieur à 50 % du traitement des rédacteurs de la première classe; à 21 ans un traitement qui ne sera pas inférieur à 60 % de la première classe et ainsi de suite.

Parmi les avantages accessoires du contrat figurent souvent les services gratuits des divers journaux (contrat suisse).

Enfin, point de vue extrêmement caractéristique, certains contrats prévoient les offres de service qui peuvent être faites au directeur par des collaborateurs acceptant de travailler à tarif réduit. « *Tout collaborateur qui offre de collaborer pour un certain temps à la rédaction d'un journal, soit sans rétribution, soit pour un salaire minima inférieur aux honoraires convenus dans ce contrat, ne doit pas être employé par une quelconque des parties au présent contrat. Pour les journaux qui sont l'organe déclaré de partis Politiques, l'emploi de tel collaborateur est autorisé si le Comité de rédaction ne proteste pas contre leur collaboration* » (contrat australien).

L'avancement des journalistes est parfois prévu par les

contrats qui règlent une augmentation automatique des salaires : les journalistes australiens ont droit « *à une augmentation automatique calculée à l'aide d'un pourcentage du traitement et d'après le nombre d'années de service lorsqu'aucune stipulation plus avantageuse pour le collaborateur n'est intervenue pendant la durée du contrat ou n'a été stipulée dans ce contrat* ».

Au salaire principal s'ajoute le remboursement des frais de service que le journaliste est parfois obligé d'engager, notamment des frais entraînés par la présence à des réunions, par des voyages professionnels, ou les contrats prévoient le remboursement de ces frais parfois, selon un point de vue forfaitaire (solution autrichienne).

Un travail régulièrement commandé et fourni même s'il n'a pas été utilisé doit cependant être payé, à condition que la non-publication ne soit pas due au fait du rédacteur : dans ce cas le travail non publié ne peut être utilisé ailleurs par le journaliste s'il a été rémunéré. Des indemnités peuvent même être dues pour des recherches non suivies de résultats si leur échec n'incombe pas à une faute du journaliste : toutes ces solutions sont formellement consacrées par le contrat autrichien.

Date des paiements : L'éditeur ne peut faire attendre trop longtemps au journaliste le paiement de son salaire : « *les traitements doivent être versés d'avance tous les mois ou deux fois par mois. Dans le premier cas à la fin du mois précédent et dans le second cas à la fin du mois précédent et le 15 du mois courant. Si l'un de ces jours est un dimanche ou un jour de fête, le paiement doit avoir lieu le jour précédent. Si l'entreprise se trouve dans la nécessité de modifier le mode de paiement, c'est-à-dire*

de passer du paiement au mois au paiement par semaine et vice-versa, elle doit notifier ses intentions au Comité de rédaction 14 jours au moins à l'avance. Le calcul et le paiement des honoraires dûs pour articles doivent avoir lieu 14 jours après la publication ou dans le délai d'un mois après la commande de l'article. Les dépenses de services doivent être payées aux collaborateurs sur présentation de leur note à la fin de la semaine » (contrat autrichien).

7°) *Retraite et Caisse de Prévoyance.* — Dans la plupart des pays un accord est intervenu soit dans le contrat même, soit dans un texte spécial entre éditeur et journaliste, pour assurer par un effort commun le sort des collaborateurs de journaux, quand ils ne sont plus aptes, parvenus à un certain âge, à exercer leurs fonctions : ces Caisses constituées généralement par des versements des Directeurs et des journalistes, sont obligatoires.

En Italie, une Caisse de Pension d'Invalidité et de Vieillesse a été instituée auprès de la *Federazione Nazionale della Stampa Italiana*. Concourent à l'établissement de la caisse et dans une mesure égale les administrations des journaux et les journalistes confédérés par des versements obligatoires de 2 % sur le traitement mensuel de quelque façon qu'il soit constitué. Les rédacteurs en chef adjoints, les rédacteurs en chef, les chefs de service, les directeurs administratifs peuvent être dispensés de la participation à cette caisse.

Egalement en Allemagne existe « *l'Institut de Prévoyance et de Retraite de la Commission Nationale de Collaboration de la Presse allemande* ». Les rédacteurs en font obligatoirement partie et les éditeurs doivent

verser à l'Institut la part des primes mises statuairement à leur charge et en même temps retenir sur des traitements et verser la part mise à la charge des rédacteurs.

La caisse est généralement administrée par un Conseil paritaire auquel les Pouvoirs publics peuvent être représentés, notamment lorsque l'Etat participe par des versements statutaires à la constitution de la Caisse. La convention yougoslave prévoit que la caisse des retraites est gérée par un Comité composé de trois délégués de l'Association des journalistes et de trois délégués de l'Association des directeurs et d'un délégué du Ministre de la Prévoyance sociale.

Des interruptions de service indépendantes de la volonté du journaliste ou motivée par le service du pays, si elles ne dépassent pas une certaine durée, ne font pas tomber les droits à la retraite et au moment de la constitution de la caisse les intérêts des journalistes déjà avancés dans leur carrière sont généralement sauvegardés par des dispositions spéciales (solution yougoslave).

Les retraites sont généralement reversibles sur la tête des veuves et des orphelins; la femme d'un journaliste en retraite a droit à une pension ou à une allocation de 20 % de la retraite de son mari plus une allocation de 5 % par enfant. La veuve d'un journaliste non retraité a droit à la pension que son mari toucherait s'il était vivant et s'il avait pris sa retraite et ses enfants ont droit à 5 % de cette somme (contrat yougoslave).

Le changement de journal n'interrompt pas les droits à l'assurance *« si le rédacteur quitte le service de l'éditeur, celui-ci est obligé de transmettre à ce rédacteur*

tous les droits qui lui reviennent en vertu du contrat d'assurance » (contrat allemand).

Nous avons dit plus haut que des versements peuvent être apportés à la caisse par des tiers et notamment par l'Etat : Le contrat yougoslave relatif à la caisse des retraites, prévoit outre le pourcentage ordinaire sur les traitements versés par les rédacteurs et les directeurs pour parts égales, une contribution annuelle de l'Etat et également une contribution versée chaque année par l'Association des journalistes sur délibération de l'Assemblée générale. Elle prévoit également la possibilité de dons et de contributions volontaires ainsi que des sommes provenant de fêtes organisées à son bénéfice.

8°) *Assistance aux cas d'invalidité, maladies, décès.*

— Les contrats se préoccupent d'assurer au journaliste certaines ressources pécuniaires au moins pendant un certain temps pour le cas où la maladie les mettrait hors d'état d'exercer leur profession. Les journalistes italiens, en cas de maladie reconnue, continueront à percevoir leur traitement entier pendant les trois premiers mois et la moitié du traitement pendant les trois mois suivant. Après six mois de maladie, l'administration du journal aura la faculté de dénoncer leur contrat en versant les indemnités dues en espèces.

Les journalistes yougoslaves en cas de maladie légalement constatée, ont droit au traitement entier pendant trois mois et au demi-traitement pendant les trois mois suivants. Pendant la durée de la maladie les collègues de la rédaction doivent assurer le service du journaliste malade sans aucune indemnité.

Les journalistes autrichiens, au cas d'une longue ma-

l'incapacité constatée par le médecin désigné de l'établissement et qui ont plus de cinq ans de services dans le même journal, continuent à bénéficier pendant quatre mois et sans restriction de l'ensemble des sommes qu'ils touchaient à l'exception des frais de services occasionnels. Pour chaque année de services au delà de cinq ans, le collaborateur bénéficie des mêmes sommes pendant un mois de plus et ainsi de suite jusqu'à 12 mois.

Cependant l'esprit de solidarité confraternelle incite les camarades du journaliste absent à prendre eux aussi une part de la charge qui résulte de sa maladie « *pendant le congé ou la maladie d'un collaborateur, les autres collaborateurs doivent remplacer l'absent sans avoir droit à une indemnité spéciale exception faite pour le service de nuit* » (solution autrichienne).

En cas de décès et indépendamment de toute assurance, l'éditeur doit à la veuve et aux orphelins une somme représentant les appointements du défunt pendant un nombre de mois variables : « *quatre mois au moins parmi lesquels est compris le mois du décès* » (contrat allemand).

Au cas d'incapacité permanente de travail l'indemnité est généralement fixée d'une manière assez libérale : « *dans le cas où un collaborateur est frappé d'une incapacité durable de travail, s'il a au moins cinq ans de service dans la rédaction ordinaire du même journal, et si une pension ne lui est pas volontairement assurée par l'employeur, ce collaborateur a droit au double au moins de la somme prévue en cas de décès* » (contrat autrichien).

8°) *Responsabilité pénale.* — Le journaliste doit être

couvert par son contrat des responsabilités pénales. qu'il peut encourir dans l'exercice de sa profession et pour le service de son journal « la responsabilité pénale du journaliste doit faire l'objet d'un contrat à part entre lui-même et le directeur. Les sanctions pécuniaires sont de droit à la charge du directeur. Le gérant ne peut pas être renvoyé pendant la durée de sa peine et doit toucher son traitement habituel » (contrat yougoslave).

Mais cette responsabilité du directeur ne pourrait être invoquée dans le cas où la sanction pénale a été provoquée par une faute lourde du rédacteur. *« Les conséquences financières de la responsabilité de la rédaction doivent être en tout ou en partie supportées par tout rédacteur qui les aurait provoqués par une grossière négligence ou par des actes répréhensibles. Le tribunal d'arbitrage se prononce sur la responsabilité du rédacteur »* (contrat suisse).

SECTION III.

COMMISSION PARITAIRE ET TRIBUNAUX D'ARBITRAGE.

Le contrat étant le résultat d'un accord paritaire tout différend relatif aux applications de cet accord doit être soumis à l'arbitrage d'une commission paritaire, soit permanente, soit constituée spécialement à l'occasion de chaque litige, d'après des listes préparées d'avance. Cette commission paritaire doit préparer en outre et même accomplir tout acte qui met en cause les intérêts ou le prestige de la presse entière. La commission paritaire va donc devenir une commission de coopération pour le travail com-

mun. La presse allemande en a fait l'application la plus complète et lui donne le nom « *Arbeitsgemeinschaft* ».

Dans le contrat anglais « *Un comité paritaire permanent composé de cinq représentants de chaque organisations sera constitué pour étudier toute question litigieuse provenant du présent accord ou tout grief d'un salarié ou d'un groupe de salariés, à condition qu'une déclaration relative à ce grief ait été adressée à l'employeur en cause, soit par les intéressés eux-mêmes, soit par un fonctionnaire de l'Union agissant en leur nom.* » Le contrat italien confère à cette commission paritaire le soin de tenir à jour le tableau où sont inscrits les noms de tous les journalistes qualifiés.

Quant à la commission mixte de la presse allemande que nous avons nommée plus haut, elle prévoit dans ses statuts, d'une façon très complète, l'objet de ses délibérations « *Représenter et améliorer les intérêts spirituels et culturels de la presse allemande; sauvegarder la dignité et le prestige de la presse et la situation sociale de ses membres; se défendre contre toute tentative par laquelle on essaierait de gêner la presse dans l'accomplissement de sa mission publique ou de restreindre son action (on aimerait connaître l'interprétation hitlérienne de cet alinéa); protéger contre toute exploitation soit le journaliste, soit le journal; demander le droit d'être consulté lorsque sont établis les projets de lois touchant aux intérêts communs des éditeurs et des journalistes.* » A l'intérieur de la profession, elle veille au bon recrutement du journalisme, elle étudie et règle des modalités du contrat de travail, institue des caisses de secours, organise le placement, établit des accords régionaux, fixe les salaires et les vacances, assure

la liberté de travail des journalistes dont le contrat a pris fin.

Elle comporte deux organes essentiels : un comité directeur composé de 7 représentants de chacune des organisations et du même nombre de suppléants et un Presidium élu parmi les membres du comité directeur à raison de 3 membres et de 3 suppléants par groupe. Les décisions du comité directeur sont prises par groupe, c'est-à-dire que les représentants des deux organisations votent séparément à égalité de voix la proposition est repoussée. A côté de la commission nationale de collaboration peuvent être constituées des commissions de districts dont les statuts et les décisions doivent être d'accord avec ceux de la commission nationale.

JUGEMENTS DES CONTESTATIONS. — Dès l'instant où les journalistes ont eu pour protéger leurs droits et régler leurs intérêts à l'égard de leurs employeurs des contrats spéciaux ou des dispositions législatives particulières ils ont affirmé que les juridictions ordinaires ne pouvaient assurer correctement l'exécution de ces dispositions ni juger parfaitement les contestations qui pouvaient s'élever à leur sujet. Ils ont préféré à peu près partout constituer eux-mêmes un accord avec les employeurs, des tribunaux d'arbitrage des journalistes qui, presque toujours, ont un caractère contractuel et dont l'autorité est assurée par un engagement pris dans le contrat lui-même.

« Tous les différends relatifs aux réclamations engendrées par les conditions de service relèvent à l'exclusion des lois judiciaires ordinaires du tribunal arbitral institué par l'Association des Editeurs de journaux allemands et l'Association de la Presse allemande du Reich et exclu-

sivement dans la mesure prévue par le règlement publié par ses associations sur le tribunal arbitral » (contrat allemand).

A ces tribunaux arbitraux peuvent être adjoints des organismes préalables de conciliation : « *Lorsque la maison d'édition et le rédacteur ne peuvent pas s'entendre sur les bases du présent accord, avant l'entrée en fonctions du tribunal arbitral prévu par les accords contractuels, une nouvelle commission de conciliation à créer (un plus un et un président neutre) doit s'efforcer de provoquer un accord entre les deux parties »* (contrat suisse).

La composition de ces tribunaux est mixte et composée en nombre égal de journalistes et d'éditeurs. Parfois le président est nommé par les Pouvoirs publics et alors pour assurer son impartialité on le choisira non dans l'ordre administratif, mais dans l'ordre judiciaire. Tous les litiges se rapportant aux conditions de travail doivent être portés devant un tribunal spécial. Ce tribunal est une institution permanente dans toutes les grandes villes où paraissent plusieurs journaux et sa continuité est assurée par le président nommé parmi les Juges de la ville, par le Ministre de la Justice pour trois ans. Les autres Juges de ce tribunal; 4 au moins, sont choisis pour chaque cas par les journalistes et les directeurs.

Le tribunal d'arbitrage est obligatoire et souverain quand il s'agit de questions de service : « *La décision de la Commission d'arbitrage est sans appel. Mais pour les différends se rapportant à des questions de biens particuliers, les parties peuvent s'adresser aux tribunaux ordinaires* » ; parfois existent des tribunaux locaux ou régionaux et un tribunal national constituant un double de-

gré de juridiction : dans ce cas, sous certaines conditions, appel peut être porté des premiers aux seconds.

Le système italien qui comprend des collèges locaux de prud'hommes et à l'échelon supérieur un collège fédéral, stipule : « *Les décisions des collèges locaux de prud'hommes devront toujours stipuler si elles ont été prises à l'unanimité ou à la majorité. Elles peuvent donner lieu à un appel devant le collège fédéral : 1° lorsque la demande aura pour objet une somme supérieure à 75.000 livres. 2° Quand le collège local ne se prononce pas à l'unanimité sur une question de principe relative à l'interprétation du contrat de travail journalistique. 3° Lorsque les deux parties décident de faire appel* ».

Le contrat allemand prévoit aussi cette possibilité : « Le tribunal supérieur d'arbitrage dont le siège est à Berlin, est compétent pour recevoir et juger les pourvois en appel contre les décisions des tribunaux d'arbitrage de district, lorsque la somme en discussion dépasse 200 marks. Et ce même contrat prévoit que les tribunaux ordinaires peuvent juger un recours contre la décision du tribunal arbitral, mais seulement pour vice de forme. « *C'est au tribunal de Première Instance de la Ville où siège le tribunal arbitral de district qu'il appartient de déclarer si les formes légales ont été respectées par ce tribunal. Pour les jugements de deuxième Instance ce rôle est attribué au Tribunal de Première Instance de Berlin* ».

Tout membre du tribunal arbitral peut être récusé s'il est en situation d'être soupçonné de partialité dans l'affaire en cause, si par exemple : « *Il est directement intéressé au cas en discussion ou s'il est parmi les témoins ou parmi les experts* » (contrat allemand).

Le contrat italien prévoit et réglemente la procédure devant le tribunal arbitral de la façon suivante : La partie qui veut s'adresser au tribunal d'arbitrage présente en double original et en autant de copies que le collège comporte de membres, une demande motivée accompagnée des pièces justificatives et éventuellement d'un exposé des faits. Le président du collège communique à la partie adverse le double de la demande. Celui-ci doit répondre à la communication du président dans les 15 jours et sa réponse doit être remise en double original et en autant de copies qu'il est prévu pour le demandeur avec les pièces justificatives et l'énoncé des divers points du procès. Les parties prennent connaissance des actes et des documents au siège du collège. Après le délai de 15 jours, donné au défendeur pour répondre, aucune demande, aucun mémoire n'est plus admis sauf sur autorisation ou réclamation du collège. Sur convocation du président le collège se réunit et délègue un de ses membres pour examiner la demande, les conclusions et les documents et présenter un rapport à une autre séance. Le collège admet ou repousse par décision spéciale non susceptible d'appel la possibilité de preuves orales. Au cas d'une décision positive admettant les preuves orales, les témoins sont invités à comparaître devant le collège sur convocation du président notifiée cinq jours à l'avance au moins, par lettre recommandée, qu'ils prêtent serment et signent le procès-verbal de leur déposition. Les frais de fonctionnement du tribunal arbitral sont assurées par des associations contractantes pour parties égales.

Le contrat suisse prévoit que l'exécution du jugement rendu est assuré par les associations elles-mêmes :

« La sentence arbitrale doit être assurée pour les deux parties. Son exécution est assurée par les deux organisations ».

Il faut signaler enfin en marge du tribunal arbitral proprement dit et qui est institué pour juger les litiges particuliers, le conseil chargé de l'interprétation générale des statuts et des contrats et qui rend des jugements sur les différends qui peuvent se produire entre les organisations.

Le contrat australien prévoit un tel organisme :
« Un conseil fédéral chargé de prévenir ou de régler les différends professionnels pendant la durée du présent accord doit être constitué et comprendre un nombre égal de représentants nommés respectivement par l'association des journalistes et les propriétaires des journaux. Il doit avoir exclusivement l'autorité et le pouvoir de s'occuper des questions relatives à l'interprétation du présent accord, de les trancher, et aussi de s'occuper des questions qui n'étant pas prévues par le présent accord peuvent pendant la durée de celui-ci être l'objet de litige entre l'association et les propriétaires ».

Pour terminer cette revue de droit comparé, nous allons étudier les principales dispositions du projet de loi portant institution d'un statut des journalistes professionnels proposé par l'Association professionnelle des Journalistes belges.

A) Bénéficiaires du statut. — Deux conditions sont requises : appartenir régulièrement à la rédaction d'un ou de plusieurs journaux quotidiens d'information ou une agence d'information; en recevoir des appointements fixes et tirer des exercices de la profession, à l'exclusion de

toute recette publicitaire directe ou indirecte, ses ressources uniques ou principales.

B) Exécution du Contrat de travail. — 1° Exécution de la part du journaliste : lors de l'engagement sont déterminés les travaux qui incombent au journaliste qui doit les exécuter au mieux des intérêts de son journal et conformément aux règles de la probité, de la dignité et de l'honneur professionnel. Aucune prestation ne pourra dépasser un maximum de 8 heures par jour, le maximum de toute prestation ininterrompue étant de 6 heures et les prestations totales devant être effectuées dans un laps de temps maximum de 48 heures. 2° Exécution du contrat de travail de la part des Directeurs de journaux. Cinq Commissions provinciales mixtes où siégeront en nombre égal les délégués des journalistes professionnels et ceux des employeurs sont instituées pour veiller à l'application de la présente loi, connaître des cas qui, en vertu de celle-ci leur seront soumis, et établir des traitements de base et des barèmes d'augmentation pour les diverses régions.

Ces Commissions sont présidées par les Présidents des Sections provinciales de l'Association générale de la Presse belge. Elles sont composées de 4 membres, 2 nommés par les organisations patronales et 2 par les organisations professionnelles de journalistes. Si une des parties ne désigne pas ses représentants, ils seront nommés d'office par les premiers Présidents de Cour d'Appel.

Les décisions des Commissions provinciales mixtes peuvent être frappées d'appel devant une Commission nationale d'appel présidée par le Président de l'Association générale de la Presse belge et composée de six mem-

bres : les décisions de cette Commission étant obligatoires et définitives.

Les traitements et salaires seront ainsi déterminées :

1° Le traitement mensuel minima de base est payé après un stage de deux ans et durant son stage le journaliste a droit à un traitement mensuel qui ne peut être inférieur à la moitié du traitement de base.

2° Tout rédacteur, chef de service, etc. bénéficie d'augmentation d'ancienneté en dehors des augmentations intercalaires de mérite dont est juge la Direction du journal quotidien.

3° Si un journaliste professionnel est malade, il a droit à l'intégralité de son traitement.

La situation quant aux congés et vacances est ainsi réglée :

1° Tout journaliste a droit à 1 jour de congé par semaine ou à 2 jours par quinzaine, si le service ne peut être organisé autrement.

2° Le journaliste a droit à un congé annuel minimum de trois semaines, à fixer de préférence entre le 1^r juin et le 1^{er} octobre. Si le journaliste n'a pas trois ans de fonctions, ce congé peut être réduit à quinze jours; s'il a plus de vingt ans de fonctions, ce congé est porté à un mois minimum.

C) Rupture du contrat de travail.

Les délais de préavis dépendent de l'ancienneté du rédacteur au journal. Ce préavis ne peut être inférieur à un mois; il est porté à trois mois si le journaliste travaille dans ce journal depuis un an ou s'il a travaillé dans d'autres journaux depuis un temps total d'au moins trois années; il est porté à six mois si le journaliste travaille dans le journal depuis plus de trois ans. La durée du préavis

sera réduite dans tous ces cas de moitié lorsque le préavis est donné par le journaliste.

Au-delà de cinq ans de fonctions, le journaliste congédié a droit à une indemnité égale à un mois d'appointement par année de fonctions; au-delà de cinq ans, le maximum de cette indemnité étant de douze mensualités et si la durée des fonctions excède vingt ans, l'indemnité dûe sera déterminée par les Commissions mixtes étudiées plus haut : toutes ces indemnités seront doublées pour les Chefs de service, les Secrétaires de rédaction, les Rédacteurs en chef et les Directeurs.

La clause de conscience est prévue en ces termes : *« La modification de la ligne politique, religieuse ou sociale du journal quotidien ou de l'agence d'information, telle qu'elle était consacrée au moment de l'engagement du journaliste, pourra être considérée par celui-ci comme une rupture dudit engagement, avec droit au préavis et indemnité de congédiement ».*

En cas de manquement grave aux devoirs professionnels de la part du journaliste, le journal ne sera tenu d'observer que la moitié de la durée des préavis.

D) Accidents, infirmités ou maladie. — Le propriétaire du journal quotidien ou de l'agence d'information est tenu de garantir le journaliste professionnel contre le préjudice résultant de tout accident, infirmité ou maladie survenue à l'occasion de l'exercice de sa profession. Le dol sera seul opposable à l'effet de cette garantie.

Tel est sommairement exposé ce projet intéressant et bien équilibré. Il n'est guère besoin de souligner que sur nombre de points il s'inspire de la loi française de mars 1935. Indiquons une supériorité dont nous avons réclamé l'introduction dans la législation française : les

appels des Commissions paritaires constituées pour la détermination des salaires minima sont portés devant une Commission nationale qui pourra ainsi créer une unité de jurisprudence.

Nous allons tirer de cette étude les conclusions suivantes :

1° Le droit comparé est comme on a pu s'en rendre compte extrêmement riche sur ce point. Le statut professionnel français de la loi du 30 mars 1935 s'est inspiré en beaucoup de points de dispositions en vigueur dans certains pays étrangers. Toutes les dispositions que comporte la loi française répondent à une institution identique ou sinon équivalente du droit professionnel des journalistes étrangers.

2° Mais il s'en faut de beaucoup que la loi française règle d'une manière aussi précise les conditions de travail des journalistes que la plupart des contrats étrangers dont nous avons sommairement analysé quelques dispositions. Tous ces contrats, contrat italien, contrat allemand, contrat anglais, contrat suisse, contrat australien, etc., réglementent d'une façon extrêmement minutieuse les diverses conditions de travail des journalistes et fixent dans le détail les divers avantages qui leur sont consentis. La loi française au contraire, en tant surtout qu'elle n'est qu'une loi, n'a pas eu la possibilité de consacrer des solutions aussi complètes et des dispositions aussi soignées. Notre loi est brève, incomplète, imparfaite parfois et il faudra certainement soit par des conventions collectives, soit par des amendements législatifs la modifier en bien des points.

3° Dans cette œuvre de perfectionnement de la loi, la

connaissance précise des solutions étrangères pourra rendre d'éminents services. La plupart des pays que nous avons cités ont sur cette matière une avance incontestable sur notre législation. Leur expérience nous sera profitable : voilà pourquoi parmi les solutions que nous offrait la pratique étrangère, nous avons signalé les plus typiques et les plus intéressantes.

CHAPITRE SEPTIEME

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES

Après avoir éprouvé les bienfaits de l'association professionnelle sur le plan national, il était naturel que les journalistes transportassent ce même souci sur le plan international. Ils y furent aidés par ce puissant mouvement de coopération intellectuelle qui s'accrut au lendemain de la guerre et qui semble, hélas, par la volonté systématique de certains peuples, en si forte régression.

En 1926, sur des initiatives françaises, fut créée la Fédération internationale des journalistes qui, en dehors de toute conception politique ou philosophique, se donnait pour mission de défendre, vis-à-vis des gouvernements, les intérêts professionnels supérieurs des journalistes : intérêts matériels tout d'abord (conquête d'avantages divers, de facilités professionnelles), intérêts moraux ensuite (défense stricte de la liberté de la presse et de l'honneur des journalistes).

Cette institution si vivante et qui a déjà donné des résultats appréciables mérite une étude attentive en tant qu'elle montre ce que peut donner une coopération intellectuelle franche et loyale : si elle semble aujourd'hui atteinte par la crise de la liberté de la presse, il faut espé-

rer que ce ne sera que passager et qu'elle pourra reprendre bientôt le grand rôle qu'elle est appelée à jouer, car tout se tient, liberté de la presse, démocratie, paix : les dirigeants de la F. I. J. l'ont sans cesse marqué et ceci demeure à leur plus grand honneur.

SECTION I.

DÉFINITION DE LA F. I. J. — AFFILIATION. RADIATION.

La F. I. J. est composée des associations, unions et syndicats de journalistes professionnels, dont les membres sont des journalistes attachés à la rédaction de journaux ou d'agences d'information et faisant du journalisme leur profession principale. Ces associations doivent être constituées pour la défense des droits et des intérêts professionnels et l'amélioration de la condition des journalistes dans les divers pays. Ces associations, composées uniquement de professionnels réunis dans un but d'ordre professionnel, prennent le nom d'associations fédérées¹.

A côté de ces associations, la Fédération reçoit l'adhésion d'associations ayant un caractère international et notamment les associations de presse étrangère qui répondent aux mêmes conditions que les associations fédérées. Ces associations participent aux travaux ayant pour but l'intérêt professionnel, mais elles ne participent pas à la gestion de la Fédération. Elles constituent des associations adhérentes.

AFFILIATIONS. — Toutes les associations présentant les caractères énoncés ci-dessus et poursuivant les

(1) Cette étude a été faite principalement d'après les statuts de la F. I. S.

buts énumérés par la F. I. J. peuvent obtenir l'affiliation.

Si lors de la demande d'affiliation une protestation était émise de la part d'une association fédérée, l'organisation qui a demandé son affiliation ne serait admise dans la Fédération qu'à titre de stagiaire et l'affiliation définitive ne pourrait être prononcée que par le premier Congrès siégeant au plus tôt trois mois après la demande d'affiliation. Car c'est le Congrès qui a le dernier mot en matière de conflit relatif à l'affiliation.

RADIATIONS. — Toute association affiliée à la F. I. J. qui agirait en contradiction avec les Statuts ou violerait les résolutions du Comité exécutif et du Congrès, qui resterait sans autorisation plus de six mois en retard dans le paiement de sa cotisation ou qui se rendrait coupable d'actes susceptibles de nuire gravement aux intérêts de la F. I. J., pourrait se voir radiée en vertu d'une résolution du Comité exécutif prise à la majorité des deux tiers des voix. Cependant, l'organisation radiée conserve le droit d'appel devant le prochain Congrès, appel qui n'a pas d'effet suspensif. A remarquer que pour délibérer valablement, le Comité exécutif et le Congrès doivent réunir au moins le tiers de leurs membres.

COTISATIONS. — Elles sont fixées annuellement par chaque Congrès pour chaque groupement adhérent. Il est tenu compte, dans la fixation du montant de la cotisation, du cours des changes et du prix de la vie dans les différents pays, afin d'imposer aux diverses associations un sacrifice équitablement proportionné. Chaque groupement paie proportionnellement du reste au nombre de ses membres. Les groupements adhérent au cours d'une année paient une quote-part de la cotisation proportionnelle

au temps à courir sur l'exercice. Pour couvrir certaines dépenses urgentes, le comité exécutif peut lever des contributions extraordinaires sous réserve de l'approbation du Congrès.

SECTION II.

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA F. I. J.

Les organes de la F. I. J. sont multiples : on peut citer le secrétariat, le bureau, le Comité exécutif, le Congrès et la Commission financière de contrôle. Etudions brièvement et d'après les Statuts chacun de ces organes.

SECRETARIAT. — Le secrétariat est dirigé par un secrétaire général élu pour quatre ans par le Comité exécutif parmi les membres de ce comité ou en dehors d'eux et rééligible. Un secrétaire général adjoint peut être ajouté sur sa proposition : il est également nommé par le Comité exécutif pour quatre ans. Le secrétariat siège en permanence.

BUREAU. — Le bureau se compose du Président d'honneur-Fondateur, des deux Vice-Présidents, du Trésorier, et du Secrétaire général. Les organisations affiliées peuvent désigner un représentant pour suivre les travaux du bureau avec voix consultative. Le bureau peut, s'il l'estime nécessaire, convoquer des experts. Il se réunit dans la ville où réside le Président, qui peut cependant, sur l'avis du bureau, décider de le convoquer en un autre lieu.

Son rôle est de veiller à l'application des mesures prises par le Comité exécutif dans le cadre strict des dé-

cisions de ce dernier. Il rédige l'ordre du jour du Comité exécutif, en tenant compte des directives de ce dernier et des propositions émanant des organisations fédérées.

COMITE EXECUTIF. — Il est composé de deux membres par organisation. Il se réunit au moins tous les six mois sous la Présidence du Président en exercice. Chaque organisation désigne un délégué suppléant. Il est renouvelé par moitié tous les deux ans, chaque organisation renouvelant un de ses délégués et pouvant le réélire.

Il élit dans la séance suivant le Congrès son bureau, exception faite du Président qui est nommé par le Congrès. Ce bureau se compose de deux Vice-Présidents, de Secrétaires-adjoints en nombre variable et d'un trésorier général nommé pour deux ans, d'un secrétaire général, et s'il y a lieu d'un secrétaire général adjoint nommé pour quatre ans.

Entre deux Congrès, il a pleins pouvoirs pour prendre les résolutions nécessitées par des considérations d'urgence. Il doit rendre compte de ses décisions au plus prochain congrès.

LE CONGRES. — Le Congrès se réunit au moins tous les deux ans. Des Congrès extraordinaires sont possibles à la demande du Comité exécutif statuant à la majorité des deux tiers des voix.

Le Congrès se compose des représentants des organisations fédérées et adhérentes. Les premières ont droit par nation représentée à deux voix, plus une voix par cinq cents membres ou fraction de cinq cents égale au moins à cent. Aucun pays ne pourra, en tout cas, compter plus de huit voix. Les organisations adhérentes n'ont droit chacune qu'à une voix. (On considère comme effec-

tif le nombre des membres déclarés à la F. I. J. et qui a servi de base à l'établissement de la cotisation pour l'année en cours). Si une contestation s'élève entre plusieurs organisations appartenant au même pays quant à la répartition des voix, le Congrès a qualité pour en décider immédiatement.

Le Congrès nomme le Président de la F. I. J. parmi les délégués du Pays où se tiendra le Congrès suivant, sauf exception sanctionnée par les deux tiers des membres présents au Congrès.

Le Congrès a compétence pour : 1°) discuter et approuver le rapport du secrétariat, 2°) modifier les statuts sur la proposition du Comité exécutif (les propositions de modification aux statuts doivent parvenir au Comité exécutif trois mois au moins avant le Congrès et elles ne sont présentées à ce congrès que si elles ont recueilli au moins les deux tiers des voix du Comité exécutif), 3°) sanctionner la désignation des membres du Comité exécutif; 4°) désigner le lieu du Congrès suivant.

Les résolutions sont adoptées à la simple majorité des voix, la dissolution et la transformation de la F. I. J., les modifications aux statuts ne pouvant être adoptées qu'aux deux tiers des voix exprimées. Pour délibérer valablement, le Comité exécutif aussi bien que le Congrès doit réunir au moins le tiers des membres.

SECTION III.

BUTS ET DEVOIRS DE LA FÉDÉRATION.

L'objet de la F. I. J. est de développer sur le terrain international l'activité des organisations professionnelles.

Les buts qu'elle se propose dans ses Statuts peuvent être groupés sous les quatre chefs suivants :

1° DÉFENSE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE. — La F. I. J. se propose la sauvegarde, par tous les moyens, de la liberté de la presse et du journalisme qu'elle s'efforcera de faire garantir par des lois. A cet effet, la constitution d'une personnalité morale capable d'intervenir avec autorité toutes les fois qu'une atteinte serait portée aux droits, aux libertés ou à la personne d'un journaliste par un gouvernement, une organisation ou des particuliers, sera susceptible de rendre les services les plus éminents.

2° DÉFENSE PROFESSIONNELLE. — La F. I. J. se propose l'élaboration, la conservation et la publication de tout document statistique ou autre propre à aider l'action de défense professionnelle. Elle se propose de veiller au règlement des questions professionnelles dans lesquelles l'absence de jurisprudence ou d'usage établi peut être préjudiciable au journaliste.

3° ETUDE DES CONDITIONS DU TRAVAIL, ET ÉLABORATION DE PROJETS DE CONTRATS. — La F. I. J. se propose l'étude des formules pouvant aboutir à l'institution de contrats-types de travail individuels ou collectifs; la propagande en vue de la diffusion de ces formules; la surveillance générale de l'application de ces contrats partout où ils auront été acceptés; elle veut étudier les meilleures méthodes d'assistance et de prévoyance applicables à la profession et leur mise en œuvre au profit des associations qui voudraient les utiliser. Elle veut étudier enfin l'extension aux journalistes de tous les pays des avantages et des droits conquis par une association nationale.

4° PRESTIGE DE LA PROFESSION. — Elle se réserve enfin de prendre toute initiative tendant à accroître à travers le monde le prestige et le rôle social de la profession et notamment de se tenir en contact avec toutes les organisations internationales susceptibles de lui apporter un concours efficace.

En adhérant à la Fédération, toute association reconnaît implicitement les principes de l'organisation syndicale qui sont essentiellement l'établissement d'un contrat de travail, la détermination du minimum de salaires, et la reconnaissance d'une procédure de conciliation pour tout litige né entre un rédacteur et le journal où il collabore et elle s'engage à y conformer son activité.

Le seul énoncé de ces buts suffit à marquer le caractère multiple de l'activité de la F. I. J. Signalons simplement les difficultés qu'a fait naître pour la Fédération le contenu du premier but énoncé : défendre la liberté de la presse par tous les moyens, car ainsi s'est trouvée posée la question de savoir si la Fédération pouvait continuer à collaborer avec les organisations des pays méconnaissant cette liberté.

SECTION IV.

RÉALISATIONS PRATIQUES DE LA F. I. J. ¹.

Il faut maintenant que nous connaissions les buts théoriques de la F. I. J., les confronter avec l'œuvre accomplie pour voir si la Fédération a été à la hauteur de la tâche qu'elle s'était imposée.

(1) Nous avons utilisé largement dans cette section, les remarquables rapports de M. VALOT aux Congrès de la F. I. S.

Quelles ont donc été les réalisations pratiques de la F. I. J. ?

1°) EFFORTS DE DOCUMENTATION. — Le premier effort de la Fédération Internationale a été tout naturellement de réunir, de traduire et de classer tous les documents relatifs aux conditions de travail et de vie des journalistes dans les différents pays.

De ce travail ont été tirés deux publications : une première où les textes furent intégralement reproduits et accompagnés d'un index méthodique et analytique; une seconde, où, la matière étant la même, chaque question faisait l'objet d'une étude théorique, suivie de l'énumération des solutions apportées dans les différents pays : l'intitulé en était : « *Les conditions de travail des journalistes d'après leurs contrats collectifs* », et dans la mesure du possible les garanties souhaitables et non encore acquises étaient indiquées.

Ce travail devait porter ses fruits presque immédiatement. En renseignant les journalistes sur la situation de leurs collègues étrangers, il leur donnait les moyens, lors des discussions avec les organisations patronales, d'opposer des textes certains et précis; quant à ceux qui n'avaient pas encore de contrat, ils devinrent plus forts pour entreprendre et poursuivre les négociations : la publication de ces cahiers rendit ainsi les plus grands services aux journalistes français alors en lutte pour obtenir la conclusion d'un contrat collectif.

De même, les Belges, les Espagnols profitèrent de cet effort de documentation pour améliorer les conditions de vie et les Autrichiens, les Australiens, lors du renouvellement de leurs contrats collectifs, se servirent de cette

étude de droit comparé pour sauvegarder et même améliorer les conquêtes antérieures menacées.

2°) CRÉATION D'UNE CARTE INTERNATIONALE.

C'est la conférence des experts de presse, convoquée par la Société des Nations en 1927 et à laquelle la F. I. J. fut représentée par trois délégués qui signala la possibilité d'améliorer les conditions de travail des journalistes hors de leur pays d'origine par la création d'une carte d'identité internationale destinée à leur assurer l'aide efficace des journalistes des pays où ils seraient de passage.

On s'orienta d'abord vers la conception de la carte-passeport, destinée à accorder des facilités particulières pour franchir les frontières. Mais il apparut bien vite que les Etats ne laisseraient pas porter atteinte à leurs droits souverains de police.

On essaya alors d'attacher à la possession de la carte internationale des avantages matériels (réduction dans les hôtels). La Fédération Internationale des Hôteliers semblait disposée à accorder des avantages, mais le Comité Exécutif d'Anvers, prenant connaissance de ces négociations estima qu'il y avait dans cette recherche des avantages matériels quelque chose d'un peu humiliant pour la profession : les conversations furent interrompues.

C'est alors que l'on mit sur pied la carte internationale en se basant sur le terrain professionnel strict et en ne tenant compte que des moyens propres des journalistes. En se servant de la solidarité corporative, en la réservant et en l'assurant à ceux-là seuls qui y avaient un droit certain, on valorisait la carte internationale en donnant aux porteurs un privilège efficace.

Comme on l'a écrit ¹ « un journaliste anglais se trouve à l'improviste chargé d'une mission de reportage en Tchécoslovaquie par exemple. Il ne connaît personne dans ce pays, il n'en sait pas la langue, il n'a nulle pratique des administrations auxquelles il devra s'adresser pour obtenir les autorisations et les facilités nécessaires; il sait d'avance qu'il perdra plusieurs journées à s'orienter, à chercher des concours bénévoles et rémunérés dont il ne sera pas capable d'apprécier le degré de confiance qu'ils méritent; peut-être échouera-t-il dans sa mission; certainement, du moins, y consacrera-t-il plus de temps et d'argent qu'il ne serait nécessaire ».

Supposons au contraire qu'il possède la carte internationale. Il écrira au Syndicat Tchécoslovaque, lui indiquant sa venue et le but de sa mission : le Syndicat lui procurera les autorisations nécessaires, les rendez-vous, les interviews, un interprète de confiance, etc. Sa mission en sera hautement facilitée car si rien n'est aussi agréable à recevoir que cette aide réciproque, rien non plus n'est aussi efficace, cette aide étant fournie par des journalistes professionnels qui savent exactement quels sont les besoins d'un journaliste en mission et disposent d'autre part de relations nombreuses et d'une grande autorité.

D'autre part, la carte ainsi entendue sauvegarde l'indépendance du journaliste, garantit son amour-propre, accroît ses relations internationales et contribue à donner à la profession une grande cohésion en développant l'esprit de solidarité corporative sur le plan international : en ce sens, l'expérience de la carte internationale a été absolument concluante.

(1) VALOT in Rapport cité.

3°) CONQUÊTES D'AVANTAGES MATÉRIELS DIVERS.

Il faut signaler que la Fédération s'est efforcée d'acquiescer pour ses membres ce qu'il est convenu d'appeler « *les facilités professionnelles* » dont la plus appréciée comme la plus importante est celle de recevoir des services de transports aériens, maritimes ou ferroviaires des permis de circulation soit permanents, soit particuliers à un voyage, soit gratuits, soit assurant seulement une réduction sur les tarifs.

Sans entrer dans les détails, il faut signaler l'inégalité des régimes existant dans les divers pays d'Europe : dans certains pays où les chemins de fer sont propriété de l'Etat, les facilités professionnelles sont accordées d'une façon très large : dans d'autres pays, où les transports sont concédés à des compagnies privées, elles ne sont accordées que très difficilement et enfin, dans d'autres pays encore, ce genre de facilités est absolument inconnu.

La F. I. J. a réussi à faire inscrire dans les résolutions adoptées à la suite de la conférence des experts de presse de 1927, le principe de l'extension aux journalistes étrangers des bénéfices accordés aux journalistes nationaux, et aussi celui de l'octroi de facilités dans la mesure la plus large aux journalistes « *appelés à voyager pour représenter leurs confrères dans les assemblées où doivent être étudiées les questions intéressant les conditions d'exercice de leur profession* » et cela « *sous le contrôle des organisations nationales et internationales* ».

4°) SOLUTIONS DES LITIGES INTERNATIONAUX.

Il s'agit ici de la défense des intérêts et des droits du journaliste à l'égard d'employeurs d'une autre nationalité que lui-même ou, généralement, de la défense des droits

ou intérêts professionnels qu'il peut avoir sur un autre territoire que celui où il est né. Un correspondant résidant à l'étranger peut, à la suite d'une quelconque circonstance être amené à engager ou à subir un procès pour lequel sa qualité d'étranger peut lui causer des désagréments : la F. I. J. peut alors l'aider d'une manière efficace.

Mais le cas le plus intéressant est celui où un journaliste ne peut, à cause de l'éloignement ou de la différence de législation, obtenir la réalisation des engagements pris à son égard par un directeur de journal : la F. I. J., dans ce cas, a employé la méthode suivante; aussitôt que saisie par l'organisation nationale du plaignant, elle constitue le dossier, le fait compléter par l'intéressé, le soumet à ses conseils juridiques et le transmet avec les consultations et renseignements utiles à l'association du pays sur le territoire duquel l'affaire est susceptible d'être appelée devant les Tribunaux.

Cette association, à son tour, procède à une enquête dont elle communique les résultats; elle renseigne sur la solvabilité du débiteur, les chances d'une satisfaction à l'amiable : l'intéressé ainsi renseigné décide de poursuivre ou non.

Il est facile d'apprécier l'intérêt très étendu et les services considérables qu'une telle institution peut présenter pour les journalistes, à mesure que se développe l'exercice international de la profession (travail fait pour un journal ou revue de nationalité étrangère à celle du journaliste). Il est difficile, lorsqu'on reçoit des propositions pour une telle collaboration de se renseigner exactement sur la solvabilité de l'offrant, le caractère sérieux de l'organe : il est surtout parfois délicat de déceler les pièges que peut comporter un contrat rédigé en langue étran-

gère, qui sera le cas échéant interprété d'après une jurisprudence et une législation étrangère; dans ce cas, la F. I. J. consultée peut rendre les plus immédiats et les plus importants services.

En tout cas et pour le moment ce service du contentieux international assure à un journaliste la garantie que s'il a collaboré à un journal hors de son pays et que ce journal ne le paie pas, il n'aura qu'à signaler le fait aux organisations intéressées pour obtenir satisfaction le plus tôt possible.

5°) COOPÉRATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES.

La F. I. J. dès la création, afin d'accroître le prestige et le rôle social de la profession à travers le monde, s'est préoccupé « *de se tenir en contact avec les organisations susceptibles de lui apporter un concours efficace* » et par là, il faut avoir en vue les grandes organisations internationales nées du Traité de Paix et qui se groupent autour de la Société des Nations : le secrétariat et ses diverses commissions, le Bureau International du Travail, l'Institut international de Coopération intellectuelle.

L'Assemblée constitutive s'est tenue à l'Institut international de Coopération intellectuelle où la Fédération a son siège social et ses bureaux. La première assemblée générale s'est tenue à Genève au B. I. T. et dès 1927 la F. I. J. était invitée à participer à la Conférence des Experts de presse.

Dans le domaine de l'élaboration de la documentation relative aux conditions de travail des journalistes, et de la création de la carte internationale, la collaboration

a été très poussée avec le Secrétariat de la S. D. N. et avec le B. I. T. : les résultats en ont été des plus heureux.

Enfin, la F. I. J. s'est efforcée de prendre contact avec les autres grandes associations professionnelles internationales et plus particulièrement celles des intellectuels avec laquelle elle aura le plus tôt à coordonner son action (Fédération internationale des Syndicats d'instituteurs, Bureau International des Professeurs d'enseignement secondaire, Fédération internationale des Fonctionnaires, Confédération internationale des Travailleurs intellectuels).

6°) ETUDE DES INSTITUTIONS D'ASSISTANCE.

Les Statuts recommandaient « *l'examen des meilleures méthodes d'assistance et de prévoyance applicables à la profession et leur mise en service au profit des organisations qui voudraient s'en pourvoir* ».

L'action de la F. I. J. sur ce point a été un effort de documentation et d'autre part elle a mis à l'étude le problème de l'institution d'assurances sur la vie, l'invalidité et les accidents, étude entreprise avec le concours d'une grande compagnie suisse d'assurances.

D'autre part, la F. I. J. a pensé dès ses débuts à la possibilité de créer une caisse de contre-assurance internationale qui donnerait à toutes les caisses nationales des retraites une garantie certaine contre le retour de cataclysmes financiers, par dévalorisation de la monnaie nationale ou autrement, comme en ont connu, il y a une dizaine d'années, certains grands pays où les caisses de retraites et de secours paraissaient pour toujours à l'abri de toute atteinte : ainsi la solidarité internationale des

journalistes garantirait les camarades de tous les pays contre la mauvaise chance d'être un jour assaillis par la misère.

7°) La F. I. J. s'est préoccupée d'étudier les TRANSFORMATIONS DE LA PROFESSION qui peuvent se produire; ces transformations ayant été envisagées d'avance, toutes les dispositions seront prises pour que le journaliste n'en soit pas la victime mais le bénéficiaire.

8°) Enfin, la F. I. J. s'est préoccupée d'affirmer sa conscience internationale, sa volonté de faire sa police elle-même dans ses rangs, mais aussi de protéger ses membres injustement accusés hors de leur pays d'avoir marqué à l'honneur professionnel.

Dans ce but, a été créé le TRIBUNAL D'HONNEUR des journalistes, dont les Statuts préparés par le Dr. H. Aentrschel ont été approuvés au Congrès de Berlin de 1930.

Cette institution nous apparaît comme tellement importante et tellement originale que nous voulons lui consacrer dans cette étude une section particulière.

SECTION V.

LE TRIBUNAL D'HONNEUR INTERNATIONAL DES JOURNALISTES.

Le Tribunal d'Honneur international de la F. I. J. a été créé pour trancher tous les différends touchant à l'honneur qui se produisent entre journalistes des différentes nationalités ou entre un journaliste et un non journaliste de différentes nationalités. Le Tribunal est incompétent lorsque les litiges s'élèvent entre personnes de même nationalité.

Aucune instance ne doit être engagée par la partie en

cause devant les Tribunaux ordinaires tant que le Tribunal d'honneur ne s'est pas définitivement prononcé sur un cas qui lui a été soumis, exception faite des instances ayant pour but de sauvegarder des droits vis-à-vis desquels il existe des délais de prescription.

A) LIEU DE RÉUNION DU TRIBUNAL. Le Tribunal se réunit dans les villes où siège le Comité exécutif et à la faveur des séances de celui-ci. Cependant si une affaire présentant un caractère d'urgence exigeait une réunion immédiate, il se réunirait alors suivant le besoin et en ce cas suivant le principe classique de procédure, siégerait dans la capitale de l'Etat où le plaignant a son domicile ou sa résidence régulière. Les conventions des parties peuvent s'écarter de cette règle à condition qu'elles aient été présentées par écrit au Président avant la date d'ouverture fixée pour la procédure verbale.

B) COMPOSITION DU TRIBUNAL D'HONNEUR. Le Tribunal se compose du Président, d'un Président suppléant, de deux Juges permanents, de deux Juges non-permanents et de quatre Juges suppléants. Le Président, le Président suppléant et les Juges permanents et leurs suppléants sont nommés toutes les années par le Comité exécutif de la F. I. J. Les Juges doivent être des journalistes professionnels, sauf le Président et son suppléant qui, autant que possible, doivent avoir une formation juridique et sont désignés sur la proposition de la Commission juridique parmi les personnalités de réputation internationale (le premier qui ait présidé le Tribunal d'Honneur des Journalistes a été le célèbre jurisconsulte international, M. B. C. J. LODER, ancien Président de la Cour Internationale de Justice de la Haye).

Tous ces membres sont nommés pour un an et leurs fonctions sont automatiquement prolongées, si le choix des remplaçants n'a pas eu lieu à l'époque prévue, jusqu'au moment où le comité exécutif désigne leurs successeurs.

Les membres non permanents sont désignés pour chaque cas par le Président du Tribunal, sur une liste préalablement établie par le Comité exécutif, sur présentation des organisations nationales, étant entendu que ces Juges ne pourront être choisis dans les Etats auxquels les parties appartiennent.

C) MINISTÈRE PUBLIC. Il est désigné chaque année par le Comité Exécutif un ministère public et deux suppléants qui rempliront auprès du Tribunal d'Honneur les fonctions des Ministères publics auprès des organismes judiciaires. Il faut noter que ce Tribunal ne peut être saisi que des plaintes ayant rapport à des actes de journaliste touchant les affaires internationales. Ces plaintes doivent être déposées en les mains du Bureau de la F. I. J.

D) FONCTIONNEMENT DU TRIBUNAL. Le Tribunal ne peut se prononcer que lorsque le Président ou son suppléant et deux membres parmi lesquels un Juge permanent sont présents.

Le Président ou son suppléant, une semaine au plus tard après s'être saisi d'une plainte, fait connaître aux parties l'introduction d'une instance et leur annonce éventuellement la date et le lieu de l'ouverture des débats. Il leur fait tenir en même temps les noms des Juges et de leurs suppléants et leur fait connaître la possibilité de récuser, dans les deux semaines, un membre du Tribunal pour partialité.

Ce droit de récusation ne peut être exercé qu'une fois et peut viser plusieurs membres du Tribunal. La demande ne peut être basée que sur des faits prouvant que le Juge signalé, par suite de rapports personnels avec le cas où l'une des parties ne possède pas l'indépendance ou l'impartialité nécessaire. Toute demande basée sur un autre motif est irrecevable.

La demande de récusation est portée à la connaissance de la personne visée : si celle-ci déclare le motif légitime, la demande doit être acceptée. Au cas contraire, le Tribunal se prononce sur la demande, hors de la présence du juge en cause et par une décision sans appel.

Tout parent d'une des parties ou toute personne alliée à l'une d'elles, ou personnellement intéressée à la solution du litige ne peut siéger dans l'affaire, sa récusation étant de droit.

Les débats ne peuvent s'ouvrir à une date inférieure à quatre semaines après le dépôt de la plainte ni avant la fin d'une instance en récusation. L'inculpé peut déposer une réponse qui doit parvenir au Président du Tribunal deux semaines avant la date de l'audience. Sur demande, l'accusé et son défenseur ainsi que le Ministre public doivent se voir communiquer les pièces du dossier.

Tous les membres du Tribunal sont tenus, sur leur honneur, au silence le plus complet sur la marche de l'instance et les faits et les documents dont ils ont pris connaissance, de même les parties, les témoins et tous ceux qui ont été officiellement mêlés à l'instance doivent s'engager sur l'honneur, avant la première audience et sur l'invitation du Président, à garder le même silence.

Le vote ne figure au procès-verbal que par son résul-

tat, sans que l'on mentionne le fait que la décision a été prise à l'unanimité ou à la majorité.

E) MARCHE DE L'INSTANCE. Le jugement est précédé de débats oraux qui sont préparés à l'aide de dépositions faites par les parties et les témoins par voie rogatoire, par la remise des documents, de rapports d'experts et autres procédures écrites. Pour les témoins et les experts qui ne résident pas au siège du Tribunal, leurs dépositions doivent dans la mesure du possible, être faites au lieu de leur résidence devant le Tribunal ou un membre du Tribunal, ou devant une personne désignée par le Tribunal à cet effet. Les organisations adhérentes devront mettre tout en œuvre pour faciliter sur ce point la tâche du Tribunal.

La possibilité d'un jugement par défaut est prévue : le Tribunal peut en effet délibérer et se prononcer lorsque les parties invitées à se présenter à une date fixée n'ont pas comparu elles-mêmes ou ne se sont pas fait représenter par leurs défenseurs, auquel cas elles doivent fournir une excuse acceptable. Avec le consentement écrit des parties, le Tribunal peut se prononcer sans débats oraux et uniquement à la suite d'une procédure écrite.

Chacune des parties en présence, le Président et les organes de la F. I. J., les organisations adhérentes à la Fédération peuvent demander l'ouverture d'une instance : le requérant a le droit de se porter partie civile et il en a les prérogatives. Les personnes n'appartenant pas à une organisation affiliée à la F. I. J. peuvent porter plainte à condition de s'engager par écrit et sans condition à accepter le jugement qui sera rendu conformément aux règles du Tribunal et à supporter, au cas de jugement défavorable à leur cause, les frais mis à leur charge.

Les parties peuvent se faire assister par un défenseur ou se faire représenter par lui, sauf dans le cas de débats oraux, lorsque le Tribunal a décidé qu'elles devaient comparaître en personne.

Il faut signaler qu'une tentative de conciliation est prévue avant l'ouverture de la procédure, tentative menée par le Président ou un membre du Tribunal désigné dans ce but; la tentative est considérée comme ayant échoué lorsque ni les parties ni leurs défenseurs ne se sont présentés, ou lorsque les parties prévenues qu'elles devaient comparaître en personne ne se sont pas présentées, ou lorsque, à la suite de la séance de conciliation, le Président déclare que la tentative a échoué.

Enfin, en cas de non conciliation, le Président désigne sur la liste des Juges permanents un rapporteur qui aura pour mission d'entendre les parties, de recueillir les témoignages, d'ordonner les expertises et de faire un rapport qu'il remettra au Président et au Ministère public. Sur l'avis conforme du Ministère public et du rapporteur, le Président pourra décider qu'il n'y a pas lieu de continuer les poursuites. Signalons enfin pour terminer que les plaintes se rapportant à des faits remontant à plus de dix mois ne sont pas recevables dans le cas où ces faits ont été connus du plaignant pendant le même temps.

F) JUGEMENT. Le Tribunal rend ses arrêts à la majorité simple des voix : au cas de partage égal des voix, la voix du Président est prépondérante. Un arrêt affirmatif de culpabilité exige une majorité d'au moins les trois cinquièmes des voix, aucune abstention dans ce cas n'étant tolérée.

Après s'être prononcée affirmativement sur la culpa-

bilité, le Tribunal peut prendre l'une des sanctions suivantes : 1°) avertissement, 2°) réprimande, 3°) déclaration que le coupable est indigne d'exercer la profession de journaliste, ce qui entraîne une recommandation à l'association intéressée d'exclure de son sein le journaliste coupable.

G.) VOIE DE RECOURS. Le jugement communiqué aux parties et aux organisations de journalistes auxquelles elles appartiennent est sans appel pour elles. Par contre, le Ministère Public, l'organisation professionnelle du pays auquel appartient l'une des parties, ont le droit, dans les six semaines de la communication du jugement, d'interjeter appel devant le Comité exécutif de la F. I. J.

La demande est adressée au secrétaire général de la F. I. J. Le Comité Exécutif peut se prononcer lui-même ou charger une commission qu'il choisit parmi ses membres de se prononcer sur la question. La décision est prise sous la Présidence du Président de la F. I. J., le Secrétaire général faisant fonction de rapporteur.

Le Comité exécutif juge uniquement sur les faits tels qu'ils ont été établis par le Tribunal d'Honneur. S'il apparaissait, au cours des débats, que ces faits sont gravement inexacts sur des points essentiels ou s'il s'était produit des faits nouveaux pouvant motiver une décision nouvelle, le Comité renvoie l'affaire au Tribunal d'Honneur pour que les débats soient rouverts. Dans tous les autres cas, le Comité se prononce à la majorité par une décision sans appel.

Il existe enfin une possibilité de révision : si après la mise à exécution du jugement, des faits nouveaux apparaissent ou si l'on se rend compte que le jugement est vi-

cié par une grave erreur de procédure, une demande peut être faite au Tribunal, qui se prononce après discussion écrite.

H) PUBLICATION DU JUGEMENT. Le jugement est consigné par écrit et porté à la signature de tous les membres du Tribunal, même de ceux qui ont voté contre. Toutes les décisions du Tribunal touchant à une question de principe doivent être publiées in extenso ou sous forme d'extraits dans le Bulletin de la F. I. J. par les soins du Président du Tribunal.

I) FRAIS DE PROCÉDURE. Les fonctions de membre du Tribunal ne sont pas rétribuées. Les frais de procédure sont supportées par la F. I. J. La partie contre laquelle la sentence est prononcée doit les rembourser à la F. I. J. dans la limite des sommes que le Tribunal la condamne à verser.

Afin de s'assurer que les frais seront ainsi remboursés, le Tribunal peut demander au plaignant de fournir avant l'ouverture de la procédure un cautionnement destiné à couvrir les frais de celle-ci. La même exigence peut être imposée à l'accusé s'il déposait des conclusions qui entraîneraient des dépenses importantes. Le Tribunal doit régulièrement faire usage de ce droit lorsqu'il s'agit de non journalistes ou de journalistes n'appartenant pas à une association affiliée à la F. I. J.

J) CONSERVATION DES DOCUMENTS. Les débats oraux, les interrogatoires et les dépositions des témoins font l'objet d'un procès-verbal dont le rédacteur est nommé par la personne qui dirige les débats et l'interrogatoire. Tous les documents sont remis après la procédure au secrétaire général qui les classe et les conserve dans les archives.

SECTION VI.

LA F. I. J. ET LA CRISE PRÉSENTE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE ¹.

La liberté de la presse est, comme chacun sait, pratiquement supprimée dans de nombreux pays d'Europe et menacée dans d'autres pays plus nombreux encore. Or, ses Statuts faisaient à la F. I. J. l'obligation de lutter pour sauvegarder la liberté de la presse sous toutes ses formes, la dignité des journalistes et d'agir auprès des gouvernements pour atteindre ce but.

La question devait donc se poser de savoir si la F. I. J. devait continuer sa collaboration avec les journalistes des pays qui ont supprimé la liberté de la presse ?

M. Stephen Valot, dans son rapport au Congrès de Berne de 1936, rapport consacré à la liberté de la presse dans les divers pays, a distingué trois groupes de pays.

1°) *Ceux où la liberté de la presse reste entière, bien que les journalistes doivent s'y montrer vigilants pour la défense de leurs droits essentiels : Angleterre, Etats Scandinaves, Pays-Bas, France, Finlande, Suisse, Belgique, Etats-Unis d'Amérique ;*

2°) *ceux où la liberté de la presse n'est plus entière, par suite de mesures restrictives édictées par les Constitutions, lois, décrets, arrêtés ou mesures administratives sous forme soit de censure directe, soit d'autres entraves indirectes, mais dans lesquels les journalistes restent attachés au principe de la liberté de la presse et subissent impatiemment les lois d'exception tout en s'efforçant de reconquérir un régime de complète liberté : Pays baltes, Po-*

(1) D'après les travaux du Congrès de Berne 1936.

logne, Tchécoslovaquie, Autriche, Hongrie, Roumanie, Yougoslavie, Bulgarie, Grèce, etc.

3°) *Les pays ayant un régime politique totalitaire et des « conceptions particulières en matière de régime de presse » : l'Italie, l'Allemagne, l'U. R. S. S.*

L'évolution s'arrêtera-t-elle ? M. Valot a posé la question de savoir si « au cas où la situation deviendrait telle que la liberté de la presse ne serait plus en Europe qu'une exception, une organisation internationale des journalistes devrait être maintenue ou si une fédération différemment conçue sur la base des intérêts généraux de la profession devrait être constituée ».

Ainsi le Secrétaire général a posé nettement la question de savoir s'il fallait s'en tenir à la conception doctrinale de la presse, à laquelle tous les hommes libres restent attachés ou s'il fallait s'efforcer de collaborer sur le plan professionnel avec les journalistes des pays totalitaires.

Chacune de ces solutions présente des inconvénients majeurs : si la Fédération refuse la collaboration avec les journalistes des pays qui méconnaissent la liberté de la presse, elle peut se voir menacée dans son existence matérielle même et d'autre part, à accepter le principe de cette collaboration, ne risque-t-elle pas de compromettre cette haute tenue morale qu'elle s'était imposée dans ses Statuts ?

Quoi qu'il en soit, la question est venue en discussion devant le Congrès de 1936, lequel Congrès a été tout d'abord unanime pour estimer que tout journaliste devait rester fidèle au principe de la liberté et de la presse sans lequel les journaux ne peuvent vivre et la pensée humaine s'exprimer et progresser vers les plus nobles sommets. Le Congrès a pensé également que c'est sous le

signe de la liberté, de la probité et de la solidarité que les journalistes peuvent le mieux lutter pour la défense de la paix. C'est à ce prix seulement qu'ils peuvent travailler au désarmement des esprits et s'efforcer de dissiper les malentendus et de combattre les préjugés.

Mais, sur le problème de l'opportunité de la collaboration avec les journalistes des pays totalitaires, et pour parler sans métaphore avec les journalistes italiens, allemands, russes, le Congrès s'est divisé.

Certains ont affirmé que si la F. I. J. devait demeurer fidèle à la liberté de la presse, il fallait tenir compte néanmoins des nouvelles conceptions de l'Etat en honneur dans divers pays et qu'une possibilité de collaboration sur le terrain strictement professionnel était possible.

Le délégué autrichien a demandé qu'on s'en tienne aux réalités et qu'on s'occupe des journalistes plus que des idées. Il faut tenir compte du courant qui traverse l'Europe : la F. I. J. n'a pas à s'occuper des formes de l'Etat. Pendant neuf ans, la liberté du journaliste et sa situation matérielle se superposaient, maintenant plus. Les journalistes doivent travailler selon les chartes constitutionnelles de leur pays, liberté de la presse et liberté du journalisme n'ont pas la même signification dans aucun pays.

Dans les états où la liberté de la presse subsiste mitigée, les journalistes se montrent les plus zélés à travailler sur le plan international, car ils sentent plus que les autres le besoin d'expansion, la nécessité d'exprimer leur pensée. Donc, on peut coopérer sur le plan professionnel avec les pays totalement libres, les pays de liberté mitigée et les pays à régime totalitaire. La F. I. J. peut accomplir cette tâche sans renier son idéal.

Ainsi donc, pour certains pays (Pologne, Hongrie, Autriche), il faut voir la réalité en face, ne pas oublier qu'il y a liberté économique autant que liberté politique de la presse et des journalistes à sauvegarder, et observer surtout que dans le cadre du régime totalitaire, les journalistes qui acceptent ces disciplines jouissent d'une liberté relative : donc, une possibilité de collaboration demeure possible avec eux. Cependant, le Congrès, dans la grande majorité de ses participants, n'a pas semblé de cet avis.

Le représentant de la presse étrangère de Berlin a dit que son organisation existe depuis trente ans, a traversé trois régimes différents et la guerre mondiale, en s'imposant comme règle : 1°) objectivité et discrétion lorsque cela s'impose, 2°) estime due au pays et au gouvernement auprès duquel on est accrédité, 3°) compréhension pour la psychologie d'un peuple qui vous hospitalise, 4°) efforts de tous les journalistes pour favoriser le maintien de la paix entre les peuples.

« Cependant, sur un effectif de 130 membres de 25 nations, tous respectueux de l'ordre établi en Allemagne, tous également attachés à leur profession, depuis l'avènement du nouveau régime, 14 membres, soit plus de 10 % ont été expulsées et 25 ont « quitté volontairement » (!) le Reich. La nécessité de sauvegarder la dignité et la sécurité de la profession s'impose.

Le délégué anglais a été particulièrement net : il a déclaré que son organisation, qui groupe 95 % des journalistes anglais, reste irréductiblement attachée à la liberté de la presse. On ne peut admettre des organisations de fonctionnaires journalistes dans la F. I. J. Si cela était, la F. I. J. et les organisations de journalistes perdraient leur

raison d'être; la presse doit s'exprimer sans entrave, la National Union of Journalists préférerait quitter la F. I. J. que d'admettre qu'on touchât à son Statut fondamental de la liberté de la presse.

De même, le délégué de la Belgique a déclaré que celle-ci envisagerait son départ de la F. I. J. si on transigeait sur le principe de la presse.

Les délégués français ont déclaré également que la France demeurerait intransigeante sur le principe de la liberté de la presse : le délégué hollandais a fait la même déclaration.

Ainsi donc, si au début du Congrès on pouvait estimer qu'une majorité tout au moins une forte minorité se prononcerait en faveur d'une révision des statuts, en vue d'une collaboration sur le plan professionnel avec les journalistes des pays totalitaires, la discussion a démontré lumineusement que les journalistes ne peuvent abandonner le principe de la liberté de la presse sans supprimer leur profession.

Quoi qu'il en soit, une résolution a été votée posant des questions précises aux diverses organisations membres de la F. I. J. Cette résolution est ainsi conçue :

« Le Congrès de la F. I. J. affirme solennellement sa fidélité au principe qui est inscrit à l'article 2 du titre II de son Statut, à savoir : « La sauvegarde par tous les moyens de la liberté de la presse et du journalisme ».

« Toutefois, en présence de l'évolution politique de certains pays européens et pour savoir par quels moyens la F. I. J. est capable de sauvegarder la liberté de la presse et du journalisme et si l'article 2 interdit toute collaboration avec des pays où la liberté de la presse est supprimée ou plus ou moins limitée, malgré la volonté des jour-

nalistes, le Congrès estime qu'il y a lieu de poser aux organisations les questions suivantes :

« 1°) *Etes-vous partisan de maintenir dans sa forme actuelle l'article du titre II des statuts ?*

« 2°) *Etes-vous partisan de collaborer éventuellement au sein de la F. I. J. avec les pays qui ont supprimé la liberté de la presse ?*

« 3°) *Estimez-vous qu'on peut concilier l'attachement au principe de la liberté de la presse avec une collaboration de caractère professionnelle avec les journalistes des pays qui ont porté atteinte à ce principe (sous quelle forme concevez-vous cette collaboration éventuelle ?).*

« *Le Congrès attire l'attention des organisations sur l'importance de cette réponse pour l'avenir de la F. I. J.* »

Nous ne voulons pas cacher notre opinion sur ce point. Nous pensons que les vrais journalistes professionnels ne doivent pas accepter une collaboration qui serait pour eux dégradante, avec ceux qui, oubliant leur mission de journaliste ont accepté la besogne officielle de laudateurs hyperboliques d'un régime ou d'un homme. Une grave crise internationale se prépare : l'opinion publique, dans certains pays, est incapable de réagir parce qu'elle n'a pas été renseignée. Ceux qui n'ont pas su remplir cette mission et dont la responsabilité dans les événements graves qui peuvent survenir sera immense, ne doivent pas être admis sur le même pied que des journalistes pour lesquels la liberté de conscience et la liberté de pensée ont encore un sens.

La F. I. J. perdrait toute sa signification à accepter la collaboration des pays qui ont renié la liberté de la presse : même affaiblie, elle peut jouer encore un grand rôle en affirmant certains principes et en demeurant comme le

témoin, comme l'exemple de l'idéal démocratique. Les dictatures ne sont pas éternelles, l'esprit public peut renaître dans certains pays; ce jour-là, une collaboration redeviendra possible, jusque là une attitude d'intransigeance absolue s'impose à la F. I. J.

*
**

Nous venons d'exposer l'histoire, l'idéal et les principales réalisations de cette grande organisation internationale que constitue la Fédération internationale des Journalistes. Nous avons suffisamment marqué le rôle éminent qu'elle pouvait, qu'elle devait jouer pour l'amélioration des conditions de travail des journalistes professionnels et la sauvegarde de la liberté de pensée dans le monde. Nous ne pouvons mieux conclure cette trop brève étude qu'en citant les paroles prononcées par M. Stephen Valot, Secrétaire général de la F. I. J. à la fin de son rapport moral présenté au Congrès de Berlin de 1930. *« Si votre pays n'est pas en tout celui qui a obtenu pour ses journalistes le meilleur standing matériel et moral, vous avez besoin de la F. I. J., car la F. I. J. n'aura de cesse que vous ne soyez aussi bien que le journaliste qui est le mieux dans le monde. »*

« Si vous êtes précisément ce journaliste-là, alors la F. I. J. aidera tous les autres dans tous les pays à être aussi bien que vous dans la mesure de leur talent personnel et vous n'avez pas le droit de ne pas l'y aider; mais ainsi, elle essaiera par l'effort de tous de vous pousser encore plus avant, car il n'y a pas un journaliste au monde qui soit vraiment ce que doit être un journaliste ».

Souhaitons simplement que la F. I. J., qui groupe encore quelque trente mille journalistes, retrouve bientôt sans rien renier de son idéal l'universalité qui lui permettra d'agir si fortement pour la conservation de la paix dans le monde.

CHAPITRE HUITIEME

L'ORGANISATION SOCIALE DES JOURNALISTES (Evolution et actualités)

Nous connaissons maintenant les différents aspects de la condition économique et professionnelle des Journalistes, ainsi que les modes d'association par lesquels ceux-ci, tant sur le plan national que sur le plan international, s'efforcent de faire respecter leurs prérogatives. Il nous reste à examiner au point de vue social comment doit être organisée la profession de journaliste afin qu'elle soit dirigée dans le sens de l'intérêt public.

A dire le vrai, le point de vue économique a été longtemps la préoccupation dominante des journalistes. C'est à ce point de vue que se plaçait M. Georges BOURDON qui, dans une conférence sur la crise du journalisme¹ marquait très fortement les revendications professionnelles de ses collègues : faisant le point à la veille du vote de la loi portant création d'un statut par le Parlement, il notait l'insuffisance des traitements dans la Presse française et comme conséquence « *la plaie des collaborations multiples* », l'instabilité, l'insécurité, encore accrue par la nouvelle orientation de la jurisprudence refusant au cas de congédiement le calcul de l'indemnité du mois par année et découlant de tout cela une

(1) Voir les Documents du Travail, Juin-Juillet 1935.

certaine insuffisance morale et même intellectuelle chez les rédacteurs des divers journaux.

Il était normal au reste que l'on se préoccupât de la situation matérielle des journalistes d'abord : les intéressés eux-mêmes poussent à fond les Pouvoirs Publics dans cette voie; et il apparaît d'autre part évident qu'on ne peut demander à une profession de se discipliner et de s'organiser au mieux de l'intérêt social avant qu'elle ait conquis des conditions de vie matérielles honorables.

Le statut qui n'est point parfait, a cependant donné aux journalistes français des conditions de travail et de vie acceptables. Certes la crise continue à sévir dans la profession, mais en relation avec la crise économique générale. Le point de vue matériel semble donc assuré : d'autant mieux que comme nous l'avons décrit le procédé de la convention collective d'après la loi du 20 juin 1936 permet d'intégrer dans le statut les différentes conquêtes de la législation du travail.

La profession de journaliste ainsi organisée matériellement doit se discipliner socialement : nous avons montré le rôle éminent du journal dans le monde moderne. Il faut ajouter que personne n'a été autant que le journaliste à la fois louangé, à la fois blâmé : le journaliste peut être le meilleur et le pire.

Mais avant de proposer des solutions rationnelles d'organisation, il faut prendre contact une fois de plus avec les réalités actuelles, car si le journal est un besoin permanent de l'homme, la condition de ceux qui le rédigent a éminemment varié, même depuis une assez brève période de temps.

Et, tout d'abord, dans le journalisme s'est produite cette séparation entre le capital et le travail, caractéris-

tique du monde économique moderne : le Directeur d'un journal n'est souvent plus un journaliste professionnel; le journal devient une affaire commerciale et le Directeur un marchand qui achète la force de travail du journaliste (les hebdomadaires de combat politique, certains tout au moins faisant exception).

D'autre part, une évolution s'est produite dans la composition même du journal : « *l'information prime l'invention* » (LANSON) : le succès des journaux où les articles de fonds cèdent la place et de la façon la plus large aux nouvelles variées, aux reportages les plus inattendus, aux faits divers de toute nature, marque une transformation certaine dans la conception du journal dont les conséquences sont très profondes : nécessité d'adjoindre aux rédacteurs proprement dits de nombreuses catégories professionnelles (photographes, sténographes, etc.); création d'agences d'information; et aussi un grand usage dans les journaux du style dit télégraphique qui n'a rien à voir avec le vrai talent.

Et il faut aussi souligner cette autre conséquence sociale que le journal pour se vendre doit suivre les goûts du public et donner en pâture à une foule avide de scandales, les plus invraisemblables histoires, pornographiques parfois, stupides bien souvent.

Enfin, dans le cadre même du journal, du fait de l'invention de GIRARDIN, « *ce grand malfaiteur* », comme dit M. BOURDON, fréquemment les ressources de publicité dépassent les ressources dûes à la vente du journal et le journaliste devient l'esclave des forces économiques.

Nous ne voulons pas insister sur ce point et l'on nous comprendra à demi-mot, mais liberté de la presse ne signifie pas pour le journaliste liberté d'écrire à sa guise

en respectant les deux seules limites de l'honnêteté et de la vérité. Bien souvent, d'autre part, le journaliste, salarié intellectuel, est forcé d'obéir pour vivre même contre le gré de sa conscience et M. GOMBAULT a marqué très finement¹ qu'il ne fallait peut-être pas accorder trop d'importance pratique à l'expression dont on fait pourtant un si grand usage de liberté du journalisme. Rares sont les journaux, ils existent pourtant, où les journalistes peuvent défendre librement des idées et consacrer leur talent à la mise en valeur d'opinions politiques et sociales.

Il est bien évident que tous ces maux ne sont pas imputables aux seuls journalistes professionnels qui en sont le plus souvent les premières victimes. L'entreprise du journal doit se voir réglementée d'une double manière : quant aux hommes qui la rédigent, c'est vrai, mais aussi surtout quant à ceux qui la dirigent financièrement et commercialement. Parler de ces derniers dépasserait notre sujet : la publicité obligatoire et contrôlée des ressources financières mettrait peut-être fin à bien des abus ainsi que les études actuellement entreprises pour imposer aux journaux un prix minimum en fonction du nombre de pages offertes au lecteur.

Nous ne pouvons que suivre ces efforts avec la plus vive sympathie. Mais nous devons ici nous contenter de décrire les mesures d'organisation qui visent les rédacteurs des journaux, les journalistes professionnels, sauf à voir exactement quelle influence ils peuvent exercer directement sur la marche même du journal.

Le problème qui se pose est de savoir si la profession de journaliste, qui jouit d'avantages matériels incontestables, doit s'organiser au point de vue social, c'est-à-

(1) Une heure de ma carrière

dire exercer en tant que corps un contrôle sur le recrutement de ses membres et les conditions d'aptitude à l'exercice de la profession et juger de toutes les infractions engageant la responsabilité professionnelle ou morale des rédacteurs, tout ceci en suivant les seules directives imposées par l'intérêt public. En un mot, faut-il créer un ordre des journalistes comme existe un ordre des avocats ?

Nous allons exposer sous trois rubriques ce qui a été fait, ce que l'on a proposé, la solution que nous préconisons enfin.

Premier point : le statut professionnel et l'ordre moral dans la profession. Dans ce domaine le statut a apporté des solutions sur les trois points suivants :

1° Bénéfice de la clause de conscience.

2° Exclusion des amateurs du bénéfice du statut.

3° Contrôle de la moralité des postulants par la Commission de la carte d'identité professionnelle.

La clause de conscience présente un incontestable avantage moral, mais ce qui nous préoccupe ici c'est la possibilité pour une Commission professionnelle de ne pas délivrer ou de retirer la carte d'identité à quiconque lui paraîtra d'une moralité insuffisante. Tout dépend de l'usage que la Commission fera des armes qu'on lui a données.

Certains ont jugé ces armes nettement insuffisantes¹. Faisant valoir que la Commission ne pouvait qu'apprécier la moralité des postulants d'après des critères objectifs (c'est-à-dire ne signifiant pas grand chose), ils ont demandé la constitution d'un ordre des journalistes : c'est-à-

(1) Valentin, op. cité.

dire un organe d'éducation par lequel les journalistes apprendraient la technique de leur profession et un organe de juridiction, tribunal corporatif ayant à juger de l'infraction commise par le journaliste au point de vue professionnel et surtout au point de vue moral.

Deuxième point : doit-on constituer un ordre des journalistes. Un journaliste, M. PAGES, a proposé la constitution d'un ordre des journalistes, *« comportant un tableau avec inscription après un stage de deux ans et justification de l'exercice actif, régulier et scrupuleux de la profession. L'étendue territoriale de l'ordre serait la région économique. Un conseil serait élu dont le nombre des membres varierait selon le nombre des inscrits au tableau de la région »*.

Un tel organisme se constituerait en juridiction de jugement pour les infractions aux règles professionnelles, car les règles de la morale professionnelle ne peuvent être fixées exactement que par les seuls professionnels, les tribunaux de droit commun étant au fond incapables de déterminer la gravité des manquements à ces règles.

Des pénalités seraient prévues : l'avertissement, la réprimande, l'interdiction temporaire, enfin la radiation du tableau. Et au bout de quelque temps les Directeurs de journaux et même le public tiendraient dans la plus grande défiance l'écrivain exclu de l'ordre. Une juridiction d'appel serait du reste prévue, composée de deux Conseillers à la Cour d'Appel et de trois journalistes.

Certains ont encore surenchéri¹ et ont préconisé la constitution de l'ordre de la presse subdivisé en deux sections : l'ordre des journalistes, l'ordre des Directeurs

(1) Hoursiangou, op. cité.

de journaux : chaque section surveillant « *l'activité professionnelle et l'attitude morale de ses membres* » et « *l'exclusion motivée de l'un d'eux étendant mécaniquement ces effets à l'autre section* » ; ainsi seraient assurées, dit-on, la propreté de toute la presse et l'efficacité des sanctions aux cas de manquements aux règles de l'honneur.

Pour les problèmes d'ordre disciplinaire qui ne seraient pas spéciaux à une des sections, ils seraient débattus par des membres des deux ordres, réunis sous la présidence d'un Magistrat.

D'autre part, aux conditions d'ordre moral s'ajouteraient pour les journalistes demandant l'entrée à l'ordre, des conditions de capacité intellectuelle, notamment certains titres universitaires ou à défaut un examen permettant de se rendre compte des capacités générales du postulant. Enfin serait prévue la création d'un jury spécial composé en nombre égal de Magistrats et de délégués élus de l'ordre de la presse avec voie prépondérante aux cas de désaccord du doyen des délégués : ainsi pourrait être exactement mesurée et réprimée l'infraction commise à l'aide de la presse.

La réalisation de ces projets serait peut-être chose très souhaitable, mais nous les tenons à l'heure actuelle pour trop ambitieux ou trop nouveaux et nous ne pouvons nous empêcher de les considérer comme des vues de l'esprit. C'est un mauvais système que de vouloir construire des institutions nouvelles. La solution nous paraît devoir être recherchée au contraire dans l'utilisation rationnelle des éléments existant dans la profession. Ces éléments sont au nombre de deux :

1° Organisation syndicale chez les journalistes.

2° Divers organismes prévus par le statut.

Troisième point : éléments de solution proposés.

La solution la plus rationnelle pour l'organisation de la profession de journaliste nous semble devoir consister dans les points suivants :

1° Raffermissement de l'organisation professionnelle chez les journalistes; il serait absolument vain d'essayer de tenter quoi que ce soit pour organiser la profession tant que les journalistes n'auront pas compris dans leur ensemble la nécessité, la haute valeur de l'action syndicale. Parler d'ordre des journalistes, alors que tant de journalistes ne sont même pas syndiqués, c'est s'exposer aux plus irrémédiables échecs.

2° Fusion de tous les organismes prévus par le statut en un tribunal professionnel unique à deux degrés, dans le cadre régional d'abord et une possibilité d'appel à un Tribunal supérieur dans le cadre national ensuite. Les journalistes professionnels et les directeurs jugeront ainsi professionnellement de toutes les questions touchant au journalisme. Des sanctions seront prises dont la plus grave naturellement sera la privation de la qualité de journaliste professionnel.

3° Mais il faudra ensuite assurer l'exécution de ces sanctions et ici nous revenons à l'action syndicale : c'est au journaliste, par les moyens de la pression collective, d'assurer l'exécution des décisions des tribunaux professionnels. L'action collective des journalistes, la menace seule d'une action collective contraindront les directeurs à faire pression sur leurs collègues récalcitrants : une ac-

tion syndicale bien conduite permettra seule l'exécution rigoureuse des sanctions.

Est-il besoin de construire un ordre : LE SYNDICAT SUFFIT, et l'action syndicale est assez riche pour dispenser de tout autre moyen.

Certains s'étonneront de nous voir ainsi soumettre les représentants du capital au contrôle des représentants du travail : nous pensons que ceux qui rédigent les journaux, qui en sont en quelque sorte l'âme vibrante et qu'on rendra si souvent et si faussement d'ailleurs responsables des fautes commises, ont le droit le plus large à exercer la police de leur profession.

La solution que nous préconisons exige simplement le rattachement de tous les journalistes à un syndicat professionnel et une unité d'action syndicale : c'est autour du syndicat que le monde moderne du travail s'organise et les journalistes, s'ils veulent pour leur profession, la place à laquelle elle a droit doivent se rallier à ses formules.

Les résultats quasi immédiats d'une telle organisation seront :

1° La profession de journaliste sera réservée aux seuls journalistes professionnels : les amateurs, les fonctionnaires cumulards en seront impitoyablement exclus.

2° La profession sera réservée au seuls journalistes professionnels dignes de ce nom et présentant des garanties de capacité et de moralité suffisantes. En même temps, la déplorable pratique des collaborations multiples sera atténuée.

3° Les journalistes professionnels pourront exercer un certain contrôle sur le fond même du journal : plus il

acquerront de titres à l'indépendance et au respect vis-à-vis des directeurs, plus ils se rapprocheront dans leurs articles du culte de la vérité, du goût de l'honnêteté qui ne doivent cesser d'inspirer les journalistes. Certains journaux rédigés par les seuls professionnels présenteraient probablement un aspect différent de leur état actuel.

Tout ceci ne restera théorique que si les journalistes le désirent, s'ils n'ont pas la force de s'unir et de se défendre. Ayons confiance dans l'action syndicale, elle seule pourra nous assurer que tous les journalistes professionnels répondront à la magnifique devise du Syndicat National des Journalistes : *« un journaliste digne de ce nom prend la responsabilité de tous ses écrits, même anonymes, tient la calomnie, la diffamation et les accusations sans preuves pour de graves fautes professionnelles, n'accepte que des missions compatibles avec sa dignité professionnelle, s'interdit d'invoquer un titre ou une qualité imaginaire pour obtenir une information, ne touche pas d'argent dans un service public ou une entreprise privée où sa qualité de journaliste, ses influences, ses relations seraient susceptibles d'être exploitées, ne signe pas de son nom des articles de pure réclame commerciale ou financière, ne commet aucun plagiat, ne sollicite pas la place d'un confrère, ni ne provoque son renvoi en offrant de travailler à des conditions inférieures, garde le secret professionnel, n'abuse jamais de la liberté de presse dans une intention intéressée »* (Déclaration du syndicat, juillet 1918).

APPENDICE

LES ECOLES DE JOURNALISME

Disons quelques mots pour terminer des écoles de journalisme qui se donnent pour but d'initier les jeunes gens à la science du journal et aussi de leur donner une bonne technique de la profession qu'ils ont l'intention d'exercer¹.

La première école qui mérita le titre d'école de journalisme est l'école qui s'ouvrit à Paris en 1899 et qui fait partie depuis 1900 de l'Ecole des Hautes Etudes Sociales. Le programme de ses travaux est extrêmement varié : il comporte tout d'abord différents cours sur les questions relatives au journalisme : la formation professionnelle du journaliste (rôle de la presse, différents emplois de journalistes, différents services, etc). L'éducation politique et historique du journaliste; la législation de la presse; l'histoire de la presse; la formation et l'évolution du journalisme professionnel en France; le journalisme pendant la Révolution française; le journalisme et la science. Certains cours sont destinés à donner une culture générale : les Etats modernes et leurs relations, les traités et la Société des Nations; les grands problèmes économiques actuels. A côté des cours proprement dits, sont donnés des cours d'application : exercices pratiques de journalisme (reportages, interviews, éditoriaux, leaders),

(1) Voir Weill. Le Journal. (Collection de la Synthèse Historique).

exercices au cours desquels les étudiants sont exercés à la recherche des informations et à la rédaction des divers articles. Existente enfin des conférences (portant principalement sur les organisations de journalistes : l'organisation professionnelle des journalistes français; l'organisation internationale des journalistes).

Le programme des études, qui s'étend sur deux années, est sanctionné par des examens comportant des compositions écrites (rédaction d'articles), des interrogations orales et la rédaction d'une thèse portant sur un point précis.

Le nombre des étudiants inscrits en 1935-36 a été de 112 et sur ce nombre il faut compter beaucoup d'étudiants étrangers. Dans les Universités de l'Etat, il n'existe aucun cours d'ensemble sur le journalisme : signalons pourtant qu'aux Facultés Catholiques de Lille on a créé une école de journalisme.

En relation avec l'Ecole de journalisme fonctionne le centre d'études journalistiques créé en 1929 et qui constitue un organisme de documentations et de recherches au même titre qu'un organisme d'enseignement et se propose d'établir en France les éléments de la science du journalisme comme phénomène social à laquelle les universités étrangères ont fait depuis quelque années, nous le dirons bientôt, une si large place. Le centre d'études journalistiques a mis à son programme les points suivants : le journalisme dans la société moderne; la presse et l'histoire qui se fait; douze figures du journaliste contemporain, français et étranger; les conditions de travail des journalistes; la liberté de la presse; la responsabilité de la presse dans la société; le régime de la presse en Europe.

Les écoles de journalisme se sont surtout multipliées

dans deux pays : les Etats-Unis et l'Allemagne. Aux Etats-Unis le mouvement commença par la fondation dans diverses Universités de cours consacrés à l'histoire du journal. En 1908 fut ouverte à Columbia la première école de journalisme complète avec un programme d'études de quatre ans permettant d'obtenir le diplôme de bachelier pour la science du journalisme. De nombreuses écoles rattachées le plus souvent à une Université furent ainsi ouvertes. Après la guerre, le caractère pratique tendit à l'emporter sur le caractère proprement scientifique des premiers établissements; on apprend aux élèves à recueillir des nouvelles, à les rédiger d'une façon brève, etc..., on leur donna des détails sur les linotypes, les rotatives, l'utilisation du téléphone et de la T. S. F. En 1927, plus de 230 Universités et Collèges avaient des cours de journalisme et 55 d'entre eux possédaient une école complète ou un département universitaire spécialisé.

En Allemagne, de très intéressants efforts ont été accomplis en faveur de la science du journal qui a conquis ses chaires et ses instituts. Avant la guerre, des tentatives isolées avaient eu lieu. En 1919, l'Université de Berlin chargea un des principaux rédacteurs de la *Deutsche Allgemeine Zeitung* d'inaugurer un enseignement théorique et scientifique et on créa ensuite dans la capitale un institut complet dirigé par un professeur titulaire de l'université : la science du journal a droit de cité en Allemagne.

En Angleterre, au lendemain de la guerre, les demandes des jeunes gens, démobilisés, les efforts des associations de journalistes amenèrent le Sénat de l'Université de Londres à organiser des cours de journalisme dont le programme comportait deux années de cours académiques, enseignés par des journalistes professionnels. En

même temps, les stages dans les journaux de province étaient encouragés et dans quelques villes anglaises s'ouvraient des écoles techniques ou des cours universitaires de perfectionnement.

Dans d'autres pays le même mouvement s'est produit : en Tchécoslovaquie, en Suisse, en Belgique, en Russie soviétique ont été créées, tantôt sur l'initiative des Gouvernements, tantôt par les Universités, tantôt enfin par les associations de presse des institutions destinées à former des journalistes.

Que penser au point de vue résultat pratique de ces enseignements ? Certes, les écoles de journalisme ne peuvent qu'augmenter les connaissances générales de leurs élèves et élever leur niveau intellectuel. Mais réussissent-elles à former de meilleurs journalistes professionnels. Les avis sur ce point sont assez partagés : l'opinion américaine répond : oui, presque unanimement. En France, en Angleterre, des professionnels compétents demeurent persuadés que « *l'instinct du journalisme a plus d'importance qu'un dressage méthodique* » (c'est là l'opinion de Stephen VALOT ou Kennedy JONES).

EN MARGE DU STATUT PROFESSIONNEL

I. — LE SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES.

Nous avons marqué bien souvent, au cours de cette étude, l'importance de l'action menée *par le Syndicat National*. Nous avons loué ses efforts tenaces et persévérants pour relever la condition professionnelle des journalistes. Il convient maintenant de prendre connaissance du fonctionnement proprement dit de ce puissant Syndicat, qui est actuellement l'organe le plus représentatif de la profession et qui groupe, aux dernières informations, près de 2.500 syndiqués ¹.

§ 1. — *Composition du Syndicat National.*

Le Syndicat National est composé de journalistes professionnels, qui, sans distinction de sexe, ou de nationalité, ont pour occupation principale, régulière et rétribuée, depuis trois ans au moins, un travail de rédaction dans un journal périodique ou une agence d'informations.

Il comprend également des stagiaires, c'est-à-dire des journalistes ayant moins de trois ans, mais plus d'un an d'exercice dans la profession : ces stagiaires deviennent membres de plein droit à l'échéance de la troisième année.

En font également partie les reporters, dessinateurs, et

(1) Renseignement communiqué par le Syndicat National.

photographes, attachés en cette qualité, à une publication périodique et en tirant le principal de leurs revenus.

Les journalistes résidant en France et correspondants de journaux étrangers peuvent aussi appartenir à ce titre au Syndicat National.

Le Syndicat groupe ensuite des membres honoraires choisis exclusivement parmi d'anciens journalistes professionnels ayant cessé d'exercer la profession; les membres participants ou stagiaires du Syndicat qui quittent la profession sont de droit nommés membres honoraires. Du reste, les membres honoraires ne sont ni éligibles ni électeurs : ils assistent s'ils le désirent aux Assemblées Générales, mais ne possèdent pas le droit de vote.

Enfin le Syndicat comprend une dernière catégorie de membres : ce sont des membres adhérents de nationalité étrangère, correspondants en France de journaux étrangers et appartenant depuis deux ans au moins à l'Association Nationale de leur pays d'origine, affiliée à la F. I. J. La demande d'admission de ces membres présentée par deux journalistes français, membres du Syndicat National, doit être accompagnée d'une pièce authentique établissant leur situation à l'égard de l'Association Nationale de leur pays. Ils jouissent de tous les avantages assurés par le Syndicat à ses membres, mais ils ne sont ni électeurs, ni éligibles, et assistent aux Assemblées Générales sans y avoir droit de vote.

Certaines catégories d'individus ne peuvent faire partie du Syndicat National. Ce sont :

1° Tout journaliste exerçant une fonction de directeur ou d'administrateur s'il n'est en même temps rédacteur dans un autre journal et ne prend l'engagement de défendre le programme de revendications du Syndicat;

2° Tout journaliste qui exerce les fonctions de rédacteur en chef s'il ne prend le même engagement;

3° Tout journaliste exerçant une fonction publique ou une autre profession que le journalisme, si cette fonction ou cette profession constitue son occupation principale et régulière.

La procédure d'admission est réglée de la façon suivante : c'est le conseil d'administration qui statue sur la demande d'admission. Le postulant remplit à cet effet une formule contenant ses nom, prénoms, pseudonymes, date et lieu de naissance, domicile, et renseignement sur les carrières parcourues; il doit indiquer ses références professionnelles et sa demande doit être contresignée par deux membres du syndicat. Le bulletin ainsi rempli est adressé au Secrétaire Général accompagné du montant d'un droit d'entrée.

Un rapporteur est alors désigné par le Conseil, qui fait une enquête sur les titres professionnels et la moralité du candidat. Il dépose son rapport dans le mois qui suit la demande. L'admission ainsi prononcée par le Conseil d'administration est affichée dans les locaux du Syndicat et insérée dans le Bulletin : si, dans la quinzaine de la publication du Bulletin, aucune opposition n'a été faite, l'admission est définitive. Mais l'opposition à une admission demeure possible si elle est signée et motivée d'une façon précise : elle est communiquée au journaliste et le Conseil de discipline juge l'affaire dans les formes ordinaires; si l'opposition n'est pas reconnue fondée, le Conseil pourra proposer une sanction à l'égard de l'opposant.

Sur les membres ainsi admis va s'exercer un contrôle par le moyen d'un conseil de discipline composé de neuf membres. désignés par le Conseil d'administration parmi

les membres du Syndicat et qui élisent parmi eux leur président. Les membres du Conseil d'administration ne peuvent faire partie du Conseil de discipline : ils sont élus pour deux ans, leur mandat est renouvelable, mais une seule fois au même membre.

Il a pour mission de juger de toutes questions intéressant la dignité du journaliste et de tout acte d'un membre du syndicat susceptible de porter atteinte à la profession : il veille à l'observation de l'honneur professionnel et se prononce également sur les plaintes déposées pour faute professionnelle. Pour délibérer valablement il doit être saisi par le Conseil d'administration.

La procédure est mise en mouvement par une lettre adressée au Président du Conseil de discipline et accompagnée d'un exposé des faits. Le Président désigne un rapporteur, le Conseil étant ensuite convoqué dans le moindre délai. Il détermine la procédure, entend des témoins à sa volonté. Le Secrétaire général du Syndicat ou un membre du Conseil d'administration assiste obligatoirement à chaque séance du Conseil pour y exprimer la doctrine syndicale.

Tout journaliste déféré au Conseil peut se faire assister par un conseil choisi par lui et produire tout document qu'il jugera utile à sa défense.

Pour qu'une délibération soit valable, le quorum doit être de cinq membres au moins. Les décisions sont prises au scrutin secret et communiquées aux parties intéressées avec le nombre de voix qu'elles ont obtenues.

Les peines que peut infliger le Conseil de discipline sont : l'avertissement qui reste secret; le blâme qui peut être publié dans l'organe officiel; enfin, il peut recommander la radiation au Conseil d'administration : la radiation est affichée obligatoirement dans les locaux du

syndicat et publiée dans l'organe officiel. Toute mesure de radiation est du reste, sous certaines conditions de délai, susceptible d'appel devant l'Assemblée générale.

§ 2. — *Administration du Syndicat National.*

Le fonctionnement du Conseil d'administration comporte les organes suivants :

1° Conseil d'administration. Il est composé de 30 membres élus au scrutin de liste à la majorité absolue du premier tour, à la majorité relative au second, qui a lieu quinze jours après le premier. Le vote secret par correspondance est admis. Les membres sont élus pour trois ans et rééligibles.

Tout candidat au Conseil d'administration fait connaître son intention par lettre recommandée au secrétaire général dans les délais fixés chaque année par le Conseil : nul ne pouvant être candidat s'il n'est membre du syndicat depuis un an au moins.

La liste des candidats est établie dans l'ordre des inscriptions : elle est communiquée à tous les membres participants du Syndicat, six jours au moins avant l'ouverture du scrutin.

Le Conseil est renouvelé par tiers chaque année et en cas de vacance par décès ou démission, le remplacement a lieu aux élections qui suivent la vacance.

Les sections régionales peuvent déléguer au Conseil d'administration des membres habitant la province et appelés membres non résidants : toute section a droit à un représentant jusqu'à 100 membres et au-dessus de ce chiffre à un représentant supplémentaire par 100 membres ou fraction de 100.

Le Conseil d'administration veille à la défense des intérêts moraux et matériels de la profession, fixe les règles de l'honneur professionnel, veille à l'application du contrat de travail et publie un bulletin périodique rapportant l'ensemble de la vie corporative.

Il s'emploie au règlement des litiges qui peuvent s'élever entre les membres du syndicat et leurs patrons et peut décider d'assister les membres du syndicat devant les différentes juridictions civiles.

Il désigne, comme nous l'avons vu, le Conseil de discipline.

Enfin, il nomme, parmi ses membres, chaque année, dans la séance qui suit l'Assemblée générale ordinaire, un Bureau.

2° Bureau du Syndicat National. Il se compose d'un Président, d'un Secrétaire général, d'un Secrétaire général adjoint, et d'un Trésorier.

Le Président représente le Syndicat National dans tous les actes de la vie civile et dans ses rapports avec l'extérieur. Il règle l'activité générale du syndicat et fixe l'ordre du jour des séances. Le Secrétaire général dirige les services du syndicat selon les décisions du Conseil et sous le contrôle du Président : il s'occupe des litiges et assure les rapports avec les sections et les groupes constitués.

Le Président, le Secrétaire général et le Trésorier sortant de charge, peuvent être nommés par décision du Conseil d'administration en raison de services exceptionnels rendus au syndicat à l'honorariat de leur fonction : le Président d'honneur participe de droit aux séances du Conseil d'administration.

3° Assemblée Générale du Syndicat. Elle se réunit chaque année à Paris, au cours du premier trimestre, sur convocation adressée à tous les membres participants,

ving jours à l'avance au moins. Elle est présidée par le Président du Bureau assisté des membres du Bureau. L'ordre du jour comporte obligatoirement un rapport moral et un rapport financier du Conseil d'Administration.

Des assemblées générales extraordinaires sont possibles soit sur l'initiative du Conseil d'administration, soit à la requête de 80 membres participants : l'Assemblée générale extraordinaire désigne elle-même son Bureau.

Les statuts ne peuvent être modifiés que par une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire réunissant au moins les trois quarts des membres participants inscrits : la majorité devra être égale aux deux tiers du nombre des votants.

La dissolution ne pourra être prononcée que par une assemblée générale extraordinaire convoquée à cet effet : l'assemblée nommera un ou plusieurs liquidateurs et désignera une association à laquelle l'actif net sera attribué.

4^e Commission de Contrôle. Elle est composée de cinq membres, nommés chaque année par l'assemblée générale ordinaire à bulletins secrets et à la majorité relative, membres choisis en dehors du Conseil d'Administration parmi les membres du syndicat. La commission de contrôle vérifie les livres et comptes et veille à l'observation des statuts.

§ 3. — *Sections provinciales.*

Dans les grands centres régionaux, quinze membres résidant dans la région peuvent se réunir pour former des sections ou locales ou départementales ou régionales : ces sections régies par les statuts du syndicat et liées par sa doctrine, sont représentées par un comité et un secrétaire

nommés par le Conseil d'administration sur la présentation de la section : le secrétaire de chaque section ou tel de ses membres peut assister aux séances du Conseil d'administration avec voix consultative. Le rôle de ces sections est tout d'abord de percevoir les cotisations; d'étudier et de résoudre les questions locales; de transmettre au Conseil les affaires d'intérêt général; de lui faire connaître leurs opérations, les litiges qui leur sont déferés, la procédure suivie, et les solutions intervenues.

Les sections proposent au Conseil d'administration l'admission des candidats et le saisissent des affaires disciplinaires : par elles-mêmes, elles n'ont qualité ni pour admettre ni pour exclure.

En cas d'infraction grave à ces prescriptions, le Conseil d'administration peut prononcer la dissolution de la section sauf recours de celle-ci devant l'Assemblée Générale.

§ 4. — *Activité pratique du Syndicat.*

Le Syndicat National des journalistes qui se présente comme une Association de défense et de discipline professionnelle s'est donné pour objet essentiel « la défense des intérêts individuels, moraux et matériels de ses membres et d'une façon générale la défense des grands intérêts communs à tous les journalistes. Il vise à être l'organe agissant de la profession; il revendique pour elle, il a souci de sauvegarder sa dignité, sa moralité, son bon renom. Il fait appel à la solidarité de tous les journalistes, à la discipline de tous les membres du syndicat. Il s'interdit, dans ses réunions, toutes discussions politiques, ou religieuses.

Etudions, à titre d'exemple, l'action qu'il entreprend

pour faire triompher les revendications individuelles de ses membres touchant au point de vue professionnel.

Le syndicat assume devant toutes juridictions la conduite des affaires litigieuses qui lui sont soumises par ses membres participants ou stagiaires et dont il reconnaît la légitimité. Il avance également le montant des frais qu'elles entraînent et met à la disposition des plaignants le concours des membres de son Conseil juridique. En cas de conclusion favorable, amiable ou judiciaire, les frais avancés sont remboursés à la Caisse syndicale; du reste l'intéressé doit faire, à la souscription permanente, un versement proportionnel aux sommes reçues et fixé en général à 10 % environ. L'avance des frais n'est consentie qu'à ceux dont la demande d'admission est antérieure de trois mois au moins à l'ouverture du litige.

Lorsqu'un membre confie la défense de ses intérêts au syndicat, il en abandonne à celui-ci la direction exclusive et s'interdit toute action directe et personnelle, ceci sous la menace d'une poursuite disciplinaire.

Le réclamant fournit une note écrite et toutes pièces utiles : le dossier constitué, l'affaire est instruite par un membre du conseil juridique. Les moyens d'action du syndicat sont de trois sortes : négociations amiables, arbitrages, instances judiciaires; mais il demeure entendu qu'en aucun cas le syndicat ne saurait souscrire fut-ce à la demande de l'intéressé à une transaction qui ne serait pas conforme aux règles syndicales et qui plus tard serait susceptible d'être invoquée contre un autre de ses membres. Si la négociation amiable échoue, le Conseil propose à la partie adverse la constitution d'un tribunal arbitral suivant certaines formes et sur refus de l'adversaire l'instance judiciaire restant seule ouverte, le Secrétaire général désigne l'avocat qui sera sollicité de se charger du dossier : l'affaire est alors engagée sans retard.

II. — LE SYNDICAT DES JOURNALISTES FRANÇAIS.

Le Syndicat des Journalistes Français fondé le 29 avril 1886 dans les termes de la loi de 1884 comprend actuellement 399 membres. Il a pour objet, outre l'étude et la défense des intérêts économiques et professionnels de ses membres d'assurer dans la mesure du possible le placement des journalistes, ses adhérents, de leur procurer à l'aide d'un carnet d'identité, certains avantages professionnels et de constituer toute caisse de retraite, de prévoyance, ou de secours mutuel.

Pour être admis au Syndicat, il faut être *catholique* et français et appartenir soit comme directeur, soit comme rédacteur (ce syndicat est donc un syndicat mixte) à un journal présentant une certaine périodicité, l'expression de journal s'entendant de toute publication ayant un but d'informations et de discussions à l'exclusion des publications présentant un caractère spécial (journaux religieux, agricoles, médicaux, professionnels, de bienfaisance).

Pour être admis, il faut présenter outre une demande d'admission, une attestation de deux membres du Syndicat, un certificat du directeur du journal, auquel on collabore, un acte de naissance, un extrait du casier judiciaire, des numéros du journal contenant plusieurs de ses articles. Il faut en outre acquitter un droit d'entrée. L'admission est prononcée au scrutin secret par le Conseil syndical sur rapport d'un de ses membres.

Tout membre du Syndicat peut s'en retirer à volonté. Le Conseil syndical peut également, pour raison grave, prononcer l'exclusion d'un membre après l'avoir appelé à présenter toutes les explications avec l'assistance d'un conseil : appel de cette décision peut être porté devant l'As-

semblée générale. Le membre exclu conserve ses droits à la Caisse des Retraites.

Le Syndicat est administré par un Conseil syndical composé de 21 membres élus pour trois ans par l'Assemblée Générale et par un bureau composé de sept membres élus par le Conseil syndical : un président, trois vice-présidents, un secrétaire-adjoint et un trésorier.

Le Bureau a tous pouvoirs pour administrer le syndicat et son patrimoine, élaborer les règlements intérieurs nécessaires, préparer les travaux et les ordres du jour, présenter à l'Assemblée générale chaque année un rapport sur l'ensemble de sa gestion et sur la situation financière.

Le Président a qualité pour présider les séances du bureau, du conseil syndical, de l'assemblée générale; il représente le syndicat en justice dans tous les contrats et actes juridiques; il connaît des différends surgis entre les membres du syndicat et tente de les concilier dans la mesure du possible; il dirige la rédaction de la chronique syndicale. Dans toutes ses fonctions en cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par un des vice-présidents.

Le secrétaire est dépositaire de tous les registres et papiers concernant l'administration du syndicat; il rédige les procès-verbaux de toutes les séances.

Le Conseil syndical se réunit sur convocation du président et statue sur toutes les propositions qui lui sont soumises par le bureau et qui se rattachent à l'objet du syndicat. Il donne son avis obligatoirement au Bureau quant au placement des fonds disponibles. Il statue sur les exclusions et les admissions. Il examine les différends qui sont portés directement devant lui par les membres du syndicat ou qui lui sont renvoyés par le Président. S'il ne peut arriver à concilier les parties en présence, il statue

comme arbitre au sens des articles 1003 et suivants du Code de Procédure civile.

L'Assemblée générale doit se réunir une fois par an. Tous les syndiqués peuvent y participer et tout syndiqué empêché peut s'y faire représenter par un autre membre du syndicat (étant entendu que le mandataire ne peut disposer de plus de 5 voix y compris la sienne). L'Assemblée entend les rapports du trésorier, du secrétaire et des commissaires aux comptes qui sont élus chaque année par l'Assemblée générale. Elle statue sur toutes les propositions qui lui sont faites.

Des assemblées générales extraordinaires sont possibles toutes les fois que le Bureau le juge nécessaire.

Toutes discussions politiques, religieuses ou étrangères à l'objet du syndicat sont formellement interdites.

La dissolution ne peut être prononcée que par l'assemblée générale à la majorité des trois quarts des membres présents et représentés. L'actif net sera attribué à des œuvres d'utilité professionnelle désignées par l'assemblée générale.

III. — COMITÉ GÉNÉRAL DES ASSOCIATIONS DE LA PRESSE FRANÇAISE.

Le Comité Général est « une Fédération professionnelle constituée par des associations ou syndicats de journalistes sans condition d'opinion, qu'ils soient parisiens, départementaux ou coloniaux et sous la réserve que chacun des groupements le composant conserve son entière autonomie. » Il a pour mission essentielle : 1° représenter l'ensemble des journalistes auprès des pouvoirs publics,

des grandes administrations, et des grands groupements; 2° veiller au maintien des droits de la presse et assurer la défense effective des intérêts moraux et matériels des journalistes : à cet effet, il peut se faire représenter dans toute réunion où sont mis en cause les intérêts professionnels en présence des directeurs comme dans toute commission paritaire.

Il peut admettre de nouveaux groupements, mais il faut un examen approfondi et un vote favorable émis par les deux tiers des votants, à la condition que la moitié plus un des groupements soit représentée : pour que la candidature de nouvelles associations soit valable, il faut qu'elles soient constituées depuis plus de cinq ans et possèdent leur pleine autonomie : elles doivent joindre à leur demande de candidature le texte de leurs statuts et la liste de tous leurs membres ainsi que la situation dont ceux-ci jouissent dans la presse.

La représentation numérique est identique pour chacun des groupements professionnels représentés au Comité général : un délégué titulaire et un délégué suppléant qui peut participer aux séances du comité général, mais sans participer au vote sauf en l'absence du titulaire. Le nombre de voix attribuées lors des votes à chaque association est le suivant : pour un groupe comptant de 1 à 200 membres, le vote du délégué compte pour une voix; pour un groupe de 200 à 600 membres, le vote du délégué compte pour deux voix; pour un groupe de plus de 600 membres, le vote du délégué compte pour six voix.

Le président, trois vice-présidents, le secrétaire général, deux secrétaires adjoints, le trésorier, sont choisis par le Comité général parmi ses membres et élus chaque année dans le courant de janvier.

Le Comité général se réunit sur la convocation de son

président et chaque fois que la demande en est introduite par le quart au moins des groupements adhérents. Le comité général ne peut délibérer valablement que si le quart des groupements au moins est représenté à la séance.

La révision des statuts peut être proposée par le Comité général ou demandé par le quart des groupements adhérents, toutes modifications devant être approuvées par les deux tiers au moins des délégués des groupements. Le Comité général comprend actuellement, entre autres : l'Association syndicale professionnelle des Journalistes Républicains; l'Association des Journalistes Parisiens; le Syndicat National; le Syndicat des Journalistes Français; le Syndicat des Journalistes Socialistes; ainsi que de très nombreuses associations de journalistes régionales ou départementales (associations de la Presse de l'Est; Syndicat de la presse marseillaise; association des Journalistes de l'Ouest, etc...).

IV. — L'ORGANISATION SYNDICALE DES DIRECTEURS DE JOURNAUX

Nous allons donner maintenant un aperçu de l'organisation syndicale des Directeurs de journaux. Ceux-ci sont groupés en divers syndicats : syndicat de la Presse parisienne, syndicat de la Presse périodique, syndicat des quotidiens régionaux et tous ces syndicats se rattachent eux-mêmes à un organisme central : la Fédération Nationale des Journaux français. Nous allons étudier à titre d'exemple le Syndicat de la Presse Parisienne et nous décrirons ensuite la Fédération Nationale des Journaux français.

Le Syndicat de la Presse Parisienne est formé entre les directeurs ou administrateurs de Journaux paraissant à Paris. Il a pour objet :

1° L'étude et la défense des intérêts professionnels, économiques, industriels, commerciaux de la Presse parisienne.

2° La représentation auprès du gouvernement des autorités, des administrations, des journaux ses adhérents.

3° Le règlement à l'amiable des diverses contestations qui lui sont soumises par ses membres.

L'adhésion au Syndicat résulte d'une demande adressée au président et contresignée par deux membres du syndicat. C'est le comité qui statue après enquête sur cette demande, l'admission étant prononcée à la majorité des $\frac{2}{3}$ des membres présents. Tout adhérent peut démissionner du syndicat par une lettre envoyée au Secrétaire général. De même par décision de l'Assemblée générale extraordinaire prise après enquête et sur la proposition de dix membres du syndicat, peuvent être exclus les membres qui auront commis des actes entachant l'honneur personnel ou nuisibles au syndicat, qui auront été frappés d'une condamnation afflictive ou infâmante ou qui seront en état de faillite ou de liquidation judiciaire.

Le Syndicat est administré par un Comité composé de douze à vingt membres élus au scrutin de liste par l'Assemblée Générale et révocables par elle. Ces membres sont nommés pour quatre ans, et chaque année, ils choisissent parmi eux, un Président, des vice-présidents, un secrétaire et un trésorier. Le Comité se réunit aussi souvent que l'intérêt du Syndicat l'exige sur convocation du Président ou de deux autres membres; en cas d'absence du Président ou des vice-présidents, le Comité désigne celui des membres présents qui remplira les fonctions de Président.

Le Comité ne peut délibérer valablement que sur les objets portés à l'Ordre du jour. Il a les pouvoirs les plus

étendus pour agir au nom du Syndicat et faire toutes les opérations relatives à son objet. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée générale par les statuts et de sa compétence sans aucune limitation. Il présente chaque année à l'Assemblée générale ordinaire un rapport sur sa gestion et il lui soumet ses comptes.

Les Assemblées générales se composent de tous les membres du Syndicat présents ou représentés, nul ne pouvant se faire représenter aux Assemblées générales que par un membre du Syndicat et suivant procuration écrite. La convocation à l'assemblée est faite par le Président du Syndicat au moyen d'une lettre individuelle adressée à chaque adhérent au moins cinq jours à l'avance.

L'ordre du jour des assemblées générales est arrêtée par le Comité. Tout membre du syndicat désireux de faire inscrire une question à l'ordre du jour doit en saisir le Comité au moins trois jours avant la date de l'Assemblée.

Les assemblées générales sont présidées par le Président du Comité ou à son défaut par le Vice-Président le plus ancien en fonction; deux assesseurs sont pris en dehors du comité et le bureau ainsi formé choisit son secrétaire. Pour pouvoir délibérer valablement les assemblées générales doivent réunir au moins le tiers plus un des membres du syndicat, soit en personnes, soit par mandataires.

Il ne peut être mis en délibération que les objets portés à l'ordre du jour. Les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et représentés. Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre spécial et les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs des délibérations des as-

semblées générales sont signés par le Président du Syndicat et par un membre du Comité.

Les assemblées générales délibèrent et statuent souverainement sur tous les intérêts du syndicat. Elles peuvent nommer présidents honoraires les anciens présidents ayant exercés leurs fonctions pendant au moins trois ans. En tous cas elles procèdent s'il y a lieu à la nomination des membres du Comité, le mandat des syndicts nommés en remplacement des syndicts défaillants expire à l'époque où aurait expiré le mandat de ceux qu'ils remplacent.

Il est tenu chaque année au moins une assemblée générale ordinaire : elle est seule compétente pour entendre le rapport du Comité sur la situation du syndicat et sur les comptes présentés par le Comité, comptes qu'elle redresse approuve, ou rejette.

Des assemblées générales extraordinaires sont toujours possible sur convocation du Comité. Tout adhérent peut adresser au Comité une demande de convocation de l'assemblée générale extraordinaire en faisant connaître les motifs de cette demande. Le Comité examine et apprécie le motif et s'il y a lieu convoque l'assemblée générale, étant entendu que la convocation est obligatoire si elle est réclamée par le tiers des adhérents.

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour statuer sur l'exclusion d'un adhérent, la modification des statuts, et la dissolution du syndicat.

Si le Comité ne prend pas l'initiative de proposer la modification des statuts, il est tenu de soumettre à l'Assemblée, les modifications dont il est saisi trois jours francs au moins avant la réunion de l'Assemblée et seulement si ces demandes sont signées au moins de vingt adhérents. Au cas où la dissolution du syndicat est décidée, l'Assemblée générale extraordinaire règle les condi-

tions de la liquidation et détermine l'attribution des biens du syndicat.

LA FÉDÉRATION NATIONALE DES JOURNAUX FRANÇAIS

La Fédération Nationale des Journaux Français est une Association établie en conformité de la loi du 1^{er} juillet 1901, et groupant les Syndicats de journaux français ou de directeurs, ou administrateurs de journaux français quotidiens et périodiques suivants : Le Syndicat de la Presse d'Opinions, le Syndicat de la Presse Parisienne, le Syndicat de la Presse Périodique, le Syndicat des Quotidiens régionaux, le Syndicat des Directeurs des Journaux sportifs, le Syndicat de la Presse technique, le Syndicat des quotidiens départementaux.

La Fédération Nationale des journaux français, a pour objet l'étude et défense des intérêts généraux de la Presse, elle représente la collectivité des journaux français.

Peuvent en faire partie en outre, les syndicats ou groupements de Journaux français, les journaux français non syndiqués ou non groupés qui en feront la demande par écrit et seront agréés par la Commission exécutive des Journaux français : la Commission peut toujours refuser l'admission sans avoir à fournir les motifs de son refus. Chaque journal n'appartenant à aucun syndicat ou groupement paie une cotisation annuelle de 500 francs au minimum : le montant exact de cette cotisation est déterminé par la Commission exécutive des journaux français. La Commission statuera eu égard à la situation particulière de l'adhérent sans pouvoir dépasser le maximum de 10.000 francs par an.

Tout membre de l'Association peut donner sa démission quand il lui convient, et en outre, la Commission

exécutive des Journaux français peut après l'avoir entendu ou l'avoir invité à se faire entendre proposer à l'Assemblée générale la suspension ou l'exclusion de tout membre (Journal, syndicat, ou groupement) qui 1° s'est rendu coupable d'un acte entachant l'honneur, ou a accompli des actes nuisibles aux intérêts généraux de la Fédération.

La Fédération Nationale des journaux français est administrée par un Conseil national d'administration qui prend le titre de : *Commission exécutive des Journaux Français*. La Commission se compose obligatoirement de deux membres du syndicat de la Presse d'opinion, treize membres du Syndicat Presse Parisienne, trois membres du Syndicat de la Presse Périodique, douze membres du Syndicat des Quotidiens Régionaux, cinq membres du Syndicat des Quotidiens départementaux, trois membres du Syndicat des Directeurs de Journaux sportifs, deux membres du Syndicat de la Presse Technique. Elle peut se composer au maximum de 54 membres.

Elle est élue par l'Assemblée générale sur la proposition des groupements et journaux ci-dessus désignés, ne peuvent en faire partie que ceux qui exercent effectivement les fonctions d'administrateur, ou de directeur de journaux : la durée de son mandat est de trois ans, chacun de ses membres est rééligible. Si pendant la durée de son mandat la Commission exécutive est réduite d'un tiers, elle peut se compléter provisoirement en tout ou en partie jusqu'à la plus prochaine assemblée générale.

Elle nomme un bureau dont elle détermine la composition, elle nomme en outre, en dehors des membres de la Fédération, le personnel administratif dont elle fixe les appointements. Les membres du bureau sont élus pour trois ans, ils sont toujours rééligibles, et la Com-

mission pourvoit au remplacement des membres du bureau qui ont cessé leurs fonctions pour quelque cause que ce soit.

La Commission exécutive se réunit aussi souvent que les intérêts de la Fédération l'exigent. Elle a pour but :

1° L'administration de la Fédération;

2° L'établissement d'une liaison très étroite entre les adhérents; la centralisation des renseignements utiles à la profession, la formation d'un centre d'action et défense commune des intérêts généraux de la corporation dans toutes les questions dans lesquelles, elle peut être engagée (salaires, révision de tarifs douaniers, transport, questions administratives, charges, imposition, etc.).

3° Le règlement à l'amiable des contestations qui lui sont soumises par ses adhérents.

4° L'examen ou l'arbitrage des affaires qui peuvent lui être envoyés par les tribunaux pour les concilier;

5° La représentation auprès des pouvoirs publics pour l'ensemble des journaux français par délégation permanente de la Fédération.

Elle ne délibère valablement que si le quart au moins des membres sont présents. En cas de vote lorsque les voix sont partagées en deux parties égales, celle du président de la séance compte pour deux.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA FÉDÉRATION NATIONALE.

L'assemblée générale a lieu chaque année sur convocation par lettre individuelle du Président ou de son suppléant. Elle est constituée par tous les journaux soit qu'ils aient adhéré directement, soit qu'ils fassent partie de syndicats ou de groupements adhérents. Le bureau

de la Commission exécutive peut dans les cas urgents et exceptionnels, réunir des assemblées générales extraordinaires.

L'ordre du jour des Assemblées générales est arrêté par la Commission exécutive qui, avant la réunion de l'Assemblée générale ordinaire rédige le compte rendu des travaux effectués pendant l'année écoulée, compte rendu qui est envoyé quinze jours avant la réunion de l'assemblée, aux adhérents afin que chacun puisse faire connaître ses observations et ses desiderata. Tout membre de la Fédération désireux de faire inscrire une question à l'ordre du jour, doit en saisir la Commission exécutive au moins huit jours avant la réunion. La Commission statue sur l'opportunité de l'inscription à l'ordre du jour demandée. Elle est tenue d'accepter l'inscription à l'ordre du jour pour toutes questions proposées par le tiers des adhérents.

Les assemblées générales sont présidées par le Président de la Commission exécutive, ou à défaut par l'un des vices-présidents. Pour délibérer valablement, les assemblées générales doivent réunir au moins, le tiers plus un des adhérents. Si une première assemblée ne réunit pas ce nombre, il est convoqué dans un délai de quinze jours une seconde assemblée qui délibère valablement quelque soit le nombre des membres présents ou représentés, mais seulement sur l'ordre du jour de la première assemblée.

Il ne peut être mise en délibération que les objets portés à l'ordre du jour. Les délibérations sont prises à la moitié plus une des voix des membres présents ou représentés. Toutefois, les délibérations concernant la suspension ou l'exclusion, les modifications de statuts, et la dissolution de la Fédération, doivent pour être valables

être prises à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. Chaque membre de l'Assemblée présent ou représenté dispose d'une voix, étant entendu que chaque membre présent ne peut représenter plus de trois voix, non compris la sienne.

Tout adhérent peut adresser à la Commission exécutive une demande de convocation de l'Assemblée générale extraordinaire, en faisant connaître les motifs de cette demande. La Commission examine et apprécie les motifs, et s'il y a lieu, décide si l'assemblée générale doit être réunie. La convocation de l'Assemblée générale est obligatoire si elle est réclamée par le tiers des adhérents. En cas de dissolution, l'Assemblée générale extraordinaire règle souverainement les conditions de la liquidation, et procède à la répartition de l'actif social, entre les syndicats ou groupements des journaux adhérents.

CONCLUSION.

On pouvait lire dans le Bulletin du Syndicat national des Journalistes de février 1936, dans un rapport relatif à la loi de 1935, ces lignes caractéristiques : *« Car enfin voici une loi d'inspiration entièrement originale qui, innovant dans la législation française, crée un mécanisme sans analogue dans notre économie sociale et sans attendre que les esprits se soient accoutumés à une pratique si neuve, contraint une profession à se plier à un ordre que rien n'annonçait. Et quelle profession ? La plus inorganique, la plus indisciplinée, la plus ignorante de toutes les conditions de la vie sociale moderne, la plus dédaigneuse des règles qui s'imposent désormais à tout être humain vivant en société, enfin la profession la plus opiniâtrement et la plus absurdement individualiste, la plus insoucieuse aussi de la défense de ses intérêts essentiels »* et quelques lignes plus loin, il indiquait qu'à son avis au moins 50 % des journalistes restaient en dehors du mouvement syndical.

Ainsi donc, à en croire l'autorité la plus compétente en la matière, la profession de journaliste comportait au point de vue de l'organisation une très forte dose d'anarchie : à chaque disposition que nous commentions, nous avons retrouvé ce problème ; rien ne peut remplacer une organisation professionnelle cohérente, même pas la meilleure des lois : c'est probablement parce que l'organi-

sation professionnelle n'était pas assez forte que la loi a été amenée à remplacer le contrat collectif défaillant.

Que ceci mette les journalistes en garde : s'ils n'y portaient la plus extrême attention, il en serait de cette loi comme de beaucoup d'autres ; si le statut professionnel n'était pas épaulé, vivifié allions-nous écrire, par un mouvement d'ensemble des journalistes français, les organisations patronales trouveraient bien des moyens pour atténuer la portée du statut. Il faut donc que les journalistes ne s'endorment pas dans un repos trompeur mais qu'ils luttent pour maintenir à leur profit les dispositions du Statut et, dans toute la mesure du possible, les perfectionner.

Car le Statut professionnel des journalistes n'est point parfait. Il comporte même nombre d'imperfections purement matérielles, d'inadvertances du législateur : on se demande pourquoi la loi a été si mal rédigée. Nous avons relevé en son temps chacun de ces défauts qu'une interprétation littérale pourrait rendre dangereux. Tout ceci n'est pas grave. Mais au fond la loi ne mérite-t-elle pas quelques sérieux reproches ? La plus grande faute qu'elle a commise a certainement été de ne pas rendre la sanction du salaire minimum plus efficace : ceci pourrait devenir dangereux avec un gouvernement qui ne professerait pas des théories sociales généreuses.

Nous tenons également à mettre en lumière un autre point : pour les salaires minima, la carte d'identité, le calcul de l'indemnité de congédiement supérieure à quinze mois, la loi pose en principe que les décisions seront prises par des commissions mixtes composées de directeurs et d'employés. Or, dans chaque cas, on aura affaire à des commissions différentes : d'autre part, le champ d'action

de ces commissions n'est jamais identique et lorsque des réclamations sont possibles, elles ne sont pas portées devant la même autorité supérieure.

Nous ne comprenons pas du tout ce fractionnement des commissions : il eut été bien préférable de constituer, dans le cadre régional, car sauf pour la Seine il semble bien que le cadre départemental soit trop restreint, une seule commission compétente pour statuer sur toutes ces questions, avec appel possible à une commission supérieure mixte, siégeant à Paris et constituant un véritable Tribunal professionnel. Ainsi aurait pu se déterminer insensiblement une jurisprudence ferme, identique pour tous. Et l'un des inconvénients majeurs du statut, son extrême brièveté, son imprécision souvent, se seraient vus considérablement atténués.

Sans doute, on ne peut demander au Parlement statuant en matière professionnelle, de faire une œuvre parfaite du premier jet. Les questions professionnelles mettent essentiellement en jeu des intérêts opposés; leur solution doit être le résultat de formules transactionnelles, atténuées. Le législateur semble parfois ne pas oser de nettes affirmations auxquelles il préfère des solutions un peu imprécises, ne heurtant pas de front l'un des intérêts en présence : timidité du législateur bien excusable certes pour qui n'ignore pas certains aspects foncièrement conservateurs de notre législation du travail. Ceci nous fera passer sur les imperfections et les imprécisions de la loi : en fin de compte, son résultat sera favorable et il est difficile d'en demander davantage pour un dernier essai.

Il convient de marquer en terminant l'esprit nouveau qui se dégage du Statut professionnel du 30 mars 1935. Toute loi professionnelle postule une certaine philosophie

des rapports sociaux : en ce sens, le Statut des journalistes marque une volonté d'organisation rationnelle et systématique des professions. Depuis le début du XIX^e siècle, trois conceptions dominantes ont eu cours. Dans une première phase, le législateur s'en tient à l'application du libéralisme absolu : aucune disposition législative ou réglementaire ne vient entraver la liberté des parties contractantes : en ce sens, selon le mot célèbre, la liberté devient pour le fort le pouvoir d'opprimer le faible; en même temps, fidèle à sa doctrine, le législateur prohibe l'action collective.

Dans une seconde phase, le législateur, préoccupé des souffrances de la classe ouvrière et peut-être aussi pour enrayer quelque peu l'action révolutionnaire des masses, vote des lois de plus en plus nombreuses limitant la liberté dans l'élaboration du contrat : des stipulations obligatoires restreignent l'individualisme; en même temps, l'action collective devient licite.

Mais cette action collective se développant et s'organisant, parvient à prendre une influence grandissant dans la vie publique et nous parvenons à cette troisième phase dont la loi du 30 mars 1935 est une des manifestations: car, remarquons-le jusqu'à présent, si la loi venait limiter la liberté dans l'élaboration des contrats par des dispositions de plus en plus précises, rien n'obligeait les parties à s'entendre sur les points laissés dans l'ombre par la loi; les intéressés peuvent employer les moyens de l'action collective : grèves, lock-out, mais ces moyens sont par définition même anarchiques car si l'une des parties ne réussit pas à imposer sa volonté, si chacune ne veut consentir les sacrifices qui permettraient une entente, rien alors ne permettra d'obliger les intéressés à se mettre

d'accord : entendons-nous, des procédures d'accord sont prévues dans la législation française, il y a des lois sur la conciliation et l'arbitrage, sur la convention collective, mais tout ceci reste facultatif et comme chacune des parties s'appuie sur la force syndicale, à mesure que cette action se développe, la mésentente s'aggravera car chaque partie se sentira ou se croira assez forte pour ne rien céder.

C'est alors que la nécessité d'une troisième phase se fait sentir : après avoir limité la liberté du contrat, on s'attaque à ce principe de liberté même et on oblige les intéressés à conclure un accord. Cela peut se concevoir d'une double manière : ou la loi, par des dispositions précises, fixera les droits et obligations de chaque partie ne laissant au contrat le soin de régler que les détails, ou elle se bornera à poser le principe du contrat obligatoire sans déterminer son contenu au fond, la seule obligation imposée étant de conclure. La loi de 1935, on l'a vu, a employé à tour de rôle chacun de ces deux procédés.

Mais il faut bien voir que dans cette troisième phase, l'Etat sera amené à intervenir fréquemment. Car il ne suffit pas de mettre les parties en présence pour les obliger à s'entendre : les intérêts des employeurs et des employés sont, quoi qu'on en dise, opposés par nature et si une entente ne se réalise pas par des concessions réciproques, un pouvoir devra intervenir pour trancher le litige. Mais les parties en présence représentant le pouvoir professionnel, le pouvoir qui interviendra devra être d'une autre nature, car sinon la solution ne serait que reculée : c'est au pouvoir politique que revient en dernier recours le soin de trancher les conflits professionnels.

Que l'évolution législative soit en France, depuis tout

récemment il est vrai ¹, en ce sens, il n'est pour s'en convaincre que de parcourir les textes votés en novembre et en décembre 1936 sur la conciliation et l'arbitrage auxquels seront désormais soumis tous les conflits du travail.

En effet, les principales dispositions de la loi sur l'arbitrage obligatoire, votée après bien des discussions devant le Sénat surtout, sont les suivantes : dans l'industrie, dans le commerce, les conflits collectifs du travail doivent être soumis aux procédures de conciliation et d'arbitrage avant toute grève ou lock-out. A défaut de convention collective fixant les règles de ces procédures de conciliation et d'arbitrage, le gouvernement fixera par décret rendu en Conseil d'Etat les modalités des procédures d'arbitrage. S'il y a lieu à désignation d'un surarbitre, à défaut par les parties ou par les premiers arbitres de s'être entendus sur ce choix, ce surarbitre sera désigné parmi les membres en activité ou en retraite des grands corps de l'Etat. Ces procédures de conciliation et d'arbitrage obligatoire seront organisées dans le cadre de lois existantes. Les deux arbitres et le surarbitre auront les pouvoirs d'amiabes compositeurs. L'arbitrage aura pour objet d'établir un règlement équitable des conditions de travail en vue de créer, au lieu d'emploi, une atmosphère de collaboration dans le respect des droits mutuels des parties : droit de propriété, droit syndical, liberté syndicale, liberté du travail, liberté individuelle. La sentence arbitrale sera motivée sans appel, obligatoire et rendue publique.

(1) Notons cependant qu'aux termes de la loi du 29 octobre 1921, article 12 des règles d'arbitrage étaient posées pour la solution des litiges entre les réseaux et leur personnel : pour toutes les contestations relatives aux conditions du travail, régime des pensions était constitué un tribunal arbitral composé de 2 arbitres nommés par les représentants des réseaux, de 2 arbitres désignés par les représentants du personnel et d'un cinquième arbitre désigné par le Conseil Supérieur des Chemins de Fer.

Mais il restera que dans les pays à constitution démocratique, le rôle de l'Etat ne devra pas être, comme dans les pays qui consacrent le principe de l'état totalitaire, d'asservir, de caporaliser l'économie et les diverses classes sociales; l'Etat interviendra parce que, apercevant l'intérêt général, il saura l'imposer aux parties aveuglées par leurs prétentions égoïtes. Il sera un arbitre rendant l'entente possible, l'imposant s'il le faut, mais dans le seul cadre professionnel. La liberté est un bien qui se gagne; si les parties n'ont pas la sagesse suffisante pour la conserver, elles devront se résigner à voir l'Etat leur imposer une solution.

Mais ce ne sera ni dans l'intérêt d'un parti, ni dans l'intérêt d'une classe : ce sera dans l'intérêt général du pays, qui postule des solutions professionnelles faisant une part équitable à chacun des intérêts en présence. L'alerte passée, les intéressés redeviendront libres de mener l'action collective à leur guise, dans le seul cadre des directives légales, sans qu'aucun régime de police s'appesantisse sur eux.

Ce sera l'honneur du Statut professionnel des journalistes que d'avoir appliqué ces principes en la matière qu'il réglemente : la loi sur les points principaux oblige les intéressés à conclure et s'ils n'y parviennent elle leur impose l'arbitrage de fonctionnaires, fonctionnaires représentant un pouvoir d'une autre nature que le pouvoir des parties en présence.

Ainsi l'ordre s'établira dans une profession.

Puisse l'Etat, dans le cadre des principes et des institutions républicaines, assurer la pacification des intérêts professionnels en lutte et redonner au pays la paix sociale et l'ordre dont il a tant besoin.

ANNEXE N° I

JOURNALISME ET RADIO

L'existence des formes nouvelles de la presse (Radio notamment) pose deux catégories de problèmes qu'il faut mentionner et à propos desquels on veut présenter quelques suggestions.

A) Conditions des journalistes radiophoniques.

Le rapport Brachard très large sur ce point les admettait au bénéfice du statut. La loi n'a pas repris cette extension à son compte. Par conséquent, la question n'est pas tranchée, en législation du moins, car en Droit strict les journalistes radiophoniques sans aucune discussion n'ont pas droit aux diverses dispositions de la loi du 30 mars 1935, l'énumération des ayant-droit étant limitative.

Le Syndicat National des Journalistes, dans une lettre au Ministre des P. T. T., a réclamé l'assimilation des Journalistes-radiophoniques aux journalistes professionnels, en faisant valoir l'argument suivant : « La conséquence nécessaire et d'ailleurs salubre d'une telle décision sera que la Presse radiophonique cessera d'être envahie comme elle l'a été naguère et comme elle le demeure par un flot de Journalistes amateurs dont l'inexpérience professionnelle s'est bien souvent révélée de la façon la plus dom-

mageable à la réputation de la Presse radiophonique française ».

Partant il réclame pour les Journalistes radiophoniques le bénéfice de la carte d'identité professionnelle et des diverses autres mesures du statut. Pareillement il réclame que les Directeurs de journaux parlés soient choisis parmi les journalistes professionnels.

Ces considérations sont rationnelles et équitables mais on ne peut leur donner satisfaction dans le cadre actuel de la loi. Le règlement devra donc intervenir pour appliquer le cas échéant les dispositions de la loi du 30 mars 1935 aux journalistes radiophoniques.

Mais ce problème n'est pas très grave.

B) Rapport du journalisme et de la radio.

Ce problème au contraire est beaucoup plus important, car il concerne la question de la concurrence du journal-radio et de la presse écrite, question que M. Joseph-Barthélemy a posée en ces termes : « Il y a aussi d'autres questions : ce sont les rapports du journalisme et de la radio. Les journalistes se plaignent. Voilà par exemple, à la dernière réunion des journalistes parlementaires un journaliste qui dit : j'ai assisté à une séance extrêmement importante et il cite la séance où M. Doriot et M. Henriot s'affrontent (?). Je rentre chez moi pour envoyer une dépêche à mes journaux les informant de cet incident, j'ouvre mon appareil et j'entends que toute la France est informée de ce qui vient de se produire : ma dépêche est donc inutile.

Que demandent les journalistes ? Naturellement qu'on les protège en réglementant la concurrence d'en face. C'est un peu le système des commerçants contre les Maga-

sins à prix unique; il y a un progrès, ceux qui sont en arrière demandent que le progrès soit arrêté.

Ils demandent notamment ceci : en Allemagne, en Italie, la radio ne transmet les nouvelles que 4 heures après de façon à ce que les journalistes informateurs puissent vivre. Mais le système anglais est encore meilleur : interdiction de faire des commentaires sur une nouvelle ».

En présence de cet état de fait le Syndicat National des Journalistes a présenté les desiderata suivants :

1° Qu' il n'y ait pas d'émissions trop fréquentes d'informations par la radio. Les émissions, sauf circonstances exceptionnelles, doivent être limitées à trois par jour, le matin, à midi et le soir; leur longueur ne dépassant pas au total 45 minutes.

2° Que les revues de presse ne soient pas des lectures d'articles entiers et se bornent à de courts extraits des journaux du jour. Ces émissions ne devront pas excéder deux fois 10 minutes par jour.

3° Que le micro soit exclu des débats parlementaires et judiciaires.

Nous ne pouvons pas approuver les revendications du Syndicat National : on ne peut au nom d'intérêts professionnels si respectables soient-ils, arrêter le progrès technique. Que les journalistes se défendent, c'est leur droit, mais le public qui paie pour se servir de la radio a le droit d'exiger les informations les plus rapides et les plus complètes et toute tentative de limitation des informations par radio porte atteinte à ce droit.

Ceci est une solution dictée par le souci de l'intérêt public devant lequel l'intérêt professionnel des journalistes doit s'incliner. En Province, en beaucoup d'endroits,

on en est encore au journal unique du matin : aussi la radio est-elle la bienvenue et doit-elle donner toutes les informations les plus exactes, les plus complètes, dans le minimum de temps et sans aucune limitation.

ANNEXE N° 2.

TRAVAUX DES COMMISSIONS DE BAREME EN PROVINCE

Nous allons étudier, à titre d'exemple, les travaux de quelques commissions paritaires en province.

AIN et SAÔNE ET LOIRE. — Dans ces départements, l'organisation professionnelle est très faible. A vrai dire, il y a très peu de journalistes professionnels : 2 dans l'Ain et une douzaine à Chalon-sur-Saône. La Commission paritaire a établi un barème très simple comportant cinq catégories d'emplois depuis le Rédacteur débutant à 600 frs par mois jusqu'au Rédacteur en chef à 1.500 frs. Ces traitements sont évidemment très faibles.

BRETAGNE. — La commission a distribué les journaux en trois catégories, régionaux, départementaux, hebdomadaires. Dans la première catégorie les appointements mensuels minimum sont de 1.000 à 2.500 frs, dans la seconde de 900 à 1.700 et dans la troisième de 7 et 800 frs. La commission a stipulé que les Directeurs ne pourraient en aucun cas prendre prétexte de ces minimum pour diminuer des situations acquises.

LORRAINE. — La commission a réparti les journaux en deux catégories : quotidiens, journaux autres que les quotidiens et au moins hebdomadaires. Pour les premiers sa-

lares de base : de 1.000 frs, pour les seconds : salaire de base de 800 frs.

AISNE. — La commission n'a déterminé aucune catégorie de journaux et a constitué trois catégories de traitements, Rédacteurs 1.300 frs, Secrétaire de rédaction 1.500 frs, Rédacteur en chef 1.800 frs.

GIRONDE. — Les quotidiens bordelais ont été classés en deux catégories suivant qu'ils ont un tirage inférieur ou supérieur à 100.000 exemplaires. Trois catégories de traitements ont été prévues : 1.550 frs pour les Rédacteurs à responsabilité, 1.350 frs pour les Rédacteurs ordinaires et 1.750 frs pour les Secrétaires de rédaction.

HAUTE-GARONNE. — C'est M. Charles ROUGÉ, Vice-Président du Tribunal Civil qui a réglé la question par une sentence arbitrale fixant quatre bases : rédacteur de 2^e classe : 1000 fr, rédacteur de 1^e classe : 1.200 frs, secrétaire de rédaction : 1.500 frs, chef des Informations : 1.800 frs.

LOIRET. — Deux catégories de journaux. Quotidiens : après deux ans 1.200 frs; après cinq ans 1.500 frs; rédacteur en chef 2.250 frs. Hebdomadaire : après deux ans : 1.100 frs, après cinq ans, 1.400 frs; rédacteur en chef, 2.000 frs.

NORD. — Trois catégories de journaux. Dans la première catégorie cinq distinctions d'emplois; du rédacteur en chef à 3.000 frs au simple reporter à 1.300 frs. Pour la deuxième catégorie, diminution de 10 % sur les traitements de la première catégorie. Pour la troisième catégorie, diminution de 25 % sur les traitements de la deuxième catégorie.

PAS DE CALAIS. — Trois catégories de journaux : quotidiens, régionaux et départementaux; autres quotidiens,

périodiques. Dans les deux premières catégories, trois catégories d'emplois; dans la troisième catégorie, seule stipulation qu'aucun salaire ne doit être inférieur à 1.000 frs.

HAUTE VIENNE. — Trois catégories de journaux; dans les deux premières catégories, trois catégories d'emplois (secrétaire de la rédaction, secrétaire adjoint et rédacteur, faits diversiers). Pour la troisième catégorie, salaire unique, 1.000 frs.

Il est à remarquer que les traitements minimum ne sont dûs qu'après un certain stage d'apprentissage dans le journalisme. La durée en est du reste variable deux ans dans la Haute-Vienne, un an d'exercice et vingt-et-un ans d'âge dans le Pas-de-Calais, 21 ans d'âge et deux ans de présence dans le Loiret, etc.. La situation de ces stagiaires est parfois laissée à la conclusion de contrats individuels de gré à gré; cette solution est parfaitement regrettable; il faut qu'un règlement intervienne pour fixer d'une manière précise les conditions de l'apprentissage dans le journalisme.

ANNEXE N° 3.

CARTE D'IDENTITE

des

JOURNALISTES PROFESSIONNELS

Loi du 29 mars 1935 — Décret du 17 janvier 1936

DEMANDE A REMPLIR

par les journalistes qui désirent recevoir la carte
d'identité professionnelle

(décret du 17 janvier 1936, art. 4)

Je soussigné,

Nom

Prénoms

(Souligner le prénom usuel)

Pseudonymes

Souligner le pseudonyme au cas où il doit être porté sur la
carte comme dénomination plus usuelle que le nom

Lieu et date de naissance

Nationalité

Domicile

(bien indiquer l'adresse complète : ville, rue, numéro)

Demande la délivrance de la **Carte Professionnelle des Journalistes**, dans les conditions instituées par la loi du 29 mars 1935 et le décret du 17 janvier 1936, dont je déclare avoir pris connaissance.

Je joins à ma demande à titre de pièce d'identité un extrait de casier judiciaire à mon nom, datant de moins de trois mois.

Je déclare exercer actuellement ma profession dans les publications ou agences françaises d'informations suivantes :

J'y occupe les fonctions suivantes :

J'y suis rémunéré de la façon suivante :

au mois

à l'article

(l'indication du montant des rémunérations est facultative)

Mes fonctions antérieures dans la presse ont été

(Indiquer ci-dessus l'âge des débuts, les interruptions éventuelles, les motifs de ces interruptions. Enumérer les collaborations successives avec indication des dates d'entrée et de départ).

Mes occupations antérieures à mon entrée dans la presse (al. 2° de l'art. 4) :

Je suis adhérent aux groupements professionnels suivants :

(Au cas où le candidat n'est membre d'aucun groupement, inscrire le mot : NEANT).

Je suis adhérent à la Caisse professionnelle de retraites ci-après désignée :

(Au cas où le candidat n'est adhérent à aucune caisse professionnelle de retraites, inscrire le mot : NEANT).

Je reconnais avoir, outre mon activité de Journaliste, d'autres occupations régulières et rétribuées, qui sont les suivantes :

(indiquer particulièrement si le candidat pratique, de façon régulière ou accidentelle, des affaires de publicité, ou s'il est rémunéré pour partie par des commissions ou remises).

La valeur proportionnelle des sommes que me rapportent d'une part le journalisme, d'autre part mes autres occupations, s'exprime par le pourcentage suivant :

Journalisme pour cent.

Autres occupations pour cent.

(Au cas où le candidat n'a pas d'autre occupation régulière et rétribuée que le journalisme, il doit rayer ces trois derniers paragraphes).

Sur l'honneur

1° Je déclare :

A) Que le journalisme est ma profession principale, régulière et rétribuée.

B) Que tous les renseignements fournis ci-dessus sont conformes à la vérité.

2° Je m'engage :

A faire connaître à la Commission tout changement qui, survenant dans ma situation, entraînerait une modification des déclarations produites par moi, en vue de l'obtention de la carte;

A restituer ma carte à la Commission, si je cesse d'être journaliste professionnel ou si j'y suis invité en vertu d'une décision prise par elle.

Date

SIGNATURE :

La présente demande doit être accompagnée :

- 1° D'un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date;
- 2° D'une attestation de la direction de l'entreprise de presse où le candidat exerce sa profession.
- 3° De la somme de cinq francs (en un mandat-poste ou un chèque) pour frais d'établissement du dossier.
- 4° D'une photographie récente en triple exemplaires (format passeport).

ANNEXE N° 4

LES JOURNALISTES ET L'OBLIGATION AU SECRET PROFESSIONNEL

Posons le problème d'une façon concrète : au cours d'une enquête, un journaliste est appelé à recueillir certaines confidences, certains aveux : cité comme témoin devant une juridiction pourra-t-il refuser de dévoiler ce qu'on lui a confié en invoquant l'obligation au secret professionnel ? Il faut distinguer : la jurisprudence, le point de vue rationnel.

La jurisprudence a toujours catégoriquement refusé au journaliste le droit de faire état du secret professionnel. La Cour d'Assises de la Seine, le 22 janvier 1885, a refusé de considérer les journalistes comme liés par le secret professionnel car « lorsqu'on parle de journal ou de journaliste, on parle de ce qui est le plus exclusif du secret professionnel ». Un jugement du Tribunal de Lille du 5 août 1893 condamna un journaliste à une amende pour le même motif et plus récemment, en septembre 1924, le Commissaire-rapporteur près le Tribunal Maritime de Cherbourg a prononcé une amende contre le rédacteur en chef d'un journal local qui avait refusé de déposer en se prétendant lié par le secret professionnel. La question n'a jamais été soumise à la Cour de Cassation, mais il est probable qu'elle confirmerait les quelques décisions des juridictions inférieures que nous possédons à ce sujet.

Mais si la jurisprudence refuse absolument de consa-

crer ce droit de se retrancher derrière le secret professionnel, les associations de journalistes considèrent que ce droit leur est absolument acquis et tiennent pour anormal qu'un journaliste dépositaire de secrets et de confidences soit tenu, ou de trahir ceux qui lui ont fait confiance, ou de se voir condamner en justice. Juridiquement à notre sens, le problème ne fait l'ombre d'un doute. L'article 378 du Code Pénal énumère la liste des personnes qui sont tenues par le secret professionnel et nous considérons que l'interprétation du Code Pénal doit toujours être absolument restrictive. En allant au fond des choses, le secret professionnel est beaucoup plus une obligation qu'un droit pour l'individu et sans vouloir faire des journalistes des auxiliaires de la police ou de la justice, nous tiendrons non seulement comme anormal, mais encore comme antisocial, qu'un journaliste au courant d'un crime ou de l'identité du criminel, se retranchât derrière le secret professionnel ou refusât de se mettre à la disposition des autorités chargées de la répression de ce crime. Evidemment, ceci est un cas limite et dans d'autres cas, le problème peut se présenter différemment. Ici, plus que partout ailleurs, tout est question de nuance et surtout de conscience, car la question est en somme de savoir si la conscience professionnelle doit toujours prendre le pas sur la conscience tout court. Nous refusons de conclure par une formule absolue : le journaliste a-t-il le droit de se retrancher derrière le secret professionnel ? Cela dépend mais toutes les fois qu'un acte antisocial aura été commis, aucune considération ne motivera le silence du journaliste auquel sa profession a permis de se procurer des renseignements exacts et précis.

ANNEXE N° 5

DEUX RECEPTIONS A L'ACCUEIL FRANÇAIS

L'Accueil français, nous l'avons signalé en son temps, se donne pour but entre bien d'autres, celui de mettre en en contact les journalistes étrangers avec d'éminentes personnalités françaises et notamment avec nos grands hommes d'Etat.

Le 27 janvier 1937, l'Accueil français, qui avait déjà reçu M. Léon BLUM et M. Charles SPINASSE, M. de MONZIE et le Comité de l'Encyclopédie, a reçu M. Pierre-Etienne FLANDIN et M. Georges PERNOT. M. FLANDIN exprima sa satisfaction de se trouver dans un milieu de journalistes étrangers et indiquant que lors de son passage au quai d'Orsay, il avait conçu le projet de constituer un centre d'accueil et de documentation pour les journalistes étrangers, afin de les mieux renseigner sur les événements et le caractère de notre Pays, il se félicite que l'Accueil français eut comblé cette lacune et que par l'initiative privée fut créé ce centre d'accueil qu'il n'avait pas eu le temps de réaliser officiellement.

M. Georges PERNOT ensuite se félicitant de la fondation et du développement de l'Accueil français fit un très utile exposé de la politique sociale de la France et il souligna que toute une œuvre sociale réalisée grâce à la collaboration de l'initiative privée et de l'action gouvernementale mériterait d'être mieux connue à l'étranger afin d'être mieux appréciée : l'Accueil français pourrait remplir cette

tâche en donnant aux journalistes étrangers le vrai visage de la France.

Le 3 février 1937, l'Accueil français recevait M. Edouard HERRIOT. L'éminent homme d'Etat prononça une allocution dans laquelle, il souligna la nécessité d'une constante collaboration entre hommes politiques et journalistes français d'une part, et journalistes étrangers d'autre part. « Je professe l'opinion que dans les difficultés qui séparent les hommes, que ce soit à l'extérieur ou à l'intérieur, il y a beaucoup plus de malentendus que de véritables causes de conflit... Je suis profondément peiné lorsque je vois la France méconnue, lorsqu'on tient nos divisions pour plus profondes qu'elles ne le sont alors que celles-ci sont seulement l'exercice du droit de critique... Si nous ne pouvons plus être numériquement un des plus grands pays du monde, nous avons le désir de rester le plus accueillant, le plus fraternel, le plus généreux. Je vous demande de prendre le train, de parcourir les provinces françaises. Vous aurez la confirmation de ce que savent ceux qui ont vécu en France que notre peuple est un peuple laborieux, économe, attaché à son foyer, attaché à ses enfants, souvent assez indifférent aux grands orages qui font ailleurs tant de bruit, profondément désireux de voir se réaliser la pensée que je prends la liberté d'exprimer au nom du pays tout entier : la paix entre les hommes dans un régime commun de labeur, de dignité et de sécurité ».

Le ton des discours prononcés à l'Accueil français montre mieux qu'un long commentaire ce que l'on peut attendre de cette institution destinée à rehausser le prestige de la France vis-à-vis des journalistes étrangers et par là vis-à-vis de l'opinion de leur pays.

ANNEXE N° 6

APERÇU HISTORIQUE SUR LA CONDITION DU JOURNALISTE

Il nous a paru intéressant de faire quelques recherches sur la qualification juridique des journalistes dans la doctrine qui a précédé la grande guerre. Afin de ne pas alourdir notre exposé, nous avons préféré faire état de ces renseignements intéressants à plusieurs points de vue dans une des annexes à cette étude. Deux thèses de doctorat consacrées à ce sujet ont été soutenues à la Faculté de Paris, en 1908/1909.

La première s'intitule « Des rapports juridiques qui existent entre les journaux et leurs rédacteurs (Lemaître) ». Cette thèse soutenue en 1908 considère successivement le journaliste comme un vendeur, comme un locateur de service, comme un associé. Elle étudie ensuite le contrat d'édition, la règle « les manuscrits non insérés ne sont pas rendus » et enfin la responsabilité des journaux vis-à-vis des tiers, et à propos de leurs rédacteurs.

Le journaliste vend son article au journal : que pourra en faire celui-ci ? L'auteur déclare que le journaliste transfère à son journal la propriété de l'article, le vend sous réserve du respect de la forme originale. Il étudie le point de savoir si cette vente constitue un acte de commerce : il répond négativement et en conclut que les formes de la cession d'un article de journal sont celles du droit commun. Il étudie ensuite les droits et obligations qui résultent

tent pour les deux parties de la vente d'un article de journal : le journaliste doit livrer son article, donner des garanties, etc...

Considérant ensuite le journaliste comme un locateur de services, il établit que le contrat de louage de services doit lui être appliqué, mais étudiant la cessation et la rupture de ce contrat, il demande que le journaliste ne soit point obligé pour obtenir une indemnité, de prouver que le renvoi est injustifié et qu'il ait simplement à démontrer le caractère brusque du renvoi. Il tente d'administrer la preuve de la nécessité d'un préavis et se basant sur quelques jugements dans lesquels vu les difficultés du reclassement dans la profession du journaliste, ce préavis a été accordé, il demande le droit pour le journaliste à trois mois de préavis et ceci sous la menace de voir remplacer le préavis par autant de mois de salaire.

Mais tout ceci est assez bref et assez flottant : les deux tiers de la thèse sont consacrés à démontrer que le journaliste quoique fournissant un travail intellectuel doit être assimilé à un locateur de services : nous avons considéré ce point comme établi dès les premières lignes de ce travail.

L'auteur pose ensuite que si le journaliste en général n'est pas un associé au sens de l'article 1622 du Code Civil, le contrat de société lui paraît possible vis-à-vis du rédacteur en chef.

Etudiant le contrat d'édition, il s'attache à démontrer que ce contrat ne possède pas une nature propre, mais que tout dépend de son contenu : si l'auteur garde la propriété de son œuvre, il y a simplement louage de services de la part de l'éditeur; si l'éditeur devient propriétaire, il y a vente; si l'auteur est rémunéré proportionnellement au nombre d'ouvrages vendus, il y a contrat de société.

Enfin, pour la règle que les manuscrits non insérés ne sont pas rendus, il réclame qu'elle ne soit pas appliquée aux rédacteurs attitrés des journaux dont on n'a pas publié les articles, car ces articles doivent être réputés acceptés par avance.

Pour la responsabilité civile des journaux vis-à-vis des tiers, à propos de leurs rédacteurs, il indique que cette responsabilité doit trouver sa base dans les articles 1382 et 1383 et non dans l'article 1884 : c'est au journal à réparer le préjudice causé par sa faute. Et il conclut par cette affirmation « le code civil suffit pour nous guider parmi les difficultés qui se présentent ». Il semble que notre travail ait été écrit pour démontrer le contraire.

La seconde thèse que nous voulons examiner, présentée en 1909 s'intitule « Les droits et obligations des directeurs de journaux vis-à-vis des journalistes.

L'auteur étudie d'abord les droits des directeurs de journaux vis-à-vis des journalistes, le fondement du droit de congédiement à volonté, ses restrictions. Il énumère ensuite les droits des directeurs sur les articles cédés par les journalistes, la propriété littéraire des articles de journaux, la cession de ces articles sous forme de vente, et sous forme de contrat d'édition. Il indique ensuite certains droits accessoires des directeurs de journaux vis-à-vis des journalistes; les droits des journalistes sur les sommes qui leur sont dues; les moyens de mettre fin aux contestations entre les directeurs de journaux et leurs employés; la responsabilité civile des directeurs de journaux et leurs recours contre les journalistes.

Il termine enfin son étude par des considérations assez intéressantes sur les associations de presse, leur influence, sur les contrats passés entre les directeurs et les journalistes; et il essaie de déterminer ce que seraient les rap-

ports entre les directeurs et les journalistes si le régime des syndicats de la Loi de 1884 s'appliquait à la profession (il indique les avantages procurés aux journalistes par les syndicats de presse; la nature juridique des contrats que passerait le syndicat de journalistes avec les directeurs de journaux; et les droits reconnus par la juridiction au syndicat ordinaire et dont jouiraient les syndicats de journalistes).

Tous ces travaux ne font aucun état des préoccupations actuelles du journaliste : il suffit de comparer les titres des chapitres de ces thèses aux problèmes qui se posent et que nous avons posés tout au long de cette étude pour comprendre combien en 25 ans, la condition professionnelle du journaliste a évolué dans un sens favorable à celui-ci et grâce à une action syndicale ferme et persévérante : la carte d'identité professionnelle, le principe du salaire minimum, l'indemnité du mois par année, le bénéfice de la clause de conscience, telles sont quelques-unes des conquêtes les plus récentes des journalistes français et dont le bénéfice, l'application, n'étaient même pas envisagés dans des travaux honorables, faits en connaissance de cause et traduisant parfaitement l'état d'esprit d'alors vis-à-vis des collaborateurs des journaux. L'étude, même rapide, de ces travaux, dont le plus ancien a 26 ans l'existence, nous montre combien les temps sont changés pour les journalistes français.

ANNEXE N° 7

LIBERTE DE LA PRESSE ET ORGANISATION PROFESSIONNELLE DES JOURNALISTES

L'étude que nous avons entreprise avait uniquement pour objet la description du statut professionnel des Journalistes : nous avons volontairement laissé hors du cadre de notre sujet les conditions juridiques de l'activité des journalistes. Les modifications récentes apportées par la Chambre des Députés seulement en attendant un vote du Sénat, modifications à la Loi de 1881, pour intéressantes qu'elles soient, n'ont pas retenu notre attention. Il nous paraît cependant intéressant de faire connaître sur ce sujet les désirs exprimés par le Syndicat National des Journalistes, organisation professionnelle la plus représentative du monde des journalistes.

Le Syndicat National fermement attaché au principe de la liberté de la Presse n'a jamais voulu faire de la loi de 1881 un statut définitif pour la presse, mais il a réclamé que toutes modifications qui lui seraient apportées soient au préalable étudiées par les représentés qualifiés de leur profession au cours d'une étude sérieuse et méthodique.

Proclamant intangible le principe de la liberté de la presse, il s'est efforcé, dans un ordre du jour, du 25 juin 1935, de préciser les conditions dans lesquelles ce principe doit s'exercer.

Cet ordre du jour est ainsi conçu : « Considérant que la diffamation, la calomnie, le chantage, sont le déshon-

neur de ce qui s'en rend coupable et sont de nature, si on les tolère, à ruiner le prestige de la presse

Considérant que la mission première du journal est une mission d'éducation et qu'il n'en peut tenir le rôle avec autorité que par l'honnêteté des intentions et des moyens, par la sincérité des informations, par la recherche constante de la vérité, et la haine du mensonge; souhaite que toutes mesures efficaces soient prises pour réprimer les déformations flagrantes de la vérité, ainsi que tous autres abus;

Mais d'autre part, énergiquement attaché à la sauvegarde intégrale de la liberté de la presse, seule garantie des peuples libres et condition vitale pour les gouvernements d'ordre démocratique.

Appelle instamment l'attention des pouvoirs publics et du Parlement sur le danger qu'il y aurait dans l'intention de réprimer les fausses nouvelles, à risquer d'atteindre dans son fondement la liberté de la presse;

Rejette de la façon la plus catégorique des projets tels que celui qui consisterait à faire passer toutes les informations de journal par une sorte de conseil national des informations, ce qui aboutirait à annihiler complètement la liberté et à créer à l'usage du public une vérité officielle et gouvernementale, pratique contre laquelle n'ont pas cessé de s'insurger tous les libéraux et les démocrates français depuis le premier Empire et la Restauration;

Considérant qu'il n'est pas de liberté sans responsabilité et qu'il est juste que soient punies toutes les fautes, qu'elles soient commises par la voie de la presse ou d'autre manière, surtout quand elles mettent en jeu soit l'honneur des citoyens, soit les grands intérêts publics,

Il est d'avis que la loi de 1881 sur la presse pourrait

être utilement adaptée, modifiée ou complétée sur les points suivants :

1° Permettre à tout journaliste poursuivi pour délit de presse de faire la preuve de la réalité des faits allégués ou de sa bonne foi;

2° Rendre effectif dans la presse écrite ou parlée le droit de réponse actuellement illusoire, en édictant des mesures propres à assurer sans échappatoire, dans les 48 heures, l'insertion de la réponse;

3° Renoncer à l'institution dérisoire du gérant et comme, en plusieurs pays, obliger chaque journal à désigner comme responsable de la publication du journal un rédacteur en chef;

4° Faire de l'auteur de l'article poursuivi non pas comme l'a voulu à tort la loi de 1881 un complice secondaire, mais un auteur directement responsable au même titre que le rédacteur désigné dans chaque journal;

5° Frapper les infractions commises par les journaux, d'amendes très élevées capables de constituer pour le journal, une pénalité rigoureuse et attirer tout particulièrement sur ce point l'attention des magistrats; faire en sorte que les sanctions quelles qu'elles soient interviennent très rapidement;

6° Si des journalistes sont frappés d'une peine d'emprisonnement, les faire bénéficier du régime politique, mais ne pas tolérer qu'il leur soit permis tout en accomplissant leur peine, de continuer leur activité professionnelle et de renouveler chaque jour, sous des formes diverses, le délit pour lequel ils ont été frappés;

7° Prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'indépendance financière de la presse, le contrôle de ses ressources et de la publicité financière, et mettre fin à la pression que les monopoles privés font peser sur l'informa-

tion, sur la publicité, et sur la distribution des journaux.

Ainsi seront assurées à la fois l'indispensable liberté des journaux et la nécessité de les soustraire à des pratiques ou à des tentations capables de porter atteinte au caractère élevé que doit revêtir ce grand service public. Ainsi, enfin, seront sauvegardées l'indépendance et la dignité du journaliste.

De son côté, le Syndicat des Journalistes français¹ a écrit en la personne de M. Alfred MICHELIN, son Président, une lettre à Monsieur Albert SEROL, Président de la Commission de Législation Civile, au sujet du projet de correctionnalisation des affaires de diffamation à l'égard des hommes publics. Au nom des 400 membres du Groupement, M. Michelin affirmait que le projet tel qu'il a été soumis à la Chambre menaçait gravement la liberté de la Presse. Et tout en affirmant son hostilité irréductible à la diffamation, et davantage encore à la calomnie, demandait que l'honneur lui soit fait d'une convocation devant la Commission de législation civile à laquelle il pourrait exposer ses vues sur l'organisation d'un régime « qui en accélérant par exemple le jugement des procès réprime des abus évidents sans menacer l'indépendance de la profession ».

(1) Voir Bulletin de la Corporation des Publicistes Chrétiens.

ANNEXE N° 8

COMITE D'ENTENTE DES TRAVAILLEURS DE LA PRESSE

Le Comité d'Entente des Travailleurs de la Presse comprend des membres appartenant aux trois grandes catégories dont l'activité professionnelle se déroule sous le signe du journal : journalistes, ouvriers et employés.

Il s'est fondé à la suite des mouvements sociaux de juin 1936 et, à cette occasion, le communiqué suivant a été publié : « Les délégués de toutes les catégories des travailleurs de la presse, groupés déjà dans les syndicats d'ouvriers, d'employés, et de journalistes, se félicitent de la création du Comité d'Entente qui, tout en laissant à chaque organisation son autonomie, permettra à tous les travailleurs de la presse d'exercer en certains cas une action collective, et massive, et dans tous les autres de s'intéresser utilement aux actions particulières. Affirment leur volonté d'obtenir pour chacune de leurs catégories les avantages résultant de toutes les lois sociales en vigueur ou en préparation; se déclarent prêts à opposer le bloc des travailleurs de la presse à toutes les manœuvres ou tentatives de division qui pourraient se manifester; informent tous les travailleurs de la presse que le Comité d'Entente étant la représentation du Comité Intersyndical du Livre, de la Chambre Syndicale des Employés et du Syndicat National des Journalistes; c'est à ces organisations exclusivement qu'ils devront soumettre leurs suggestions ou revendications. »

Dans un article publié dans le « Journaliste », la création de ce Comité d'Entente est ainsi interprétée : « Ce serait se faire une idée très fausse que d'imaginer le Comité comme un organisme rigide, enfermé dans des méthodes d'action formelles et surtout de le considérer comme une super-organisation élaborant des consignes à l'image des syndicats qui le constituent.

Il ne s'agit à aucun degré de cela, mais bien de créer un terrain de contact d'informations mutuelles, d'études en commun des conditions faites aux différentes catégories de travailleurs qui coopèrent à la création d'un journal. Qu'il puisse en résulter dans certaines circonstances que les divers organismes représentés soient amenés à prendre des décisions concertées, cela est raisonnable; mais chacun d'eux garde son indépendance absolue; ses méthodes de travail propres. L'essentiel est de créer et de développer aux diverses étapes de cette grande et complexe entreprise qu'est un journal, depuis les sous-sols où ronflent les rotatives, jusqu'aux combles où cliquètent les machines à écrire, en passant par la cellule des correcteurs, et par le hall de rédaction, un esprit de confiance et d'estime mutuelles, de compréhension plus exacte et de collaboration plus consciente.

Une équivoque doit être dissipée, la constitution du Comité d'Entente n'est à aucun degré une sorte de substitut sournois de l'adhésion à la C. G. T.

Si le jour doit venir où les journalistes entreront dans la grande organisation des travailleurs français, ils le feront ouvertement et par la grande porte.

Ce Comité consistera en fait à une assemblée assez nombreuse d'une cinquantaine de membres environ appartenant par tiers aux trois grandes catégories constituantes : journaux, ouvriers, employés.

Le travail de cette assemblée sera préparé par une commission plus restreinte qui aura en outre la mission d'en dégager les enseignements, d'en formuler les conclusions, et de les faire passer dans la réalité de la pratique quotidienne. Cet organisme qui a reçu le nom de commission exécutive est constitué par trois membres de chaque catégorie, chacun pourvu d'un suppléant. »

ANNEXE N° 9

L'ASSOCIATION DE LA PRESSE DE LANGUE FRANÇAISE

La Langue et la culture françaises jouissent, dans le monde, d'un prestige incomparable dont sont seuls à douter les Français eux-mêmes. C'est ainsi que le nombre des journaux quotidiens et périodiques imprimés en langue française, s'élève à près de 15.000. Au Canada, en Egypte, en Syrie, en Belgique, en Turquie, en Perse, en Roumanie, en Amérique, en Suisse, en Grèce, en Extrême-Orient et jusqu'en Océanie, paraissent chaque jour des journaux le plus souvent très importants et qui sont rédigés en langue française. Une Association dite « Association des Quotidiens et Périodiques de Langue Française imprimés dans le Monde » a été formée dans les termes de la loi du 1^{er} juillet 1901 pour défendre les intérêts moraux et matériels de ces journaux de langue française et défendre la langue et la pensée françaises dans le Monde.

Cette Association comprend des membres actifs (représentants des journaux affiliés); des membres participants (toute personne désireuse de s'associer à l'œuvre de propagande de l'Association); des membres associés, des membres sociétaires, des membres bienfaiteurs, des membres d'honneur, etc... La qualité de membre se perd soit par la démission volontaire, soit par la radiation prononcée pour tous les cas qui sont de nature à porter atteinte à la considération de l'Association (la radiation ne peut

être prononcée par le Comité qu'après enquête, le membre intéressé ayant été dûment appelé à fournir des explications. L'Association est administrée par un Comité composé de sept membres au minimum élus pour un an par les Membres convoqués en Assemblée générale : les membres sortants sont rééligibles. Le Comité nomme au scrutin secret parmi ses membres un président, quatre vice-présidents, un secrétaire général et un trésorier. Le Comité qui se réunit sur la convocation du Président, est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire ou autoriser tous actes et opérations rentrant dans l'objet de l'Association. (Il nomme et révoque tous mandataires et agents de l'Association, fixe leur traitement, autorise la location des locaux nécessaires aux besoins de l'Association, statue sur l'admission ou l'exclusion des membres). Les fonctions du Comité sont gratuites et toutes les discussions politiques ou religieuses sont formellement interdites au sein de l'Association.

L'Assemblée générale se compose de tous les membres de l'Association; elle est convoquée chaque année, entend les rapports sur l'administration de l'Association, sa situation, financière et morale. Elle approuve les comptes de l'exercice clos, et nomme les membres du Comité.

Les assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées et sont même nécessaires pour la modification des statuts (l'Assemblée doit alors se composer au moins du quart des membres et des décisions doivent être prises à la majorité des deux tiers).

L'Assemblée générale est compétente pour se prononcer sur la dissolution de l'Association, mais elle doit alors comprendre la moitié plus un des membres et les résolutions doivent être prises à la majorité des deux tiers. En cas de dissolution l'actif de l'Association doit

être attribué à une œuvre de bienfaisance servant la propagande française à l'étranger.

Les ressources de l'Association consistent en cotisations annuelles, intérêts et revenus de ses biens, subventions qui pourront lui être accordées. Tout membre actif, participant, associé, donateur, qui pendant un an n'acquiesce pas sa cotisation, est après avertissement déclaré démissionnaire par le Comité. En cas de démission ou de radiation les versements demeurant en tout état de cause acquis à la Caisse sociale. Le patrimoine de l'Association répond seul des engagements contractés par elle sans qu'aucun des membres de l'Association, même ceux qui participent à son administration, puissent être personnellement responsables.

ANNEXE N° 10

L'ASSOCIATION SYNDICALE DE LA PRESSE ETRANGERE A PARIS

L'Association Syndicale de la Presse étrangère à Paris, qui est la doyenne des associations de presse étrangère de la capitale a été fondée en 1879 par une vingtaine de journalistes étrangers sur l'initiative de M. Crawford qui avait pris l'initiative de grouper ses confrères afin de « veiller sur les intérêts professionnels des rédacteurs correspondants et des représentants des agences pour toutes choses d'utilité commune ». Ce premier noyau comprenait des journalistes anglais, quelques allemands, un russe, et trois représentants de la presse américaine. De nombreux autres se joignirent à eux à mesure que le journalisme se développait, et Paris qui par son attrait exceptionnel vit converger vers lui la presse du monde entier, assiste au développement de la représentation des journaux étrangers par des correspondants attitrés : « La fondation du premier groupement étranger en 1879, sous la présidence de M. Crawford, marque une date dans l'histoire du journalisme » ¹.

L'Association qui n'a aucun caractère politique ou confessionnel « a pour but de veiller à la défense des intérêts professionnels de ses membres; de faciliter l'accomplissement de leur tâche; de créer et de maintenir la soli-

(1) Renseignements et statuts communiqués par M. Landowsky, secrétaire général de l'Association.

darité et les relations confraternelles entre eux, et d'accroître ainsi l'influence et le prestige de l'Association.

L'Association se compose tout d'abord de membres effectifs, c'est-à-dire des correspondants ou collaborateurs d'agences d'informations, ou de journaux quotidiens étrangers régulièrement rétribués et accrédités par ces agences ou journaux. Les périodiques auxquels ils collaborent doivent être d'importance notoire. Tout candidat adresse au Bureau de l'Association une demande écrite apostillée par demande de l'Association, certifiant que le journalisme est l'occupation principale du candidat. La demande est accompagnée de pièces prouvant une collaboration régulière récente. En 1936, l'Association syndicale de la presse étrangère groupait 158 membres effectifs.

Elle comprend également des membres adhérents qui sont de deux sortes : tout d'abord, des membres effectifs de l'Association qui, par suite, de changement de journaux ou d'occupations n'ont plus qualité pour rester membres effectifs et désirent garder des liens avec l'Association; ensuite, des collaborateurs de journaux ou de revues pour qui le journalisme n'est qu'une opération secondaire. Ces membres adhérents ne peuvent prendre part aux assemblées générales et ne bénéficient ni du droit de vote, ni du droit de pouvoir être élus au Comité, à l'exception du délégué des adhérents choisi par ceux-ci pour les représenter au Comité.

Enfin, l'Association comprend des membres d'honneur, titre qui est conféré uniquement par l'assemblée générale.

L'Association comprenait, en 1936, cinquante-cinq membres adhérents.

L'article 3 bis des statuts stipule qu'aucun membre de

l'Association ne peut faire partie d'un autre groupement international similaire.

Les candidatures des membres effectifs et adhérents sont soumises aux examens, enquêtes et décisions du Comité de Direction qui peut prononcer sans être obligé de donner le motif, l'admission, l'ajournement, le rejet de candidature, et demeure souverain pour décider dans quelle catégorie de l'Association le candidat devra être rangé.

L'Association est administrée par un Comité élu chaque année au scrutin individuel et secret, par l'Assemblée Générale régulièrement réunie, à la majorité absolue des membres effectifs présents. Il se compose d'un président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire général, d'un trésorier, de dix syndics et d'un délégué des adhérents. Chacun de ces membres doit assister ponctuellement à toutes les réunions du Comité et le défaut de présence sans justification à trois de ces réunions consécutives entraîne pour le membre absent la perte de son mandat.

Une Assemblée Générale ordinaire se réunit toutes les années au mois de janvier pour entendre le compte rendu moral et financier de l'année, procéder aux élections et traiter toutes questions concernant l'Association inscrites à l'ordre du jour. Elle se réunit sur convocation du Comité qui peut également en diverses circonstances, convoquer des assemblées générales extraordinaires pour trancher les questions urgentes dont la solution dépasse sa compétence : dans ce cas il ne pourra être délibéré sur une autre question que celles inscrites à l'ordre du jour.

La radiation des membres de l'Association est prononcée par le Comité. Le Comité décide d'office, dans les trois cas suivants :

1° A l'expiration du mois qui suit l'envoi d'une lettre recommandée, le sociétaire n'a pas payé la part exhibible de sa cotisation;

2° Le Sociétaire est devenu membre d'un autre groupement international;

3° Le Sociétaire cesse de remplir les conditions voulues pour l'admission au syndicat.

Le Comité est également qualifié pour radier tout membre de l'Association qui aura commis une faute contre l'honneur ou la dignité de ses confrères (dans ce cas le membre visé a droit à être entendu et peut se faire assister d'un conseil).

Dans tous les cas non prévus par les statuts le Comité a le droit d'examiner les questions dont il est saisi et de prendre telle décision avec références si cela est nécessaire à l'Assemblée générale.

La dissolution de l'Association ne pourra être décidée que par une Assemblée générale spéciale, qui statuera à la majorité des deux tiers sur l'attribution de l'actif de l'Association et le règlement de la situation financière. Pareillement l'Assemblée générale est seule compétente pour décider des modifications à apporter aux statuts.

L'Association entretient les rapports les plus cordiaux avec les groupements professionnels nés après elle, tel le Syndicat de la presse étrangère dont nous avons parlé plus haut, l'Association de la Presse anglo-américaine. Le nombre des correspondants étrangers à Paris est devenu si considérable que, en dehors des associations internationales, ont pu se former des associations nationales, tel le Syndicat des Journalistes belges, celui des Journalistes italiens, des Journalistes allemands, des Journalistes polonais.

Marquant le grand rôle de ces associations de presse

étrangère, Monsieur André Tardieu, le 15 mai 1929, lors de la célébration par l'Association de son cinquantenaire, a prononcé les paroles suivantes : « A aucun des pays dont vous représentez il ne s'agit de demander le sacrifice de son originalité, mais à tous, en présence des crises, soit matérielle, soit morale, que nous sentons flotter autour de nous, il s'agit de demander, dans les cultes de leur tradition et de leur confiance nationale, de savoir se grouper, se discipliner, au service des grands devoirs qui sont ceux de l'humanité tout entière. »

ANNEXE N° 11

CONSIDERATIONS SUR LA CONDITION DES CORRESPONDANTS DE JOURNAUX ETRANGERS EN FRANCE

Nous avons déjà étudié dans le détail deux associations de presse étrangère : le Syndicat de la Presse étrangère et l'Association syndicale de la Presse étrangère. Il nous reste pour être complets, à faire état de deux autres associations : l'Association des Journalistes anglo-américaine (Anglo-American Press Association) et l'Association Professionnelle de la Presse étrangère en France.

L'Association des Journalistes anglo-américains que dirige M. Scoth, correspondant du Times à Paris, a été fondée au lendemain de la guerre pour éviter aux journalistes de nationalité anglaise ou américaine, le contact des journalistes des pays ex-ennemis. Cette association qui n'est pas très forte numériquement (40 à 50 membres) exerce une action très sérieuse par sa cohésion, ainsi que par un contrôle très sérieux exercé sur ses membres.

Quant à l'Association professionnelle de la Presse étrangère en France, nous ne nous attarderons pas à décrire en détail sa composition et son fonctionnement : ses statuts sont à peu près identiques à ceux de l'Association syndicale déjà étudiés. Nous marquerons simplement le souci qui semble animer ses dirigeants de ne recevoir que de véritables correspondants professionnels, souci qui trouve son expression dans l'article 4 des statuts « chaque

année avant l'assemblée générale le comité et la commission de révision doivent procéder à la vérification des titres de tous les membres effectifs de l'Association. Les convocations pour l'assemblée générale ordinaire ne sont envoyées qu'aux membres effectifs qui sont restés dans cette catégorie après la vérification de leurs titres ».

D'une conversation très intéressante que nous avons eue avec M. VINDE, secrétaire de l'Association professionnelle de la Presse étrangère en France, nous allons extraire les principales idées suivantes :

1° La situation du correspondant de journal étranger en France n'est nullement définie au point de vue juridique. Nous avons déjà fait cette remarque à propos du problème de l'expulsion. Un autre fait fera comprendre très exactement combien un statut juridique exactement défini serait nécessaire pour les correspondants de journaux étrangers. Les journalistes dans leur déclaration d'impôts ont droit à une déduction de 30 % pour frais professionnels. Or, en France, la qualité de journaliste professionnel se prouve désormais par la possession d'une carte d'identité, carte à laquelle les journalistes étrangers n'ont aucun droit. Or, certains contrôleurs ont exigé des journalistes étrangers la présentation de cette carte pour leur consentir la déduction de 30 %. Cette prétention était absolument insoutenable et satisfaction a été très vite rendue aux journalistes étrangers. Il ne serait pas moins très souhaitable que leur situation fût exactement définie. Ce problème préoccupe du reste actuellement les pouvoirs publics.

2° La dispersion des journalistes étrangers dans nos multiples associations de presse est un fait très regrettable : des rivalités, des querelles peuvent naître de cet état de chose qui est tout à fait préjudiciable aux intérêts des

journalistes étrangers. Les pouvoirs publics sont extrêmement embarrassés pour traiter avec les associations de presse étrangère, car aucune ne peut prétendre à être représentative de la profession. Il serait certainement souhaitable que les journalistes étrangers qui ont des intérêts identiques à défendre se groupent en une seule association.

3° D'autre part, dans ces diverses associations, on ne se montre pas assez exigeant quant à la vérification des titres des candidats. On peut estimer à 150 environ le nombre des véritables correspondants de journaux étrangers, c'est-à-dire en somme de journalistes vivant de leur métier. Or, ces associations groupent dans leur ensemble de 6 à 700 membres et elles comprennent des membres qui sont correspondants de journaux d'une importance absolument dérisoire. Ces membres ne sont pas des journalistes au sens professionnel du mot : ils vivent d'une situation quelconque et par le fait qu'ils envoient un, deux ou trois articles à telle feuille, même confidentielle, ils bénéficient de tous les avantages accordés aux véritables correspondants de journaux étrangers. Il apparaît donc comme souhaitable que les associations de presse étrangère n'admettent plus comme membres effectifs que de véritables correspondants de journaux étrangers. Ainsi les avantages qui leur seront consentis pourront être plus nombreux et plus avantageux, car on sera assuré que les amateurs sous le couvert de vagues articles à de vagues journaux, n'en bénéficieront point¹.

4° Toutes ces réserves étant faites sur la situation des correspondants de journaux étrangers, il faut cependant affirmer que l'esprit de liberté qui règne en France est

(1) Il faut surtout regretter l'afflux des journalistes balkaniques dont il est parfois extrêmement difficile de définir la situation d'une façon précise.

bien fait pour permettre au journaliste étranger d'accomplir toute sa mission. Le Gouvernement français ne se reconnaît pas le droit de faire des remontrances à propos de telles opinions et même dernièrement, lorsque certains correspondants parisiens ont lancé d'ahurissantes déclarations concernant une prétendue République Soviétique installée à Perpignan, le Gouvernement Français ne s'est pas reconnu le pouvoir de leur faire des observations. Il est certain que l'atmosphère des gouvernements démocratiques est seule à permettre au journaliste l'exercice complet de sa mission.

ANNEXE N° 12

DE QUELQUES ŒUVRES SOCIALES CREEES PAR LES JOURNALISTES PROFESSIONNELS

Nous allons étudier sous cette rubrique quelques œuvres sociales créées par des journalistes professionnels au bénéfice des seuls professionnels.

1° Caisse de Prévoyance du Syndicat des Journalistes Français. Elle a pour but de venir en aide aux membres du syndicat en cas de maladie, d'infirmité ou de chômage et à leur famille en cas de décès. Ses ressources se composent tout d'abord de cotisations, ensuite de dons et libéralités de toutes sortes, et enfin du produit de fêtes et souscriptions organisées à son profit. Elle est administrée par le bureau du syndicat sous le contrôle du Conseil syndical.

En cas de décès, les ayants-droit sont la veuve, les enfants, les ascendants, et enfin les héritiers s'ils justifient avoir à leur charge les frais funéraires ou de dernière maladie. L'allocation ne sera pas due si le syndiqué a déclaré à l'avance et par écrit y renoncer et dans le cas où les ayants-droit laisseraient passer six mois sans réclamer le montant de l'allocation. (La Caisse de prévoyance fera également dire six messes pour le repos de l'âme du syndiqué défunt).

En cas de maladie ou d'infirmité, sur demande du syndiqué, le bureau statue sur l'allocation à accorder en tenant compte des disponibilités de la Caisse et de la si-

tuation de l'intéressé. Il en est de même en cas de chômage. Aucun prêt ne peut cependant être consenti sur les fonds de la Caisse de prévoyance.

2° Caisse de Retraites du Syndicat des Journalistes Français.

Elle a pour but de fournir des pensions viagères aux membres du syndicat. Pour y être inscrit il faut être membre du syndicat et exercer la profession de journaliste à titre principal. L'admission est prononcée à la suite d'une demande accompagnée d'une attestation de deux membres de la Caisse et du versement d'un droit d'admission.

La Caisse des Retraites est administrée par deux membres du Conseil syndical qui ont pour mission de gérer les fonds affectés à la Caisse des Retraites et d'assurer le fonctionnement de celle-ci, conformément aux présents règlements et sous le contrôle du Conseil syndical : des règles spéciales sont prévues pour le placement des fonds disponibles, les retraits de fonds, l'émission de tout chèque, etc... Les administrateurs doivent tenir une comptabilité régulière de la Caisse des Retraites et sont individuellement et solidairement responsables envers les membres de la Caisse ainsi qu'envers le syndicat de l'exécution de leur mandat.

La pension de retraite qui ne peut être inférieure à 500 frs par an et peut être élevée au-dessus de ce chiffre par décision de l'Assemblée générale du syndicat, est assurée au moyen d'un fonds spécial comprenant l'actif de la caisse, les subventions, dons et legs, les cotisations annuelles, et l'intérêt des fonds placés.

Pour avoir droit à la pension de retraite, les sociétaires inscrits avant le 22 juin 1919 doivent avoir 55 ans d'âge et 15 ans révolus d'inscription à la caisse et les Sociétaires admis à partir du 22 juin 1919 devront avoir

55 ans d'âge et 25 ans d'inscription à la Caisse de retraite. Si les fonds affectés au service de retraite ne sont pas suffisants pour assurer le paiement de la pension à tous les ayants-droit, l'assemblée générale annuelle du syndicat fixe le nombre des membres de la caisse qui pourront toucher la pension.

3° Maison de Repos et de Vacances des Journalistes à Claouey (Bassin d'Arcachon).

Cette Maison a été construite en 1932, grâce à des fonds fournis par des notabilités bordelaises et par les grands quotidiens de Bordeaux et de Toulouse. C'est une œuvre d'un caractère désintéressé qui s'interdit tout bénéfice, les fonctions administratives étant remplies gratuitement. Elle a à sa disposition dix chambres et s'adresse à tous les journalistes professionnels. L'administration est assurée par une commission dite commission de l'intérieur, qui veille à ce que le régime fourni aux journalistes professionnels soit le plus agréable possible.

ANNEXE N° 13

COMPOSITION DU COMITE GENERAL DES ASSOCIATIONS DE LA PRESSE FRANÇAISE

Le Comité Général des Associations de la Presse Française comprend actuellement les associations suivantes :

Association Syndicale Professionnelle des Journalistes
Républicains Français;

Association des Journalistes Parisiens;

Association et Syndicat de la Presse Républicaine Départementale;

Association de la Presse Monarchique et Catholique des
Départements;

Association de la Presse Plebiscitaire Départementale;

Association Syndicale Professionnelle de Journalistes
Parlementaires;

Association de la Presse Economique et Financière;

Association des Secrétaires de Rédaction des Journaux et
Revue Française;

Association Générale des Nouvellistes Parisiens;

Association Professionnelle et Mutuelle de la Critique
Dramatique et Musicale;

Syndicat National des Journalistes;

Association de la Presse Judiciaire;

Syndicat de la Presse Coloniale;

Syndicat de la Presse Municipale Parisienne;

- Syndicat des Journalistes Français;
- Syndicat de la Presse Sportive et Touristique;
- Syndicat des Journalistes Socialistes;
- Association de la Presse de l'Est;
- Association Professionnelle des Journalistes de l'Ouest;
- Association des Journalistes de la Presse Quotidienne
Lyonnaise;
- Syndicat de la Presse Marseillaise;
- Association Professionnelle de la Presse de Bordeaux.

ANNEXE n° 14

LE DROIT D'AUTEUR DES JOURNALISTES ET LE PROJET DE LOI SUR LE CONTRAT D'EDITION

Dans le projet de loi n° 1164 sur le droit d'auteur et le contrat d'édition (13 août 1936), nous lisons dans le titre II, intitulé « Du contenu du droit d'auteur », un article 12, consacré aux droits d'auteur des journalistes et ainsi libellé : « Les romans-feuilletons, les contes et nouvelles, toutes œuvres constituant les productions du domaine littéraire, scientifique ou artistique, ne peuvent lorsqu'ils ont été publiés dans un journal, ou recueil périodique être reproduits sans le consentement de l'auteur.

Les dispositions du paragraphe précédent, s'appliquent à tout article d'actualité, quelqu'en soit l'objet dans le cas où le nom de l'auteur, ou le pseudonyme ne laissant aucun doute sur sa personnalité, est mentionné ou suffisamment indiqué; dans le cas contraire, l'article peut être reproduit, si la reproduction n'en est pas expressément réservée, le paragraphe 2 de l'article 6 n'étant pas applicable en pareil cas; mais la source doit être clairement indiquée à peine de dommages-intérêts dus à l'éditeur du journal ou recueil périodique, intéressé.

Sauf stipulation contraire, l'auteur d'une œuvre publiée dans un journal, ou dans un recueil périodique conserve le droit de la faire reproduire et de l'exploiter sous quelques formes que ce soit, pourvue que cette ex-

ploitation ne soit pas de nature à faire concurrence à ce journal ou à ce recueil périodique ».

Si ce projet était voté tel quel, il y aurait deux catégories d'articles de journaux.

1° Articles jouissant d'une protection absolue, sans que la mention de réserve formelle soit exigée pour la protection du droit d'auteur : romans-feuilletons, contes, nouvelles, toutes œuvres constituant des productions du domaine littéraire, scientifique ou artistique, qu'elles soient publiées dans un journal ou un recueil périodique, et tout article d'actualité quelqu'en soit l'objet dans le cas où le nom de l'auteur ou le pseudonyme ne laissant aucun douter sur sa personnalité est mentionné ou suffisamment indiqué.

Tous ces articles jouiront d'une protection absolue et ne pourront être reproduits sans le consentement de l'auteur. Mais il faut remarquer que pour la première catégorie, la protection jouera, que les articles soient signés ou revêtus d'un pseudonyme ou soient anonymes, tandis que pour les articles d'actualité, la protection ne jouera que pour les articles signés ou revêtus d'un pseudonyme courant.

2° Articles d'actualité dans le cas où l'article demeure anonyme. Dans ce cas, la protection n'est pas absolue elle est subordonnée à une mention de réserve expresse car dans ce cas, le § 2, de l'article 6 établissant pour les œuvres anonymes, une présomption aux termes de laquelle l'éditeur est réputé mandataire, de l'auteur anonyme, ne s'applique pas. Ces articles anonymes ne seront donc protégés qu'en tant qu'ils sont accompagnés d'une mention de réserve formelle. Il faut cependant faire remarquer que dans ce cas, la source doit être clai-

rement indiquée à peine de dommages-intérêts dus à l'éditeur du journal.

Quant au § 3, de l'article 12, de ce projet, il est de nature à faire cesser une controverse d'ordre juridique, qui a été engagée à propos de l'article 29 G. de la loi du 30 mars 1935. Cet article que nous avons commenté, subordonnait le droit de faire paraître dans plus d'un journal ou périodique, les articles dont les journalistes sont les auteurs, à une convention expresse indiquant les conditions dans lesquelles la reproduction serait autorisée.

Le Moniteur de la Presse dans un article publié sur ce sujet, a soutenu que l'obligation de ne pas faire paraître le même article dans des journaux différents, s'appliquait non seulement à l'éditeur mais encore à l'auteur de l'article, et, il imaginait l'hypothèse suivante : « Voici une revue mensuelle qui vient de publier un article, quelques jours après le même auteur fait paraître le même article dans une autre revue mensuelle analogue, donc concurrente. Ainsi donc, le droit pour le journaliste de faire paraître son article dans un autre journal serait subordonné à une convention expresse passée entre le journaliste et son directeur.

Répondant à cet article, le Syndicat national des Journalistes a soutenu, la thèse contraire, affirmant que depuis la loi de 1793, le droit de propriété est strictement et uniquement réservé à l'auteur de l'œuvre, et que dès l'instant où l'article a été publié par le journal, auquel il a été destiné, « l'auteur en redevient le seul maître sans intervention de qui que ce soit, et la seule limite à son droit de propriété est le délit de concurrence déloyale... C'est ainsi que si l'on admettait que l'entreprise du fait de la première publication possède un droit partiel de propriété, l'auteur d'un article ou d'une série d'article

serait privé de la liberté de les réunir en volume; qu'il ne pourrait pas davantage en tirer une adaptation dramatique, cinématographique ou musicale; qu'il ne lui serait pas permis d'en autoriser la traduction en langue étrangère ». Le Syndicat affirmait enfin que l'abus auquel l'article 29 G. a voulu mettre fin, ne provenait pas des journalistes professionnels. « Jamais encore on a vu un écrivain, offrir son œuvre simultanément à plusieurs publications similaires... Ce que l'on a vu en revanche ce sont des directeurs vendant à des journaux étrangers à l'insu même de leur collaborateur, des séries d'articles dont ils étaient censés assumer à eux seuls les frais. Le projet de loi du 13 août 1936 consacre absolument la thèse des journalistes professionnels et nous nous trouvons donc, si ce projet est voté comme il a été présenté, devant les deux situations suivantes :

1° Le directeur du journal n'a pas le droit de publier ou de vendre un article de journal qu'il a déjà publié dans son journal, sans une autorisation expresse de l'auteur (article 29 G. de la loi du 30 mars 1935).

2° Le journaliste conservera au contraire le droit de reproduire et d'exploiter son œuvre; sauf convention contraire et à condition de ne pas porter à son journal une concurrence déloyale.

Le fait de savoir du reste si un journal constitue une publication différente d'un autre journal, a posé parfois des problèmes extrêmement délicats. La Société des Gens de Lettres a fait constater par les tribunaux, que le fait pour un journal d'arrêter un instant son tirage, pour changer son titre, et reprendre ensuite le tirage avec un type nouveau, sans même qu'une virgule ait été déplacée, équivalait à publier deux journaux différents, dont les matières devraient être considérées dans l'un comme originales,

dans l'autre comme reproduction frappée par les droits convenus.

Dernièrement, le Petit Journal, faisait paraître une feuille qu'il intitulait « Edition parisienne du Petit Journal » et qui sous le nom de Paris-Paris, et au bout de quelques jours, sous celui de Tout-Paris, constituait un journal entièrement distinct de son aîné, car il était imprimé sur un papier différent, recevait des abonnements et se vendait au numéro comme journal indépendant.

Or, la direction de Tout-Paris, prétendait faire passer certains articles d'information et les contes publiés dans Petit Journal sans se faire autoriser par les auteurs, ni acquitter de droits. Cette prétention était absolument illégale, car le fait que les deux journaux représentaient deux publications différentes, ne pouvaient absolument pas être contesté. La jurisprudence était déjà dans ce sens et depuis le vote de la loi du 30 mars 1935, il n'y a plus de discussion possible à ce sujet, l'article 12 du projet de loi du 13 août 1936, ne fait que renforcer cette solution ¹.

(1) Voir sur le Droit d'Auteur, un ouvrage paru ces jours derniers de MM. Jean Escarre, Jean Rault et François Hepp. « La Doctrine française du droit d'Auteur, à propos du projet de loi sur le contrat d'édition ». Bernard Grasset, éditeur.

ANNEXE N° 15

REGIME DES COLLABORATIONS MULTIPLES OU PARTIELLES ET CAS PARTICULIERS

d'après :

**le BAREME des Traitements minimums des
Journalistes professionnels du département de la Seine,
pour l'année 1936.**

Les collaborations multiples, s'entendent d'emplois occupés simultanément dans plusieurs journaux et comportant la régularité et le paiement d'un salaire mensuel.

Le rédacteur en cause doit faire connaître ses collaborations aux journaux qui l'emploient. Ces collaborations peuvent être de nature différente ou de nature identique.

Dans le premier cas, les collaborations multiples ne sont pas visées par le présent texte, à condition toutefois, que les rédacteurs assurent à chacun des journaux auxquels ils appartiennent, l'activité normale qu'ils lui doivent.

Dans le second cas, elles sont soumises aux conditions suivantes :

Le minimum de salaire est dû au rédacteur, pour sa collaboration la plus importante.

Les publications auxquelles le rédacteur donne une collaboration secondaire, lui doivent le minimum diminué de 25 %.

Entre journaux de même catégorie, la collaboration principale est déterminée par son importance (durée de

présence ou fonction). Elle sera arrêtée après accord entre les directeurs de journaux et le rédacteur; toutefois, quand un rédacteur tiendra, dans deux ou plusieurs journaux la même rubrique, il aura droit, dans chacun de ces journaux au salaire minimum.

Entre journaux de catégories différentes, en cas de collaborations identiques, le minimum afférent à chaque catégorie, est dû au collaborateur, qui assure les mêmes rubriques dans les journaux intéressés.

Pour les rubriques qui dans certains journaux ont une importance notoirement insuffisante pour justifier le minimum de salaire, telles que : Conseil d'Etat, Pêche, Chasse, Cours Commerciaux, etc., un nouvel aménagement des conditions de travail pourra être envisagé librement entre les Directeurs et les Titulaires des dites rubriques; il en est de même pour certaines collaborations sportives. En cas de désaccord, la Commission arbitrale se prononcera.

Les règles ci-dessus édictées pour les minimums de salaires et des collaborations multiples ne sont pas applicables dans le cas où les rubriques ne seraient pas tenues sans entraves et dans d'absolues conditions de liberté.

La « COLLABORATION PARTIELLE » s'entend de la collaboration où le rédacteur n'est pas astreint à tenir complètement une rubrique, ou à assurer un service complet dans un journal.

En ce qui concerne les salaires, ils seront fixés d'un commun accord entre le Directeur et le Rédacteur.

Toutes les contestations relatives à la détermination des collaborations principales, secondaires et partielles et aux cas particuliers seront tranchées par une Commission Arbitrale composée de la manière suivante : deux mem-

bres nommés, à la diligence d'une des parties, par le Syndicat de la Presse Parisienne et le Comité général des Associations de Presse, un troisième membre éventuellement désigné par les deux premiers. Cette Commission devra obligatoirement rendre sa décision dans les dix jours qui suivront celui où les deux organisations auront reçu la lettre recommandée qui les aura saisies, faute de quoi le minimum de salaire sera dû dans les deux journaux en cause jusqu'à ce qu'elle ait été prise.

Pour bénéficier des dispositions ci-dessus, le rédacteur doit avoir exercé sa profession d'une manière consécutive depuis un an au moins, et avoir dépassé la vingt-et-unième année.

LOI RELATIVE AU STATUT PROFESSIONNEL DES JOURNALISTES

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont
la teneur suit :

ART. 1. — Il est ajouté au chapitre 2 du livre I (titre II)
du Code du travail, une section spéciale III intitulée :
« Des journalistes professionnels. »

.....

ART. 29 b). — Les dispositions des différents titres du
Code du travail, en ce qu'elles ne sont pas contraires aux
dispositions de la présente section, sont applicables aux
journalistes professionnels, lesquels sont ainsi définis :

Le journaliste professionnel est celui qui a pour occu-
pation principale, régulière et rétribuée, l'exercice de sa
profession dans une publication quotidienne ou pério-
dique éditée en France, ou dans une agence française
d'informations, et qui en tire le principal des ressources
nécessaires à son existence.

Le correspondant, qu'il travaille sur le territoire fran-
çais ou à l'étranger, est un journaliste professionnel, s'il
reçoit des appointements fixes et remplit les conditions
prévues au paragraphe précédent.

Sont assimilés aux journalistes professionnels les col-
laborateurs directs de la rédaction : rédacteurs-traduc-
teurs, sténographes-rédacteurs, rédacteurs-reviseurs, re-

portiers-dessinateurs, reporters-photographes, à l'exclusion des agents de publicité et de tous ceux qui n'apportent, à un titre quelconque, qu'une collaboration occasionnelle.

ART. 29 c). — En cas de résiliation d'un contrat de louage de services fait sans détermination de durée, et liant l'une des personnes mentionnées dans l'article ci-dessus à une entreprise de journaux ou périodiques, la durée du préavis est, pour l'une et l'autre partie, et sous réserve des cas prévus à l'alinéa 2 de l'article suivant, d'un mois, si le contrat a reçu exécution pendant trois ans ou une durée moindre, et de deux mois, si ce contrat a été exécuté pendant plus de trois ans.

ART. 29 d). — Si le congédiement provient du fait de l'employeur, une indemnité est due, qui ne peut être inférieure à la somme représentant un mois, par année ou fraction d'année de collaboration, des derniers appointements; le maximum des mensualités est fixé à quinze. Une commission arbitrale sera obligatoirement saisie pour déterminer l'indemnité due, lorsque la durée des services excédera quinze années.

Cette commission sera composée de deux arbitres désignés par les organisations professionnelles d'employeurs et de deux arbitres désignés par les organisations professionnelles des salariés; elle sera présidée par un haut fonctionnaire, en activité ou retraité, de préférence de l'ordre judiciaire.

Si les parties ou l'une d'elles ne désignaient pas d'arbitres, ceux-ci seraient nommés par le président du tribunal civil, huit jours après une mise en demeure par lettre recommandée adressée à la partie défaillante par l'autre organisation ou aux deux parties par l'intéressé lui-même.

Si les arbitres désignés par les parties ne s'entendaient pas pour choisir le président de la commission arbitraire, celui-ci serait désigné à la requête de la partie la plus diligente par le président du tribunal civil.

En cas de faute grave ou de fautes répétées, l'indemnité ci-dessus prévue pourra être réduite dans une proportion qui sera arbitrée par la commission, ou même supprimée.

La décision de la Commission arbitrale ne peut être frappée d'appel.

ART. 29 e). — Les dispositions de l'article précédent sont applicables dans le cas où la résiliation du contrat survient par le fait de l'une des personnes employées dans une entreprise de journal ou périodique dont fait mention l'article 29 b), lorsque cette résiliation est motivée par l'une des circonstances ci-après :

1° Cession du journal ou du périodique;

2° Cessation de la publication du journal ou périodique pour quelque cause que ce soit;

3° Changement notable dans le caractère ou l'orientation du journal ou périodique, si ce changement crée pour la personne employée une situation de nature à porter atteinte à son honneur, à sa réputation ou, d'une manière générale, à ses intérêts moraux.

Dans les cas prévus à l'alinéa 3° ci-dessus, la personne qui rompt le contrat n'est point tenue d'observer la durée de préavis prévue à l'article 29 c).

ART. 29 f). — Tout travail non prévu dans les accords constituant le contrat de louage de services entre une entreprise de journal ou périodique et l'une des personnes mentionnées à l'article 29 b) du présent livre comporte une rémunération spéciale.

ART. 29 g). — Tout travail commandé ou accepté par une entreprise de journal ou périodique et non publié doit être payé.

Le droit de faire paraître dans plus d'un journal ou périodique les articles ou autres œuvres littéraires ou artistiques dont les personnes mentionnées à l'article 29 b) sont les auteurs sera obligatoirement subordonné à une convention expresse qui devra indiquer les conditions dans lesquelles sera autorisée la reproduction.

ART. 29 h). — Toutes conventions contraires aux dispositions de la présente section sont nulles et de nul effet.

ART. 29 i). — Un congé annuel payé sera accordé aux personnes énumérées à l'article 29 b) du livre I du Code du travail.

Ce congé est fixé à un mois pour les journalistes liés à une entreprise de journaux ou périodiques depuis un an au moins, et à cinq semaines pour les journalistes dont le contrat de louage de services reçoit exécution depuis dix ans au moins.

ART. 29 j). — Pourront seules se prévaloir de la qualité de journalistes, soit à l'occasion de l'établissement d'un passeport ou de tout autre acte administratif, soit en vue de bénéficier des dispositions prises en faveur des représentants de la presse par les autorités administratives, les personnes énumérées à l'article 29 b) et titulaires d'une carte d'identité professionnelle.

Les conditions dans lesquelles seront délivrées ces cartes, la durée de leur validité, les conditions et les formes dans lesquelles elles pourront être annulées seront déterminées par un règlement d'administration publique. Ce règlement déterminera également les pénalités applicables en cas d'infraction à ses prescriptions.

.....

ART. 2. — L'article 50 b) du livre II du Code du travail concernant le repos hebdomadaire des journalistes est modifié ainsi qu'il suit :

« Les dispositions de la présente section sont applicables aux personnes énumérées à l'article 29 b) du livre I du Code du travail. »

ART. 3. — Les préfets établiront, du 1^{er} au 15 janvier de chaque année, une liste des entreprises de journaux ou périodiques qui auront pris, pour la durée de l'année considérée, l'engagement :

1^o De payer aux journalistes employés par eux et, d'une manière générale, à toute personne mentionnée à l'article 29 b) du livre I du Code du travail, qui est à leur service, des salaires non inférieurs à ceux qui auront été fixés, pour chaque catégorie professionnelle et pour chaque département ou chaque région, par décision d'une commission mixte comprenant des représentants des organisations professionnelles de directeurs ou entrepreneurs de journaux et périodiques et de journalistes. Cette commission, composée à égalité de représentants du personnel et de représentants des patrons — trois au moins de chaque côté — sera chargée d'établir, pour le département ou pour la région, le tableau des salaires minima.

La Commission pourra, en cas de disproportion notable constatée entre l'importance de journaux ou publications paraissant dans un même département ou une même région, établir des catégories — trois au maximum — dans lesquelles elle rangera les publications envisagées.

Le tableau des salaires minima sera expressément déterminé pour chaque catégorie par la commission mixte.

Les représentants siégeant à cette commission recour-

ront, au cas où un désaccord définitif se présenterait, à l'arbitrage d'une personnalité choisie d'un commun accord. En cas d'impossibilité de désigner, sous la forme qui précède, le tiers arbitre, c'est le président du tribunal qui délèguera d'office à la présidence de la commission départementale, avec voix délibérative, un haut fonctionnaire, en activité ou retraité autant que possible de l'ordre judiciaire, et résidant dans la localité ou dans le département; la décision de cet arbitre ne pourra être frappée d'appel;

2° De verser à leurs personnels non assujettis à la loi sur les Assurances sociales, en cas de maladie autre que celle résultant d'un accident de travail, une indemnité égale au salaire mensuel, s'il s'agit d'un journaliste attaché à leur entreprise depuis six mois au moins et un an au plus tard; égale aux trois premiers mois au moins, s'il s'agit d'un journaliste attaché à leur entreprise depuis plus d'un an; de verser, en outre, des indemnités égales au demi-salaire mensuel pendant les deux mois suivants ou les trois mois suivants, selon que ce journaliste est attaché à leur entreprise depuis plus de six mois ou un an au plus, ou depuis plus d'un an.

En cas de manquement de la part de l'entreprise de journaux, le personnel a une action directe contre l'entreprise en question pour exiger l'application des conditions ci-dessus.

Pourront seuls bénéficier de la répartition des sommes affectées aux dépenses de publicité faites par l'Etat, les départements, les communes, les établissements publics et les entreprises concessionnaires des services publics, à l'occasion d'appels au crédit public, les entreprises de journaux, périodiques et services d'informations figurant

sur les listes établies conformément aux dispositions qui précèdent.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 mars 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,

P.-E. FLANDIN.

Le Ministre du Travail,

Paul JACQUIER.

Le Ministre de l'Intérieur,

Marcel RÉGNIER.

Le Garde des sceaux, Ministre de la Justice,

Georges PERNOT.

Ministre des Finances, par intérim,

Le Ministre de la Marine,

François PIÉTRI.

II

TEXTE DU REGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE CONCERNANT LA CARTE D'IDENTITE PROFESSIONNELLE DES JOURNALISTES

Le Président de la République française,

Sur les rapports du ministre de Travail et du Garde
des sceaux, ministre de la Justice;

Vu...

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

ART. 1. — La carte d'identité professionnelle des journalistes prévue par l'article 29 j) du livre I du Code du travail est délivrée dans les conditions fixées par une commission paritaire dite « Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels ».

Cette carte ne peut être délivrée qu'aux personnes répondant aux conditions fixées par l'article 29 b) du livre I du Code du travail.

ART. 2. — La Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels est composée de 14 membres : 7 représentants des directeurs de journaux et 7 représentants des journalistes professionnels. Les 7 représentants de la première catégorie sont désignés par l'organisation la plus représentative des directeurs de journaux; les 7 représentants de la deuxième catégorie sont élus par

les journalistes titulaires de la carte d'identité professionnelle.

Les membres de la Commission doivent justifier de l'exercice de leur profession depuis trois ans au moins et jouir de leurs droits civils et politiques.

Il est procédé tous les trois ans au renouvellement complet de la Commission, les membres sortants pouvant toutefois être désignés ou élus à nouveau.

Il est procédé dans les mêmes conditions à la désignation et à l'élection de quatre autres représentants de chacune des deux catégories qui sont appelés à suppléer les membres titulaires absents et à remplacer entre deux renouvellements triennaux les membres décédés ou qui cesseraient de faire partie de la Commission par suite de démission ou toute autre cause.

Exceptionnellement et à titre transitoire pour la première année, les membres de la Commission seront désignés par le ministre du Travail dans le mois qui suivra la publication du présent décret.

Cette première commission fixera les modalités de l'élection des représentants des journalistes professionnels.

ART. 3. — La Commission établit un règlement intérieur. Elle est présidée alternativement par un représentant des directeurs de journaux et un représentant des journalistes suivant un tour de rôle déterminé par le sort.

Elle ne délibère valablement que si quatre au moins des représentants de chacune des deux catégories sont présents et participent au vote. Si l'une des deux catégories a plus de représentants présents que l'autre, le nombre des votants de la première sera ramené à celui de la seconde dans les conditions déterminées par le règlement intérieur.

Les décisions de la Commission et notamment celles comportant délivrance, renouvellement ou annulation de la carte, ne sont prises qu'à la majorité absolue.

ART. 4. — A l'appui de sa première demande de carte adressée à la « Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels », le postulant devra fournir :

- 1° La justification de son identité et de sa nationalité;
- 2° Une note sur ses antécédents;
- 3° Un extrait de son casier judiciaire ayant moins de trois mois de date;
- 4° L'indication, s'il y a lieu, du groupement professionnel auquel il appartient;
- 5° L'affirmation, sur l'honneur, que le journalisme est bien sa profession principale, régulière et rétribuée et qu'il en tire une rémunération au moins égale au salaire minimum qui aura été fixé, pour le département ou pour la région dans les conditions prévues par l'article 3 de la loi du 29 mars 1935. Cette affirmation sera appuyée de l'indication des publications quotidiennes ou périodiques ou des agences françaises d'informations dans lesquelles le postulant exerce sa profession;
- 6° L'indication, le cas échéant, des autres occupations régulières rétribuées;
- 7° L'engagement de faire connaître à la Commission tout changement qui surviendrait dans sa situation et qui entraînerait une modification des déclarations sur la production desquelles la carte aurait été délivrée.

Cet engagement comportera l'obligation de rendre la carte à la Commission dans le cas où le titulaire viendrait à perdre la qualité de journaliste professionnel.

ART. 5. — La Commission, après examen, statue dans

les conditions prévues au paragraphe final de l'article 3 sur les demandes de délivrance de cartes dont elle est saisie. Elle peut auparavant procéder ou faire procéder à toutes les vérifications qu'elle juge utiles.

La carte d'identité délivrée par la Commission porte la photographie du titulaire, sa signature, l'indication de ses nom, prénoms, nationalité et domicile, la mention des publications ou agences d'informations dans lesquelles il exerce sa profession. Elle est revêtue, en outre, du cachet de la Commission et de la signature de deux membres de celle-ci, appartenant respectivement à l'une et l'autre catégorie.

ART. 6. — Les cartes d'identité professionnelles sont valables pour une année et portent la mention de la période de validité. Elles sont renouvelées pour une même durée sur décision favorable à la Commission.

La Commission détermine les justifications à fournir à l'appui de la demande de renouvellement, compte tenu des justifications déjà produites à l'appui de la demande initiale en exécution des dispositions de l'article 4 ci-dessus.

ART. 7. — Dans le cas où le titulaire d'une carte d'identité professionnelle cesse d'être occupé dans les publications ou agences d'informations auxquelles il était attaché au moment de la délivrance de la carte d'identité, il doit saisir la Commission qui modifie la carte du titulaire en tenant compte de sa nouvelle situation, ou engage, s'il y a lieu, la procédure d'annulation prévue à l'article 9.

Dans le cas prévu au dernier alinéa de l'article 4 ci-dessus, si le titulaire d'une carte qui vient à perdre la qualité de journaliste professionnel, ne rend pas sa carte

à la Commission, celle-ci prendra les mesures utiles pour mettre au courant de cette situation des différentes autorités intéressées ainsi que les organisations professionnelles de journalistes et de directeurs de journaux.

ART. 8. — Dans le cas où il serait établi qu'un journaliste professionnel ayant possédé cette qualité pendant trois ans au moins se trouve momentanément privé de travail sans faute de sa part, la Commission pourra lui délivrer une carte provisoire d'identité de journaliste professionnel dont la durée sera expressément limitée. Cette carte ne différera de la carte ordinaire que par l'absence d'indication des publications ou agences où le titulaire est occupé.

ART. 9. — La Commission peut annuler une carte qu'elle a délivrée. A cet effet, le président de la Commission convoque devant celle-ci, par lettre recommandée, le titulaire en cause. Celui-ci, qui peut être assisté d'un conseil, présente ses explications. S'il ne comparaît pas, il peut faire parvenir à la Commission ses explications écrites.

La décision de la Commission est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée.

ART. 10. — Les intéressés peuvent formuler une réclamation contre toute décision de la « Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels » devant une Commission supérieure ainsi composée :

Trois magistrats en exercice ou honoraires désignés par le premier président de la Cour d'appel de Paris, et dont le plus ancien dans le grade le plus élevé remplit les fonctions de président.

Un représentant des directeurs de journaux;

Un représentant des journalistes professionnels.

Ces deux derniers et le suppléant de chacun d'eux sont respectivement désignés et élus dans les mêmes condi-

tions et en même temps que les membres de la Commission prévue à l'article 2; le mandat de représentant à la Commission supérieure est incompatible avec celui de membre de la « Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels ».

La réclamation est adressée par lettre recommandée au ministre du Travail qui la transmet sans délai au président de la Commission supérieure; celle-ci statue en suivant les règles prévues à l'article 9.

ART. 11. — Sans préjudice de l'application, s'il y a lieu, des dispositions de la section première du chapitre 3 du titre I du livre III du Code pénal, et des articles 11 et 26 du livre III du Code du travail, toute personne qui aura, soit fait sciemment une déclaration inexacte, en vue d'obtenir la délivrance de la carte d'identité professionnelle, soit fait usage d'une carte frauduleusement obtenue, périmée ou annulée, en vue de bénéficier d'un avantage prévu à l'article 29 j) de la loi du 29 mars 1935, est passible d'une amende de 50 à 200 francs, et en cas de récidive de 200 francs à 2.000 francs.

Les mêmes pénalités sont applicables à quiconque sera convaincu d'avoir délivré sciemment des attestations inexactes.

ART. 12. — Le ministre du Travail et le Garde des sceaux, ministre de la Justice, sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 janvier 1936.

Le Président de la République,

ALBERT LEBRUN.

Le Ministre du Travail,

L.-O. FROSSARD.

Le Ministre de la Justice, Garde des sceaux,

LÉON BÉRARD.

III

PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,
*Complétant et modifiant la loi du 29 juillet 1881
sur la liberté de la presse.*

EXPOSE DES MOTIFS

MESSIEURS,

Dans sa séance du 8 décembre 1936, la Chambre des Députés a adopté un projet de loi complétant et modifiant la loi du 29 juillet 1881, sur la liberté de la presse.

Nous avons l'honneur de soumettre ce texte à vos délibérations en vous priant, Messieurs, de bien vouloir l'adopter à votre tour.

Le Président de la République française

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté au Sénat par le Président du Conseil, par le Ministre de l'Intérieur, par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, par le Ministre des Finances, et par le Ministre des Affaires étrangères, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER.

La loi du 29 juillet 1881 est complétée ainsi qu'il suit :

« Article 6 bis. — Tout journal ou écrit périodique

paraissant ou devant paraître au moins trente fois par an devra être la propriété d'une société constituée sous forme de société en commandite par actions ou de société anonyme, réglementées aux titres premier et II de la loi du 24 juillet 1867, exclusivement consacrée à cet objet.

« Dans l'acte de constitution desdites sociétés, les actionnaires ou commanditaires devront obligatoirement faire suivre leur nom de celui des sociétés industrielles, commerciales ou financières dans lesquelles ils sont administrateurs, directeurs ou gérants.

« Les titres des sociétés constituées en vertu des prescriptions du présent article garderont la forme nominative.

« Le gérant du journal ou écrit périodique sera le rédacteur en chef ou, par délégation du rédacteur en chef expressément approuvée par le Conseil d'administration ou par le gérant de la commandite, le secrétaire de la rédaction.

« Le gérant devra être titulaire de la carte d'identité professionnelle du journalisme prévue à l'article 29 j de la section III du chapitre II du titre II du Livre 1^{er} du Code du travail et par le décret du 17 janvier 1936.

« Les gérants et propriétaires de journaux et écrits périodiques existant au jour de la promulgation de la présente loi sont tenus de se conformer dans le délai de trois mois aux prescriptions du présent article.

« Les sociétés qui se constitueront en conformité du présent article sont exonérées du droit proportionnel normalement perçu sur les constitutions de sociétés.

« Sont exceptés des dispositions prévues aux alinéas précédents du présent article, les journaux, revues, bulletins, écrits périodiques édités par les groupements professionnels constitués conformément au Livre III du Code

du Travail, par les sociétés coopératives d'artisans ou d'agriculteurs et exclusivement consacrés à la défense des intérêts corporatifs, par les sociétés de secours mutuels constituées conformément à la loi du 1^{er} avril 1898, ainsi que les publications ayant un caractère exclusivement scientifique, artistique ou technique et les bulletins des associations d'anciens combattants.

« Sont également exceptés les journaux, revues, bulletins, écrits périodiques édités dans un département et mis en vente uniquement dans ce département et dans les départements limitrophes; ou, pour Paris, édités dans un arrondissement et mis en vente uniquement dans cet arrondissement et les arrondissements limitrophes; ou, pour le département de la Seine, édités dans un canton et mis en vente uniquement dans ce canton et dans les cantons limitrophes.

« *Article 11 bis.* — Les sociétés propriétaires de journaux et publications paraissant ou devant paraître au moins 30 fois par an, publieront dans le premier numéro du journal ou de la publication, ou dans le plus prochain numéro à paraître après la constitution de la société, les noms de leurs administrateurs ou de leurs gérants de commandite et les noms de ceux des actionnaires détenant chacun au moins un dixième du capital social. Ces noms seront obligatoirement suivis de la qualité d'administrateur, de directeur ou de gérant des sociétés industrielles, commerciales ou financières dans lesquelles ces personnes rempliraient une des fonctions désignées ci-dessus. Cette publication sera renouvelée chaque année dans les quinze jours qui suivront l'assemblée générale de la société, et dans le délai de quinze jours qui suivra toute modification du Conseil d'administration ou tout transfert d'un dixième au moins du capital social.

« Ces sociétés sont tenues de publier au cours du premier trimestre de chaque année dans les journaux et publications qu'elles éditent le chiffre de la moyenne de leur tirage pendant l'année précédente avec les différents postes : abonnements, vente au numéro, services gratuits, invendus, ainsi que les documents prévus aux articles 10 et 34 de la loi du 24 juillet 1867 dans la forme qui sera déterminée par un décret rendu sur la proposition du Ministre des Finances. Les documents publiés comporteront obligatoirement une mention spéciale et explicite indiquant le nom et l'adresse du ou des bailleurs de fonds pour toute recette ou commandite provenant directement ou indirectement de l'étranger.

« Il est interdit à tout Ministre ou fonctionnaire de distribuer sur les fonds secrets, quelque somme que ce soit, directement ou par personne interposée, à tout organe de presse tels qu'ils sont définis par la présente loi, et à tout journal, journaliste ou publiciste de recevoir de tels versements. Cette interdiction ne s'applique pas aux journaux publiés à l'étranger.

« Il en est de même pour ceux qui, imprimés en France, sont destinés à l'information française à l'étranger.

« Toute infraction à cette prescription entraînera pour ses auteurs une amende de 500 à 10.000 francs et le remboursement à l'Etat des sommes versées en fraude de la loi. Il y aura obligation solidaire, pour ce remboursement, entre tous les auteurs et bénéficiaires de l'infraction.

Il est interdit aux journaux publiés en France de recevoir des fonds secrets versés par un Etat étranger sous quelque forme que ce soit.

« Toute infraction aux dispositions des alinéas 1, 2

et 6, qui précèdent et aux dispositions des six premiers paragraphes de l'article 6 *bis* est punie d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 1.000 francs à 10.000 francs ou de l'une des deux peines seulement. Au cas de dissimulation de ces fonds provenant directement ou indirectement de l'étranger, l'amende ne pourra être inférieure au montant de la somme dissimulée.

« Les agents de l'Administration des Finances sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, de rechercher et de constater les infractions aux dispositions du présent article et à celles des six premiers alinéas de l'article 6 *bis*. Ils seront investis des pouvoirs donnés aux commissaires dans les sociétés anonymes ou au conseil de surveillance dans les sociétés en commandite par actions. Les résultats de ces vérifications seront communiqués au Ministre de la Justice.

ART. 2.

Les articles 7, 11, 12, 14, 24, 27, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 39, 42, 43, 45, 46, 47, 60, 63 et 65 de la loi du 29 juillet 1881, modifiée par les lois des 16 mars et 12 décembre 1893 et par le décret-loi du 30 octobre 1935, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« *Article 7.* — Avant la publication de tout journal ou écrit périodique, il sera fait, au Parquet du Procureur de la République, une déclaration contenant :

« 1° Le titre du journal ou écrit périodique et son mode de publication;

« 2° Le nom et la demeure du gérant;

« 3° L'indication de l'imprimerie où il doit être imprimé;

« 4° La dénomination, le siège et les noms des administrateurs de la société anonyme ou celui du gérant de la société en commandite par actions, lorsque l'existence de cette société est exigée par l'article 6 *bis*.

« Toute mutation dans les conditions ci-dessus énumérées sera déclarée dans les cinq jours qui suivront.

« *Article 11.* — Le nom du gérant sera imprimé au bas de tous les exemplaires, ainsi que la dénomination, le siège et le numéro d'inscription au registre du commerce de la société, lorsque l'existence de cette société est exigée par l'article 6 *bis*, le tout à peine contre l'imprimeur de 16 francs à 100 francs d'amende par chaque numéro publié en contravention de l'une des présentes dispositions.

« *Article 12.* — Le gérant est tenu d'insérer gratuitement, en tête du plus prochain numéro du journal ou écrit périodique, toutes les rectifications qui lui seront adressées par un dépositaire de l'autorité publique au sujet des actes de sa fonction, un membre du Ministère au sujet des actes de son Département ou des actes du Gouvernement, qui auront été inexactement rapportés par ledit journal ou écrit périodique.

« Toutefois, ces rectifications ne dépasseront pas le double de l'article auquel elles répondront. En cas de contravention, le gérant sera puni d'une amende de 100 francs à 1.000 francs.

« *Article 14.* — La circulation en France des journaux ou écrits périodiques publiés à l'étranger, ou l'expédition hors de France des journaux ou écrits périodiques publiés en France, ne pourra être interdite que par une décision spéciale délibérée en Conseil des Ministres sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères.

« La mise en vente, la distribution ou l'expédition faite sciemment au mépris de l'interdiction sera punie d'une amende de 1.000 francs à 10.000 francs.

« *Article 24* (ainsi complété). — Dans les colonies où la France exerce son mandat de civilisation à l'égard de populations indigènes, ceux qui, soit par écrits et imprimés, vendus ou distribués, mis en vente ou colportés, soit par des placards ou affiches, ou par disques, dessins, gravures et images, auront porté ou entrepris de porter atteinte à l'autorité de la France, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à un an ou d'une amende de 100 à 3.000 francs sans préjudice de la saisie, par l'autorité administrative, des écrits, imprimés, dessins ou images incriminés.

« Les infractions prévues au paragraphe précédent sont de la compétence du tribunal correctionnel.

« *Article 27*. — La publication ou reproduction de nouvelles supposées ou falsifiées ou volontairement dénaturées, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 1.000 francs à 10.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, lorsque la publication ou la reproduction sera de nature à troubler la paix publique ou les relations internationales, et qu'elle aura été faite en connaissance de cause et de mauvaise foi.

« La publication ou la reproduction, faite sciemment et de mauvaise foi, par quelque moyen que ce soit, de nouvelles supposées ou falsifiées, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 francs à 1.000 francs ou de l'une de ces

deux peines seulement, lorsque cette publication ou reproduction sera de nature à ébranler la discipline ou le moral des armées de terre, de mer ou de l'air.

« Les poursuites au cas de reproduction par d'autres journaux ne pourront être engagées que si la publication initiale a déjà fait elle-même l'objet d'une poursuite.

« *Article 30.* — La diffamation commise par l'un des moyens énoncés en l'article 23 et en l'article 28 envers les cours, les tribunaux, les armées de terre, de mer ou de l'air, les corps constitués et les administrations publiques sera punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 1.000 francs à 10.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

« *Article 31.* — Est considéré comme personne publique, quiconque exerce une fonction ou un mandat publics, ou qui, par son action, ses écrits, ses discours ou les moyens qu'il met en œuvre est susceptible d'exercer une influence directe ou indirecte sur l'opinion publique.

« *Article 32.* — La diffamation commise par l'un des moyens énoncés en l'article 23 et en l'article 28 sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à six mois et d'une amende de 1.000 francs à 10.000 francs.

« *Article 33.* — L'injure commise par les mêmes moyens envers les corps désignés par l'article 30 de la présente loi, ou, lorsqu'elle n'aura pas été précédée de provocation envers les personnes, sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à deux mois et d'une amende de 16 francs à 500 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

« Si l'injure n'est pas publique, elle ne sera punie que de la peine prévue par l'article 471 du Code pénal.

« *Article 34.* — Les articles 32 et 33 ne seront appli-

cables aux diffamations ou injures dirigées contre la mémoire des morts que dans le cas où les auteurs de ces diffamations ou injures auraient eu l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers, époux ou légataires universels vivants.

« Que les auteurs des diffamations ou injures aient eu ou non l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers, époux ou légataires universels vivants, ceux-ci pourront user, dans les deux cas, du droit de réponse prévu par l'article 13.

« *Article 35.* — La vérité du fait diffamatoire tel qu'il est défini à l'article 29 pourra être établie par les voies ordinaires à l'encontre de toute personne publique, visée à l'article 31, sauf si le fait diffamatoire vise la vie intime ou familiale.

« La vérité des imputations diffamatoires et injurieuses pourra être également établie contre les directeurs ou administrateurs de toute entreprise industrielle, commerciale ou financière, faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit.

« La preuve contraire sera réservée.

« Si la preuve du fait diffamatoire est rapportée, le prévenu sera renvoyé des fins de la plainte.

« Dans aucun cas la preuve ne pourra être rapportée de l'existence d'un fait amnistié ou ayant fait l'objet d'une décision de réhabilitation.

« Lorsque le fait imputé est l'objet de poursuites commencées à la requête du ministère public ou d'une plainte de la part du prévenu, il sera, durant l'instruction qui devra avoir lieu, sursis à la poursuite et au jugement du délit de diffamation.

« Lorsque l'imputation diffamatoire sera réitérée,

après la poursuite commencée et jusqu'au jour de l'audience, le tribunal pourra sur conclusions être saisi de la ou des imputations réitérées et devra prononcer, si le délit est retenu, autant de condamnations qu'il y aura eu de publications diffamatoires, et, dans ce cas, la confusion des peines ne pourra être prononcée.

« *Article 36.* — L'offense commise publiquement envers les chefs d'Etat étrangers sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 100 francs à 3.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

« *Article 39.* — Il est interdit de rendre compte des procès en diffamation déferés au tribunal de police correctionnelle. La plainte seule pourra être publiée par le plaignant. Dans toute affaire civile, les cours et tribunaux pourront interdire le compte rendu du procès. Ces interdictions ne s'appliqueront pas aux jugements, qui pourront toujours être publiés.

« Il est également interdit de rendre compte des délibérations antérieures, soit des jurys, soit des cours et tribunaux.

« La même interdiction s'applique aux débats des procès en déclaration de paternité.

« Toute infraction à ces dispositions sera punie d'une amende de 100 francs à 2.000 francs.

« *Article 42.* — Seront passibles, comme auteurs principaux, des peines qui constituent la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse, dans l'ordre ci-après, savoir :

« 1° les auteurs;

« 2° A leur défaut, soit les gérants ou éditeurs, soit les directeurs ou rédacteurs en chef, quelles que soient

leurs professions ou leurs dénominations;

« 3° A défaut des gérants ou éditeurs et des directeurs ou rédacteurs en chef, les imprimeurs;

« 4° A défaut des imprimeurs, les vendeurs, distributeurs ou afficheurs.

« Si certaines des personnes responsables sont couvertes par l'immunité parlementaire, la poursuite pourra également être exercée contre les personnes de la catégorie suivante dans l'ordre indiqué ci-dessus.

« *Article 43.* — Lorsque les auteurs seront en cause, les gérants ou éditeurs, les directeurs ou rédacteurs en chef seront poursuivis comme complices.

« Pourront l'être au même titre et dans tous les cas toutes les personnes auxquelles l'article 60 du Code pénal pourrait s'appliquer. Ledit article ne pourra s'appliquer aux imprimeurs pour faits d'impression, sauf dans les cas et les conditions prévus par l'article 6 de la loi du 7 juin 1848 sur les attroupements.

« *Article 45.* — Sont déférés au tribunal de police correctionnelle, les délits et infractions prévus par les articles 9, 10, 11, 11 *bis*, 12, 13, 14, 17, alinéas 2 et 4; 27, 28, alinéa 2; 32, 33, alinéa premier; 35, 36, 37, 38, 39 et 40 de la présente loi, ainsi que les provocations soit aux crimes de meurtre, de pillage et d'incendie, soit aux crimes et délits de violence envers les personnes, lesdites provocations prévues et réprimées par l'article 24 de la présente loi.

« Les crimes et délits, prévus par la présente loi et non visés à l'alinéa précédent, sont déférés à la cour d'assises.

« Sont renvoyées devant les tribunaux de simple police, les contraventions prévues par les articles 2, 15, 17,

alinéas premier et 3, 21 et 33, aalinéa 2, de la présente loi.

« *Article 46.* — L'action civile résultant des délits de diffamation prévus et punis par les articles 30 et 32 pourra être poursuivie séparément de l'action publique.

« Elle sera dispensée du préliminaire de conciliation, instruite et jugée comme affaire sommaire, conformément aux règles de la procédure civile et jugée d'urgence.

« Le délai d'appel de ces jugements sera de quinze jours francs à dater de leur signification à personne ou à domicile s'ils sont contradictoires et à dater du jour où l'opposition ne sera plus recevable ou aura été déclarée irrecevable s'ils sont par défaut.

« *Article 47.* — La poursuite des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication aura lieu d'office à la requête du ministère public.

« Toutefois, dans le cas d'injures ou de diffamations envers les cours, tribunaux et autres corps indiqués en l'article 30, la poursuite n'aura lieu que sur une délibération prise par eux en assemblée générale et requérant les poursuites ou, si le corps n'a pas d'assemblée générale, sur la plainte du chef de corps ou du Ministre duquel ce corps relève.

« *Article 60.* — La poursuite devant les tribunaux correctionnels et de simple police aura lieu conformément aux dispositions du chapitre II du titre premier du Livre II du Code d'instruction criminelle, sauf les modifications suivantes :

« 1^o Dans le cas d'offense envers les Chefs d'Etat ou
« d'outrage envers les agents diplomatiques étrangers, la
« poursuite aura lieu soit à leur requête, soit d'office, sur

« leur demande adressée au Ministre des Affaires étran-
« gères et par celui-ci au Ministre de la Justice.

« En ce cas seront applicables les dispositions de l'ar-
« ticle 49 sur le droit de saisie et d'arrestation préventive
« relatives aux infractions prévues par les articles 23, 24
« et 25.

« 2° Dans le cas de diffamation prévu par l'article 32
« et dans le cas d'injure prévu par l'article 33, paragraphe
« premier, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte de
« la personne diffamée ou injuriée;

« 3° En cas de diffamation ou d'injure pendant la pé-
« riode électorale contre un candidat à une fonction élec-
« torale, le délai de la citation sera réduit à vingt-quatre
« heures, outre le délai de distance;

« 4° La citation précisera et qualifiera le fait incriminé; elle indiquera le texte de loi applicable à la
« poursuite, le tout à peine de nullité de ladite poursuite;

« 5° Le tribunal prononcera dans les trois mois de la
« citation, sur la plainte en diffamation ou injure. S'il y
« a opposition, appel ou pourvoi en cassation, il y sera
« statué pour chacune de ces voies de recours dans un
« délai de trois mois;

« 6° La publication diffamatoire ou injurieuse fera
« l'objet d'une poursuite unique devant le tribunal pre-
« mier saisi.

« Sont applicables au cas de poursuite et de condam-
« nation les dispositions de l'article 48 de la présente loi.

« Le désistement du plaignant arrêtera la poursuite
« commencée. »

Article 63. — En cas de conviction de plusieurs crimes
ou délits prévus par la présente loi, les peines ne se cu-
muleront pas, et la plus forte sera seule prononcée, à

l'exception du cas prévu par l'article 35, paragraphe 7.

« En cas de récidive, le tribunal pourra prononcer, comme peine accessoire, contre le condamné, auteur ou ou complice d'un délit de diffamation, l'interdiction d'exercer ses fonctions pendant une durée qui ne devra pas excéder dix années.

« *Article 65.* — L'action publique et l'action civile résultant des crimes, délits et contraventions prévus par la présente loi se prescriront par trois mois révolus, à compter du jour où ils auront été commis avant que le tribunal n'ait été saisi par une citation régulière.

« Les prescriptions commencées à l'époque de la publication de la présente loi, et pour lesquelles il faudrait encore, suivant les lois existantes, plus de trois mois à compter de la même époque, seront, par ce laps de trois mois, définitivement accomplies. »

ART. 3.

Le titre du paragraphe 3 du chapitre II de la loi du 29 juillet 1881 est modifiée ainsi qu'il suit :

« Des journaux ou écrits périodiques français ou étrangers ».

ART. 4.

L'article 69 de la loi du 29 juillet 1881 est complété par l'alinéa suivant :

« Des décrets spéciaux en rendront les dispositions exécutoires dans les territoires sous mandat du Togo et du Cameroun ainsi que dans les pays de protectorat rele-

vant du Ministère des Colonies où fonctionnent des juridictions françaises, devant ces juridictions ».

Fait à Paris, le 10 décembre 1936.

Le Président de la République française.

Signé : ALBERT LEBRUN

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,

Signé : LÉON BLUM.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : MARX DORMOY.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Signé : MARC RUCART.

Le Ministre des Finances,

Signé : VINCENT AURIOL.

Le Ministre des Affaires étrangères,

Signé : YVON DELBOS.

BIBLIOGRAPHIE

1°) Ouvrages généraux :

- AMIAUD. — Cours de Législation industrielle (Faculté de Droit de Paris, 1935-36. *Les Cours de Droit*, Paris).
- GIRARD. — Cours d'économie sociale. (*Ecole libre des Sciences Politiques*, Années 1934-35 et 1935-36).
- OUALID. — Le mouvement syndical (Cours de Doctorat 1935-36. *Les Cours de Droit*, Paris).
- PIC. — Traité élémentaire de législation industrielle. (*Paris*, 6^e édition, Rousseau, 1930-31).
- RAYNAUD. — Manuel de législation industrielle, (*De Bocard*, Paris, 1931).
- Droit international ouvrier. (*Domat Montchrétien*, Paris, 1934).
- RIPERT. — Le régime démocratique et le droit civil moderne (*Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence*, Paris, 1936).

2°) Ouvrages concernant le contrat de travail des journalistes.

- SIRÔL. — Droit et Journalisme (*Thèse Toulouse*, 1930).
- BARC. — Le délai-congé des Journalistes (*Th. Rennes*, 1935).
- VALENTIN. — Le Statut des Journalistes (*Th. Nancy*, 1936).
- HOURSANGOU. — Le Journaliste en France (*Th. Bordeaux*, 1936).

3°) Documents parlementaires concernant la loi du 30 mars 1935 :

- Proposition de loi numéro 1653 présentée par M. GUERNUT.
- Rapport n° 4516, présenté par M. BRACHARD.
- Rapport n° 279, présenté par M. GODART.

4°) Documents divers :

Le Journaliste : Publication du Syndicat National des Journalistes
(Paris, 5, rue du Coq Héron, 1919-1936).

L'Europe Nouvelle, n° du 30 mai et du 12 décembre 1936.

Les conditions de travail des journalistes étrangers (enquête de
la Fédération internationale des Journalistes).

Notes et documents communiqués par le Syndicat National.

Publications du B. I. T. (enquête de la commission des Travailleurs
intellectuels).

Statuts du Syndicat de la presse étrangère.

5°) Documents concernant la F. I. J. :

Statuts de la F. I. J. (Paris, 2, rue de Montpensier).

Le Tribunal d'Honneur des Journalistes (publication de la F. I. J.,
Paris, 1932).

Rapport moral présenté par M. Stéphan VALOT au Congrès de
Berlin de 1930.

Bulletin de la F. I. J. (décembre 1936) : Travaux du Congrès de
Berne.

Vu : Le Doyen,
EDGARD ALLIX.

Vu : Le Président de la Thèse,
W. OUALID.

Vu et Permis d'Imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.	5
CHAPITRE I. — <i>L'élaboration du Statut professionnel</i>	14
<i>Section I.</i> — Efforts pour une organisation professionnelle	14
<i>Section II.</i> — Situation des journalistes Français avant le vote de la Loi	20
<i>Section III.</i> — Histoire parlementaire de la Loi du 30 mars 1935	25
<i>Section IV.</i> — Caractères généraux du Statut	30
CHAPITRE II. — <i>Les bénéficiaires du Statut</i>	34
<i>Section I.</i> — Définition légale du journaliste	34
<i>Section II.</i> — Carte d'identité professionnelle	38
<i>Section III.</i> — Les journalistes hors du cadre du Statut ..	45
CHAPITRE III. — <i>Avantages matériels du Statut</i>	51
<i>Section I.</i> — Principe du salaire minimum	54
<i>Section II.</i> — Avantages divers consentis par le Statut ..	69
<i>Section III.</i> — Repos hebdomadaire et Congé annuel	72
CHAPITRE IV. — <i>Rupture du Contrat de Travail</i>	73
<i>Section I.</i> — Rupture du fait de l'employeur	74
<i>Section II.</i> — Rupture du fait de l'employé	94
APPENDICES. A L'ÉTUDE DU STATUT PROFESSIONNEL	102
I° Introduction du Statut en Alsace-Lorraine	102
II° Perfectionnement du Statut par le moyen de la Con- vention collective	104
III° Du droit de propriété littéraire et artistique des journalistes	108
CHAPITRE V. — <i>Les journalistes étrangers en France</i>	121
<i>Section I.</i> — Les journalistes étrangers collaborant à	

<i>listes étrangers (Etude de droit comparé)</i>	130	
un journal Français	121	
<i>Section II. — Les correspondants de journaux étrangers</i> résidant en France	122	
CHAPITRE VI. — <i>La condition professionnelle des journa-</i>		
<i>Section I. — Définition légale du journaliste</i>	130	
<i>Section II. — Contrat de travail des journalistes</i>	134	
<i>Section III. — Tribunaux d'arbitrage</i>	150	
CHAPITRE VII. — <i>L'organisation internationale des journalistes</i>		162
<i>Section I. — Définition, Constitution de la F. I. J.</i>	163	
<i>Section II. — Organismes et fonctionnement</i>	165	
<i>Section III. — But et activité de la F. I. J.</i>	167	
<i>Section IV. — Réalisations pratiques</i>	169	
<i>Section V. — Le Tribunal d'Honneur des journalistes</i> .	177	
<i>Section VI. — La F. I. J. et la crise actuelle de la li-</i> berté de la Presse	185	
CHAPITRE VIII. — <i>L'organisation sociale des journalistes (évo-</i> lution et actualités		193
APPENDICE. — <i>Les écoles de journalisme</i>		203
En marge du statut professionnel	207	
CONCLUSION		229
ANNEXE N° 1. — <i>Journalisme et radio</i>		236
ANNEXE N° 2. — <i>Travaux des commissions de barème en pro-</i> vince		240
ANNEXE N° 3. — <i>Carte d'identité des journalistes profes-</i> sionnels		243
ANNEXE N° 4. — <i>Les journalistes et l'obligation au secret</i> professionnel		246
ANNEXE N° 5. — <i>Deux réceptions à l'accueil français</i>		248
ANNEXE N° 6. — <i>Aperçu historique sur la condition du jour-</i> nalisme		250
ANNEXE N° 7. — <i>Liberté de la presse et organisation profes-</i> sionnelle des journalistes		254
ANNEXE N° 8. — <i>Comité d'entente des travailleurs de la</i> presse		258

ANNEXE N° 9. — <i>L'association de la presse de langue française</i>	261
ANNEXE N° 10. — <i>L'association syndicale de la presse étrangère à Paris</i>	264
ANNEXE N° 11. — <i>Considérations sur la condition des correspondants de journaux étrangers en France</i>	269
ANNEXE N° 12. — <i>De quelques œuvres sociales créées par les journalistes professionnels</i>	273
ANNEXE N° 13. — <i>Composition du comité général des associations de la presse française</i>	276
ANNEXE N° 14. — <i>Le droit d'auteur des journalistes et le projet de loi sur le contrat d'édition</i>	278
ANNEXE N° 15. — <i>Régime des collaborations multiples ou partielles et cas particuliers d'après le barème des traitements minimums des journalistes professionnels du département de la Seine.</i>	283
I) <i>Loi relative au statut professionnel des journalistes</i>	286
II) <i>Texte du règlement d'administration publique concernant la carte d'identité professionnelle des journalistes</i>	293
III) <i>Projet de loi, complétant et modifiant la loi du 27 juillet 1881 sur la liberté de la presse</i>	299
BIBLIOGRAPHIE	314



